

La Question d'Égypte

(1841 - 1938)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

Émile Sélim AMAD

JURY :

Président : M. LE FUR

Suffragants } MM. GIDEL
SCELLE

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

47, Rue St-André-des-Arts

1938

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

La Faculté n'entend approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs. (Décision de la Faculté du 1^{er} juillet 1916).

La Question d'Égypte

(1841 - 1938)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

Émile Sélim AMAD

JURY :

Président : M. LE FUR

Suffragants } MM. GIDEL
SCELLE

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

47, Rue St-André-des-Arts

1938

* 47303



PREMIÈRE PARTIE

L'Égypte Vassale de la Turquie - L'Ingérence financière
et politique des Puissances - L'Occupation britannique, le
Protectorat et l'Indépendance sous conditions.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552024_0059

CHAPITRE I

L'EGYPTE VASSALE DE LA TURQUIE

I. — Conquête turque et Constitution de Sélim I^{er} Les Beys et la Porte

L'Egypte millénaire, carrefour mondial, oasis de civilisation et de richesse d'un continent barbare et désertique, l'Egypte des Pharaons et des Ptolémées, changea de monde, quand, en 641, les Arabes s'en emparèrent.

Sur les ruines de ce pays méditerranéen par la situation et la civilisation, plus particulièrement hellénique par les mœurs et le goût, les Arabes érigèrent leur royaume, où très vite, toute trace de cette civilisation « occidentale » qu'il avait contribué à créer, disparut.

Mais, quand à leur tour, les Arabes fléchirent sous les coups des Croisés, quand furent bâties par le fer et dans le sang les principautés franques d'Orient, la conquête sauva ses conquérants.

C'est du Caire que le Sultan Salah-el-Dine déclencha la lutte à outrance qu'il livra aux Croisés et dont leurs royaumes devaient sortir mortellement atteints.

C'est encore du Caire, que le Sultan Mameluck Baibars I^{er} acheva son œuvre, et mit définitivement fin à l'hégémonie franque.

L'Egypte connut alors les honneurs de l'Islam, et devint même, après la prise de Bagdad par les Mongols, le centre d'un Califat, qui avait, il est vrai, résilié ses attributions temporelles en faveur d'un sultan « laïc ».

« Ce fut sans doute de la part du Sultan Baibars I^{er} un « trait de génie, que de recueillir un rejeton de la famille « Abbasside, après le désastre mongol et de le reconnaître « au Caire comme pontife suprême...

« Le geste du Sultan Baibars n'est pas purement spirituel, car le souverain en avait prévu la conséquence immédiate et tangible, la suzeraineté sur le Hedjaz » (1).

Mais la renaissance fut de courte durée. Monarchies circassiennes... Lutttes stériles et épuisantes contre l'Empire d'Orient... L'Egypte était mûre pour la conquête. Les deux Empires, l'Empire Egyptien et l'Empire Byzantin, un moment trop court alliés, n'avaient pas prévu l'entrée en lice d'un « troisième larron » : l'Osmanli.

En 1454, Constantinople tombait aux mains de Mahomet II. En 1517 Selim Ben-Bayazid (fils de Bajazet) s'empara du Caire. Il lui fut facile de vaincre le Mameluck qui y régnait (Quayat-bey). Il lui fut encore facile d'obtenir du dernier Calife arabe, Al Motawakil, l'abdication en sa faveur de toute autorité spirituelle sur l'Islam.

Ainsi armé, Sélim devait voir cesser toute résistance. La religion était alors une nationalité, en terres musulmanes. Les Arabes ne pouvaient plus résister aux Turcs du jour où ces derniers venaient à eux, vêtus de la parure califale. Ils se soumirent tous. Il fallut attendre jusqu'en 1907 pour voir apparaître les premiers « autonomistes », et jusqu'en 1915 pour que, brisant leurs liens séculaires, les Arabes se dressent aux côtés des alliés (2).

A peine maître de l'Egypte, Sélim Ben Bayazid se hâta de lui donner une « constitution ».

A la tête de la hiérarchie administrative se trouvait un Pacha que la Sublime Porte nommait annuellement. Il était assisté d'un conseil consultatif.

Ce conseil, composé de dignitaires militaires, les chefs des Sept Corps, du Chancelier, de l'Emir-el-Hag (3), du Grand

(1) Gaston Wiet, *Précis de l'Histoire d'Egypte*. T. I, p. 250.

(2) Les « autonomistes » constitués en sociétés publiques et les partisans de l'indépendance en sociétés secrètes, firent leur apparition à la proclamation du sultanat « constitutionnel » imposé par les « jeunes turcs » en 1907. Pendant la guerre le chérif de la Mecque, Hussein, poussé par son fils, Fayçal (qui mourut roi d'Irak) et soutenu par les Anglais représentés auprès de lui par le colonel Lawrence, déclencha la « révolte dans le désert ». Consulter Lawrence : « Les sept pilliers de la Sagesse » (Edition française Payot). On peut aussi consulter un ouvrage d'Amin Saïd : « La grande Révolution arabe », édité en langue arabe, au Caire.

(3) « Prince du Pèlerinage » à la Mecque, désigné tous les ans pour prendre la tête des pèlerins d'Egypte.

Cadi, des quatre Mouftis, de Cheikhs et d'Ulémas, portait le titre de « Divan ».

A ce conseil était substitué, pour les affaires courantes, un « petit » divan et un corps indépendant, celui des « Beys », composé de dignitaires en partie désignés par lui, mais dont la nomination revenait au Pacha.

Ainsi gouvernée, l'Égypte était divisée en douze Provinces : trois Provinces maritimes gouvernées par les Capitans-Pachas, cinq Provinces gouvernées par des Beys et quatre par des dignitaires inférieurs, les « Kachefs » eux aussi de race circassienne et « mamelucks ».

Le gouverneur du Caire, portant le titre de « Cheikh-el-Beled », avait rang privilégié. Il acquit vite une très grande importance, et devint lentement le véritable maître du pays.

Ce système fonctionna normalement un siècle durant. Mais en 1624, une atteinte grave lui fut portée. Le « Divan » s'arrogea le droit de déposer le Pacha dont il était mécontent. A différentes reprises par la suite, notamment en 1631 et en 1644, le système ainsi créé fut mis à contribution, sans que la Porte s'en émut grandement, ni effectivement.

Le pouvoir passa ainsi lentement des mains du Pacha à celles du Divan. Ce fut là, la plus importante réforme apportée dans les rapports avec le suzerain turc.

En 1756, à la veille de l'expédition française qui devait tirer l'Égypte de sa somnolence, les beys et leurs alliés, les « ondjaklys » (1) sont les vrais maîtres du Pays, que le Cheikh-el-Beled gouverne effectivement.

*
**

L'importance théorique de la présence du Pacha ne saurait échapper.

Il était, somme toute, le seul représentant direct de la Porte, celui dans la nomination duquel les autorités « indigènes » n'intervenaient pas. Le Pacha était l'affirmation de la suzeraineté ottomane, le porte-parole du Sultan.

La Porte s'était réservé sa nomination et sa destitution. Il ne dépendait que d'elle. Le droit reconnu au Divan de « demander » sa destitution était un nouveau signe de l'al-

(1) Les chefs des bandes de « janissaires ».

légéance de ce Divan à la Porte, le Sultan demeurant libre théoriquement d'acquiescer au désir du Divan, ou de ne pas en tenir compte.

Mais du jour où cet unique lien disparaissait, du jour où le Divan, émanation du peuple égyptien, aristocratie et clergé, s'arrogeait le droit de destituer le Pacha, la situation changeait du tout au tout.

L'ordre naturel des choses était changé. L'Egypte confirmait les décisions de la Porte. *Le droit de destituer équivaut à celui de nommer : il revient à nommer celui qu'on ne destitue pas.*

A partir de ce moment, il n'est pas exagéré de dire, que seule la qualité de Calife, du Sultan de Turquie, empêcha une scission définitive.

Nous nous excusons à l'avance de l'anecdote que nous citons ci-bas, mais elle offre cet intérêt de montrer à quel point le Pacha en était arrivé, à quel degré il était tombé.

Quand le Pacha avait cessé de plaire, un mameluck se rendait à la Citadelle — de laquelle le Pacha n'osait plus sortir — chevauchant un baudet. Arrivé devant le représentant de la Sublime Porte, il s'agenouillait face contre terre et avant que le Pacha n'ait eu le temps de revenir de sa surprise, le bey se saisissait du tapis sur lequel le Pacha avait les pieds et le tirant à lui s'écriait : « Enzel, Pacha... » (1).

C'est dans cette Egypte mûre pour l'Indépendance totale, théorique et pratique, que va se lever son premier libérateur.

Moins heureux que Mohamed Ali qui vint après lui, il atteignit à certains moments à de plus hauts honneurs et réussit ce que Mohamed Ali ne put hélas ! entièrement réussir ayant l'Europe à dos : le détachement complet de Constantinople.

Cet homme c'est Aly bey. L'Histoire lui a donné le nom de Kébir (2). Pourtant quand il commença sa carrière, il n'était que la propriété du lieutenant des Janissaires : Ibrahim.

Pour venger son maître que d'autres beys avaient fait tuer, il mena contre eux une lutte sans merci avec l'aide de

(1) Textuellement : « Descends, pacha... »

(2) « le Grand ».

Daher, pacha de Akka (1). Vainqueur des beys et de la Porte, Aly bey fit battre monnaie à son chiffre, dire les prières en son nom, et se donna le titre de Sultan.

Finalement, trahi par un lieutenant, Mohamed Abou Dahab, à qui il avait confié une armée avec mission de s'emparer de Damas, Aly bey fut vaincu et tué.

Retenons de l'énoncé de ces quelques faits, la faiblesse insigne du Pouvoir Central : ils constituent autant de preuves irréfutables de l'état de quasi-indépendance dans lequel l'Égypte vivait.

L'expédition française allait, pour un certain temps, renforcer l'autorité de la Porte autour de laquelle les mamelucks furent bien obligés de se serrer. Quand Bonaparte eut quitté l'Égypte, la Porte essaya de reprendre son autorité et un Pacha plus énergique que les autres, Houssouf, tint un certain temps le pays pour le Sultan.

Mais les mamelucks eurent tôt fait de le vaincre à la bataille de Damanhour (1802) grâce à l'aide de troupes d'élites, les troupes albanaises, que commandait un jeune lieutenant : Mohamed Ali.

Le chef de ce brillant officier, Taher, se hâta alors de chasser Houssouf et de s'emparer de son poste. Mais il fut assassiné quelque temps après. Sans coup férir, Mohamed Ali se trouvait mis à la tête de la redoutable troupe albanaise, la seule possédant de réelles qualités militaires, la seule à craindre.

II. — Mohamed Ali. — Ses guerres

A peine investi de sa nouvelle dignité, Mohamed Ali pacifisa avec les beys. Les nouveaux alliés vainquirent un pacha (de Yambo, en Arabie) que la Porte avait envoyé les combattre. Houssouf, qui s'était ressaisi, fut derechef défait à Damiette. Aly-el-Djazaierly accouru de Constantinople à la

(1) St-Jean d'Acre. A cette occasion, disons que nous écrivons « de Akka » et non « d'Akka » la première lettre arabe du mot que Akka » nous retrouverons dans « Abbas », « Akaba » etc., etc... se prononçant de façon incompatible avec l'apostrophe.

rescousse, tomba dans un guet-apens et y perdit la vie. L'Angleterre débarqua un bey fugitif qu'elle arma et essaya de dresser sur le chemin de Mohamed Ali : Elfy bey. Il fut vaincu et chercha son salut dans la fuite.

Mais, brusquement, Mohamed Ali changea de politique. Il entre en lutte contre ses alliés mamelucks. Quand il essaya de les attirer dans un guet-apens, ils quittèrent le Caire, se répandirent en Province, tinrent le pays.

Mohamed Ali rétablit alors l'autorité de Housouf sur la Capitale. Mais trois jours ne se passèrent pas qu'il le déposa pour le remplacer par Khourchid, capitain-pacha d'Alexandrie, et sans perdre de temps, il mit la Porte au courant de sa « soumission ».

Le Sultan jubila. Mais il fut imprudent : il demanda à Mohamed Ali, en échange de son « pardon », de regagner l'Albanie. Mohamed Ali refusa. Khourchid crut habile de l'envoyer lutter en Province contre les beys, et écrivit à Constantinople de lui expédier des bandes kurdes comandées par le sinistre « Boucher » d'Acre, Ahmed pacha El-Djezzar seul adversaire jugé digne des Albanais. Mal lui en prit. Mohamed Ali de retour au Caire, battit les kurdes à plate couture, destitua Khourchid et pour la première fois dans l'histoire de l'Egypte contemporaine, le peuple du Caire, délirant d'enthousiasme, fixa son choix : il le *proclama* son gouverneur.

Devant ce fait accompli — le premier de son espèce à se produire dans le « pachalyck » d'Egypte — la Porte ne put que s'incliner. Non seulement elle confirma le choix populaire, mais elle envoya 20.000 hommes de troupe pour soutenir le nouveau pacha.

**

« Mohamed Ali était d'origine albanaise : il était né à Cavalla en Macédoine. Le fondateur de la dynastie des Ptolémées était venu aussi de Macédoine. Né dans le pays d'Alexandre, la même année que Napoléon (1769)... » (1)

Mais, l'Angleterre — déjà et encore elle — intervint en faveur de sa créature : Elfy bey. La Porte changea encore

(1) Edouard Driault, « *Précis de l'Histoire d'Egypte* », Tome III, page 205.

une fois d'avis. Elle pactisa avec les beys. Les 20.000 hommes reçurent l'ordre de combattre celui qu'ils étaient venus aider, et un nouveau renfort de 3.000 hommes sous les ordres d'un capitán-pacha se joignit à eux.

Mais... le capitán ne s'entendit pas avec les beys. Il tourna casaque et rallia le camp de Mohamed Ali. Ce dernier prit sur lui d'exécuter toutes les promesses faites par les beys à la Porte. Comment la Porte aurait-elle pu résister ?

Elle revint encore une fois sur sa décision et le 2 Novembre 1806 le Firman fut lu au Caire, qui instituait Mohamed Ali gouverneur de l'Égypte.

Ce n'était pas encore fini. Mohamed Ali n'était venu à bout — pour le moment — que des Turcs. Il lui restait les Anglais et les Mamelucks... plus deux ferments intérieurs de désordres : les kurdes et ses albanais eux-mêmes.

Les Anglais dégoûtés d'Elfy bey, deux fois débarqué, deux fois vaincu, décidèrent de tenter une « action directe ». Battus à Rosette par les habitants de la ville, sans l'aide de troupes régulières, ils durent, pour reprendre les officiers faits prisonniers à cette dernière bataille, évacuer Alexandrie, et quitter l'Égypte... sans esprit de retour.

Les Mamelucks furent conviés, par Mohamed Ali, à une grande fête organisée à la Citadelle. Ceux d'entre eux qui s'y rendirent, n'en revinrent pas. Les autres durent fuir le Caire et chercher refuge en Haute-Égypte, puis au Soudan. Mohamed Ali les fit poursuivre et impitoyablement massacrer (1).

Les albanais servirent au Pacha à faire la chasse aux kurdes, qu'ils exterminèrent. Puis, en partie pour s'en débarrasser, Mohamed Ali les envoya en Arabie, réprimer pour le Sultan, la révolte des Wahabites (2). Contre toute attente leur victoire fut complète, et l'Arabie revint à l'orthodoxie

(1) Consulter à ce sujet, « *La fin des Mamelouks* » par S. A. le Prince Omar Toussoun. Extrait du Bulletin de l'Institut d'Égypte. T. XV, Session 1932-1933, Le Caire 1933.

(2) Secte musulmane puritaine qui considérait les « sunnites » ou musulmans orthodoxes soumis au Calife, comme des hérétiques. Le roi Ibn-el-Séoud, chef de cette secte, règne aujourd'hui sur le Hedjaz.

sunnite. Force fut à Mohamed Ali de les envoyer au Sen-nar (1). L'expédition fut finalement couronnée de succès, mais son fils Ismaïl y périt, brûlé vif par le roitelet indigène de cette province.

Par la création du Nizam-Guédid (2) dû au français Soliman Pacha (3) Mohamed Ali put finalement se passer de ces trop redoutables et trop indisciplinées troupes albanaises en les obligeant, soit à se joindre aux troupes régulières du Nizam, soit à se rembarquer pour l'Albanie natale.

Maître de l'Egypte, Mohamed Ali le devint au point qu'il put la quitter pour un très long séjour en Arabie, confiant toute son autorité à son secrétaire d'Etat, l'arménien Boghos.

L'expédition de Morée, malgré le désastre naval de Navarin, permit à Mohamed Ali d'apprécier le courage de son armée nouvelle. Il traita directement avec l'Angleterre l'évacuation de cette province.

Mais déjà Mohamed Ali rêvait de porter à son « suzerain », l'incapable Sultan Mahmoud, un coup susceptible d'asseoir son hégémonie sur l'Empire Ottoman. Le prétexte fut une querelle avec Abdallah, pacha de Saint-Jean d'Acre.

Le fils préféré de Mohamed Ali, Ibrahim, le vainqueur des Mamelucks, le conquérant de l'Arabie, s'empara de cette ville — réputée imprenable depuis l'échec de Bonaparte sous ses murs, au bout de six mois de siège. Les montagnards libanais qui s'étaient ralliés à lui sous les ordres de leur émir, Béchir, prince de cette Montagne où régnait alors un « bien inconnu du reste de la Syrie : la sécurité de la propriété » (4) avaient été de précieux auxiliaires, qu'Ibrahim se hâta d'embrigader dans son armée.

Refusant le pachalyck de Candie et réclamant celui de Syrie, Mohamed Ali donna l'ordre à son fils de continuer son avance sur les terres impériales. Il y fut reçu en libérateur.

(1) Province du Soudan Egyptien.

(2) Textuellement l'« Ordre Nouveau » en d'autres termes « la nouvelle armée ».

(3) De son vrai nom colonel Sève, originaire de Lyon, ancien « grognard » de l'Empereur, et aïeul, par S. M. la Reine-mère, de S. M. le Roi Farouk.

(4) Boisilecombe, cité par Driault, *op. cit.*, p. 323.

Bientôt il fut à Damas d'où son armée, grossie de partisans libanais et syriens, marcha sur Koniah.

Mais l'Europe intervint. L'« Homme Malade » allait-il céder la place au redoutable Pacha d'Égypte ? La Russie et l'Autriche soutinrent ouvertement la Porte. L'Angleterre et la France offrirent leur « médiation ». Mais Ibrahim s'empare de Koniah et marche sur Kutayah. Les escadres russes, à la demande du Sultan Mahmoud, pénétrèrent dans le Bosphore.

La Porte, aux abois, souscrivit à une partie des revendications de Mohamed Ali par le « Traité » de Kutayah, qui en réalité n'est qu'un acte unilatéral (1). Mohamed Ali fut reconnu Gouverneur d'Égypte, du Sennar et de Candie ; Pacha des pachalycks de Syrie : Alep, Safad, Sayda, Beyrouth, Tripoli, Jérusalem, Naplouse. Son fils Ibrahim, fut nommé Wali (2) d'Abyssinie, gouverneur du Sandjak de Djeddah et de la Mecque, « Mouhassil » (3) de la province d'Adana, clé du Taurus.

Ainsi nanti, Mohamed Ali, qui avait vent des préparatifs de Mahmoud, lequel n'avait cherché qu'à gagner du temps, tenta de faire proclamer son indépendance. L'Europe pressentie se montra réservée, la France assez aigre. Il se le tint pour dit et tâta le terrain en vue de l'obtention de l'hérédité de ses gouvernements et pachalycks. Mais l'Angleterre intriguait ; Mahmoud décida de venger ses défaites. La Syrie, exaspérée des exactions de la soldatesque égyptienne, bougeait. La Montagne, qui avait fourni à Ibrahim ses meilleurs soldats, parvenait difficilement à tenir le restant du pays. L'occasion était propice. Mahmoud donna l'ordre à ses troupes d'avancer en Syrie.

Ibrahim à son tour s'ébranla de Kutayah. Sur l'instigation de Soult, président du Conseil français, deux missions se hâtèrent vers le théâtre des hostilités dans le but d'y mettre fin. La mission Flotz se dirigea vers le Sultan, la mission Caillé vers Ibrahim pacha, qu'elle rencontra au lendemain de l'éclatante victoire de Nézib, au cours de laquelle

(1) « Il n'y a pas de traité de Kutayah » en a dit Palmerston.

(2) Gouverneur de province ou « Wilayet ».

(3) Pratiquement « gouverneur ».

les troupes égypto-libanaises avaient littéralement exterminé un ennemi de beaucoup supérieur en nombre.

Se rendant aux raisons de la France, Ibrahim consentit à cesser son avance, désormais facile puisqu'il n'y avait plus d'armée turque et que le Sultan Mahmoud venait de mourir au cours d'un accès de *délirium tremens*. Mais la France ne saura, ni ne voudra soutenir son allié. Elle le laissera tomber sous les coups de l'Angleterre (Ponsonby et Palmerston), de l'Autriche (Metternich) et de la Russie (Nesselrode). On parlait déjà d'arrêter par la force toute avance égyptienne et d'envoyer une escadre mouiller dans les eaux d'Alexandrie.

Pendant ce temps, Ahmed pacha, commandant la flotte turque, à la mort de Mahmoud, cingle vers Alexandrie et livre la flotte impériale à Mohamed Ali. Sur terre et sur mer le « vassal » était maître des destinées de l'Empire.

L'Angleterre déclencha alors une violente offensive diplomatique, que la France para mollement. La Russie demeura plus ou moins neutre. L'Autriche, elle-même, finit par se rallier aux vues de Mohamed Ali touchant une discussion directe entre lui et la Porte. Mohamed Ali en sus de l'hérédité de l'Égypte et de la Syrie, réclamait le départ du premier ministre turc Hoshrew.

Finalement, sous la pression de l'Angleterre, le 22 Août 1839 la Porte réclama la restitution de la flotte, la cessation des intrigues contre Hoshrew, la renonciation à l'hérédité de la Syrie, laissant entendre que les pachalycks de Syrie pourraient être laissés à vie.

La trop grande soumission de Mohamed Ali aux conseils de modérations de l'Europe et particulièrement de la France (1) l'avait mis dans une mauvaise situation... qui allait vite empirer.

(1) L'opinion publique française était toute en faveur du pacha et la lecture des journaux de l'époque est éloquente à ce sujet. Mais Louis-Philippe, roi pacifique s'il en fut, remplaça Thiers jugé « belliqueux » par Guizot. Ce dernier ne souffla mot et l'Angleterre écarta la France du concert européen, à la Conférence de Londres, sans s'attirer la réponse que l'égyptophilie de l'opinion et son geste lui avaient méritée.

III. — Mohamed Ali. — L'ingérence étrangère et les accords de Londres (1841)

Notre intention n'est pas d'entrer dans le détail des jouées diplomatiques que se livrèrent alors les Puissances Européennes et particulièrement l'Angleterre et la France, ni de raconter par le détail la révolte qui secoua le Liban et fit tant de mal à la cause de Mohamed Ali que Soliman Pacha pouvait dire parlant de la Syrie, qu'il désirait voir « cette belle conquête au fond de la mer ».

Le 15 juillet 1840 fut signée par l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Turquie, la convention de Londres qui établissait le statut de l'Égypte.

« La convention du 15 juillet 1840 fut un véritable triomphe pour la politique de Lord Palmerston ; par elle, il ruinait le traité d'Unkiar-Kélessi (1) et réduisait la puissance du Pacha à l'Égypte ; il se posait en ami de la Porte lui restituant la Syrie, et affaiblissait l'influence de la France tant à Constantinople qu'à Alexandrie.

« Le 15 Juillet furent signés, avec la convention proprement dite, deux protocoles dont l'un devait être tenu secret.

« La convention elle-même était composée de l'ensemble des engagements que prenaient entre elles les puissances contractantes, et d'un acte séparé par lequel étaient fixées les conditions que le Sultan devait, d'accord avec ses alliés, soumettre à Mohamed Ali.

« Les Puissances contractantes déclaraient agir à la suite d'un appel de la Sublime Porte pour le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman menacé, et pour tenir leur promesse du 27 Juillet 1839 (2). Une cause d'humanité na-

(1) Convention conclue le 8 Juillet 1833 entre la Russie et la Turquie par laquelle la Russie s'engageait à aider le Sultan en cas d'agression. Ce traité confirmait tous les traités antérieurs et la Turquie s'y engageait à fermer les détroits aux flottes ennemies de la Russie.

(2) Par une note à cette date les puissances avaient affirmé le principe de l'intégrité des terres ottomanes et avaient déclaré considérer « tout attentat contre cette intégrité comme un acte hostile contre elles ».

« turellement était invoquée aussi : faire cesser l'effusion
 « du sang entre les autorités du pacha et les sujets de Sa
 « Hautesse en Syrie.

« Les Puissances s'engageaient à unir leurs efforts et à
 « agir en parfait accord pour déterminer Mohamed Ali « à
 « se conformer » à l'arrangement qu'elles avaient élaboré
 « (Art. 1). Déclarant qu' si le pacha refusait les offres de
 « la Sublime Porte, elles prendraient, sur réquisition du Sul-
 « tan, telles mesures concertées entre elles pour arriver à
 « leurs fins. (Art. 2). C'était le principe de mesures coerci-
 « tives établi.

« Dans l'intervalle » (aussitôt le refus du Pacha, croi-
 « rait-on, et avant d'autres mesures de coercition plus effi-
 « caces), elles « l'Angleterre et l'Autriche » couperaient les
 « communications entre la Syrie et l'Egypte, et donneraient
 « aide à « ceux des sujets du Sultan » qui manifesteraient
 « leur fidélité, c'est-à-dire aux insurgés de Syrie.

« Dans le cas où Mohamed Ali menacerait Constanti-
 « nople, les Dardanelles et le Bosphore s'ouvriraient aux for-
 « ces navales des alliés appelés par le Sultan pour la dé-
 « fense de la Capitale. Celles-ci se retireraient aussitôt que
 « leur présence aurait cessé d'être nécessaire (art. 3).

« Mais il était bien spécifié que l'ouverture des Détroits
 « n'était qu'une exception, limitée au cas expressément prévu
 « de la menace du Pacha, et rien que pour la menace ac-
 « tuelle (art. 4). Le Sultan s'engageait formellement à main-
 « tenir toujours la fermeture des Dardanelles et du Bos-
 « phore ; les autres Puissances prenaient l'engagement de
 « maintenir ce principe.

« C'était comme on le voit l'annulation du traité d'Un-
 « kiar-Kélessi ».

« Le délai d'échange des ratifications de la convention
 « était de deux mois.

« L'acte séparé ne devait pas donner moins de satisfac-
 « tion à Palmerston.

« Le Sultan, par cet acte, offrait au Pacha l'hérédité en
 « ligne directe de l'administration de l'Egypte. En plus sa
 « vie durant, Mohamed Ali recevait le pachalyck d'Acre

« et la ville de Saint-Jean (art. I) ; c'était là la proposition
« de Neuman du 5 Mai, mais le Pacha était tenu d'accepter
« cette offre dans un délai de dix jours ; passé ce délai, il
« ne lui serait plus laissé que l'Égypte héréditairement ;
« C'était là ce que désirait Palmerston et il comptait sur les
« hésitations du Pacha pour n'avoir pas à lui laisser St.-Jean
« d'Acre.

« On accordait dix jours à Mohamed Ali pour accepter
« la deuxième proposition. Après ces dix jours, le Sultan
« pouvait retirer son offre, et suivre telle marche que ses
« intérêts et les conseils de ses alliés lui suggéreront (Art. 7).
« C'était une menace de la possibilité de lui enlever l'Égypte
« et Palmerston avait déjà chargé Hodgès de le faire pres-
« sentir au Pacha.

« Il était spécifié que la flotte, ainsi que les territoires
« occupés, devaient être remis aux autorités du Sultan après
« les dix ou vingt jours (art. 4).

« Mohamed Ali restait redevable à la Porte d'un tribut
« proportionnel à ses possessions (art. 3). Il était spécifié de
« plus, pour éviter que l'hérédité ne put être interprétée d'in-
« dépendance que tous les traités et toutes les lois de l'Em-
« pire Ottoman s'appliqueraient à l'Égypte comme à toute
« autre partie de l'Empire. La perception des impôts était
« laissée au Pacha mais au nom et comme délégué de Sa
« Hautesse ».

Les forces militaires du Pacha faisant partie de celles
« de l'Empire, seraient considérées comme entretenues au
« service de l'état (arts 5 et 6) » (1).

A cette convention, étaient joints deux protocoles : le pre-
mier prévoyant l'entrée dans les détroits de navires de
guerre légers pour assurer le courrier des ambassadeurs, le
deuxième décidant que les mesures prévues à l'art. II (rup-
tures des communications avec la Syrie, aide aux insurgés)
auraient lieu « tout de suite ».

Mais la « rebellion » de Syrie fut réprimée par les égypt-

(1) J.-E. Cattani, « *Histoire des rapports de l'Égypte avec la Sublime Porte* ». Paris 1919, pages 567-570.

tiens et Palmerston craignit un instant que tout ne fut à recommencer. Finalement, le Sultan rendit son Firman du 13 Février 1841 fixant le statut de l'Egypte. Les Puissances ne s'en accomodant pas, il dut le modifier sur certains points par un deuxième firman du 1^{er} Juin 1841, sur lequel, nombre d'ouvrages consultés restent muets, leurs auteurs ayant pris le firman du 13 février pour définitif.

Si nous avons insisté sur les faits qui ont amené la Porte à donner à l'Egypte le premier document écrit fixant ses rapports avec sa « suzeraine », c'est que grâce à cet historique, nous pourrions sainement apprécier la « Charte » de 1841 et émettre les appréciations qu'elle comporte.

Reprenons la situation de l'Egypte, telle qu'elle se présentait à nous sous le règne absolu des Mamelucks. L'Egypte constituait à ce moment-là un Etat vassal et tributaire, mais autonome et mi-souverain du fait des pouvoirs détenus par les beys, qui s'étaient étendus au point que la suzeraineté du Sultan devint purement nominale.

Mais en fait, à ce moment : « L'Egypte avait en vérité « disparu de l'histoire, rejetée dans un coin de la Méditerranée, livrée à l'anarchie et à la misère, et ainsi presque « rendue au désert, au néant !... » (1).

Avec l'accession de Mohamed Ali, représentant reconnu du Sultan, confirmé par lui, l'Egypte sembla se rapprocher de la situation de province. Mais, héritier des pouvoirs absolus des Mamelucks, qu'il étaya de sa force et de sa popularité, Mohamed Ali devint rapidement aussi indépendant que les beys et put passer outre aux injonctions de la Porte. L'Egypte ne cessait donc de constituer un Etat mi-souverain en fait. En droit, Mohamed Ali, détenant son autorité de Constantinople et non d'un organe indépendant comme l'assemblée des Mamelucks, ne pourra, jusqu'en 1841, être regardé que comme un gouverneur, très indépendant d'allures, mais un gouverneur quand même.

(1) Edouard Driault. *« Précis de l'histoire d'Egypte »*, Tome III, Troisième partie, page 187.

D'ailleurs ce que Mohamed Ali recherchait c'était beaucoup moins une « indépendance » qui aurait effrayé l'Europe, que l'hérédité de ses conquêtes pour ses héritiers. De 1833 à 1841 il ne poursuivra pas d'autre but. Il croira l'obtenir en 1841, mais en réalité le Firman du 13 Février s'il avait été accepté par le Pacha, eut constitué une restriction beaucoup trop importante de ses pouvoirs.

IV. — Mohamed Ali. — Les firmans de 1841 et la situation internationale de l'Égypte

Vaincu par l'Europe, ramené brutalement dans le giron de l'Empire, Mohamed Ali devait encore se voir humilié par l'octroi, à lui vainqueur, de « libéralités » ottomanes.

On peut dire que le Hatti-Chérif de 1841 fut un chef-d'œuvre d'ironie. Il faut ne pas oublier en effet que le Sultan qui intrônisait avait été le continuel vaincu de celui qu'il traitait de haut ; que le sort des Beni-Othman (1) n'avait tenu qu'à un fil, que seule l'Europe dressée avait empêché Mohamed Ali de le trancher.

Par le Hatti-Chérif du 13 février 1841, la Porte reprenait possession de l'Égypte. Elle refaisait de ses gouvernants des « vizirs » de son Empire. Elle limitait sa redoutable armée, lui enlevait toute initiative en politique étrangère, la forçait à la mettre au courant de ses « affaires importantes ».

Elle prenait même le soin de régler minutieusement le protocole à observer en cas de présence du Khédive à Constantinople : il était purement et simplement assimilé aux « autres vizirs » de l'Empire, et n'avait « malgré l'hérédité » aucune préséance sur eux.

Mieux, la Porte trouvait là l'occasion de dire et de redire que l'Égypte n'était qu'une province en tous points assimilable aux autres provinces de l'Empire :

«... les dîmes et autres impôts y seront réglés d'après le

(1) « Fils d'Othman » nom communément donné à la dynastie Ottomane.

« même système suivi *dans les autres provinces* de Mon Empire »
« pire ».

«... comme les forces de terre et de mer de l'Egypte sont
« entretenues pour le service de la Sublime Porte, *non moins*
« que les autres forces de l'Empire... »

« Le privilège de l'hérédité du *gouvernement* d'Egypte ».

Ce Hatti-Chérif, mérite d'être étudié à deux points de vue : en tant que rétablissant le pouvoir, la suzeraineté ottomane en Egypte, et en tant qu'il laissait entrevoir pour plus tard, une certaine amélioration dans la condition de cette « province ».

La Porte, après y avoir pris acte de la « soumission » et des « sentiments de fidélité » de Mohamed Ali, le « réintègre » dans le gouvernement de l'Egypte, et y ajoute le « privilège de l'hérédité » à certaines conditions :

1^{er}. — Les descendants mâles des enfants mâles de Mohamed Ali y ont seuls droit, et parmi ces enfants mâles la Porte aura seule le droit de « préférer » et de « choisir » le successeur. Ce dernier « se rendra en personne à Constantinople pour y recevoir l'investiture » et y sera assimilé aux autres vizirs, la préséance devant s'y régler « d'après l'ancienneté » *entre égaux*.

2^{ème}. — Toutes les lois administratives « en vigueur ou à créer », tous les traités « conclus ou qui pourront l'être » entre l'Empire et les Cours Etrangères, seront « exécutés entièrement en Egypte ».

3^{ème}. — Les impôts et revenus seront perçus au nom du Sultan et y seront réglés sur le système impérial « pour que les habitants de l'Egypte qui font partie des sujets de la Sublime Porte ne soient pas exposés à des avanies ».

4^{ème}. — Le quart de ces revenus généraux iront à la Porte. Mais, et ici la Porte semble promettre un avenir meilleur :

« La qualité et le mode d'acquittement du tribut qui « revient à (ma) Sublime Porte seront valables tels qu'ils

« sont déterminés ici, pendant cinq ans à dater de l'an 1257
« (1841). Ils pourront par la suite être réglés d'une autre ma-
« nière *plus convenable à la situation future de l'Égypte* et
« à la nature des nouvelles circonstances ».

Une commission de surveillance contrôlera ces finances et les monnaies qui en seront l'instrument, frappées en Égypte au nom du Sultan et avec sa permission, « devront être égales à celles qui sortent de la Monnaie de Constantinople, soit pour le titre soit pour la forme et le module ».

5°. — La Porte s'est souvenue des cuisantes défaites de Koniah et de Nézib : l'armée du Khédive ne dépassera pas un chiffre de 18.000 hommes dont les uniformes, les décorations et les drapeaux seront ceux de l'Empire. De plus le Khédive ne pourra pas nommer d'officiers supérieurs.

6°. — Enfin, les Khédives devront être « reconnaissants » et faire connaître à la Porte « les affaires importantes du pays ».

Le respect fétichiste que l'Europe vouait au principe de l'Intégrité des territoires ottomans, dont elle croyait tirer maints avantages tous illusoire, avait conduit l'Égypte à cette extrémité. La Porte y devenait juridiquement plus forte qu'elle ne l'avait jamais été depuis deux siècles, et les vaincus d'Acre, de Damas, de Koniah, de Nézib, y faisaient à nouveau la loi.

Ce sont des « chances » qui ne sont jamais arrivées qu'à la Porte. L'Europe liguée, enchaînant au trône de Sélim une province « rebelle », la France accablant un ami très sincère... l'Empire avait de brillants serviteurs. Il pouvait à leur ombre se montrer « généreux » pour Mohamed Ali et Ibrahim Pacha.

Toutefois beaucoup des prescriptions du Firman du 13 Février ne modifiaient en rien l'étendue de la souveraineté du Pacha ; elles n'étaient que des satisfactions d'amour-propre destinées à flatter le Sultan.

Ainsi, l'obligation imposée aux khédives d'Égypte de

se rendre à Constantinople recevoir l'investiture, n'était qu'un signe de leur vassalité vis-à-vis du Sultan et cette investiture elle-même pouvait à la rigueur être interprétée comme émanant du Calife, qui avait autorité de conférer à tous les souverains musulmans, la souveraineté de leurs territoires.

De même, le chiffre du Calife avait toujours figuré sur les monnaies musulmanes à côté de celui du Sultan, et le fait que le chiffre du Sultan de Turquie devait être frappé sur les monnaies égyptiennes ne constituait pas, du moment que ce Sultan était aussi Calife, une atteinte bien grave à la souveraineté égyptienne.

Mais le firman comprenait d'autres prescriptions plus graves, qui, si elles avaient été maintenues, auraient constitué une sérieuse limitation des pouvoirs du Pacha et auraient fait de l'Égypte « une province plus étroitement liée à l'Empire Ottoman que les autres, sous l'autorité quasi directe de la Porte » (1).

Le Firman du 13 Février, imposait à l'Égypte :

- a). — les dispositions du « Hatti Chérif de Gulhané (2) ;
- b). — les lois administratives en vigueur ou à créer ;
- c). — tous les traités conclus ou à conclure avec les Puissances.

Cette dernière condition n'innovait rien : l'Égypte n'avait jamais exercé des droits de souveraineté extérieure ; mais la deuxième condition, relative aux « lois administratives » (3) enlevait au Pacha tout pouvoir souverain sur son propre territoire ;

Fait plus grave : non seulement les impôts devaient être levés au nom du Sultan mais ils devaient être réglés suivant le système applicable au reste de l'Empire, le quart devant aller à la Porte « sans aucune déduction » et une commission devant en surveiller le prélèvement intégral. C'était

(1) J.-E. Cattauï, *op. cit.*

(2) Sans importance pratique ici. Il est analysé par nous au chapitre III de notre deuxième partie.

(3) Il ne pouvait être question de lois civiles, puisque tant le Sultan que ses vassaux ne peuvent, en matière civile, porter atteinte aux prescriptions immuables du Coran.

annuler toute autorité financière du Pacha, et aussi, par le prélèvement massif opéré sur les revenus, ruiner le Pays.

Limitation des forces armées et obligation d'un appoint à fournir au Sultan, n'affectaient en rien l'autonomie du Pays, si elles n'en constituaient pas moins autant de restrictions au pouvoir absolu que le Pacha exerçait antérieurement. Mais l'impossibilité pour le Pacha de nommer des officiers supérieurs, devait lui enlever, en fait, le contrôle de l'armée.

Le Pacha se rebiffa... la Porte, se réservant le droit de choisir parmi ses héritiers le successeur au Khadivat, ne rendait-elle pas illusoire l'hérédité elle-même ?

D'ailleurs, le Firman allait manifestement à l'encontre de l'acte séparé du 15 Juillet, dont aucun article n'envisageait une telle série de restrictions au pouvoir du Pacha.

Aussi, au refus de Mohamed Ali, se joignit l'opposition de la Conférence de Londres, et « les divers cabinets firent savoir à la Porte qu'elle devait se conformer à la Convention de Juillet ».

La Porte dut s'incliner. Le 1^{er} Juin 1841 était rendu un nouveau firman fixant l'hérédité par ordre de primogéniture ou de « sénoriat » et rendant, du fait, son autonomie au gouvernement égyptien dans la personne de Mohamed Ali.

En matière financière, suppression de la « commission » et liberté rendue au Pacha, moyennant un tribut annuel fixe.

En matière militaire, le Pacha nommera seul les officiers jusqu'au grade de colonel, et avec l'agrément du Sultan les généraux de brigade et les lieutenants généraux.

En matière administrative enfin, le firman du 1^{er} Juin ajouté à celui du 13 février enjoignait à l'Égypte d'exécuter toutes les lois administratives turques «... en tenant compte des circonstances locales, de la justice et de l'équité ».

Désormais, l'Égypte est en fait et en droit un Etat mi-souverain, autonome, bien que tributaire de la Porte et son vassal.

C'est dans cette situation que l'Egypte va se heurter aux ambitions européennes, sous Abbas 1^{er}, Séïd, Ismaïl et Tewfick. Ce dernier règne verra l'Angleterre occuper militairement l'Egypte.

Les règnes de Abbas II, de Hussein Kamel et de Fouad 1^{er} verront le protectorat et l'indépendance « sous conditions ».

C'est avec S. M. le Roi Farouk 1^{er}, glorieusement régnant, que l'Egypte échappera définitivement à toute emprise anglaise, après s'être en quelque sorte servie de l'Angleterre pour effacer toute trace de suzeraineté ottomane.

Ibrahim pacha, le brillant général des campagnes d'Egypte, de Syrie, d'Arabie ; le vainqueur d'Acre, des Mamelucks et des Wahabites, mourut avant son père, le plongeant dans le deuil, le 10 Novembre 1848.

Le 2 août 1849, à quatre-vingts ans, mourait, à son tour, le Pacha d'Egypte, Mohamed Ali le Grand (1).

(1) En 1848, il avait réalisé sur le tard son rêve de visiter l'Europe. C'est à Naples qu'il apprit que le peuple parisien avait détrôné Louis-Philippe, à qui malgré tout il portait une profonde affection... Dans un dernier sursaut de conquérant, il pensa, assure-t-on, à conduire l'armée Egyptienne à la conquête de la France, pour y rétablir la Monarchie de Juillet.

CHAPITRE II

L'INGERENCE FINANCIERE

ET POLITIQUE DES PUISSANCES

I. — Le règne de Abbas I^{er} et le système des « réclamations »

A Mohamed Ali, devait succéder son petit-fils, Abbas I^{er}.

Désormais, l'histoire de l'Egypte allait se confondre avec celle des intrigues menées par dix-sept nations européennes, représentées auprès de son Khédive, agissant sur son territoire comme en « pays conquis, entravant l'œuvre de réforme et provoquant partout le gâchis et le désordre » (1).

Cette situation devait se prolonger pendant près de vingt-cinq années, sans que l'Angleterre ne revint elle-même à la charge.

Etrange passivité.... C'est seulement en 1875 que la Grande-Bretagne, devant la constitution par le Khédive Ismaïl d'un vaste empire africain, s'inquiètera et décidera brusquement de disputer cet empire à son fondateur, « quitte à l'accaparer ensuite ».

En 1882, elle envahira l'Egypte, tirant ainsi la situation au clair, et dévoilant cyniquement ses batteries.

Peu digne sucesseur de Mohamed Ali et d'Ibrahim pacha, Abbas I^{er} fils de Toussoun, était un « esprit paresseux » et frivole... superstitieux... méfiant et dissimulé, froid et « taciturne... cruel et despote... réactionnaire, ennemi des « innovations... prodigue, avide de luxe et de plaisirs... « fantasque et mobile », si nous en croyons le tableau haut en couleurs qu'a brossé de lui le docteur M. Sabry dans un

(1) M. Sabry, *L'Empire Egyptien sous Ismaïl et l'Ingérence Anglo-Française* ». Paul Geuthner éditeur, Paris 1933.

ouvrage auquel il nous arrivera souvent de nous référer : l' « Empire Egyptien sous Ismaïl et l'Ingérence Anglo-Française ».

*
**

Nous nous sommes fixés pour but dans ce chapitre de relater l'évolution par laquelle l'influence étrangère, d'abord minime, s'enfla au point d'asservir l'Egypte à ses caprices, avant de céder le pas à l'appétit dévorant de l'Angleterre. A ce point de vue, on peut dire qu'Abbas 1^{er} fit son possible pour en limiter les ravages.

Frappant aveuglément, il détruisit les institutions de Mohamed Ali dans le seul souci de se passer de la collaboration étrangère à tout prix ; mais il endigua, ce faisant, et pour la durée de son règne, l'invasion de la Province égyptienne par une nuée d'indésirables, pour qui l'âge d'or allait être le règne de son successeur Séid.

Mais il en resta toujours trop de ces indésirables qui sous mille prétextes, parfois inavouables, harcelèrent par la voie « diplomatique » des représentants européens, le gouvernement Khédivial de leurs « réclamations », lui suscitant d'innombrables difficultés.

Chaque européen... « pouvait tourner le dos à la légalité » et réclamer la réparation d'un tort *imaginaire* ou *privé* au « gouvernement égyptien... Les consuls tout-puissants prirent l'habitude d'abaisser leur pavillon, de demander la « présence de leurs flottes et de faire d'un simple conflit « privé... un cas de guerre » (1).

Abbas n'avait qu'une ressource : renvoyer à Constantinople les réclamations dont il était assailli, renforcer le pouvoir du suzerain « légitime », la Porte, pour empêcher celui tyrannique, des consuls, de s'établir. Résolument il s'engagea dans cette voie, allant ainsi à l'encontre de l'œuvre de son aïeul Mohamed Ali.

Mais si Abbas cherchait à établir une solidarité étroite

(1) M. Sabry, *op. cit.*

entre son suzerain et lui, (1) le suzerain ne pensait qu'à affaiblir l'Égypte, conseillé en cela par deux nations intéressées au premier chef à cet affaiblissement, auquel la Turquie par une étrange aberration aidait : l'Angleterre et la France.

Abbas alla ainsi jusqu'à appliquer en Égypte la réforme dite du « tanzimat » qui lui fit supprimer la corvée et le service militaire à long terme, pour obtenir le titre de vice-roi, titre sans importance « ad pompam et solemnitatem ».

Non dépourvu d'une certaine perspicacité en politique étrangère, Abbas n'en continuait pas moins à l'intérieur sa politique d'obscurantisme et de destruction, uniquement relevée par la sage obstruction qu'il sut opposer à l'immigration en masse de capitaux et de ressortissants étrangers.

Aussi sa mort, survenue le 13 Juillet 1854, délivra-t-elle l'Égypte « d'un règne où étouffait le pays qui avait senti naguère sous l'illustre aïeul, le grand souffle d'une période glorieuse (2).

A cet étrange fanatique, mort « étranglé par deux mame-lucks attachés à sa personne » (3), succédait son oncle Mohamed Séïd, quatrième fils de Mohamed Ali, né en 1822 et qui régna de 1854 à 1863 (4).

II. — La Politique financière de Saïd et le Canal de Suez

Aimant le peuple, cet « ami du soldat et du fellah » ardemment patriote, était pourtant de nature « timide et molle, despotique et capricieuse, avide de plaisanteries et de vulgaires excentricités, insouciante et mobile, faite pour attirer les aventuriers, et ouvrir toutes grandes à l'expansion européenne, les portes du Delta... » (5) jalousement maintenues fermées par son prédécesseur.

(1) « Mon grand-père se croyait un souverain absolu ; il l'était pour nous, pour ses serviteurs, pour nos enfants, mais il était l'esclave des consuls généraux. Et bien si je dois être gouverné par quelqu'un, j'aime mieux l'être par le chef de tous les musulmans (le Sultan-Calife) que par les chrétiens (les étrangers) que je déteste » déclarait Abbas non sans raison. Cité par J. Ashkar, « *le Khédivat d'Égypte* » Paris 1912, p. 103.

(2) M. Sabry, *op. cit.*

(3) Angelo Sammarco, « *Précis de l'Histoire d'Égypte* », Tome IV.

(4) L'hérédité par voie de « séniorat » faisait ainsi succéder l'oncle au neveu, le fils au petit-fils.

(5) M. Sabry, *op. cit.*

Son trop grand libéralisme, exercé dans un pays autour duquel gravitaient les convoitises de l'Europe, devait le perdre, et d'abord permettre une invasion sans précédent, de négociants et d'aventuriers.

La politique des « réclamations » outrées reprit de plus belle, plus particulièrement menée par « M. de Léon, consul des Etats-Unis, et M. Zizinia consul de Belgique » qui « partageaient souvent les bénéfices » que ces véritables spéculations rapportaient (1).

M. de Léon, pour avoir des « ressortissants » naturalisait à tour de bras les réfugiés italiens et polonais et les sujets chrétiens, égyptiens et ottomans, du vice-roi.

Quant à M. Zizinia « commerçant et diplomate, *sujet grec protégé français et consul général belge* », s'autorisant d'une prétendue promesse verbale que lui aurait faite Mohamed Ali lui-même, de lui octroyer le service du Transit en Egypte, il parvint à soutirer au vice-roi, avec l'aide de M. Sabatier représentant de la France (2) une somme de 130.000 livres, soit au cours actuel du franc, près de 23 millions de francs.

Et Bravay ! Peint par Alphonse Daudet dans le « Nabab » il quitta l'Egypte avec une fortune de 30 millions de francs-or, qui lui permit de siéger au corps législatif du second Empire.

A Rossetti — héros de la première affaire de « réclamation » — de Léon, Zizinia, Bravay, s'ajoutait le comte de Castellani qui, spéculant sans vergogne avec l'appui du consul d'Autriche et de l'Archiduc Maximilien lui-même, reçut 700.000 francs-or pour prix de « semences fraîches de cotons » ramenées de Chine, qu'il prétendit avoir été détériorées par l'« incurie » des douaniers égyptiens et qu'il livra pourtant en fort bon état à ses commettants à Florence.

« Couvrez-vous mon cher consul, couvrez-vous, disait Séïd à un consul général qui venait d'éternuer en sa présence, vous n'auriez qu'à vous enrhummer : votre gouvernement me demanderait une indemnité ».

(1) M. Sabry, *op. cit.*

(2) Qui passa outre à une décision du Bureau du Contentieux français, hâtons-nous de le dire.

Une tentative de créer, en 1861, un embryon de juridictions mixtes pour parer à cette épidémie, échoua, malgré les efforts de Nubar, neveu de Boghos le secrétaire d'Etat de Mohamed Ali, appuyé par l'Angleterre, sur l'irréductible opposition de M. de Léon (qui n'y aurait pas trouvé son compte et des ressortissants français.

Et pourtant, Nubar, qui sous Ismaïl fera ses preuves, était un grand homme d'Etat...

« En Egypte, la population européenne a perdu la notion « du juste et de l'injuste » pouvait écrire à son gouvernement le consul-général de France.

Des princes de la famille khédiviale, El-Hamy fils de Abbas, Halim frère de Séïd, s'abouchaient avec des étrangers pour pouvoir profiter de la gabegie générale.

En vérité, c'était là le bien triste spectacle d'une curée sans nom, qu'appuyaient de leurs pavillons et de leurs flottes, dix-sept consulats européens.

Mais bientôt Séïd allait signer un acte dont les conséquences matérielles et politiques furent et demeurent catastrophiques pour l'Egypte.

Pressentis avant lui, Mohamed Ali et Abbas avaient refusé le percement d'un Canal dans l'isthme de Suez. Ils ne voulaient pas d'une Egypte qui appartint au Canal. La sagesse du premier, le « fanatisme » du second, n'avaient nul écho dans l'esprit de Séïd. Le 30 Novembre 1854, il signait le firman de Concession, malgré l'opposition de Londres et de Constantinople, en partie pour contenter de Lesseps, son ami d'enfance, et en partie parce qu'il croyait pouvoir en tirer gloire et puissance.

Le 5 Janvier 1856, Séïd rendait un nouveau firman renforçant et régularisant le premier. Immédiatement De Lesseps se mit en campagne pour constituer sa « Compagnie Universelle » au nombre des actionnaires de laquelle, devait pour une large part figurer l'Egypte, avec les 170.000 actions imputées d'office à son compte.

Or, doter l'Egypte de 44% du capital d'une compagnie dite par anti-phrased, « Universelle », c'était la pousser sur la pente des emprunts et des complications financières.

Sans nous étendre outre mesure sur les intrigues de De Lesseps (1), dont le succès à Suez a caché le côté sordide de son entreprise, dévoilé par son échec à Panama, retenons l'énormité de ce percement accompli avec l'« or sous la forme d'impôts, la main d'œuvre sous celle de la corvée » (2) fournis par l'Égypte en sus des 90 millions de francs-or qui allaient désormais peser sur ses finances au point de les entraîner à la débâche

Joué par son « ami d'enfance », Séïd sans parvenir à régulariser sa participation financière, achevait de mourir.

A la décharge de De Lesseps, on peut arguer de son but « humanitaire », « civilisateur » et des espérances qu'il nourrissait touchant la « colonisation pacifique » de l'Égypte par sa Patrie. Mais comme on était loin des Soliman pacha et de Clot Bey, qui, eux, avaient servi le rayonnement de leur pays, dans le cadre de l'idée nationale égyptienne, et dont le souvenir demeure cher à tous les cœurs égyptiens.

Nous verrons par les conséquences financières et politiques qu'eût le Canal sur les destinées de l'Égypte, comment et pourquoi nul ne saurait lui demander de se réjouir d'avoir ouvert son territoire à l'entreprise de De Lesseps — si nul ne saurait non plus contester que le canal soit l'œuvre de ses sacrifices en or, en hommes et en droits.

Pour en « sortir » Séïd obéra dangereusement les finances de l'Égypte.

Le 17 Juillet 1860, la maison Charles Lafitte et C^o et le Comptoir d'Escompte, lui accordaient un Emprunt de 28.000.000 de francs, représenté par des bons du Trésor Égyptien — émis à l'instigation du « cher » de Lesseps — que Séïd se hâta de gaspiller. Comme il avait pris l'engagement de ne plus émettre de nouveaux « bons » et qu'il en émit, il dût, en octobre de la même année, allouer au Comptoir d'Escompte une indemnité de 840.000 francs.

Le premier et le dernier « grand emprunt » dans lequel se hasarda Séïd, fut conclu le 18 Mars 1862 avec un consor-

(1) Nous les verrons en effet dans la 2^e partie de cet ouvrage.

(2) J. Cocheris, « *Situation Internationale de l'Égypte et du Soudan* », Paris 1903.

tium anglo-allemand et s'élevait à 60 millions de francs or.

Le 18 Janvier 1863 Séïd expirait, laissant une Egypte presque ruinée, où le pouvoir était graduellement passé des mains du Khédive à celles des Consuls. Toute sa bonne volonté, tout son patriotisme réel, n'avaient pu le conduire, escortés qu'ils étaient de sa faiblesse et de ses « amitiés » trop nombreuses, que vers cette extrémité.

A la mort de Séïd la dette du gouvernement égyptien s'élevait à 367.000.000 de francs-or, y compris le prix des actions du Canal, le montant de l'emprunt de 1862, sans compter les « bons » du Trésor, « sorte de dette flottante presque égale à la dette principale ».

III. — Les erreurs financières d'Ismâïl

« Nature complexe... tout en prêchant l'économie pendant toute la durée de son règne, il gaspilla beaucoup d'argent... La pierre d'achoppement de sa politique financière était son goût inné de la spéculation ».

C'est ainsi que M. Sabry, souvent injuste à son égard, dépeint le nouveau Khédive Ismaïl, deuxième fils d'Ibrahim pacha, né le 12 Janvier 1830, qui voulant administrer son pays en grand seigneur et en « agent de change » porta la dette de l'Egypte de 367 millions de francs à 2 milliards 250 millions de francs.

A cette augmentation astronomique de la dette, diverses causes : *pour une faible partie la prodigalité du Khédive* entouré de Seffer, Lavinson, Bravay, etc... etc..., *le système perfectionné des « réclamations »* mettant le budget au pillage, *le Canal de Suez* et surtout *l'œuvre du Khédive renouvelant la face de l'Egypte* et imprimant sa marque à la transformation économique et sociale du Pays.

« Ismaïl le calomnié... » a dit de lui son plus récent biographe, M. le juge Pierre Crabités, dans un ouvrage auquel nous aurons l'occasion de nous référer. De ces diverses causes, auxquelles nous devons nous garder de ne pas ajouter la Porte ainsi que nous le verrons, beaucoup d'historiens en

particulier Lord Milner, ont délibérément exclu la quatrième, et pourtant... l'Égypte sous Ismaïl devait avancer à pas de géant et selon l'expression même du Khédive cesser de faire partie de l'Afrique.

« Déployant une activité merveilleuse, en peu d'années, « Ismaïl... assura à l'Égypte l'autonomie, une administra-
« tion moderne, des institutions parlementaires ; il lui
« donna les moyens de se régénérer, en créant les Tribu-
« naux de la Réforme et en répandant l'instruction par la
« fondation de milliers d'écoles et d'institutions de tous
« genres ; il augmenta les ressources du pays en arrachant
« au désert de vastes étendues de terre qu'il mit en valeur,
« établissant partout ponts et canaux, chemins de fer et té-
« légraphes, ports et phares ; il introduisit des cultures nou-
« velles, améliora les anciennes et fonda l'Industrie. Des Ca-
« taractes à la mer, il n'y eut aucune province, aucune ville
« qui ne reçut de remarquables bienfaits matériels ; et par
« la volonté d'Ismaïl les grandes villes, surtout le Caire et
« Alexandrie, prirent l'aspect des grandes villes européennes
« et en adoptèrent le confort. Il fonda un immense empire
« égyptien qui s'étendait de la Méditerranée aux grands Lacs
« de l'Afrique Centrale, du Darfour à la Mer Rouge. Cette
« œuvre bienfaisante ne se limita pas à l'Égypte : elle s'éten-
« dit au monde, qui lui est redevable du Canal de Suez et
« de l'abolition de la Traite... ...On arrive ainsi à cette con-
« clusion que les dépenses d'Ismaïl bien loin de ruiner son
« pays, l'ont enrichi en lui préparant une magnifique ère de
« prospérité » (1).

Immédiatement en butte à l'hostilité des Consuls, Ismaïl devait lutter son règne durant contre leur action envahissante.

Dès les premiers jours de son règne, se produisit un incident caractéristique.

Un ressortissant français s'était querellé avec quelques soldats, sur les quais du port d'Alexandrie. Le français fut finalement battu et s'en vint conter l'affaire à son consul général. Ce dernier exigea et obtint que les soldats coupa-

(1) Angelo Sammarco. — *Précis de l'Histoire d'Égypte* Tome IV *op. cit.*

bles fussent mis au pilori, chargés de chaînes, devant le Consulat, en compagnie de leur officier (absolument innocent d'ailleurs), exposés aux regards d'un peuple consterné, pendant des heures, puis finalement exilés.

« Cette humiliation qu'il venait de recevoir de la part de la France, dès le début de son règne, fut pour Ismaïl une amère expérience. Il comprit alors, et les événements se chargèrent de l'en persuader, qu'une politique d'indépendance digne et absolue, vis-à-vis des puissances de l'Europe n'était pas possible pour sa faible Egypte » (1).

D'ailleurs ces humiliations que les Puissances s'ingénierent à infliger à Ismaïl, avaient un but bien déterminé : lui faire comprendre qu'il devait faire montre de plus de souplesse, qu'il ne devait pas porter atteinte à l'état de choses que Séïd avait laissé se perpétrer son règne durant.

Ces « pressions » étaient d'autant plus nécessaires qu'Ismaïl semblait vouloir effectivement changer de tactique, s'attaquer au système de « réclamations » et à la corvée.

Le premier discours qu'il prononça devant les agents européens le démontra d'ailleurs clairement. Ismaïl y fit allusion à la corvée, et annonça son intention de la supprimer. Sur quoi, le représentant de la France écrivit textuellement à son Gouvernement que... « cette expression (la corvée)... se rapporte toujours aux travaux en cours du canal de Suez, au point que tous les yeux se fixèrent sur moi ».

Citant cette lettre, Mr. Pierre Crabitès en tire la conclusion suivante :

« Ceci indique, que ce politicien, envoyé de Paris pour aider Ferdinand de Lesseps à faire de l'Egypte une colonie française, comprit de la première déclaration d'Ismaïl pacha, que ce dernier était prêt à la lutte, et qu'il ne la craignait pas » (2).

Si le consul avait compris le dessein d'Ismaïl, ce dernier s'était immédiatement rendu compte de ce que le consul — et ses nombreux collègues — avaient décidé à son encontre.

(1) Voir note page 36.

(2) Pierre Crabitès *« Ismaïl le Calomnié »*. Traduction arabe de Sarrouf. Le Caire 1937.

Aussi déclarait-il à Bulwer, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople :

« J'ai trouvé un dessein arrêté de discréditer mon règne, « parce qu'on me supposait hostile à la Compagnie de Suez « et aux abus par lesquels le trésor égyptien a été pillé ».

La lutte qu'Ismail livra immédiatement à la Compagnie du Canal pour y faire cesser la « Corvée » et mettre fin aux rêves de « colonisation pacifique » caressés par De Lesseps, la fondation de sociétés où devaient collaborer l'entreprise et le capital étranger (Compagnie Maritime de Navigation à Vapeur, Egyptian Trading Company, Société Agricole etc. etc...) rendirent plus virulente l'intervention diplomatique et Ismaïl dut sans cesse indemniser, par milliers de livres, par millions de francs.

Mais il n'abandonna pas pour si peu ses projets de grands travaux et l'embellissement des deux capitales de l'Egypte, Alexandrie et le Caire... ce que le Consul général d'Amérique résumait fort bien à la fin d'un rapport qu'il adressait à son gouvernement, par ces mots :

« J'ai essayé dans ce rapport de montrer les immenses « avantages que l'Egypte a recueilli du gouvernement du « Khédive ; ces avantages ne peuvent s'apprécier en dollars mais ils resteront pour la postérité une œuvre immortelle indiquant sa capacité et l'ampleur de ses conceptions ».

La Turquie aussi coûtait fort cher au Khédive. La part prise par l'Egypte à l'expédition de Crète (1866-1869) et à celle du Hedjaz, lui était revenue à 30 millions de francs-or, et 10.000 hommes. En 1887, l'Egypte envoyait plus de 30.000 soldats combattre en Crimée, mais les ministres de la Porte grands amateurs de « backchiches » engloutirent encore plus de 5 millions de livres...

En échange de ces sommes, qu'il leur faisait parvenir par l'entremise d'un mystérieux personnage, un arménien du nom d'Abraham bey, le Khédive arracha à la Porte trois firmans : ceux de 1866, 1867, 1873. Par ce dernier, l'hérédité au trône en ligne directe était assurée de père en fils ; le titre de Khédive était accordé au Pacha d'Egypte ; les limitations militaires du firman de 1841 étaient annulées ; le droit de

conclure des traités commerciaux et des emprunts était accordé.

Dès Août 1864, les embarras financiers du Pacha devinrent menaçants. L'emprunt apparut alors être la seule ressource possible.

Le 24 Septembre le contrat fut signé, d'un emprunt qui fut émis à Londres à 92 %, de 5.704.000 livres à 7 % d'intérêt.

En mai 1865 — huit mois après à peine — un nouvel emprunt était négocié, qui devait être gagé par les chemins de fer et par les propriétés personnelles du vice-roi. N'ayant pas abouti, les négociations furent reprises et aboutirent le 5 Janvier 1866 à une nouvelle convention par laquelle le vice-roi obtenait 3.000.000 de Livres, à 6 %, remboursables en six annuités et gagés par les chemins de fer.

Quant aux biens personnels du vice-roi, constituant la « Dairah Sanieh », leur emprunt fut négocié par l'« Anglo-Egyptian Bank » qui, par l'intermédiaire de son directeur général Jules Pastré, signa le contrat le 11 octobre 1866.

L'Anglo-Egyptian Bank avait pris « ferme » la moitié de l'emprunt, soit 1.693.000 livres et avait gardé une forte partie des titres, par devers elle, dans un but de spéculation. Quand éclata la crise financière consécutive à la guerre austro-prussienne, le consul de France pria le vice-roi, non seulement... « de retirer la moitié de l'emprunt, qui cependant « avait été prise « à ferme » par l'Anglo-Egyptian, mais « aussi de compenser les pertes énormes subies par cette « banque » (1).

Ce à quoi le vice-roi se hâta de souscrire, sous la pression « diplomatique », retirant la moitié de l'emprunt, accordant à la Banque 50.000 livres à titre « d'indemnité » et lui passant une importante commande de charbon, sur laquelle si nous en croyons le consul de France, cette banque devait réaliser... « un bénéfice d'au moins 100.000 livres dans l'espace de deux ans ».

Puis, sous la même pression, Ismaïl remit à un groupe de financiers « qui entouraient le Crédit Foncier » pour 1.400.000 livres de titres de cet emprunt, contre un nouvel

(1) Archives Françaises, Corr. Pol. Eg., Vol. 38, cité Sabry, p. 135.

emprunt de 9.000.000 de livres à 12 1/2 %, conclu le 25 Octobre 1866 — après quoi, saigné à blanc, harcelé de réclamations, ses finances obérées par les guerres, les ministres de la Porte et la Compagnie du Suez, le vice-roi négocia un nouvel emprunt avec MM. de la Chevardière et de Carteret, qui quand le vice-roi tira sur eux pour le montant de 20 millions de francs, laissèrent protester les traites, rompant ainsi le contrat. Un peu tard, le Ministère français des Affaires Etrangères, mit en garde le vice-roi contre les deux aventuriers qui avaient surpris sa bonne foi d' « une manière indigne ».

Puis le vice-roi essaya de traiter avec un autre groupe, présidé par un Monsieur Cernuschi. Après maintes péripéties — qu'il serait fastidieux de raconter — le vice-roi tenta un « emprunt intérieur » de 3 millions de livres, négocia pour 2 millions de bons du Trésor, régla, toujours en Bons l'Achat des Eaux d'Alexandrie (9.000.000 francs-or), le solde de l'indemnité allouée à la Compagnie de Suez (3.000.000 de francs-or) accroissant la dette flottante de près de 100.000.000 de francs (1), et conclut le 7 Juillet 1868 un nouvel emprunt de 8 millions de livres (dont il ne reçut après déduction des « commissions » que la somme de 7.195.384 livres).

En cinq ans de règne, le vice-roi avait accumulé 600 millions de francs-or de dette. Et ce n'était pas fini.

En août 1869 il négociait avec M. Lévy Crémieux un emprunt (pour compte de sa Dairah) de 1.000.000 de livres, mais avec l'année 1870 allait s'ouvrir la véritable ruée vers l'or. Les convoitises coloniales, aiguës par l'ouverture du Canal à la navigation, allaient se faire jour plus crûment.

Une nouvelle banque, la Franco-Egyptienne négocia et émit les 26 et 27 avril un nouvel emprunt de 5 millions de livres qui n'eut aucun succès, le crédit de l'Egypte étant durement atteint. Un emprunt National suivit en 1871, immédiatement doublé d'un emprunt étranger de 5 millions de livres en mars 1872.

Cinquante mille fusils de fabrication anglaise et un service de table en or serti de 5.000 carats de diamants, eurent

(1) J. C., *Histoire Financière de l'Egypte depuis Seïd Pacha*, Paris 1878.

raison des velléités d'opposition de la Porte, qui par un firman de Juillet 1872 autorisa le vice-roi à emprunter sans condition ni réserve. L'ambassadeur anglais à Constantinople affirma, qu'en dehors des cadeaux précités, le Sultan, personnellement, reçut 900.000 livres en espèces, son Grand Vizir 25.000, son ministre de la Guerre 15.000 et les divers fonctionnaires du Palais 20.000. Abraham bey avait dépensé sans compter...

En mai 1872, le Khédive emprunta 3 millions de livres aux banquiers de Galata et 2 millions à ceux d'Alexandrie. En 1873 il obtenait — à quel prix — un nouveau firman récapitulant les privilèges contenus dans ceux de 1866, 1867 et 1872. Le 11 Juin 1873 il contractait l'emprunt « monstre » de 32.000.000 de livres à 7 %, qui ne lui rapporta « net » que la somme de 11.750.000 livres.

En février 1875, l'Anglo-Egyptian conclut encore une opération de 5 millions de livres, portée bientôt à 8 millions. Mais la fin approchait...

« Poussé par des besoins urgents, le vice-roi songea à tirer parti de ses 176.000 actions du Canal ».

Ici, l'Angleterre entre en jeu. C'est par Suez que l'Angleterre pénètre en Egypte, à la faveur de la gabegie sans précédent qui régnait dans les finances du vice-roi.

Entraîné dans une folle sarabande financière, « l'homme le plus habile d'Europe » (1) assailli de réclamations, voulant faire face à ses échéances, sollicité de vendre de toutes parts, faisait aviser, le mardi 23 novembre 1875, le gouvernement britannique, qu'il était disposé à vendre ses 177.642 actions pour un montant global de 100 millions de francs, le vice-roi s'engageant à verser pendant dix-neuf ans un intérêt de 5 % pour compenser l'aliénation faite auparavant des intérêts proprement dits.

Le 25, le marché fut conclu et le 26 les actions livrées.

Rothschild avait avancé les fonds. Les actions achetées valaient en 1906 800 millions de francs et rapportaient 27 millions de revenus. Le vice-roi, venait de commettre la plus

(1) Aurait dit de lui Gordon. B.-M. Allen, « *Gordon and the Sudan* », Londres 1931, page 105.

grave faute financière et politique de sa vie, non que cette vente donnât à l'Angleterre un quelconque droit d'ingérence, mais parce que l'Angleterre allait en profiter pour établir sur l'Égypte et son administration une « hypothèque politique ».

Au lendemain de la conclusion de ce marché, si gros de conséquences, une mission anglaise présidée par un certain Cave, s'en vint enquêter en Égypte, alarmant le Khédive sans se l'opposer, le Khédive refusant l'aide de la Russie et de l'Allemagne et allant jusqu'à se « débarrasser » de Nubar pacha, coupable à ses yeux d'avoir vu à quel point l'envoi de cette mission pouvait avoir de conséquences politiques.

Avec le départ de ce ministre foncièrement et profondément fidèle, « diplomate avisé... rénovateur de talent... penseur intelligent... négociateur infatigable... homme du monde... ami des hommes d'Etat... » (1) tombait la dernière résistance à l'invasion anglaise, le Khédive étant par lui-même incapable de saisir d'autres occasions, telle que la rivalité anglo-française, par exemple.

Ismaïl commença par accepter la nomination de M. Rivers Wilson, conseiller général de l'Office de la Dette nationale Anglaise, au poste de « conseiller financier ». Puis pour en contrebalancer l'influence, il sollicita celle de M. Villet, ancien inspecteur général des finances françaises.

Le premier voulait, en clair, la mainmise sur les finances du pays ; le second la création d'une Caisse d'amortissement et d'une Commission de la Dette, qui devait agir comme un receveur pour le compte des créanciers. Il proposait aussi la consolidation et l'unification de toutes les dettes, sur des bases qu'il déterminait.

Ismaïl penchait pour le projet de M. Villet. Pour l'en punir, Disraëli vint prétendre à la barre des Communes, que le « Khédive, invoquant *l'état précaire* de ses finances et la « nature confidentielle des informations qu'il avait fournies, « demandait que le rapport (de la mission Cave) ne fut pas « publié ».

(1) Crabitès, *op cit.*, p. 149.

Débâcle en Bourse. De 63, l'emprunt 1873 tombe à 51. « Ils ont creusé ma fosse » soupire le vice-roi (1).

Pourtant, le rapport Cave, reconnaissait les grands progrès de tout ordre dûs à Ismaïl, et indiquait une solution équitable : « la consolidation et l'unification de toutes les « dettes sur la base d'un intérêt modéré compatible avec « l'état du pays ». Mais Cave suggérerait aussi la création d'un Département de Contrôle à placer sous la direction de l'« agent financier envoyé par le gouvernement de S. M. » soit M. Rivers Wilson.

Après avoir amené, par son opposition, l'échec du projet conçu par le vice-roi de créer avec l'aide de financiers français une commission de la dette et de consolider celle-ci à 91.000.000 de livres, le gouvernement anglais se décida à se mettre d'accord avec la France, sans laquelle ou contre laquelle il ne pouvait pratiquement rien : cet accord devait amener un « condominium » anglo-français, pour la surveillance des finances égyptiennes.

Plus ou moins d'accord, les deux pays enquêtèrent. Lord Goschen pour l'Angleterre, M. Joubert pour la France, débarquèrent en Egypte.

Lord Goschen se hâta de suggérer la nomination de Rivers Wilson à la tête du ministère des finances. Ismaïl Sadjik (connu sous le nom de « Muffetish ») ministre des finances, s'y opposa, soutenu par les deux partis qui se disputaient alors les affaires égyptiennes ; le parti « égyptien » et le parti « turc ». Mal lui en prit. Disgrâcié, arrêté, il périt mystérieusement assassiné.

La suppression de ce ministre, issu des plus humbles couches de la population, venant après l'éloignement de Nubar, le refus d'accepter l'aide de l'Allemagne et de la Russie, la vente des actions de Suez, mettait le Khédive à deux doigts de sa perte. Elle n'allait pas tarder.

Il dût accepter la nomination des deux contrôleurs anglais et français, d'un commissaire anglais pour la Caisse du Trésor, et d'une administration européenne aux chemins

(1) M. Sabry, *op. cit.*

de fer, où son ex-ministre Nubar, avait, alors qu'il les présidait, accompli une très saine besogne.

En quelques semaines, une nuée de fonctionnaires anglais s'abattit sur l'administration égyptienne. Une enquête fut décidée pour établir l'état de cette administration et des finances du pays, et une commission aux pouvoirs très étendus fut constituée pour la mener, présidée par De Lesseps, composée de Rivers Wilson, Riaz pacha, et des quatre commissaires de la dette : de Blignières pour la France, Baring (futur Lord Cromer) pour l'Angleterre, de Kremer pour l'Autriche et Baravalli pour l'Italie.

L'enquête dura cinq mois, au cours desquels le pays « humilié et meurtri » voyait sa misère augmenter tous les jours. La commission conclut à la nécessité d'un ministère « responsable » et le Khédive chargea Nubar — retour d'exil — de le constituer, avec Rivers Wilson aux finances et de Blignières aux Travaux Publics.

Ce ministère « mixte » se débattit dans des difficultés grandissantes, et aboutit à proposer à Ismaïl la banqueroute. Le Khédive ne pouvant s'y résoudre, renvoya son ministre « européen ». Il voulait « liquider » la situation financière, mettre fin à l'ingérence anglo-française. Les Puissances s'en chargèrent elles-mêmes.

En Juin 1879, Ismaïl était déposé. En Juillet 1880, était promulguée la loi dite de « liquidation ». En juillet 1882, l'Angleterre occupait militairement l'Égypte.

Ainsi était couronnée l'ingérence des Puissances dans les affaires intérieures de l'Égypte. Pourtant, rien de moins légitime que cette intervention.

Quand des spéculateurs vont se ruiner à l'étranger, hasardant leurs capitaux dans l'espoir de les voir grassement rétribués, leurs gouvernements ne sont nullement tenus de leur faire rembourser les pertes.

Non seulement leurs gouvernements ne sont pas tenus, mais encore, s'ils le faisaient, ils sortiraient de leur rôle ; on ne saurait soutenir qu'il y ait là matière à question in-

ternationale, devant entraîner l'intervention des personnes du droit international.

Or, en Egypte, ...« les créanciers étrangers étaient des « spéculateurs, ils jouaient et prévoyaient si bien les risques, qu'ils en faisaient payer au Khédive la prime d'assurance sous la forme d'intérêts fabuleux. Après cela, dans « une affaire où on eut à peine conçu des pourparlers diplomatiques et où on alla jusqu'à bouleverser tout l'organisme interne d'un pays, on ne comprend guère l'attitude « des Puissances, en droit elle est à condamner radicalement « mais même en pratique, on ne peut l'expliquer que par « le désir illégitime de s'implanter en Egypte, chacun bien « entendu arrivant avec le secret espoir d'éliminer un jour « les autres » (1).

Si le Khédive a consenti à cette intrusion, il ne l'a fait qu'à son corps défendant, malgré lui, sous la pression des Puissances. On ne saurait même pas considérer cet acquiescement « forcé » à celui, valable, d'un vaincu de guerre. La guerre est le dernier argument du droit international, un moyen légitime, parce qu'il repousse une agression, soit en fait, soit en droit. Mais l'« intervention » est au contraire une attaque par définition, une attaque injustifiée, déclenchée par le plus fort contre le plus faible.

Sur cette base injuste de l'intervention, sur celle qui vient s'y ajouter du consentement extorqué par la force, il semble difficile de soutenir qu'on pût fonder quelque chose de juridique, sans que la conscience et la raison ne s'insurgent.

Mais cette intervention n'eut pas seulement pour effet de ruiner l'Egypte elle entraîna aussi la complète désorganisation du pays à tous les points de vue, le pouvoir étant pratiquement dominé par les « gens de finances étrangers ».

« Le ressort de l'Etat Egyptien était brisé... l'ingérence « étrangère a entraîné la révolte militaire (de Arabi) et les « massacres d'Alexandrie (1882) ; ceux-ci à leur tour ont « amené l'occupation anglaise » (2).

(1) Roland Gaignerot, *« La question d'Egypte »*, Albi 1901.

(2) *Idem*, page 107.

En définitive, on sacrifia à des créanciers peu intéressants — par le fait du caractère spéculatif de leurs entreprises — la fortune et l'indépendance d'un pays.

IV. — L'œuvre politique d'Ismaïl et les nouveaux firmans

Si les entreprises financières d'Ismaïl furent jusqu'à un certain point dominées par son goût de la spéculation, si le critique peut trouver aliment dans cette suite d'emprunts que nous avons brièvement cités, si l'œuvre sociale d'Ismaïl en Egypte (suppression de la corvée, création de centaines d'écoles etc... etc...) et en Afrique (suppression de l'esclavage) ne suffit pas à faire oublier tout ce que son règne eut de financièrement ruineux, du moins son œuvre politique lui fera-t-elle beaucoup pardonner.

Ismaïl avait hérité d'une Egypte encore régie par les firmans de 1841, « province » mi-souveraine, qu'une dynastie assez incertaine dans son ordre successoral, limitée dans ses prérogatives financières et militaires, gouvernait pour le compte du Sultan.

Chacun des avantages qu'Ismaïl va arracher à la Porte en faveur de sa Dynastie, sera une victoire pour l'Egypte une amélioration de son statut.

Souverain absolu — malgré ses velléités parlementaires (1) — Ismaïl ne faisait aucune différence entre sa dynastie et l'Etat sur lequel elle régnait ; la monarchie absolue a cette qualité (bonne ou mauvaise suivant les circonstances) de lier intimement la famille régnante à son peuple.

Le peuple, la Nation qu'il constitue, perd ou gagne suivant la fortune de cette famille. Avec Ismaïl, le peuple égyptien gagna à tous les coups... mais ce n'est pas aux histo-

(1) Ismaïl avait, en effet, créé en 1866 un Conseil Consultatif, composé de 75 membres, appelant ainsi le peuple égyptien à prendre part à la direction de l'Etat. On remarqua que le discours prononcé par le Khédive pour inaugurer les travaux de ce conseil, le fut en arabe. Le Conseil s'occupa de régler la perception des impôts, du système scolaire, du percement de nouveaux canaux, du curage des anciens, de la distribution aux paysans des terres en friche, etc... etc...

Le 23 avril, à la veille d'abdiquer, il créa encore un Conseil d'Etat sur le modèle français. Mais sa véritable œuvre, la plus efficace, fut de donner une organisation complète à son ministère ; les ministres y passant du rôle de figurants à celui de collaborateurs effectifs.

riens étrangers, ni surtout aux anglais d'entre eux, qu'il faut demander de faire ressortir cette éclatante vérité ; ils ont accablé Ismaïl d'autant, et cette constatation seule nous permet de comprendre pourquoi Cromer (le Baring de la Commission d'Enquête) par exemple, a tellement chargé le « Magnifique » Khédive.

Ismaïl avait vite compris que l'Empire Ottoman était encore plus « malade » que la Diplomatie européenne le disait être. Il avait pressenti les catastrophes qui devaient un jour mettre fin à la vie de ce « colosse aux pieds d'argile » (d'argile pétrie dans le sang). Il avait résolu de libérer l'Egypte des aléas de la « question d'Orient », afin qu'au jour de la solution, son fief ne fut pas compris dans les territoires à « redistribuer ».

Rêvait-il aussi, comme le laisse entendre M. Angelo Sammarco, d'arracher à la Turquie son pouvoir sur le monde musulman, de rendre aux peuples arabes, sinon la totalité, du moins une partie de leur ancienne souveraineté spirituelle ? Nous avons de la peine à voir en Ismaïl, que rien ne semble avoir préparé à jouer ce rôle dans son origine ou son éducation, le premier des « panarabistes ». Quoiqu'il en soit, un fait est constant : Ismaïl fit tout pour donner à la langue arabe et aux égyptiens eux-mêmes, le pas sur la langue turque et sur les ottomans.

Peu de chefs d'Etat sont parvenus à la libération de leur peuple, par d'autres voies que la guerre. Ismaïl n'a jamais craint la guerre, qu'il a conduite en Afrique, en Crimée, en Crète, au Hedjaz... qu'il a préparée contre la Turquie elle-même ; mais il a préféré à cette solution extrême, la « voie pacifique des transactions ».

Nubar pacha, le « diplomate avisé », lui fut d'un grand secours... mais Nubar avait horreur des « combinazione » généreusement arrosées de pourboires royaux, dont raffolaient Sultan et ministres de la Porte. Aussi Ismaïl avait-il à sa disposition le mystérieux Abraham bey, qui vivant à Constantinople, princièrément appointé, les mains largement ouvertes, avait l'oreille des vizirs...

Par souci de méthode, nous diviserons le récit des rapports d'Ismâïl avec la Porte en trois périodes.

La première, celle des rapports cordiaux, s'étend de l'avènement aux firmans de 1866 et 1867.

La deuxième enregistre une certaine tension de 1869 à 1870.

La troisième période — celle qui coûta le plus cher à Ismaïl — a son couronnement dans le firman de 1873.

Quant à la déposition d'Ismâïl elle fut beaucoup plus l'œuvre des Puissances que de la Porte. Le Sultan n'avait rien à lui reprocher, et sembla même un moment vouloir le soutenir. Ce fut, la main forcée, qu'il céda.

La question essentielle pour Ismaïl, était celle de l'ordre de succession ; les firmans de 1841 le réglaient par ordre de « sénoriat » et non de primogéniture directe, se basant en cela sur la tradition musulmane (au dire de certains historiens) ou plus vraisemblablement sur la tradition, sur la pratique de la maison impériale.

Ce « sénoriat » avait quelques avantages, au nombre desquels celui de donner le pouvoir politique à celui à qui son âge donnait l'autorité « naturelle » au sein de la famille khédiviale. Mais que d'inconvénients ! D'abord, les mariages fréquents des princes, donnaient très souvent des oncles moins âgés que leurs neveux (Séïd était l'oncle et le cadet de Abbas) et le fameux avantage de l'autorité naturelle conférée par l'âge, cédait devant l'anomalie — qui pouvait devenir dangereuse — de faire régner le petit-fils, alors que le fils était vivant.

De plus, et ici se révèle un autre inconvénient grave et ruineux pour l'Etat, le vice-roi régnant, sachant que son fils serait écarté du trône en présence de cousins ou... de neveux, plus âgés, n'avait cure qu'il n'eût accumulé une énorme fortune pour son héritier. Ainsi fit Abbas, dont le fils El Hamy, dilapida les millions en quelques années. Ainsi fit Séïd lui-même, ainsi auraient pu faire — par pure hypothèse — Ismaïl et ses successeurs.

Au lieu de cela, on voit Ismaïl assurant un trône à son fils, se dépouiller de tous ses biens pour essayer de combler le déficit du budget, déficit que les guerres et les dépenses de l'Etat étendaient sans cesse.

Dès son avènement, Ismaïl avait tenté maintes démarches pour parvenir à changer l'ordre de succession. En 1866, le Sultan, qui semblait caresser les mêmes ambitions pour son propre compte, se montra moins difficile et envisagea le projet d'Ismaïl avec bienveillance.

Immédiatement, Nubar fut dépêché auprès des Cours Etrangères signataires des accords de Londres et garantes du Statut de l'Egypte. Leur accord acquis, le vice-roi se rendit en personne à Constantinople. Le 27 mai 1866 le Sultan signait le firman modifiant l'ordre successoral, et le 15 Juin, de la même année, le firman réglant la question délicate de la régence en cas de minorité de l'héritier.

Le même firman du 27 mai admettait que l'armée égyptienne atteignit 30.000 hommes au lieu des 18.000 des firmans de 1841, et la différence de titre entre les monnaies impériales et les monnaies khédiviales.

Cette réforme, toute à l'actif du vice-roi, lui coûta un relèvement du tribut qui de 80.000 bourses passa à 150.000, imposant une augmentation annuelle de 350.000 livres au budget égyptien.

Le firman de 1873 confirmait définitivement la réforme de 1866 et anéantissait à jamais le danger sérieux de la constitution autour du souverain d'une féodalité de fils de souverains, ayant des partisans nombreux (1) et héritiers des grosses fortunes que leurs pères n'auraient pas manqué d'accumuler pour eux.

Six mois s'étaient à peine écoulés, qu'au commencement de l'année 1867 Ismaïl revint à la charge, demandant la confirmation solennelle du titre de « Khédivé » (2), le droit de

(1) Ainsi, à la mort de Abbas, Ibrahim Pacha, gouverneur du Caire, tenta d'imposer son fils El Hamy, aux lieux et place de Séïd et il fallut l'intervention des Puissances garantes du statut de l'Egypte pour amener Séïd au pouvoir.

(2) On donnait ce nom de façon générale à tous les souverains de l'Egypte. Cette appellation d'origine persane, qui n'avait aucun sens en turc ou en arabe, convenait à Ismaïl qui y attachait un lustre certain, que n'avait pas le titre de Pacha.

promulguer des ordonnances administratives, de conclure des conventions douanières, de réglementer la police des étrangers, la poste, les transports, etc..., etc...

Le Sultan ne voulut d'abord pas céder. Ismaïl qui ne négociait nullement de crainte de combattre, menaça de retirer ses troupes de Crète (qu'elles pacifiaient), de ne plus payer le tribut et de pas aider à réprimer (ainsi qu'en vassal il se devait de faire) la révolte qui venait d'éclater en Arabie.

Finalement sur l'intervention de Nubar pacha, le Sultan se rendit aux raisons d'Ismaïl, et accorda tout ce qu'on lui demandait.

Libre dans sa dynastie, libre dans son armée, dans son administration, Ismaïl sentait venir le moment où son allégeance à la Porte, qui de plus en plus devenait « théorique » pourrait brusquement se rompre. L'Indépendance absolue se faisait de jour en jour plus proche.

En mai 1869, Ismaïl entreprit le tour des Cours européennes. A ce voyage, trois buts : d'abord inviter les souverains amis à l'inauguration du Canal de Suez ; ensuite les amener à garantir la neutralité de ce Canal, qui échapperait ainsi à la suzeraineté ottomane ; enfin tâter le terrain en vue de la Réforme judiciaire de laquelle devrait naître les Juridictions Mixtes d'Egypte.

Recevoir des souverains, neutraliser ses frontières avec la Turquie, créer un système à lui de juridictions, Ismaïl continuait à éliminer les liens qui le « rattachaient » encore à la Porte.

Pour plus de précautions, pour parer à toute éventualité, le Khédive porta son armée à 160.000 hommes, commanda 200.000 fusils et quatre frégates cuirassées. Il voulait la paix, il préparait la guerre. Si vis pacem... Mais le Sultan se méfiait.

Que venaient donc faire en Egypte, les souverains étrangers ? Pourquoi ces soldats, ces fusils, ces frégates ? Le Sultan se fit sévère. Que signifiaient les dépenses d'Ismaïl, les voyages de Nubar, ce « *certain homme* », qui se faisait passer pour le ministre des affaires étrangères d'Egypte... de l'Egypte qui aux termes des firmans *n'avait pas de politique étrangère* ?

Ismaïl pris à court, tergiversa. La Porte se fit exigeante : livraison des fusils et des frégates, réduction du nombre des soldats, perte de l'autonomie financière... Le Khédive pria alors le Sultan de renvoyer le règlement de cette « affaire » au lendemain des fêtes de l'inauguration du Canal, par égard pour les hôtes royaux et princiers de l'Égypte qu'Ismaïl comptait bien se gagner par une munificence sans précédent.

Mais l'opinion européenne refusa de suivre le Khédive. A part le Cabinet Italien (l'Italie était alors le seul pays — et pour cause — à faire fi du principe de l'intégrité des territoires ottomans... ou autrichiens) les cabinets européens se prononcèrent tous pour la Porte suzeraine. Force fut à Ismaïl de capituler (1).

Dès que l'occasion se présenta — et les « cadeaux » au Sultan et aux vizirs l'aidèrent à se présenter — Ismaïl obtint, le 8 Juin 1873, un firman, nouvelle charte de l'Égypte Ottomane, aussi essentiel à connaître que ceux de 1841, qui confirmait et élargissait toutes les dispositions antérieures.

L'ordre successoral était solennellement confirmé dans la descendance directe d'Ismaïl, l'administration lui était entièrement remise, le droit de conclure des conventions de commerce et touchant la condition des étrangers reconnu et la liberté entière, dans l'organisation de l'armée, accordée.

Enfin, pour la première fois dans un acte officiel émanant du suzerain lui-même, l'Égypte cessait d'être considérée comme une « Province ». Le Firman lui reconnaissait en effet le droit au titre d'Etat.

« En 1873, Ismaïl, à l'apogée de sa gloire... avait obtenu
« des résultats inespérés et tels que Mohamed Ali lui-même
« en eût été fier, s'il avait vécu jusque-là : hérité de la
« descendance directe, de père en fils, par ordre de primo-
« géniture, comme dans les cours européennes ; substitu-
« tion du titre glorieux de Khédive à celui de Vali ou simple
« gouverneur de province, autonomie administrative ci-
« vile et financière, dans l'acceptation la plus large ; com-
« plète autonomie législative ; liberté de contracter des em-

(1) Il semble même que les Puissances obligèrent Ismaïl à capituler.

« prunts publics, sans l'autorisation de la Porte ; droit de
« frapper en Egypte, au nom du Sultan, des monnaies ayant
« une valeur et un titre différents de ceux des monnaies
« turques ; extension du territoire égyptien par l'acquisition
« définitive de Souakim et de Massawah ; liberté de négocier
« avec les Puissances en vue d'établir des conventions spé-
« ciales aux douanes et aux postes et de régler la police des
« étrangers, leur situation et leurs rapports avec le gouverne-
« ment égyptien et la population » (1).

Certes, le règne de Tewfick, son fils et successeur, allait permettre à la Porte de reprendre « en droit » une partie de ses concessions, mais Ismaïl avait fait son devoir ; l'Egypte sortait grandie de la ruineuse lutte qu'il avait livrée à Constantinople... Comment ne pas le reconnaître, comment ne pas admirer ce passage « pacifique », « transactionnel » de l'état de province à celui d'Etat, des limitations administratives militaires et financières des firmans de 1841, aux libertés de tous ordres du firman de 1873 ?

« C'est donc d'après un critérium politique et non ad-
« ministratif, qu'il faut considérer les dépenses et les pré-
« sents que fit Ismaïl pour s'assurer le succès. Et comme le
« succès lui vint, les 500 millions de francs qu'il dépensa
« sont plus que justifiés » (2).

Or, c'est au moment où l'Egypte touchait à l'indépendance que l'Angleterre se prit à la convoiter.

Elle n'approchait tellement de la victoire que pour mieux goûter sa défaite. C'est un pays presque indépendant en droit, libre et maître de soi en fait, dont l'Angleterre va briser l'effort.

Mais c'est encore le fils d'Ismaïl, Fouad I^{er} qui continuera la lutte, c'est son petit-fils, S. M. le Roi Farouk qui en verra l'achèvement.

(1) J. Ashkar, *op. cit.*, page 117.

(2) A. Sammarco, *op. cit.*

CHAPITRE III.

L'OCCUPATION BRITANNIQUE. - LE PROTECTORAT ET L'INDEPENDANCE SOUS CONDITION

I. — L'occupation britannique

1) La « liquidation » de 1880

Ismaïl avait abdiqué le 26 Juin 1879. Le même jour, son fils le Prince Mohamed Tewfick, recevait dans la matinée une dépêche de Constantinople, lui annonçant son élévation à la dignité de Khédive d'Egypte, et dans l'Après-midi lecture en était donnée à la Citadelle du Caire.

Vaincu, exilé, Ismaïl sur le refus du Sultan de lui donner asile à Constantinople — que d'ingratitude de la part d'un Sultan et de ministres justement traités de « mendiants » tant Ismaïl les avait comblés de ses dons ! — accepta l'affectueuse hospitalité que la Maison de Savoie lui offrit de grand cœur. De son palais des environs de Naples, il adressa au Sultan cette ultime missive, « synthèse la plus objective et la plus rapide de l'activité merveilleuse dont il avait fait preuve pendant son règne, et la justification la plus convaincante de son œuvre » (1).

« Je venais de traverser seize années bien remplies. Sous
« mon administration, l'Egypte avait été couverte d'un réseau
« de chemins de fer ; elle avait considérablement étendu la
« canalisation qui féconde la richesse du sol ; elle avait créé
« deux grands ports : Suez et Alexandrie ; elle avait détruit
« dans l'Afrique Centrale les sources de l'esclavage et fait
« flotter le drapeau de l'Empire dans des contrées où il était
« encore inconnu ; elle avait vu achever et livrer au Monde
« le Canal des deux Mers et, enfin, après de longues résis-
« tances, elle avait inauguré chez elle sa réforme judiciaire

(1) Angelo Sammarco, *op. cit.*

« qui a préparé pour l'avenir les moyens d'établir l'harmonie d'une bonne justice dans le contact des civilisations de l'Orient avec les civilisations étrangères ».

Le 2 mars 1895, Ismaïl mourut. Il avait eu le temps de voir son œuvre impériale s'écrouler, et ses vieux ennemis les Anglais, prendre pied en Egypte.

Son successeur, Tewfick, tenu à l'écart de la vie publique, ne possédait aucune des brillantes qualités de son père, aucune non plus de celles qui devaient imposer par la suite son frère cadet, feu Sa Majesté Fouad I^{er} premier des Rois d'Egypte.

Sous son règne devait se produire le premier mouvement séditieux qui aura menacé la dynastie de Mohamed Ali, celui d'Arabi pacha. Sous son règne aussi, devait s'implanter l'influence anglaise, se perdre le Soudan.

Mal secondé par des hommes de second plan, il ne sut faire face à la sédition, ni à la rebellion soudanaise, ni à l'intervention anglaise.

La Porte, qui l'avait jugé, profita de son accession au pouvoir pour essayer d'en faire un simple gouverneur, par un retour au texte strict du firman de 1841. Mais le consul de France à Constantinople s'y opposa et la Porte dut s'incliner. Cependant elle reprit deux des libertés accordées à Ismaïl : celle d'emprunter sans autorisation impériale, et celle de faire dépasser à l'armée le chiffre de 18.000 hommes.

Mais Tewfick allait de sa propre initiative affermir les liens de dépendance qui le liaient à l'Europe. Un décret de 1879 reconnut aux contrôleurs anglais et français « les pouvoirs d'investigation les plus étendus » en matière financière et leur accorda l'immuabilité, en décidant qu'ils ne pourraient être relevés de leurs fonctions qu'avec l'assentiment de leurs gouvernements respectifs.

Puis il invita les Puissances à « liquider » la situation financière de l'Egypte, et une commission internationale prépara la loi promulguée le 17 Juillet 1880 et connue sous le nom de « loi de liquidation ».

Cette loi réglait la façon dont les dettes antérieures devaient être payées, augmentait notablement les revenus du trésor et faisait de la Caisse de la Dette, alors simple organisme du droit administratif égyptien, une institution internationale ayant qualité de poursuivre la défense des intérêts des créanciers devant les Tribunaux de la Réforme.

En 1885, les attributions de cette Caisse devaient encore être élargies à l'occasion d'un emprunt que Tewfick contracta avec la garantie des Puissances. Mais entre temps, l'Angleterre avait pris pied en Egypte, et voici dans quelles circonstances.

2) La révolte d'Arabi Pacha

L'ingérence étrangère, la véritable dictature qu'exerçaient sur le pouvoir central les représentants des Puissances et des créanciers du Trésor, avaient tiré le peuple égyptien de l'état d'apathie où il s'était laissé aller. L'armée, les fonctionnaires, les chefs religieux et le peuple, commençaient à s'agiter.

Sous la pression des événements, Tewfick dut souscrire, aux premiers jours de 1882, à la constitution d'une véritable chambre des députés, qui s'agita immédiatement, réclamant le dernier mot en matière financière et l'application d'un programme national et même nationaliste.

L'armée, dernière ressource des pouvoirs chancelants, était rien moins que sûre. Pour obéir au firman de la Porte, Tewfick avait dû mettre en demi-solde un grand nombre d'officiers, mais d'officiers égyptiens seulement, sans toucher aux circassiens.

Les demi-soldes et leurs camarades encore en service entretenaient dans les troupes un sourd mécontentement. A leur tête, un colonel d'humble origine, de médiocre intelligence, mais à qui une certaine faconde donnait un air avantageux, le colonel Arabi, qui ne brillait pourtant pas par le courage, menait le combat.

Le Khédive décida de sévir. Il fit arrêter Arabi et quelques-uns de ses partisans. Mais les inculpés furent délivrés

par leurs gardes et, l'émeute gagnant, les troupes encerclèrent le Palais Khédivial et menacèrent de tirer le canon.

En février 1882, le Khédive céda. Il accorda le dernier mot en matière financière, l'initiative des lois, le contrôle des fonctionnaires, la responsabilité des ministres, à la Chambre qu'il avait créée.

En réponse à cette violation des accords passés avec l'Europe, une démonstration navale anglo-française fut faite dans le port d'Alexandrie. Arabi, ministre de la Guerre, démissionna, mais une pétition des officiers de la place d'Alexandrie amena le Khédive à le réintégrer à son poste.

Cependant, le peuple continuait à s'agiter. Des rixes mirent bientôt aux prises égyptiens et étrangers. Le peuple s'en prenait à ces derniers des malheurs sous lesquels l'Egypte ployait. Les colonies étrangères étaient riches — à côté d'éléments irréprochables et remarquables — en affairistes, en prêteurs à usure, en cabaretiers...

3) La conférence de Constantinople

La vague de xénophobie qui déferla alors sur l'Egypte répondait à la curée des aventuriers pillant le budget de leurs « réclamations », à l'attitude de certains européens d'Egypte, qui aux dires de ce consul de France déjà cité, avaient « perdu la notion du juste et de l'injuste ».

Sur ces entrefaites, le 23 juin 1882, le Comte Corti, doyen du corps diplomatique à Constantinople et Ambassadeur d'Italie, invitait ses collègues à conférer.

Les Puissances qui répondirent à son invitation furent : l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la France et la Russie. Par l'intermédiaire de leurs agents, elles signaient le 25 juin, le protocole de « désintéressement » suivant :

« Les gouvernements représentés par les soussignés
« s'engagent, dans tout arrangement qui pourrait se faire
« par suite de leur action concertée, pour le règlement des
« affaires d'Egypte, à ne rechercher aucun avantage territo-
« rial, ni la concession d'aucun privilège exclusif, ni aucun

« avantage commercial pour leurs sujets, que ceux que toute autre nation ne puisse également obtenir » (1).

Le 27 juin, le comte Corti proposait à la Conférence qu'il fût entendu que, pendant la durée des réunions, les Puissances ne se livreraient à aucune entreprise isolée en Egypte.

A la demande de Lord Duffereis, représentant l'Angleterre, on admit l'action « isolée » en « cas de force majeure ». « Il y a toujours en politique un cas de force majeure. Désormais mais la Conférence pouvait travailler à loisir. Une seule phrase acceptée par les plénipotentiaires rendait ses décisions illusoires » (2).

Mais en Egypte même, les événements se précipitaient. De graves incidents avaient mis aux prises égyptiens et étrangers. Malgré les efforts du gouvernement d'Arabi, dont le Khédive était quasiment le prisonnier, les éléments troubles de la population d'Alexandrie se déchaînèrent, à la suite d'une querelle qui avait éclaté entre un ânier de la ville et un maltais ressortissant anglais.

4) L'Action « isolée » de la Grande-Bretagne

Le 11 Juillet 1882, prenant prétexte d'une inoffensive batterie installée par Arabi sur la côte, aux environs d'Alexandrie, la flotte anglaise la bombardait et peu après les troupes qu'elle transportait débarquèrent et l'occupèrent.

Le sort des armes tourna contre l'Egypte. Les vaincus de Mohamed Ali étaient en nombre et mieux armés. La trahison se glissa dans les rangs des égyptiens. De hauts officiers désorganisèrent les services de l'armée, qui fut écrasée à la bataille de Tell-el-Kébir, après un simulacre de résistance.

Citons pour mémoire, qu'un seul régiment, un de ces fameux régiments soudanais qui luttèrent si bien pour la France au Mexique, quand Séïd les y envoya, « sauva l'honneur » infligeant des pertes sérieuses aux Anglais, et se faisant tailler en pièces par l'artillerie britannique.

(1) Cité par Sayed Kamel « *La Conférence de Constantinople et la Question Egyptienne* ».

(2) J. Cocheris, *op. cit.*

Arabi, qui devait mourir en 1911, avait quitté le champ de bataille en véritable « chef » : le premier, à la tête de ses troupes trahies...

Et la Conférence ?

Tardivement conçue, retardée par l'exclusivisme anglo-français et l'indifférence des autres Puissances, son œuvre fut insignifiante.

Elle n'avait jamais été investie d'un titre de droit incontestable l'habilitant à régler les « affaires d'Egypte ». Elle ne pouvait compter sur aucune « sanction collective » pour exécuter ses décisions.

Ses discussions perdirent encore de leur importance (toute relative) du fait de l'action militaire de l'Angleterre.

La lenteur de ses discussions la fit échouer. A cette lenteur, inhérente à toute procédure diplomatique, à toute réunion de souverainetés nationales, aux intérêts plus ou moins opposés, s'ajoutaient l'abstention de la Porte d'agir militairement en Egypte (ainsi qu'elle l'avait promis), l'indifférence d'une partie de l'Europe, la victoire qui avait couronné l'action « isolée » de l'Angleterre.

Ainsi l'Angleterre, « boutée » hors d'Egypte par Mohamed Ali, que la rivalité des Puissances avait un moment retardée, l'Angleterre mettait enfin la main sur ce territoire vital pour elle du jour qu'y fut creusé le Canal de Suez.

Mais comment l'Angleterre allait-elle expliquer son geste, le faire admettre par les Puissances, par la plus intéressée de toutes, la France ?

A peine sur le sol égyptien, l'amiral Seymour entreprit de le faire, dans une proclamation qu'il adressa au Khédive Tewfick.

« Moi, amiral, commandant la flotte britannique, y dit-il, je crois opportun de confirmer sans retard à Votre Altesse, que le gouvernement de la Grande-Bretagne n'a nullement l'intention de faire la conquête de l'Egypte, non plus de porter atteinte à la religion et aux libertés des égypt-

« tiens. Il a pour unique objectif de protéger Votre Altesse « et le peuple égyptien, contre les rebelles » (1).

Certes, nous ne nous sommes jamais fait d'illusions sur les désirs humanitaires, entièrement dictés par le « souci du bien-être et de l'ordre », que les peuples forts ressentent le besoin de manifester, une fois maîtres des destinées des peuples faibles ; l'Angleterre n'a pas innové, elle n'a pas non plus clos la liste interminable des déclarations de cet acabit. Mais enfin, dans le cas de l'Égypte, que les Puissances — dont l'Angleterre — réunies à Constantinople, essayaient de résoudre, nous ne dirons pas la légitimité, mais le semblant de légitimité nécessaire aux plus impérialistes des conquérants pour entreprendre leurs conquêtes, faisait défaut. La déclaration de Seymour sembla sincère, en ce qu'elle parut bien caractériser le maximum de l'« intervention » que les Puissances européennes pouvaient se permettre.

Mais, dès ce moment, une question se posa : en quoi l'installation d'une batterie (inoffensive) de canons (à faible portée — on le vit bien lors du bombardement) constituait-il le cas de « force majeure » réservé par la Conférence de Constantinople ?

5) L'Angleterre en Égypte et au Soudan

La question d'Égypte était loin d'être une question facile à trancher. Il s'agissait de l'occupation d'un pays jouissant d'un statut international dûment constaté et approuvé par les Puissances en maintes occasions et par des actes importants de la vie internationale : la convention de Londres (1840) ; la convention du 1^{er} Janvier 1876 signée par quatorze Puissances, qui créa les juridictions mixtes en Égypte ; la « liquidation » de 1880 constituant la charte financière de l'Égypte à laquelle avaient souscrit l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, les États-Unis, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

A ces actes internationaux, nous pouvons joindre les hattî-chérifs de 1841, les firmans d'investiture des Khédives

(1) Cité par Roland Gaignerot, *op. cit.*, page 203 .

Abbas, Séïd, Ismaïl et Tewfick, et les firmans obtenus par Ismaïl modifiant les mesures militaires et financières des Hatti-chérifs de 1841, et lui accordant l'hérédité « vraie », tous actes émanant du « suzerain légitime » de l'Égypte, reconnaissant un état de choses que l'Europe avait formellement admis.

En effet, ces firmans avaient été confirmés par les Traités de Paris (30 mars 1856), de Londres (13 mars 1871) et de Berlin (13 juillet 1878).

L'Angleterre chercha donc, après avoir prétexté la « force majeure » pour agir, à s'expliquer.

Le 24 juillet 1882, Gladstone déclarait aux Communes, que « la Grande-Bretagne avait l'intention formelle de soumettre au concert européen le règlement définitif de la Question d'Égypte » (1).

Revenant à la charge, le 2 Août 1882, Lord Gransville affirmait à son tour : « La Grande-Bretagne réclamera le concours des Puissances, pour les mesures à prendre en vue « du futur et bon gouvernement de l'Égypte (2) ».

Sept ans plus tard, la position de l'Angleterre ou du moins sa position telle que ses orateurs continuaient à la définir, n'avait pas varié, et Lord Salisbury, imperturbable, s'écriait le 12 Août 1889, aux Lords : « Nous ne pouvons proclamer notre protectorat sur l'Égypte, ni notre intention « d'une occupation effective et perpétuelle. *Ce serait manquer aux engagements internationaux souscrits par l'Angleterre* (3) ».

Il ne pouvait, en somme, s'agir, vu l'insistance et l'uniformité des déclarations officielles anglaises, vu la reconnaissance formelle et réitérée par l'Angleterre (4) du caractère international de la question d'Égypte, vu les engagements « internationaux » qui liaient Londres, que d'une occupation militaire provisoire, pure de toute visée protectoriale ou conquérante, « rendue nécessaire » par les troubles qui avaient

(1), (2) et (3) Cités par Saleh Hussein, « *Etude juridique du problème de l'Égypte* » Paris 1931.

(4) Jules Cocheris (*op. cit.*) donne dans son ouvrage, la liste éloquentة par sa sécheresse de CENT-DIX déclarations au Sultan, aux puissances, aux ambassadeurs, aux Communes, aux Lords, au Khédive, etc... etc... émises dans des dépêches, des lettres, des discours du Trône, etc... par lesquelles l'Angleterre renouvelait ses « engagements ». Voir pages 531 à 541.

éclaté dans le pays occupé, sur laquelle les Puissances devaient être appelées à statuer, et qui, de l'aveu même de l'Angleterre, ne pouvait en rien modifier le statut du pays.

Mais il ne semblait pas que les Puissances étaient disposées à munir l'Angleterre d'un mandat quelconque sur l'Égypte. Aussi, la Grande-Bretagne se tourna-t-elle tout simplement vers... la Turquie, vers la suzeraine elle-même, pour lui arracher — en y mettant le prix « sonnante et trébuchante » — un semblant de titre, une apparence de légalité, qui lui permit de mettre en harmonie ses scrupules puritains et ses appétits dévorants.

Elle pressentit la Turquie, sut trouver les arguments irrésistibles, et le 17 Novembre 1885, une convention était signée entre les deux puissances à Constantinople, par laquelle, était décidé l'envoi en Égypte de deux « Hauts-Commissaires ».

Les deux Hauts Personnages devaient avoir pour unique souci de réorganiser — en collaboration avec le gouvernement du Khédive, cela s'entend — l'administration de l'Égypte dans toute ses parties... sans toutefois porter atteinte aux droits conférés par la Porte dans ses innombrables et ruineux firmans. Bref, la quadrature du cercle.

Le Haut-Commissaire anglais, sir Henry Drumond Wolf, n'avait aucune « mission spéciale ». La besogne courante devait accaparer toute son activité. Quant au ture Moukhtar pacha, les signataires de la convention l'avaient chargé d'aviser « aux moyens les plus propices à apaiser le Soudan par les voies pacifiques ».

Or, il se trouva que Moukhtar pacha, loin d'être le « fanfouche complaisant » que l'Angleterre s'était plu à imaginer, se révéla être de la veine, depuis longtemps épuisée à cette époque, des « grands ministres » ottomans.

Réorganiser l'administration ? Sauver le Soudan, (où la puissance égyptienne agonisait) ? Fort bien ! Le 11 mars 1886, Moukhtar pacha présentait à son gouvernement un rapport circonstancié, préconisant d'écarter l'Angleterre, de rétablir l'influence turque et de renoncer aux « Voies pacifiques » pour entreprendre la reconquête armée du Soudan.

L'histoire de l'Égypte, et celle du Soudan, n'ont fait par la suite que confirmer les vues sagaces de Moukhtar pacha.

L'Angleterre et les Puissances créancières de l'Égypte avaient entièrement désorganisé son administration. D'autre part, la lignée des « grands serviteurs » de Mohamed Ali était éteinte. Nubar seul se survivait. L'Égypte avait réellement besoin, vu surtout l'insuffisance notoire de Tewfick, de conseils et d'aide. Qui plus que la Turquie, sa suzeraine, était qualifié pour lui porter secours et lui prêter assistance ? Moukhtar parlait en bon ottoman, en fidèle serviteur des intérêts de la Porte, mais il ne laissait ce faisant, de servir l'Égypte, en écartant la mainmise de l'Angleterre et des Puissances.

Quant au Soudan, Moukhtar s'étonna sans doute de voir une méprisable rébellion montée de toutes pièces par un illuminé sans génie, alimentée et soutenue par de rapaces marchands d'esclaves gênés dans leur commerce par la réforme d'Ismaïl, une rébellion sans moyens — comparés à ceux dont *pouvait* disposer l'armée égyptienne — tenir en échec des troupes aguerries, bien commandées et qui en d'autres circonstances que Tell-el-Kébir avaient fait leurs preuves non seulement contre la Turquie à Koniah et Nézib, mais encore en Morée, en Crète, en Arabie, en Crimée et au Mexique (1). Il ne fut pas sans comprendre quelle mauvaise volonté mettait l'Angleterre depuis 1882 à permettre à l'armée égyptienne de mater la révolte. Aussi, préconisa-t-il le renforcement des garnisons, le commandement unique, l'abondance des munitions et la lutte à outrance.

Gordon, n'en avait pas demandé plus. Mais à lui comme à Moukhtar l'Angleterre dit non. Et effectivement le 25 avril 1886 sir Henri Drummond Wolf remit à Moukhtar une note de son gouvernement dans laquelle celui-ci déclarait s'opposer à tout projet « *tendant à reconquérir le Soudan par la Force* ».

La collaboration des deux signataires de la convention de 1885 n'alla pas plus avant... et alors que la Turquie —

(1) Consulter sur ces différentes expéditions un ouvrage (en arabe) de S. A. le Prince Omar Toussoun.

aussi invraisemblable que cela paraisse — continuait à considérer l'Égypte «... non comme un Etat proprement dit... « mais comme une sorte de grand vilayet dont l'administration est remise à un vizir... » (1) l'Angleterre s'attela résolument à la tâche de faire de l'Égypte une « cliente » au sens que ce mot avait dans l'Empire romain.

L'Égypte était ainsi soumise à une double suzeraineté : celle de son « suzerain » et celle de son « occupant provisoire »... ou protecteur.

« A une certaine époque... les principautés de Moldavie « et de Valachie dépendaient à la fois d'un suzerain et d'un « protecteur. Telle est aujourd'hui la situation de l'Égypte, « si ce n'est qu'entre le protectorat roumain et le protectorat « égyptien, il y a la différence du droit au fait » (2).

*
**

Nous verrons plus loin, dans le chapitre que nous consacrerons au Soudan, comment l'Angleterre a tout fait pour que l'Égypte le perde ; contentons-nous pour l'instant de préciser que le Soudan était en révolte ouverte depuis 1881 et que l'armée égyptienne — ainsi que nous l'avons déjà dit en étudiant le rapport de Moukhtar pacha — y était déjà en difficulté.

L'Angleterre, dès son installation en Égypte, « laissa faire les événements » ou plus justement les aida à se faire au mieux de ses intérêts, allant jusqu'à sacrifier Gordon « of China » massacré dans Khartoum. Le Soudan fut perdu pour seize ans.

Les troupes du Khédive le quittèrent. L'Angleterre maintint les droits théoriques de l'Égypte sur cette contrée dans l'espoir de se les annexer l'un et l'autre, un jour.

Divers accords furent signés par elle à cet effet. Avec l'Allemagne en 1890 ; avec l'Italie en 1891 ; avec le Congo en 1894. Ils confirmèrent cette idée, que les ordres de battre en retraite du Khédive et ses instructions aux fonctionnaires avaient sans cesse affirmée, à savoir que l'abandon du Soudan ne fut jamais considéré comme définitif.

(1) et (2) Ed. Engelhardt, *« Les protectorats anciens et modernes »*, Paris 1896, pages 58 et 69.

Enfin, en 1896, sonna l'heure de la reconquête. Les armées égyptiennes, sous les ordres du Sirdar Kitchener, s'emparèrent de tout le pays sans coup férir. Le Soudan revint effectivement dans la souveraineté égyptienne.

Seulement, l'Égypte n'était plus seule à avoir des droits sur le Soudan arrosé de son sang. L'Angleterre avait aidé à reconquérir le Soudan. Elle exigea un « condominium ». D'où les accords de 1898, par lesquels l'Égypte dut reconnaître cette ingérence anglaise.

Nous verrons dans un autre chapitre, quels furent les « sacrifices » de l'Angleterre, et à quel bon prix elle s'est adjudgé ces droits. Pour le moment, nous nous contentons d'enregistrer les faits.

6) L'accord avec la France (1904)

Nous l'avons déjà écrit à maintes reprises : la seule concurrente sérieuse de l'Angleterre en Égypte, était la France, qui sous les règnes de Séïd et d'Ismail, avait bien cru pouvoir réaliser la « colonisation pacifique », rêvée par De Lesseps qui y voyait sans doute un moyen de reconnaître à l'Égypte les services qu'elle lui avait rendus, ou même une colonisation « pour de bon ».

La Russie s'intéressait beaucoup moins à la question d'Égypte qu'aux principautés chrétiennes de la Turquie d'Europe — ou qu'aux Détroits. L'Allemagne n'avait pas à ce sujet, une politique bien définie, bien que Bismark ait poussé à la déposition d'Ismail.

Après avoir longtemps essayé de se passer de la France, l'Angleterre avait dû souscrire au « condominium » financier de 1873. En 1904, elle considéra qu'il était temps de tomber d'accord avec elle sur son activité politique.

L'occasion était tentante. La France visait justement à jouer au Maroc, le même rôle que l'Angleterre jouait en Égypte. Il fut vite facile de s'entendre, et cet accord se traduisit par la convention de 1904, dans laquelle les deux puissances s'octroyaient réciproquement carte blanche pour le partage de l'Afrique du Nord.

Le deuxième chapitre de ces accords de 1904 était ainsi conçu :

« De son côté, le gouvernement de la République Française, déclare qu'il n'entravera pas l'action de l'Angleterre dans ce pays, en demandant qu'un terme soit fixé à l'occupation britannique ou de toute autre manière, et qu'il donne son adhésion au projet de décret Khédivial qui est annexé au présent arrangement et qui contient les garanties jugées nécessaires pour la sauvegarde des intérêts des porteurs de la Dette égyptienne, mais à la condition qu'après sa mise en vigueur aucune modification n'y pourra être introduite sans l'assentiment des Puissances signataires de la Convention de Londres de 1885.

« Il est convenu que la Direction générale des Antiquités en Egypte continuera d'être comme par le passé à un savant français.

« Les écoles françaises en Egypte continueront à jouir de la même liberté que par le passé.

L'article 2 prévoyait la situation au Maroc, l'article 3 obligeait la Grande-Bretagne à respecter les « droits » de la France en Egypte, l'article 4 prévoyait qu'il n'y serait fait aucune inégalité commerciale entre les deux pays, et l'article 5 maintenait l'égalité de traitement entre fonctionnaires français et anglais en Egypte.

L'article 6 était ainsi conçu :

« Afin d'assurer le libre passage du Canal de Suez, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, déclare adhérer aux stipulations du traité conclu le 29 Octobre 1888 et à leur mise en vigueur. Le libre passage du Canal étant ainsi garanti, l'exécution de la dernière phrase du paragraphe I et celle du paragraphe 2 de l'art. 8 de ce traité, resteront suspendues.

L'article 7 parlait de Gibraltar, le 8 de l'Espagne et le 9 disait :

« Les deux gouvernements conviennent de se prêter l'appui de leur diplomatie pour l'exécution des clauses de la présente déclaration relative à l'Egypte et au Maroc ».

Enfin, à la convention proprement dite étaient joints des articles « secrets ».

« Dans le cas où l'un des deux gouvernements se verrait contraint par la force des circonstances, disait l'art. I, « de modifier sa politique vis-à-vis de l'Égypte ou du Maroc, « les engagements qu'ils ont contractés l'un envers l'autre par « les articles IV, VI et VII de la déclaration de ce jour, demeureront intacts ».

L'article secret 2, prévoyait que si l'Angleterre voulait introduire des modifications au Régime Capitulaire en Égypte, elle devrait tenir compte des suggestions que la France pourrait lui adresser... « pour introduire au Maroc des réformes du même genre ».

Les articles 3 et 4 concernaient l'Espagne et l'art. 5 contenait l'engagement de la France d'accepter le remboursement au pair de la Dette égyptienne, au cas où les autres Puissances viendraient à refuser leur adhésion au projet contenu dans l'art. I de la déclaration (1).

Cet accord entre deux Puissances ne liait que ses signataires. Il demeurait pour l'Égypte un « *res inter alios acta* » que l'Égypte ne reconnaissait pas — et qu'elle n'a jamais reconnu.

Retenons-en deux conséquences : la première, c'est que l'Angleterre s'y obligeait à ne pas porter atteinte au statu quo politique de l'Égypte. La deuxième, c'est que la France, qui avait hautement « mérité » de l'Égypte avec les savants de l'expédition Bonaparte, avec les Soliman pacha et les Clot bey, avec la pléiade de serviteurs et de techniciens actifs et fidèles qui entouraient Mohamed Ali, cette France où Séid pacha avait fait ses études et Ismaïl (à Saint-Cyr) et pour laquelle en considération des services rendus, des hommes fournis, il fut concédé l'honneur de creuser le « canal des deux Mers » au prix de l'indépendance et de la fortune égyptienne, cette même France se rangeait définitivement contre l'Égypte, embrassant la querelle de l'Angleterre, couronnant

(1) « *Recueil des Textes de Droit International Public* » par MM. L.

ainsi les menées que certains de ses politiciens avaient conduites contre l'Égypte, du jour de la chute de la Monarchie de Juillet.

De ce jour, l'Égypte ne s'est plus tenue pour liée par le souvenir des Champollion, des Sève, des Clot et des Mariette.

Nous nous excusons de cette digression, mais il fallait qu'elle fut faite. L'Égypte contemporaine ne pouvait être comprise, si nous n'évoquions combien elle avait espéré et jusqu'à quel point elle a été déçue.

Comment s'exerça cette protection de l'Angleterre ? Nous en demanderons le témoignage à l'auteur des « Protectorats anciens et Modernes », Ed. Engelhardt, qui dès 1896 se demandait : N'est-ce point... à une lente et méthodique confiscation de l'autonomie égyptienne que procède « l'Angleterre depuis quatorze ans sous le couvert d'un protectorat qu'aucun acte international ne lui a commis ?... « ...En conclusion, le Khédive règne et l'Angleterre gouverne... « sans mandat conventionnel, et sa tutelle est d'autant moins « légitime que le suzerain aspire notoirement, comme les « Égyptiens eux-mêmes à s'en délivrer » (1).

II. — Le Protectorat

1) Abbas II

Si la Reine Victoria, déclarait à son Parlement avoir perdu dans la personne de Tewfick pacha décédé en 1892, un « allié loyal », si Cromer pouvait écrire : « ce fut pour nous un grand *bonheur* que d'avoir eu affaire à un homme comme Tewfick pacha » ... par contre l'accession au pouvoir du jeune Abbas II Hilmi avait été très mal accueillie en Angleterre.

A peine âgé de dix-huit ans, élevé en Autriche où il avait reçu le plus large accueil à la cour de l'Empereur François-Joseph, le nouveau Khédive par son éducation princière et virile, constituait un obstacle certain à l'ingérence de jour en jour plus envahissante de la Grande-Bretagne.

(1). Ed. Engelhardt, *op. cit.* page 70.

Il était décidé à la lutte, et dès les premiers jours de son règne il le fit comprendre à lord Cromer, le trop fameux Baring du règne d'Ismaïl, que nous retrouverons avec ses intrigues néfastes, quand nous aborderons l'étude de la question soudanaise.

La presse anglaise ne se fit d'ailleurs pas faute de le couvrir littéralement d'injures dès son avènement laissant ainsi prévoir la suite des événements et sa déposition en 1914.

Deux incidents, qui mirent aux prises le jeune Khédive et les Anglais, furent l'occasion pour cette presse maîtresse incontestable de l'opinion britannique, de se déchaîner. Le premier est connu de l'Histoire sous le nom d'« incident des ministres », le deuxième d'« incident de la frontière soudanaise ».

En 1893, le Khédive, outré de la platitude dont son premier ministre Moustapha pacha Fahmy faisait montre dans ses rapports avec le représentant de S. M. Britannique en Egypte, lui demanda sa démission.

Loin d'obtempérer à l'ordre de son maître, Moustapha pacha Fahmy répondit qu'il ne pouvait y acquiescer avant d'en avoir « référé à lord Cromer ».

Considérant à juste titre que cet étrange premier ministre « égyptien », dépassait les bornes de la platitude permise envers un « occupant » sans titre, le Khédive prit la résolution de heurter de front les anglais et sans plus se « référer » à Cromer, chassa Moustapha pacha et fit appel à Fakhry pacha pour constituer le nouveau ministère.

Immédiatement, la presse anglaise, à la solde de Cromer, jeta feu et flammes. Ces gentlemens-nés que sont évidemment tous les Anglais, prirent dans leurs journaux la peine d'avertir ce « gamin turc frotté d'un léger vernis d'éducation viennoise », ce « petit bambin », ce « jeune fanatique vaniteux », qu'était le Khédive d'Egypte, petit-fils du Grand Mohamed Ali, qu'il avait à se soumettre ou à se démettre.

Puis, quand ce concert orchestré de main de maître eut jeté le trouble dans l'opinion publique anglo-égyptienne, Cromer dévoila ses batteries et intervint en personne, menaçant

très grossièrement le Khédive, de lui faire payer dans son pouvoir et dans sa personne (1) son refus de se soumettre à ses « directives ».

Abbas, essaya de résister. Il espérait qu'une intervention européenne, de cette Europe qui avait fait payer si cher à l'Égypte la garantie de son statut et de ses libertés, sauverait la situation, en remettant le représentant de la Reine à sa place. Mais les chancelleries européennes ne lui furent d'aucun secours et ne bougèrent pas le petit doigt. Force fut au Khédive de se soumettre, dans l'espérance de reprendre un jour les prérogatives que son firman d'investiture lui donnait. Fakhry fut destitué et remplacé par Riaz pacha, que les Anglais croyaient plus souple et plus facile à manier.

A quelque temps de là, le Khédive entreprit une inspection sur les frontières soudanaises de l'Égypte. Passant par Ouadi-Halfa, il constata que l'armée, placée sous les ordres du « sirdar » Kitchener — le fameux « boucher » des Boers — était dans un état de désorganisation lamentable. Il ne se fit pas faute de le faire remarquer, à celui qui n'était après tout qu'un fonctionnaire égyptien.

Mal lui en prit. La « presse » anglaise reprit sa campagne contre lui, avec plus de virulence que jamais. Traité à nouveau de tous les noms, entre autre de « petit gamin arrogant et sot », ayant besoin de « recevoir quelques bonnes corrections », Abbas II, abandonné de l'Europe, à la tête d'un pays humilié et affaibli, dut encore une fois se soumettre et retirer ses propos « malsonnants ».

Encore une fois, Cromer avait eu le dessus. Encore une fois, tout laissait prévoir l'issue des rapports de l'Angleterre avec ce Khédive, dont le tort, dont le crime impardonnable, avait été de refuser de poursuivre la politique soumise qui avait été celle de son prédécesseur le « loyal allié » pleuré par la bonne Reine Victoria.

(1) Au témoignage de Jules Cocheris *op. cit.*

2) La Grande Guerre

Aussi, Abbas II se trouvant à Constantinople en 1914, se hâta-t-il dès l'entrée en guerre de l'Empire Ottoman, de prendre position pour les Empires Centraux, dont il espérait la victoire, en qui il croyait trouver des alliés contre l'Angleterre.

De la capitale ottomane, il adressa au peuple égyptien, l'appel suivant :

« Il y a aujourd'hui 32 ans une nation étrangère occupa
« notre pays bien-aimé. L'heure décisive de notre libération
« vient de sonner. Egyptiens, soudanais, mes chers enfants,
« l'occasion est favorable, profitons-en ; que notre devise
« soit : libération de l'Egypte et respect des étrangers et de
« leurs biens. Notre ennemie c'est l'armée britannique d'oc-
« cupation et tous ceux qui coopèrent avec elle. Puisse le
« Très Haut nous aider à réaliser nos aspirations basées sur
« le Droit, la Justice et la Liberté » (1).

Abbas Hilmi pacha

Le 2 novembre 1914.

Le jour même, le général Maxwell proclamait en Egypte l'état de siège « nécessité par les circonstances » — et le Khédivé Abbas était virtuellement dépossédé.

3) La proclamation du Protectorat

Le 18 décembre 1914, l'Angleterre établissait son protectorat sur l'Egypte, par la note suivante :

« Le secrétaire des affaires étrangères de S. M. le Roi
« de Grande-Bretagne, proclame que, vu l'état de guerre dû
« à l'action de la Turquie, l'Egypte a été placée sous le pro-
« tectorat de Sa Majesté et fait partie désormais des pays
« placés sous la protection britannique.

« Par ce fait, la suzeraineté ottomane cesse de s'exercer
« sur l'Egypte et le gouvernement de Sa Majesté prendra les
« mesures pour défendre l'Egypte et protéger ses habitants
« et ses intérêts » (2).

(1) Cité par Hassan Chafik « *Statut juridique International de l'Egypte* » Paris, 1928.

(2) Cité par Makram pacha Ebeid. « *Etude analytique comparée du Traité Anglo-Egyptien* ». Conférence prononcée à l'Université égyptienne le 1^{er} novembre 1936, en arabe.

Le 19 décembre, Abbas II était officiellement remplacé par le prince Hussein Kamel, et une lettre de M. Cheetam exposait à ce dernier les circonstances dans lesquelles ces différentes décisions avaient été prises.

La Grande-Bretagne, disait cette lettre, déplorait la décision de la Turquie, décision qu'elle attribuait à une « bande d'aventuriers militaires » peu scrupuleux (les jeunes turcs) désireux de faire oublier à la faveur d'une guerre les « désastres militaires, financiers et économiques qu'ils avaient déjà causés à leur pays ».

D'autre part, la Grande-Bretagne avait acquis la certitude que « S. A. Abbas Hilmi pacha ex-Khédive... avait fait cause commune avec ses ennemis ».

« Par ces faits mêmes... » la Turquie perdait sa suzeraineté et Abbas son Khédivat, le gouvernement britannique endossant seul la responsabilité exclusive de défendre l'Égypte « *durant la guerre* » et pour ce, proclamant « formellement » son protectorat sur l'Égypte, qui continuera pourtant, sous cet égide, à être régie par « un prince de la famille Khédiviale ».

Ce prince, choisi par Sa Majesté, ne pouvait être que Hussein Kamel, destinataire de la lettre, qui recevait ainsi, des mains de l'Angleterre, le titre de Sultan d'Égypte.

Désormais, 1) « en quelque lieu qu'il se trouve » le citoyen égyptien a droit à la protection du gouvernement britannique ; 2) les restrictions édictées par les Firmans concernant le nombre et l'organisation des forces militaires égyptiennes et l'octroi par le Sultan (Khédive) de distinctions honorifiques, étaient levées, du fait de la « disparition de la suzeraineté ottomane » ; 3) les relations étrangères de l'Égypte se trouvaient réservées au contrôle du gouvernement britannique, qui tout en reconnaissant que les Capitulations « ne sont plus en harmonie avec l'état de développement du pays » recule jusqu'à la fin de la guerre la « révision » de ce régime ; 4) l'administration intérieure exercée par l'intermédiaire des autorités locales garantira la liberté individuelle, répandra les « bienfaits de l'instruction », développera les « ressources naturelles » du pays, évoluera

vers l'association des gouvernés aux gouvernants et assurera aux égyptiens « de la façon la plus scrupuleuse » la liberté entière des croyances religieuses. A ce point de vue d'ailleurs, l'Angleterre déclare ne vouloir aucun mal au Califat, toute forcée qu'elle est de lutter contre les « usurpateurs actuels du pouvoir politique à Constantinople ». Aussi le protectorat assurera-t-il l'affermissement et le progrès des institutions musulmanes, cette dernière œuvre devant constituer « la préoccupation » du Sultan, appuyé « systématiquement » par le Gouvernement Britannique.

4) Etude de la légalité du protectorat

Ainsi prenait fin le 19 décembre 1914, le régime hybride sous lequel vivait l'Egypte depuis 1882. La suzeraineté ottomane disparaissait, laissant face à face l'Angleterre et l'Egypte. Mais que valait ce protectorat « unilatéral » et dans quel type de protectorat prenait-il place ?

L'Egypte elle-même, au dire des Anglais, avait secoué la suzeraineté ottomane en prenant position pour les alliés dès le 5 août, par une Note dans ce sens de Rouchdi pacha, président du Conseil des Ministres.

Mais il y avait, à ce geste de l'Egypte, un précédent éloquent caractéristique : l'Egypte était demeurée sourde — bien malgré elle — aux appels de la Turquie en 1911, lors de la guerre italo-turque en Tripolitaine, et avait, par sa neutralité, en quelque sorte pris position contre la Turquie, sans que la Grande-Bretagne ne songât à l'époque à en tirer argument.

Seulement l'Angleterre n'avait aucun intérêt immédiat à se passer de la suzeraineté turque, en 1911. De plus, à cette époque, les puissances méditerranéennes, l'Angleterre comme la France, disputaient la Turquie à l'alliance de l'Allemagne, et l'Angleterre ne voulait ni se l'aliéner — en méconnaissant ses droits sur l'Egypte, — ni se mettre l'Italie à dos, en permettant à l'Egypte de remplir son rôle de vassale et de porter secours à la Tripolitaine attaquée.

Elle « neutralisa » l'Egypte et n'en tira aucune conséquence : le tour était joué.

En 1914, l'argument de l'amitié turque ne comptait plus. L'Angleterre déduisit, d'un geste qu'elle avait dicté à l'Égypte, des conséquences pour le moins inattendues, rejetant la suzeraineté ottomane et déposant Abbas II, coupable avec le Sultan de s'être opposé à sa politique.

De plus, il est difficile à l'observateur de faire cadrer ce protectorat proclamé de façon unilatérale sur un pays du droit international, policé et civilisé, dans l'un des types connus et admis de protectorat.

Despagnet, dans son « Essai sur les Protectorats » définit le protectorat :... « le lien contractuel établi entre deux Etats en vertu duquel l'un, tout en n'entendant tenir que de lui-même son existence comme Puissance souveraine, cède à l'autre l'exercice de certains de ses droits de souveraineté intérieure ou d'indépendance extérieure, à charge par l'autre de le défendre... de l'aider... » (1).

Ce type de protectorat, est connu comme étant de « droit international » et se présente comme un contrat entre deux Etats à peine inégaux, le protégé étant juridiquement pleinement souverain, mais ayant besoin dans le domaine des faits, d'aide et de protection.

Un autre type de protectorat, le protectorat « colonial » ou l'occupation coloniale « à titre de protectorat » est défini par Fauchille (N° 1762). Ce deuxième type intervient quand une puissance veut étendre son « action exclusive sur des pays non civilisés, vacants au point de vue de la souveraineté et où toute organisation régulière et durable des pouvoirs publics fait défaut ».

On pourrait encore envisager le cas d'une grande puissance, établissant son protectorat sur une communauté politique que l'on ne pourrait pas ne pas qualifier d'Etat, mais qui au sens de l'Europe, ne saurait être considérée comme un membre régulier de la communauté internationale.

L'Italie a tenté d'imposer un protectorat de cette nature, de ce troisième type, à l'Éthiopie de Ménélik.

(1) Franz Despagnet. *Essai sur les Protectorats* 1896. p. 51.

La plupart des auteurs du droit international définissent le protectorat comme appartenant à l'un des trois types que nous avons tenté de dégager : ainsi Bluntschli, dans son « *Droit International Codifié* » (art. 78) considère que l'Etat protégé est celui qui *dans le sentiment de sa faiblesse a demandé l'appui d'un Etat plus puissant* ; ainsi Vattel (1), qui pour définir la « protection » suppose une nation qui n'est pas capable de se garantir elle-même d'insulte et d'oppression et *qui se ménage l'aide et le concours d'un autre Etat* ; ainsi Calvo, qui va encore plus loin quand il énonce que « le protectorat est par sa nature même *un fait libre et volontaire* qui ne peut, où ne doit jamais s'imposer par la force » (2).

Or, est-il besoin de rappeler que le protectorat de l'Angleterre fut une œuvre de violence, et que les égyptiens ne cherchaient qu'à s'en délivrer ?

Dans tous les cas, le protectorat anglais sur l'Egypte ne se justifie par aucune de ces définitions : il ne s'agissait ni de contrat, ni d'occupation coloniale d'un pays arriéré ou barbare, ni d'imposition à une communauté politique inférieure. L'Egypte n'avait été maintenue dans la dépendance théorique de la Turquie que par l'effort combiné des Puissances européennes. Elle existait pleinement en Droit International, ses institutions ne le cédaient en rien à celles de tous les pays européens, elle n'avait aucun besoin d'un « protecteur ».

L'Angleterre n'avait pour expliquer son geste qu'un seul argument, essentiel à ses yeux, insuffisant à ceux de l'Egypte : les nécessités de sa défense impériale. Pour expliquer le mode de proclamation, elle avait, selon M. Hassan Chafik (3), le précédent de la France en Tunisie.

Quand l'Angleterre s'est crue obligée de s'expliquer, avec la disparition des circonstances qui avaient « nécessité » le protectorat, elle s'est rabattue sur cette thèse :

Il est vrai — disait-elle — que l'Egypte avait un statut international, régulièrement défini par la convention de

(1) Vattel. « *Droit des Gens* », 1^{er} chapitre XVI p. 192.

(2) Calvo. « *Le Droit International Théorique et pratique* » page 62.

(3) Hassan Chafik, *op. cit.*

Londres (1840) et qu'à la décision anglaise allant à son encontre, manquait l'assentiment de la suzeraine et des Empires Centraux, tous trois signataires de cette convention.

Mais cette dernière nullité fut plus tard couverte par les traités de Versailles (29 Juin 1919, art. 147), de St-Germain (10 septembre 1919 art. 102), de Trianon (4 juin 1920 art. 86), ce dernier confirmé par le traité de Lausanne (24 Juillet 1923).

Ce qui fait que, finalement, le protectorat était régularisé, en tant que traité en général et en tant que traité de protectorat conditionné par la présence de deux Etats et par la poursuite de l'intérêt du protégé.

Nous reviendrons sur ce point, quand nous nous demanderons si l'Angleterre avait le droit en 1922 de proclamer l'Indépendance de l'Égypte en la soumettant à certaines conditions (les « quatre points réservés »).

Quoiqu'il en soit, l'Égypte n'a jamais voulu de ce protectorat et ses efforts à la Conférence de la Paix, efforts que nous allons voir, l'établissent amplement.

Hâtons-nous d'ajouter, que dans cette matière comme partout en droit international, — *qui, étant un droit presque dépourvu de sanction, est celui où les faits priment le plus souvent le droit* — dans la plupart des cas, le protectorat « ment à son nom » et il n'est d'ordinaire que l'acte voulu, prémédité, du plus fort, et un expédient de sa politique intéressée.

En Droit international, la volonté forcée émanant d'une autorité suscitée par l'Etat intéressé (déposition d'un souverain, imposition d'un autre) n'en constitue pas moins, aux dires de certains auteurs, au nombre desquels Ed. Engelhardt, sa volonté, et la situation à laquelle elle a souscrit, ne fut-ce qu'implicitement, n'en est pas moins inattaquable.

A ce sujet, Ed. Engelhardt, cite un article de M. Hanotaux, qui résume bien ce qu'on serait tenté d'appeler la théorie « cynique » du protectorat, laquelle a l'avantage d'une grande franchise :

« Le protectorat, a dit M. Hanotaux, n'est qu'une restriction, une limitation, une modération, que dans son

« *intérêt* la puissance victorieuse s'impose à elle-même au moment de sa victoire, dans la mesure qui lui convient alors qu'elle pourrait en vertu du droit de la guerre aller jusqu'au bout de sa conquête » (1).

III. — L'indépendance de 1922

1) Le réveil du Nationalisme. — La répression anglaise

Le Protectorat laissa de très mauvais souvenirs en Egypte.

Dès 1914, l'Angleterre se prit à y lever des troupes, et surtout à former un « corps du travail », l'« *Egyptian Labour Corps* ». qui compta jusqu'à 1.250.000 hommes.

Comment le Protectorat recruta-t-il cette imposante armée ? Par les méthodes les plus cruelles et les moins justes qui soient.

La force armée encerclait les villages ; on triait les hommes, on en choisissait les plus valides et on les embri-gadait. On obligeait chaque « omdeh » (maire) à fournir un certain nombre d'hommes, et l'omdeh n'avait cure de ne pas « fournir » le contingent déterminé, sa place, et parfois sa liberté, dépendant de l'exécution de cette mission « spéciale ».

D'autres fois, on trompait les pauvres « bougres » attirés par l'appât du gain, on en enlevait dans les rues, on rafflait les chômeurs, les vagabonds, tous ceux dont l'habillement, la mise laissaient deviner les origines populaires.

Il y eut parfois des méprises. L'auteur de ces lignes a recueilli la confiance d'un mécanicien italien, enlevé avec ses ouvriers égyptiens, promené de camp en camp, finalement conduit en Palestine, parqué avec une centaine d'hommes dans un wagon, menottes aux poings.

Les conditions du travail étaient mortelles : il s'agissait de tracer des routes, de conduire un chemin de fer à travers le désert du Sinaï (2), de procéder parfois à la fortification des premières lignes, sur le front. La mortalité

(1) Cité par Ed. Engelhardt, *op. cit.* p. 185.

(2) Sur ce chemin de fer, voir l'annexe à cet ouvrage.

fut effrayante, et on peut dire que, du seul fait de la création de cette armée de bagnards « volontaires », l'Égypte a pris une part active aussi grande que bien des pays, à la Grande Guerre.

Aussi, la guerre finie, l'Égypte s'agita-t-elle. En 1919, un grand chef nationaliste, Saad Zaghloul pacha, secondé par le président du Conseil lui-même, Ruchdi pacha, essaya d'obtenir de l'Angleterre la réalisation de ses promesses touchant l'indépendance de l'Égypte, promesses réitérées et auxquelles il avait été fait allusion dans la lettre déjà citée de M. Cheetam au Sultan Hussein.

Pour se présenter devant les Anglais muni d'un mandat en bonne et due forme, Saad fit circuler des pétitions, qui se couvrirent bientôt de 3.000.000 de signatures, créant le « Wafd » ou délégation, habilité à traiter avec l'Angleterre.

Le 8 mars 1919, Saad fut mis en état d'arrestation et en compagnie d'autres hommes politiques, exilé à Malte.

Mais l'Égypte refusa de se laisser jouer encore une fois. Des grèves l'immobilisèrent. Le 11 mars, le Barreau indigène se mit en grève et refusa son assistance à la Justice. On passa outre, par ordre du Protectorat, qui par décret modifia, sur ce point, le code de procédure.

Bientôt les fonctionnaires du gouvernement refusèrent tout travail. Des manifestations houleuses se déroulèrent à travers tout le pays.

Les Anglais, sous la pression des événements, sous la ruée du nationalisme égyptien, capitulèrent. Ils libérèrent les exilés, qui se rendirent directement à Paris, où se tenait alors la Conférence de la Paix.

Enfin, le 25 Mars 1919, le général Allenby débarqua en Égypte et par ses promesses, parvint à calmer la situation.

La « répression » du mouvement nationaliste avait été très dure.

Des villages avaient été incendiés. Des étudiants massacrés. A Port-Saïd les élèves des *écoles primaires* avaient

manifesté et la troupe britannique avait ouvert le feu tuant 13 enfants et en blessant 25.

On avait voulu obliger les égyptiens à saluer tout officier anglais croisé : les notables s'enfermèrent tous chez eux, et ne parurent plus dans les rues.

Le village de Chobak fut pillé par les troupes débarquées d'un train blindé, les femmes violées, les hommes massacrés. Le « cheikh-el-beled », son fils et deux autres habitants de Chobak, furent enterrés vivants et lardés de coups de baïonnettes.

A Nazlet-el-Chobak on pilla, on massacra, on viola, et un villageois raconta à la Commission d'enquête comment sa sœur, « une vierge de 17 ans », fut violée par un soldat de Sa Majesté et comment voulant résister à un autre « tommy » elle fut éventrée et flambée dans sa maison transformée en brasier.

A Hawamdieh, à Badrachein, pillage, incendie, massacre des habitants qui tentaient de fuir le feu.

La fameuse « charge de l'homme blanc » chantée par Kipling, avait été noblement portée par la soldatesque anglaise et ces faits sont attestés par la relation qu'en fit à la Conférence de la Paix, le Wafd égyptien.

*
**

A Paris, Saad et ses compagnons, croyaient pouvoir trouver de l'aide. Ils ne trouvèrent que des « vainqueurs » intraitables, que des « vaincus amorphes et résignés ».

L'Europe reconnut le protectorat anglais sur l'Égypte et refusa audience aux représentants de ce pays qui s'était rangé aux côtés des alliés, et qui avait tellement souffert du « Labour Corps » et de la « répression » anglaise.

Les peuples n'avaient-ils donc pas à ce moment le droit de « disposer d'eux-mêmes » ?

Ce principe, d'abord simplement moral, avait pourtant, sur l'instigation de Wilson, reçu sa consécration dans les conventions de la Paix. Il emportait reconnaissance par les signataires de ces conventions, que chaque peuple remplissant les conditions d'une nation, c'est-à-dire ayant des aspi-

rations communes à ses éléments composants, vivant sur un territoire déterminé et doué d'une autorité suffisante, avait le droit de se déclarer Etat souverain, cette souveraineté ne pouvant être aliénée ou limitée que par son libre consentement.

Par là même, toute « nation » indépendante devait le demeurer, toute « nation » asservie, le devenir.

Mais cette règle ne joua qu'en faveur des « nations » comprises dans les pays belligérants vaincus (1).

Comment elle joua, déformée par les vainqueurs soucieux surtout de punir les vaincus par l'application de ce principe de haute justice, les événements de Tchécoslovaquie, la consistance de cet état, le disent suffisamment.

On créa de toutes pièces un état artificiel par l'adjonction à une « nation » tchèque éminemment respectable, de différentes minorités, allemande, polonaise, slovaque, etc... etc... mais on refusa d'entendre l'Égypte des Pharaons, de Salah El Dine, de Mohamed Ali et d'Ismaïl.

[L'Allemagne par le Traité de Versailles (art. 118 et 119), la Turquie par ceux de Sèvres (art. 1932) et de Lausanne (arts. 16 et 25), l'Autriche par le Traité de St-Germain (art. 95) et la Hongrie par le Traité de Trianon (art. 79), renoncèrent, en vertu des principes wilsoniens, à tous droits sur les nations « asservies » par elles. Mais personne ne demanda aux vainqueurs de subir la même amputation de territoires « nationalitaires » et l'Angleterre ne rencontra aucune difficulté à faire confirmer son protectorat.

En d'autres termes — et qu'on nous passe cette plaisanterie — les puissances wilsonniennes, *affirmèrent le droit des Anglais de disposer de l'Égypte.*

En vérité, belle confirmation que celle donnée par les vaincus de la guerre ! Saad Zaghloul ne manqua pas de le faire remarquer, mais sans résultat aucun, et force lui fut de revenir en Égypte reprendre la lutte là où il l'avait laissée.

(1) Mohamed Ali Naguib. « *Nature Juridique du Conflit Anglo-Egyptien relatif à l'Indépendance de l'Égypte déclarée le 28 février 1922* » Paris 1933.

2) La mission Milner

Devant la recrudescence du mouvement nationaliste l'Angleterre décida l'envoi d'une mission sur les lieux. Ce fut Lord Milner qui la présida.

La mission Milner, consulta les différents milieux de l'Egypte, étudia longuement la situation et finalement rédigea un rapport qui constitue le premier projet de traité Anglo-Egyptien.

« Dans le but d'établir l'indépendance de l'Egypte sur
« des bases solides et durables, il est nécessaire que les rela-
« tions entre la Grande-Bretagne et l'Egypte soient défi-
« nies avec précision et que les privilèges et immunités dont
« jouissent en Egypte les Puissances capitulaires, soient modi-
« fiés et rendus *moins préjudiciables* aux intérêts du pays.

« Ces buts ne peuvent être atteints sans de plus amples négociations :

« I°) entre les représentants accrédités des gouverne-
« ments anglais et égyptien ;

II°) entre le Gouvernement Anglais et les Gouverne-
« ments des Puissances capitulaires.

En conséquence, l'Egypte devra traiter avec l'Angleterre, lui reconnaître les droits qu'elle s'était arrogée en fait, admettre sa médiation entre elle et les Puissances capitulaires, accepter dans tous les cas son alliance, et de ce fait mettre à la disposition des forces de Sa Majesté, même en cas de guerre ne la menaçant pas, son territoire.

L'Egypte aura le droit d'avoir une représentation diplomatique, mais elle ne pourra pas adopter dans les autres pays une attitude « incompatible avec l'alliance et pouvant créer des difficultés à la Grande-Bretagne » et ne pourra pas non plus conclure avec les Puissances, de conventions « qui soit (en) t préjudiciable (s) aux intérêts britanniques ».

L'Angleterre entretiendra une force armée sur le territoire égyptien pour la défense du Canal, et des conseillers anglais seront attachés aux ministères de la Justice et des Finances.

Cessionnaire des droits capitulaires des Puissances, l'Angleterre aura le droit d'intervenir « pour empêcher l'application aux étrangers de toute loi égyptienne nécessitant actuellement le consentement des Puissances étrangères ».

Son représentant jouira d'une « situation exceptionnelle », les fonctionnaires anglais auront le choix entre demeurer au service du Gouvernement égyptien ou dénoncer leurs contrats.

Ce traité, qui ne devait entrer en vigueur qu'après que les Puissances eussent accepté la suppression des Tribunaux Consulaires, intervenait dans la Constitution égyptienne, et en donnait les grandes lignes. Il validait enfin, « les mesures législatives, administratives ou judiciaires prises en vertu de la Loi martiale », en échange de quoi la Grande-Bretagne devait soutenir la candidature de l'Égypte à la Société des Nations.

Le projet Milner était difficilement acceptable, pour ne pas dire plus. L'intention de l'Angleterre de se tailler une place éminente en Égypte et, en se débarrassant de tous contrôles des Puissances, de renforcer encore sa situation, était par trop claire. Pourtant Lord Curzon décidé à « négocier » avec l'Égypte, le maintint contre Adly Pacha, Président du Conseil des Ministres (1).

Les négociations Curzon-Adly ne pouvaient aboutir qu'à un échec : elles ne manquèrent pas de le faire et Allenby au lendemain de la rupture, s'en plaignait au Sultan Fouad (Successeur de Hussein et fils d'Ismail) lui disant :

« Le vrai chemin du progrès de l'Égypte est dans sa coopération avec l'Empire Britannique et non dans leur antagonisme : »

Allenby ajoutait, comme pour laisser entendre que toutes les mesures exigées par l'Angleterre n'étaient que provisoires :

« Plus votre peuple reconnaîtra clairement que les intérêts britanniques et les siens sont identiques, *moins ces sauvegardes deviendront nécessaires* ».

(1) Note sur les négociations Adly-Curzon.

La publication du projet Curzon-Adly et de la note Allenby au Sultan Fouad, ranima le feu de la lutte pour l'indépendance. Le 1 Décembre 1921, Adly et ses collègues, décident de ne plus se rendre aux ministères (1). Le 22 Décembre Saad Zaghloul Pacha reçut de Lord Allenby la note suivante :

« Excellence.

« Il est interdit par la présente à Saad Pacha Zaghloul, « en vertu de l'état de siège, de prononcer des discours en « public ou d'assister à une réunion publique, ou de recevoir « des délégations ou d'écrire aux journaux ou d'accomplir « n'importe quel acte politique. Il doit quitter le Caire sans « retard et résider dans sa maison de province sous la sur- « veillance de la Moudirieh » (2).

Saad ne s'étant pas conformé à ces « ordres », il était le lendemain, 23 Décembre, mis en état d'arrestation et déporté aux Seychelles.

Mais au moment où le grand patriote prenait pour la seconde fois le chemin de l'Exil, Allenby s'entremettait déjà auprès de Londres, pour amener un changement dans sa politique égyptienne, et Londres n'allait pas tarder à y consentir.

3) La Déclaration de 1922

L'Egypte avait refusé les conclusions Milner et le projet Curzon. L'Angleterre ne pouvait plus agir que de façon unilatérale. Le 28 Février 1922, elle proclamait l'Egypte indépendante, mais réservait quatre points importants à son contrôle exclusif.

Le 14 Mars 1922, le Gouvernement anglais obtenait un vote favorable. Le 15 Mars, le Sultan Fouad l'annonçait au peuple égyptien et prenait le titre de Roi d'Egypte. Le 19 Avril 1923, la Constitution était promulguée, et en Janvier 1924, Saad revenu de l'exil au sein de l'enthousiasme populaire, formait le premier ministère de l'Egypte « indépendante ».

(1) L'Egypte devait rester sans Gouvernement jusqu'au 1^{er} Mars 1922.

(2) Cité par S. E. Makram Ebeid Pacha *op. cit.*

Que valait cette indépendance ? Que disait cette déclaration ?

« Considérant que le Gouvernement de Sa Majesté con-
« formément à ses intentions déclarées, désire immédiate-
« ment reconnaître l'Égypte comme Etat indépendant et sou-
« verain.

« Considérant que les relations entre le Gouvernement
« de Sa Majesté et l'Égypte constituent un intérêt essen-
« tiel pour l'Empire Britannique.

« sont déclarés par les présentes, les principes suivants » :

« I. — Le protectorat britannique de l'Égypte est terminé
« et l'Égypte est déclarée être un Etat souverain et indé-
« pendant.

« 2. — Aussitôt que le Gouvernement de Sa Hautesse aura
« promulgué un acte d'indemnité applicable à tous les habi-
« tants d'Égypte, la Loi martiale proclamée le 2 Novembre
« 1914 sera abrogée.

« 3. — En attendant le moment où il sera possible par la
« libre discussion et par des accommodements amicaux des
« deux côtés, de conclure entre le Gouvernement de Sa Ma-
« jesté et le Gouvernement Egyptien des accords en ce qui
« regarde les matières suivantes, ces matières sont absolu-
« ment réservées à la discrétion du Gouvernement de Sa
« Majesté.

a. — La sécurité des communications de l'Empire Bri-
« tannique en Égypte.

b. — La défense de l'Égypte contre toute agression étran-
« gère ou contre toute ingérence étrangère, directe ou in-
« directe.

c. — La protection des intérêts étrangers en Égypte et
« la protection des minorités.

d. — Le Soudan.

En attendant la conclusion de tels accords « le statu quo
« sur toutes ces matières restera intact » (1).

(1) Louis Le Fur et Georges Chklaver, *op. cit.* p. 719.

4) Discussion des points réservés et du droit de l'Angleterre à conditionner l'indépendance reconnue.

Les quatre points réservés, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir, étaient donc les suivants :

- a. — la sécurité des communications impériales ;
- b. — la défense de l'Égypte ;
- c. — la protection des étrangers et des minoritaires ;
- d. — le Soudan.

L'Angleterre avait-elle le droit de conditionner l'indépendance qu'elle reconnaissait ainsi à l'Égypte ?

Elle l'a affirmé, elle l'a écrit, ses hommes d'État l'ont assuré. Le raisonnement de l'Angleterre peut se résumer ainsi :

Jusqu'au 28 Février 1922, l'Angleterre bénéficiait d'une convention de protectorat avec l'Égypte, convention dont la validité avait été amplement reconnue par les Puissances, y compris la Turquie.

Le 28 Février 1922, l'Angleterre cédant au désir des égyptiens, a consenti à résilier cette convention de protectorat, mais à certaines conditions, amplement justifiables.

D'autre part, le Gouvernement Égyptien (la monarchie absolue) a exécuté la déclaration de 1922, et cette exécution constitue une acceptation tacite.

On peut en conclure, que la déclaration de 1922 a *substitué à la convention de protectorat*, une autre convention de nature différente mais aussi valable, juridiquement.

En conséquence de quoi, le Gouvernement Anglais se reconnaît le droit d'intervenir pour exiger le respect de cette nouvelle convention.

Mais en 1914, l'Égypte avait-elle le droit de traiter ? Oui, et nous avons déjà exposé comment les ratifications contenues dans les Traités de Versailles, Saint-Germain, Trianon, Sèvres et Lausanne, avaient couvert toutes les nullités qu'on aurait pu encore soulever.

A cette thèse britannique, l'Égypte a répondu qu'elle avait toujours revendiqué son indépendance, depuis Mohamed Ali.

Que la force seule lui avait imposé la suzeraineté ottomane, puis le protectorat britannique.

Qu'au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes elle refusait le protectorat imposé en 1914 et ne se considérait pas liée par l'assentiment des vainqueurs de la guerre et de ses vaincus.

Que renonçant au protectorat, titre en vertu duquel elle exerçait une partie de la souveraineté égyptienne, l'Angleterre faisait là un acte « déclaratif » en reconnaissant un état de choses qui ne prenait pas sa source chez elle : l'indépendance égyptienne.

Que l'abolition du protectorat était le résultat de l'indépendance de l'Égypte et non pas l'indépendance de l'Égypte le résultat de l'abolition du protectorat (1) et que, par cela même, l'Angleterre n'avait pas le droit de conditionner cette « reconnaissance » de l'indépendance de l'Égypte.

Que partant, l'exercice par l'Égypte de cette indépendance, ainsi *reconnue* par l'Angleterre, ne pouvait pas être interprété, comme une acceptation des conditions.

A côté de cette discussion sur le principe même de l'« octroi » d'une indépendance et du rattachement de conditions à son exercice, se place une autre sur les points réservés pris un à un et minutieusement discutés.

La défense des communications impériales et — ce qui revient au même — celle du territoire égyptien étaient facilement justiciables aux yeux des Anglais ; chaque Etat n'a-t-il pas le droit de pourvoir à sa propre conservation ?

Il faut que l'Angleterre puisse veiller à la sécurité de ses communications impériales, il ne faut pas qu'on puisse lui couper la route des Indes, artère vitale de l'Empire et des Dominions australien, néo-zélandais et sud-africain.

Occupé par une autre puissance, le territoire égyptien devient mortel pour cet Empire. Il constituerait une solution de continuité aussi bien terrestre que maritime, fermerait le Ca-

(1) Mohamed Ali Naguib, *op. cit.*

nal de Suez et réduirait à néant les espoirs (vifs à cette époque) de voir réaliser le chemin de fer « du Caire au Cap ». Les bâtiments anglais devraient reprendre la vieille route du Cap de Bonne-Espérance (solution envisagée lors de la récente guerre italo-éthiopienne) et l'Angleterre perdrait à jamais la maîtrise de la Méditerranée.

L'Angleterre qui a le devoir de veiller à ce que cette éventualité ne se produise jamais, a de même, en conséquence, le droit d'exiger que tout soit mis en œuvre pour en rendre impossible la survenance.

Pour arriver à ce but, deux moyens : posséder elle-même ce territoire, ou en garantir l'indépendance.

L'Angleterre a renoncé à la possession de l'Égypte, elle y a renoncé de sa propre initiative, par déclaration unilatérale. Elle a consenti à se démettre du Protectorat que les Puissances signataires de la convention de Londres (1840) lui avaient reconnu. Elle est donc en droit de vouloir maintenir l'indépendance égyptienne envers et contre tous, et d'abord à l'encontre de la faiblesse égyptienne elle-même.

Car l'Égypte est faible. Ne l'oublions pas. Incapable de se défendre par ses propres moyens, située à un carrefour essentiel pour l'Empire Britannique et vers lequel les nations méditerranéennes ont les yeux fixés, guère défendue par une nature clémente au possible, l'Égypte doit céder à autrui — l'Angleterre en l'occurrence — le soin de veiller à sa propre sécurité. Elle ne le voudrait pas, que l'Angleterre aurait le droit de revendiquer cette défense comme étant vitale pour elle.

C'est pour ces raisons que l'Angleterre s'est réservé ces deux points si intimement liés. Aucune Puissance ne saurait ne pas en convenir, et d'ailleurs l'Angleterre n'admet pas qu'on discute avec elle.

Il y a bien la convention de 1888, réglant le statut du Canal de Suez et interdisant « tout ouvrage » et tout rassemblement qui, sur l'une ou l'autre rive du Canal pourrait « avoir pour but de porter atteinte à la liberté et à l'entière « sécurité de la navigation », mais la convention de 1888 pré-

voyait une exception en faveur de la Turquie, et qu'était le protectorat de l'Angleterre sinon l'héritier des droits de l'Empire Ottoman, et qu'a fait la déclaration de 1922, sinon maintenant, malgré la renonciation à ce protectorat, les droits de l'Angleterre sur ce point.

A cette thèse britannique, l'Égypte en opposait une autre, procédant de ce principe indiscutable, qu'elle avait un droit réel sur son territoire, que le Canal étant compris dans les limites de ce territoire, ne pouvait échapper à la souveraineté qui s'y exerçait.

Seule parmi les nations, l'Égypte pouvait se prévaloir d'un titre de propriété quelconque sur son territoire et sur le Canal, mais si une atteinte venait à être portée à ce Canal, causant du tort d'abord à l'Égypte, ensuite à telle ou telle autre nation (y compris l'Angleterre), l'Égypte consentirait à accepter la collaboration de tous les intéressés signataires de la convention de 1888 mais non d'un seul de ces intéressés, si fort que fût son intérêt particulier.

L'Égypte entend donc maintenir la neutralité du Canal avec l'aide de toutes les Puissances. Elle entend faire respecter la convention de 1888. Le droit qu'à l'Angleterre de veiller à sa sécurité impériale ne lui en confère nullement cet autre de maintenir, au mépris de la souveraineté égyptienne et des conventions internationales, une force armée sur les rives du Canal, en territoire égyptien.

Quant à cet *héritage ottoman* dont se prévaut l'Angleterre l'Égypte ne l'a jamais reconnu. Elle a toujours lutté pour son indépendance. Elle ne reconnaît aucune qualité à l'Empire Ottoman dont elle est séparée depuis 1914 de venir en 1919 céder à l'Angleterre un droit, qui du fait de la reconquête de sa souveraineté par l'Égypte, n'appartient plus qu'à elle — en vertu de la convention de 1888.

Le troisième point réservé (la protection des étrangers et des minoritaires) est justifié pour les Anglais par le fait de l'incapacité de l'Égypte d'assurer elle-même cette protection.

Sans remonter en 1882, date à laquelle étrangers et minoritaires furent gravement lésés par le mouvement arabiste, l'Angleterre pourrait trop facilement insister sur les

événements de 1919 ou de 1921 qui prouvent assez, combien le Gouvernement égyptien est incapable de veiller sur les personnes et les biens des étrangers et sur ses propres ressortissants chrétiens.

De plus, par sa circulaire du 5 Mars 1922 — mettant les Puissances au courant de sa déclaration du 28 Février — l'Angleterre s'est obligée vis-à-vis des Puissances à assurer la protection de leurs ressortissants. Elle ne saurait fuir cette responsabilité, ni s'en décharger sur le Gouvernement égyptien, jugé incapable d'y faire honneur.

L'Egypte s'est ici retranchée derrière sa souveraineté nationale. Charbonnier est maître chez soi. Personne n'a le droit de contrôler ses actes. Elle n'a jamais failli à son devoir : des incidents dûs d'une part à l'état de surexcitation de la populace et d'autre part aux provocations de certains étrangers, des incidents au cours desquels les autorités ne négligèrent rien pour défendre les étrangers ne sauraient être interprétés comme prouvant l'incapacité des autorités locales.

Même dans ce dernier cas, l'Egypte se retrancherait derrière sa souveraineté, et se réclamerait des précédents nombreux ayant eu pour cadre divers pays d'Europe, à qui personne ne conteste rien.

Mais pourquoi l'Angleterre réserve-t-elle la question soudanaise ?

Parce qu'elle n'a en vue que la « civilisation » du peuple soudanais, parce qu'elle ne vise que son accession à la souveraineté pleine et entière.

Présente au Soudan depuis la « reconquête » elle n'a cessé d'y accomplir une œuvre civilisatrice, d'y répandre les « bienfaits de l'instruction » d'y assurer la « liberté individuelle », d'y réparer les désordres dûs à la révolte mahdiste, venus s'ajouter à la mauvaise situation créée avant cette révolte par une administration égyptienne déficiente.

L'Egypte pourrait-elle objecter que même en l'état d'une convention formelle liant anglais et soudanais, cette convention ne constituerait à son égard qu'une « res inter alios

acta » ? Non. L'Égypte a reconnu les droits de la Grande-Bretagne par la convention de 1899. Elle a, de son plein gré, donné à la Grande-Bretagne les mêmes droits qu'elle. L'Angleterre avait tout loisir pour agir. Elle l'a fait. L'Égypte ne saurait chercher à nier que les actes de l'Angleterre lui soient opposables.

Quant aux prétentions égyptiennes selon lesquelles la convention de 1899 serait nulle pour n'avoir pas été faite avec l'assentiment de la suzeraine ottomane, elle tombe devant ce fait que la dite suzeraine a ratifié cette convention par les Traités de Sévres (art. 113) et de Lausanne (art. 17).

Le territoire du Soudan est, dit l'Égypte, partie intégrante du territoire égyptien. Il ne s'agit pas là d'une conquête ou d'une « colonie ». Il est historiquement, économiquement et militairement impossible de séparer les deux territoires dont l'ensemble constitue la Vallée du Nil.

L'Égypte aurait beau jeu de renvoyer à l'Angleterre, tous les arguments mis en ligne par elle, concernant le droit des nations à veiller à leur sécurité, en vertu duquel l'Angleterre voudrait occuper la zone du Canal pour y maintenir la liberté des communications de son Empire, et pour y pousser la prétention jusqu'à vouloir y défendre le territoire de la souveraineté égyptienne lui-même.

Séparée du Soudan, l'Égypte est perdue. Le cours du fleuve Nil doit entièrement être sous sa coupe. Il suffit qu'Ismaïl ait échoué dans son dessein de lui donner le lac Tana : il suffit que l'Éthiopie détienne ce réservoir précieux. Il ne faut pas exposer l'Égypte à mourir de soif. Il faut qu'elle contrôle le fleuve et en distribue le débit aux terres égyptiennes et soudanaises, sans permettre à ces dernières, par une mauvaise utilisation, œuvre de l'ignorance, ou par la politique inamicale d'un occupant étranger, d'assoiffer et d'assécher les terres de la Haute et de la Basse-Égypte. En un mot : la vie de l'Égypte dépend du Nil, de la possession du Soudan. L'œuvre « civilisatrice » de l'Angleterre — que l'Égypte mènera fort bien d'ailleurs — passe au second plan, devant ce problème angoissant au possible.

L'indépendance de l'Égypte doit donc englober celle du Soudan ; l'Égypte ne conçoit pas qu'on puisse reconnaître

l'indépendance de ses territoires du Nord sans reconnaître celle de ses territoires du Sud.

Quant à la convention de 1899 elle est certainement entachée de lésion, donnant à l'Angleterre les mêmes droits qu'à l'Egypte, alors que les intérêts des deux pays étaient si peu égaux, l'Angleterre ajoutant un fleuron de plus à sa couronne impériale, l'Egypte jouant sa prospérité et son existence même.

« L'Egypte », a dit Hérodote, « est un don du Nil »... ne l'oublions pas.

Nous avons ainsi exposé les deux thèses britannique et égyptienne, pour fixer ce qu'était la position des deux pays en 1922, et afin qu'il nous soit par la suite facile de constater la lente évolution par laquelle les deux thèses passeront avant de se concilier définitivement — sauf sur la question soudanaise — dans le traité d'Août 1936.

Quel fut le sort de cette déclaration du 28 Février 1922, et comment l'Egypte officielle s'en servit-elle ?

A l'époque de sa promulgation, le Sultan Fouad, fils cadet d'Ismaïl, frère de Tewfick, oncle de Abbas, était le souverain absolu de l'Egypte, agissant avec l'aide de ses ministres librement choisis par lui, sans être lié par aucune constitution, ayant même cessé d'être théoriquement tenu de respecter les conseils et les instructions contenus dans les firmans ottomans ou dans le Hatti Chérif de 1841.

Le Sultan Fouad, ainsi que nous l'avons déjà dit, accepta la déclaration du 28 Février, l'homme sage et avisé qu'il était ayant vu dans cette indépendance mitigée et conditionnée, un premier pas vers l'Indépendance entière vers laquelle son âme de patriote éclairé et obstiné avait toujours tendu.

Par sa proclamation du 15 Mars 1922, il en prit acte, et rejetant à jamais la suzeraineté de la Porte, il prit le titre de Roi d'Egypte, plus conforme à sa haute personnalité et à la situation nouvelle de son pays.

Sur la base de ce nouveau régime, son gouvernement accomplit divers actes internationaux, entre autres un accord avec la France, le 25 Mars 1925, concernant la nationalité des marocains en Egypte, un accord avec l'Italie, le 6 Décembre 1926, concernant la délimitation de la frontière occidentale, un accord avec l'Allemagne, le 16 Juin 1926, concernant le droit capitulaire de cette puissance, etc..., etc...

De plus, immédiatement, des circulaires de son ministère des Affaires Etrangères, mirent les Puissances au courant des changements survenus dans le statut de l'Egypte et dans le sien propre.

Enfin, un comité de juristes fut réuni et chargé d'étudier et de mettre au point un projet de Constitution.

Les études de ce comité aboutirent à la promulgation de la Constitution égyptienne, dite « Constitution de 1923 » (1). Des élections générales eurent bientôt lieu sur ses bases, et au début de 1924, Saad Pacha Zaghloul formait son premier ministère.

L'Angleterre était à ce moment gouvernée par un ministère travailliste, présidé par M. Mac Donald. Saad se hâta de se rendre à Londres pour y discuter avec des ministres jugés plus conciliants que les conservateurs, les conditions d'une convention anglo-égyptienne.

Nous reviendrons sur cette tentative de traiter. Contentons-nous de dire ici que les négociations aboutirent à un échec, et ne durèrent d'ailleurs que deux jours, le Ministère Mac Donald, s'étant trouvé en difficulté et Saad étant peu désireux de traiter avec un gouvernement à la veille de résilier la charge du pouvoir.

5) L'Assassinat du Sirdar et les Notes Allenby

L'Egypte attendait le moment de reprendre les négociations, quand un fait se produisit qui compromit si bien les intérêts de l'Egypte au profit de ceux de l'Angleterre,

(1) Pour la distinguer de celle promulguée en 1930, par le Ministère Sedky Pacha, et qui a finalement été rapportée au profit de la première, en 1936, à la veille du Traité.

qu'on ne sait s'il ne fut, sinon accompli, du moins « désiré », par l'Angleterre.

Le 19 Novembre 1924, le « sirdar » Sir Lee Stack commandant les forces du condominium au Soudan, tombait sous les balles de jeunes nationalistes, au Caire.

Le lendemain, 20 Novembre, Allenby posait les conditions de l'Angleterre, un véritable ultimatum ; Saad quittait le pouvoir, Ziwer Pacha lui succédait et signait à tour de bras les conditions anglaises.

Le statut du Soudan était radicalement modifié.

LES NOTES ALLENBY :

Le 19 Novembre au soir le « sirdar » expirait. Le lendemain Allenby remettait à Saad Zaghloul, encore Président du Conseil, les deux notes suivantes :

1^{re} Note :

Cette première note commençait par accuser le Gouvernement égyptien, qui avait négligé de mater le mouvement xénophobe, d'être le responsable de cet attentat, aboutissement logique de la campagne ultra-nationaliste... Elle ajoutait :

« En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté exige
« du Gouvernement égyptien :

« 1^{er}. — Qu'il présente des excuses amplement suffisantes pour le crime.

« 2^e. — Qu'il poursuive avec la plus grande énergie et « sans égard aux personnes la recherche des coupables et « qu'il frappe les criminels, également sans égard aux personnes ni à leur âge, des peines les plus sévères ».

« 3^e. — Qu'il interdise dorénavant et supprime rigoureusement toute manifestation populaire politique ».

« 4^e. — Qu'il paie immédiatement au Gouvernement de « Sa Majesté, une amende de 500.000 livres ».

« 5^e. — Qu'il donne dans un délai de 24 heures, des ordres pour que tous les officiers égyptiens et les unités purement égyptiennes de l'Armée Égyptienne soient retirés

« du Soudan, avec comme résultat telles modifications qui
« seront indiquées plus tard ».

« 6°. — Qu'il donne notification au Département com-
« pétent que le Gouvernement du Soudan accroîtra la su-
« perficie à être cultivée à la Guézirah, en la portant du
« chiffre de 300.000 feddans jusqu'à un chiffre illimité, au
« fur et à mesure des nécessités ».

« 7°. — Qu'il abandonne toute opposition aux désirs du
« Gouvernement de Sa Majesté, sur les matières ci-après
« indiquées concernant la protection des intérêts étrangers
« en Egypte ».

2° Note :

La deuxième note Allenby, qui avait été annoncée au
paragraphe 7 de la première, était ainsi rédigée :

« 1^{er}. — Les officiers égyptiens et les unités purement
« égyptiennes de l'Armée Egyptienne ayant été retirés, les
« unités soudanaises de l'Armée Egyptienne seront trans-
« formées en une force armée Soudanaise, devant l'allé-
« geance au Gouvernement soudanais seulement, et sous le
« commandement suprême du Gouverneur Général au nom
« duquel les brevets seront délivrés ».

« 2°. — Les règles et les conditions concernant le ser-
« vice, la discipline et la retraite des fonctionnaires étran-
« gers qui sont encore au service du Gouvernement Eryp-
« tien, ainsi que les conditions financières réglant les pen-
« sions des fonctionnaires étrangers qui ont quitté le ser-
« vice devront être revisées conformément aux désirs de
« Sa Majesté ».

« 3°. — Jusqu'à ce qu'un accord soit intervenu entre les
« deux gouvernements, au sujet de la protection des intérêts
« étrangers en Egypte, le Gouvernement Egyptien maintien-
« dra les postes de Conseiller Financier et de Conseiller Ju-
« diciaire et respectera leurs pouvoirs et privilèges tels qu'ils
« étaient prévus lors de l'abolition du protectorat ».

« Il respectera également le statut et les attributions
« actuelles du Bureau Européen du Ministère de l'Intérieur
« ainsi qu'elles ont été déjà définies par arrêté ministériel

« et il tiendra dûment compte des recommandations que
« pourra faire le Directeur Général relativement aux ma-
« tières de sa compétence ».

Le 22 Novembre, Saad Zaghloul y répondit joignant à sa réponse un chèque de 500.000 livres (1), acceptant l'ensemble des deux notes mais refusant de souscrire aux articles 5 et 6 de la première. Le lendemain 23 Novembre, il démissionna. Allenby revint à la charge. Saad encore en charge maintint son attitude par une deuxième note du 24 Novembre.

Pour faire pression sur le Gouvernement égyptien, les troupes anglaises occupèrent les douanes d'Alexandrie.

Seul de tous les hommes d'Etat Egyptiens, Ahmed Ziwer Pacha se sacrifia ; il fallait sortir de l'impasse, plier devant le fait accompli, devant la troupe anglaise et la flotte accourue de Malte. Ahmed Ziwer Pacha accepta la tâche ingrate de former le *ministère de la capitulation nécessaire*. Le 30 Novembre, toutes les conditions de l'Angleterre étaient acceptées, y compris les articles 5 et 6 consacrant le départ des troupes égyptiennes du Soudan.

Nous verrons comment les troupes refusèrent longtemps de leur propre initiative de se retirer, ne cédant que sur l'ordre direct et pressant du Roi Fouad, obligé lui aussi d'accepter l'iniquité des conditions anglaises, voulant par là éviter à son pays le retour vers l'occupation effective et vers le Protectorat.

Ainsi, le meurtre du Sirdar, avait pleinement servi les intérêts de l'Angleterre. Tellement bien servi que nous devons reconnaître qu'il y a une Providence particulièrement favorable aux intérêts britanniques.

Le lendemain même de la mort du Sirdar, les conditions étaient prêtes, des conditions longuement étudiées — à l'avance dirait-on — des conditions qui n'avaient pour la plupart rien à voir avec ce qui ne constituait après tout qu'un attentat anarchiste — dont on ne pouvait tenir le Gouverne-

(1) Au cours actuel du change près de 875 millions de frs.

ment pour responsable — et dont les auteurs, au nombre de sept, furent tous arrêtés et durement punis (1).

Près de neuf cents millions de francs (1938) d'indemnité, c'était déjà trop cher payer la vie d'un homme, cet homme fut-il « sirdar » du Soudan. Mais enfin, l'Égypte ne rechigna pas, et Saad se hâta de signer le chèque fabuleux. Mais le départ des troupes égyptiennes ? Mais l'accroissement dans des proportions « illimitées » de la surface cultivée en coton dans la Guézirah ? Quel but visaient-ils, quel tort réparaient-ils, quels intérêts servaient-ils ?

Il est impossible de déceler un rapport quelconque de cause à effet entre l'attentat contre le Sirdar et l'accroissement illimité de la culture au Soudan.

Il est difficile de croire que cette idée de frapper l'Égypte dans les eaux du Nil et dans sa culture principale, soit brusquement venue à l'esprit d'Allenby dans la nuit du 19 au 20 Novembre 1924, comme de représailles logiquement adéquates au « crime » de l'Égypte.

Qu'on ait alors pensé à une indemnité — même abusive — le fait se conçoit immédiatement.

Que sous prétexte d'une poussée xénophobe ou plus simplement et plus justement anglophobe, on prétende craindre le mauvais esprit et la turbulence des troupes égyptiennes du Soudan, le fait peut à la rigueur être admis — sans que l'on comprenne pour cela que ce fait puisse modifier le statut du Soudan.

Mais que sans avoir rien prémédité, l'Angleterre et Allenby pour elle, aient exigé l'augmentation « illimitée » de l'aréage soudanais, ce fait-ci dépasse l'entendement.

Sans vouloir accuser personne, il nous revient à l'esprit, tout naturellement, cette obstruction systématique opposée par un groupe de conservateurs anglais, à tous les projets concernant le Soudan, formulés par Mohamed Mahmoud Pacha puis par Moustafa El Nahas pacha, lors de leurs négociations avec Henderson en 1929 et 1930.

(1) Six d'entre eux furent pendus, et le septième en raison de son âge condamné aux travaux forcés à perpétuité.

N'a-t-on pas affirmé à l'époque, que, ce faisant, ces conservateurs défendaient les intérêts des sociétés immobilières et agricoles anglaises, propriétaires des terres de la Guézirah soudanaise, et qui à l'époque, espéraient encore beaucoup de la qualité du coton soudanais ?

Quoiqu'il en ait été, cette étrange condition contenue dans l'article 6 de la première note Allenby, demeurera un objet d'étonnement pour l'observateur et l'historien qui ne cesseront de rechercher un motif plausible, avouable, à son imposition.

Brisé par ce coup droit, le vieux leader du Nationalisme égyptien, le Grand Saad Zaghloul, se retira de la politique active, pour faire de sa maison, la « Maison du peuple », autour de laquelle, les Egyptiens momentanément abattus, se serrèrent.

En 1927, Zaghloul expirait, et son lieutenant Moustafa El Nahas Pacha, lui succédait à la tête du Wafd, dépositaire de sa doctrine, symbole de toutes les aspirations nationales égyptiennes.

La première partie de cet ouvrage se clôt donc, sur une situation confuse, obscure, injuste.

CONCLUSION PROVISOIRE

L'Égypte libérée du protectorat, geint sous le poids des quatre réserves anglaises, arbitrairement interprétées par l'Angleterre. Elle a perdu tout contact avec le Soudan à qui elle continue à verser 750.000 livres (1) annuellement pour combler son déficit et richement entretenir ses fonctionnaires anglais. Elle obéit aux ordres de la « Résidence ». A part, certaines satisfactions d'amour propre (au nombre desquelles sa représentation diplomatique) elle demeure à peu de choses près, une vassale de l'Empire Britannique, dont le Haut-Commissaire, ses fonctionnaires, les Conseillers financiers et juridiques, les officiers, les troupes, la flotte, gouvernent jusqu'à ses moindres mouvements.

(1) Au cours actuel du change près de 1 milliard 400 millions.

Mais... « Malgré Alexandrie, Tell-El-Kébir, Omdourman
« et Fachoda (malgré Allenby et ses « notes » aussi) la ques-
« tion d'Égypte reste ouverte. L'Angleterre a écrit sur le
« sable. Elle a cru qu'elle pouvait violer impunément les
« règles du droit des gens et sa parole d'honneur la plus so-
« lennelle, laissant à la « foi punique » et à l'action du temps.
« le soin d'accomplir leur œuvre.

« Elle a compté sans la conscience des peuples et cette
« justice immanente en laquelle il faut bien croire.

« IL N'EST PAS DE DROITS CONTRE LE DROIT » (1).

(1) Cette magnifique « exécution » des méthodes anglaises est de Jules Cocheris *op. cit.* page 560.

DEUXIÈME PARTIE

L'Egypte Indépendante : Le Traité de 1936 - Résolution des deux premiers points réservés en 1922 (Communications Impériales, défense de l'Egypte) - Résolution du troisième point réservé (Conférence de Montreux) - Résolution du quatrième point réservé (Le Soudan)

CHAPITRE I

L'EGYPTE INDEPENDANTE : LE TRAITE DE 1936

I. — Circonstances des Ministères Sedky. Yéhia et Nessim Pacha. La Constitution du Front National.

1) Le Wafd et le Palais

Souverain absolu de l'Egypte, jusqu'à ce qu'il lui plut de doter son pays d'un système constitutionnel, le roi Fouad essaya sa vie durant d'acclimater en Egypte des mœurs typiquement anglaises : les mœurs parlementaires.

On avait doté l'Egypte d'une constitution par trop étrangère à son génie. L'erreur est courante dans le monde, de choisir ainsi, chez l'étranger, le modèle de vie publique qui y a réussi, alors que, la logique la plus élémentaire, commanderait de chercher surtout à mettre en harmonie l'esprit du peuple avec l'instrument par lequel ce peuple sera appelé à le manifester.

Nous ne dirons pas que le peuple égyptien n'était pas « mûr » pour le parlementarisme : à ce compte, il faudrait en dire autant de la plupart des peuples du globe, chez qui l'expérience du parlementarisme fut décevante dans la meilleure des hypothèses et la plus généreuse des appréciations.

L'Égypte a toujours eu un système représentatif ; le Conseil du Pacha Ottoman, l'assemblée des mamelucks, le conseil des notables d'Ismaïl et le parlement de Tewfick et d'Abbas II, ont été autant d'organismes par lesquels le peuple Egyptien, même aux pires des jours qui ont précédé sa renaissance, a exercé un certain contrôle, s'est plus ou moins tenu au courant des discussions de ses maîtres.

L'Egypte pouvait donc légitimement aspirer à l'adoption d'un système représentatif plus conforme à son évolution, plus conforme surtout à l'esprit du siècle, qui, à tort

ou a raison, semblait — du moins au lendemain de la guerre — tendre vers le « suffrage » plus ou moins « universel ».

A notre avis, l'erreur fut dans l'adoption du système le plus « évolué » — ou du moins et plus justement du plus « dangereux » — de tous les systèmes de vote : le suffrage universel, l'élection à un degré, toutes choses dont des pays beaucoup plus préparés ne s'en sont pas encore remis.

Etrange aberration des systèmes parlementaires ! Quand les partis pullulent, le mal est grand. Quand ils n'existent pas, quand la presque unanimité du pays se porte vers un seul homme, le mal est encore plus grand ; cet homme, déifié, maintient dans une ombre injuste, d'autres hommes dont le pays pourrait tirer maints avantages, et que le « dieu Dèmos » tient rigoureusement à l'écart des conseils de l'Etat.

Quand, à cet engouement d'un peuple pour un homme, s'ajoute ce fait — vrai, hélas ! pour l'Egypte — que ce peuple est composé de deux parties inégales, et pour ainsi dire étrangères : une « élite », numériquement trop peu nombreuse, et une masse profonde de 10 à 11 millions de paysans absolument incultes et illettrés, alors le parlementarisme est non seulement un danger, mais un mal, une maladie, un cauchemar, une catastrophe.

Le paysan d'Egypte, riche en subtilité et plein de bon sens, n'en est pas moins très loin de l'idéal du bon électeur, du fidèle pilier des républiques. Pauvre, attaché à la glèbe — laquelle est entre les mains d'une aristocratie terrienne, surtout en Haute-Egypte — il a le respect de l'autorité et très peu le sens de ses « droits constitutionnels ».

Son sens patriotique l'avait porté vers Saad Zaghloul pacha, aux heures noires que la Patrie avait traversées. Il s'était attaché à ce paysan fils de paysan, à cet ex-étudiant de l'Azhar, à ce disciple de Cheikh Abdou (1). Sa confiance en Saad ne s'est jamais démentie, tant que Saad fut là, et que les circonstances qui avaient rendu nécessaire la

(1) Réformateur de l'Azhar et l'un des artisans de la Renaissance de l'esprit national.

déification de Saad se perpétuaient. Quand Saad mourut, ses successeurs mirent à leur tête son fidèle lieutenant : Moustafa El Nahas et le culte de Nahas succéda au culte de Saad.

Seulement, les circonstances ne cessaient de changer. Plus l'indépendance se faisait proche, et plus cet immense corps qu'était le Wafd, devenait encombrant. De nombreuses défections — parmi les chefs — ne parvinrent même pas à en rider la face. Le fleuve Nil lui-même n'était pas plus majestueux, ni plus impétueux à ses moments.

Evidemment, les chefs du Wafd n'étaient que des hommes. Comme tels, ils avaient leurs défauts, leurs entêtements, leurs erreurs. Mais, les 10 millions de paysans et la plus grande partie de l'« *intelligenza* », souscrivaient les yeux fermés à leurs décisions et donnaient à leurs erreurs, les plus notoires, un poids que seules les Saintes Ecritures ont jamais connu. L'Histoire du paysan qui, obligé de voter contre le Wafd, se considère divorcé d'avec sa femme et appelle le « *maazoun* » (1) pour recélébrer leur mariage. n'a pas fini de caractériser l'attachement que le peuple d'Égypte avait voué aux héritiers de Saad.

Or, à la tête de l'Égypte régnait un homme sage dont les pères avaient fait l'Égypte, qui la voulait léguer libre et forte à ses fils... pour tout dire, un Roi.

Le roi Fouad a lutté sa vie durant contre l'action envahissante du Wafd. Il a essayé de tout. Il a permis que l'on modifie la Constitution. Il a soutenu des ministères « *minoritaires* », pour permettre à toutes les valeurs de se faire jour. Il a, des années durant, essayé de faire de la « *théocratie* » wafdiste une véritable « *démocratie* ». Mais, la démocratie n'existe pas. Le roi Fouad a inutilement dépensé ses efforts admirables. Il a beaucoup trop perdu de son temps très précieux. Pendant longtemps aucune consultation populaire vraiment libre ne donna la majorité à un autre parti que le Wafd. Le Wafd ne s'était jamais discuté ! Il demeurerait toujours trop fort.

Lutter contre le Wafd, c'était se mettre au ban de la

(1) Officier de l'Etat civil pour les musulmans, en Égypte.

nation... d'une nation qui se jetait sur les mains de Nahas pour les couvrir de baisers, qui pour lui, affrontait balles anglaises et matraques égyptiennes. Quand en 1935 un étudiant tomba mortellement blessé au cours d'une manifestation wafdiste, son dernier geste fut d'imbiber son mouchoir de son sang et de l'envoyer en hommage à Moustafa El Nahas pacha. Ces gestes là n'ont pas besoin de commentaires. Mais, quel danger représentait un parti si fort !... Il s'identifiait avec la Nation, écrasant tous les opposants, mêmes les plus pertinents, n'écoulant nulle voix même la plus sage, la plus vraie, la plus loyale.

Manifestations, émeutes, troubles, émeutes, démissions, émeutes... l'Égypte a vécu quelques années riches en événements, novices au plus haut point, qui lui ont détraqué les nerfs, perdu la raison, qui l'ont appauvrie en hommes et en idées, qui ont fait couler le plus pur de son sang, celui de sa jeunesse la plus ardente, dans des luttes intérieures stériles, bêtes à en pleurer.

Jamais le Wafd n'a su, malgré son énorme prestige, se maintenir au pouvoir. Saad Zaghloul lui-même n'avait pu « durer ». Son successeur fut bien plus malheureux que lui sur ce chapitre. Il a trois fois été président du Conseil, mais ses ministères ont eu une vie des plus mouvementées : remaniés à maintes reprises, jusqu'à ne garder presque plus de représentants de l'équipe originaire, ils ont tous les trois été chassés du pouvoir, le Wafd, appuyé sur sa majorité dans les Chambres, refusant de quitter le pouvoir de son plein gré et laissant au Palais la responsabilité du geste qui l'en éloignait.

2) Les Ministères « minoritaires »

Au retour des infructueuses négociations avec Henderson en 1930, le gouvernement Wafdiste qui venait d'essuyer un échec dû en grande partie à la mauvaise foi britannique et à l'intransigeance de l'opposition conservatrice anglaise sur la question soudanaise, chercha à se couvrir par la promulgation d'une loi, dite « de la responsabilité des ministres », donnant au Parlement le droit de

faire traduire en justice les ministres qui auraient accepté du roi la mission de former un ministère « anticonstitutionnel », c'est-à-dire un ministère ne s'appuyant pas sur une véritable majorité parlementaire, en d'autres termes, un ministère non-wafdiste. C'était là défier ouvertement le Palais, en essayant de reléguer le Roi dans les strictes fonctions d'un roi d'Angleterre « régnant » mais ne « gouvernant » pas. Or, cette conception de la monarchie est étrangère au génie égyptien. Le roi, même constitutionnel, a des prérogatives gouvernementales, pas toutes écrites, mais toutes utiles et nécessaires. Le roi Fouad renvoya Nahas pacha et chargea un transfuge du Wafd, Ismail Sedky pacha, de constituer le nouveau ministère.

Trois ans durant, Sedky pacha devait exercer une véritable dictature, mettant au service du « nouveau régime » ses capacités incontestables et tellement évidentes qu'elles plaident contre le système du parti unique et l'écartement parlementaire des hommes qui n'en reçoivent pas l'investiture.

La « dictature » de Sedky pacha mena la vie dure au Wafd. Les temps héroïques du nationalisme égyptien semblaient être revenus. Des centaines de manifestants tombèrent sous les balles de la troupe. On vit Nahas pacha et les membres du Wafd dormir dans les gares, en signe de protestation contre l'interdit prononcé par le Gouvernement, contre leurs projets de parcourir la campagne égyptienne. Le Pays entier se solidarisa avec les héritiers de Saad. Toutes les qualités de Sedky pacha, tous les « attentats » et « complots » imaginés par la police politique pour essayer d'émouvoir l'opinion, attentats et complots dont la liste interminable encombre les journaux de l'époque, tous les efforts de Sedky pour se rallier la plus infime partie de l'opinion, ou même pour s'attirer les bonnes grâces des Anglais et parvenir par un traité à relever son prestige, s'avérèrent inutiles. Le Wafd, toujours le Wafd, le Wafd seul, avait l'unanimité du pays. Mais le Wafd au pouvoir tournait à l'anarchie, au désordre, à l'étouffement de toutes les valeurs non-wafdistes, à une véritable dictature parlementaire — la plus pernicieuse de toutes les formes de dicta-

ture. Mohamed Mahmoud pacha, l'homme à la « main de fer », avait échoué. Sedky pacha vacillait sous les coups de l'opinion et son régime abhorré sombrait dans des scandales financiers et politiques d'envergure, au nombre desquels nous ne citerons que le plus « gros » : celui de la « Corniche » d'Alexandrie, pour la construction de laquelle des sommes fabuleuses avaient été « englouties ».

Pressentis, les anglais avaient, dès Avril 1933, fait connaître leur intention de ne traiter qu'avec un ministère « national », représentant « réellement » l'opinion du pays, en un mot qu'avec un ministère où les wafdistes seraient représentés. Or, les wafdistes n'ont jamais admis les ministères d'« union nationale », n'ont jamais accepté de ministères non-wafdistes à leurs côtés.. La crise s'éternisait.

En Août 1933, un des soutiens de Sedky pacha quitta l'Egypte : sir Percy Lorraine, Haut-Commissaire de S. M Britannique. Le 5 Septembre, Sedky Pacha présenta sa démission au Roi, pour la reprendre le 8. Mais le 21 son ministère délabré redémissionnait et le Roi faisait appel à Abdel-Fattah Yéhia pacha, qui le 27 Septembre forma son ministère.

De nouveau, le pays entra en ébullition. Les manifestations se succédèrent. Les arrestations se multiplièrent. Les grèves paralysèrent l'Egypte. Yéhia pacha tenait le coup tant bien que mal, adoucissant dans une certaine mesure le régime « sedkyste », rendant au Wafd une certaine apparence de liberté. A l'échéance de l'année, le 6 Septembre 1934, Yéhia pacha quitta le pouvoir. Le Roi était malade. Les Princes se réunissaient pour discuter de la future régence. Les Anglais intervinrent. Le 15 Septembre un successeur était trouvé à Yéhia pacha : Tewfick Nessim pacha, qui, sans coup férir, entra dans les « vues » des Anglais et fit résolument leur politique.

On parla beaucoup en Egypte à cette époque de conseil de régence, que l'on voulait imposer au Roi Fouad malade. On aurait dit que toute les forces contraires, l'Angleterre et ses serviteurs Egyptiens, cherchaient à humilier le vieux roi sur ses derniers jours, en spéculant sur l'état

physique déficient du royal lutteur. Le chœur des ennemis réclamait le départ de l'Administrateur des Biens Royaux : Ibrachi pacha, que l'on chargeait de tous les maux, que l'on rendait responsable de toutes les complications.

Le 8 Janvier 1935, le Wafd tint au Caire un Grand Congrès national.... Les jours de Nessim pacha en furent sensiblement réduits. En Mars, on parlait de sa démission. Le 22 Avril, Ibrachi pacha démissionnait: Ziwer pacha, Chef du Cabinet Royal quittait à son tour le Palais cédant la place à Aly Maher pacha, frère-ennemi d'Ahmed Maher, l'un des principaux leaders wafdistes.

Octobre, Novembre... Sir Samuel Hoare a eu le tort d'affirmer que la Constitution de 1930 est trop impopulaire pour être ramenée, que celle de 1923 est impraticable, et que les égyptiens doivent s'accomoder de vivre sans Constitution... Immédiatement le pays s'embrase. Manifestations, grèves des avocats, des étudiants, des azharistes. Les journaux fulminent. Les commerçants ferment leur commerce. Les professeurs protestent... Le Wafd grandit à l'Horizon.

Le 12 Décembre 1935, un décret royal ramène la Constitution de 1923 : celle de Saad Zaghloul. Un Front National se constitue. Le Gouvernement s'habitue à conférer avec ce Front, présidé par Nahas pacha, sur les affaires les plus importantes. Le 22 Janvier, le Front National est admis en présence du Roi malade, qui prononce quelques mots émouvants, exhortant tous ces chefs à s'unir pour le bien de l'Égypte, « pour lui permettre de régner ne fut-ce que quelques jours sur un pays libre de toutes entraves ».

Sentant qu'il n'a plus rien à faire, Nessim pacha *l'homme qui voulait mettre son roi en tutelle* s'en va.

A la démission de Nessim pacha le Wafd refusa de former le ministère. Ce fut Ali Maher qui s'en chargea, le 30 Janvier 1936. Comme par enchantement, les manifestations cessèrent. L'Université rouvrit ses portes. Le pays se calma. Le nouveau ministère avait donné au Wafd, tous les apaisements nécessaires.

Le traité pouvait venir : l'Égypte était prête à le négocier (1).

(1) Nous avons eu recours aux collections du grand quotidien « *Al Ahrām* » pour établir cette chronologie des événements qui ont précédé la signature du traité Anglo-Egyptien.

II. — Négociations et signature du traité

Le 12 Février 1936, l'Égypte apprit que l'Angleterre consentait enfin à négocier le traité qui devait mettre fin à l'état d'indépendance larvée dans lequel elle l'avait tenue depuis 1922. Le lendemain de ce jour, un décret royal nommait les membres de la Délégation Égyptienne que Moustafa El Nahas pacha devait présider. Le 3 Mars, se tenait au Palais de Zaafarane, au Caire, la première séance des négociations. La Délégation Anglaise était présidée par Sir Miles Lampson, Haut-Commissaire en Égypte.

Le 9 Mars, les travaux commencèrent en présence de tous les membres des deux Délégations. Il fut convenu tout d'abord que le traité constituerait un tout indivisible et que la validité de toute proposition acceptée par les deux parties serait subordonnée à l'accord complet sur tous les points, l'accord définitif.

A la même séance, les délégués anglais soumièrent à la Conférence une note, exposant le point de vue britannique sur la question militaire, à laquelle la délégation égyptienne répondit le 16.

Le lendemain, les chefs des deux délégations se réunirent, seuls, pour parvenir à des « propositions déterminées » susceptibles d'être acceptées par les deux parties. Ces conversations « privées » reprirent le 19 Mars, le 23 Mars etc... etc... en présence tantôt des chefs militaires britanniques, tantôt d'amiraux représentant la « Fleet » jusqu'au moment où des difficultés surgirent qui rendirent nécessaire le 2 Juin 1936, le départ de Sir Miles Lampson pour Londres. Le 1^{er} Juillet, quelques jours après son retour, les négociations reprirent. Le 7 juillet fut constitué un Comité mixte de « rédaction ». Finalement, l'accord se fit sur la question militaire et les textes y relatifs furent signés le 24 Juillet au Palais de Zaafarane. Le 1^{er} Août furent à leur tour signés les textes afférents au Soudan. Le 12 Août, les textes relatifs aux Capitulations et autres questions étaient signés au Palais Antoniadès à Alexandrie.

Le 16 Août, les membres de la délégation égyptienne

recevaient pleins pouvoirs, en qualité d'envoyés extraordinaires, à l'effet de signer le traité.

Le 26 Août, le traité, sous sa forme définitive, fut signé dans la salle Locarno, au Foreign Office.

Signèrent pour l'Égypte :

I.L. EE. Moustafa el-Nahas pacha, Président du Conseil des Ministres, Président.

Dr. Ahmad Maher, Président de la Chambre des Députés.

Mohamad Mahmoud pacha, Ancien Président du Conseil.

Ismail Sedky pacha, Ancien Président du Conseil.

Abdel Fattah Yéhia pacha, Ancien Président du Conseil.

Wacyf Ghali pacha, Ministre des Affaires étrangères.

Osman Mohharram pacha, Ministre des Travaux Publics.

Makram Ebeid pacha, Ministre des Finances.

Mahmoud el-Nokrachi pacha, Ministre des Communications.

Ahmad Seif-el-Nasr pacha. Ministre de l'Agriculture.

Ali el-Chamsi pacha.

Mohamed Helmy Issa pacha.

Hafez Affi pacha.

Signèrent pour l'Angleterre :

MM. Anthony Eden, Ministre des Affaires Etrangères.

Ramsay Mac Donald, Lord du Conseil Privé.

Sir John Simon, Ministre de l'Intérieur.

Viscount Halifax, Lord du Sceau Privé.

Sir Miles Lampson, Haut-Commissaire en Égypte et au Soudan.

Entre temps, l'homme à qui l'Égypte devait la constitution du Front National et partant le Traité, S. M. le Roi Fouad I^{er}, était décédé le 28 Avril 1936, et son fils, S. M. le Roi Farouk I^{er}, lui avait succédé, assisté d'un Conseil de régence formé de S. A. le Prince Mohamad Ali et de LL. EE Abdel Aziz Izzet pacha et Chérif Sabry pacha.

Le 9 Mai, Aly Maher pacha avait résilié le pouvoir entre les mains de Moustafa el-Nahas pacha, vainqueur, à une énorme majorité, aux élections qui s'étaient déroulées le 2 Mai...

Signé en Août, le traité fut reconnu par le Wafd le 20 Octobre. Le 14 Novembre, le Parlement Égyptien le ratifiait à l'unanimité moins quelques voix (celles des députés du Parti National, héritiers de Moustapha Kamel). Le 24 Novembre, la Chambre des Communes ratifiait à son tour, imitée en cela par les Lords, le lendemain.

Enfin, le 22 Décembre, un décret ordonnait la mise en exécution des prescriptions du traité sur le territoire du Royaume d'Egypte...



L'atmosphère dans laquelle le traité avait été négocié et signé, avait grandement contribué à sa réalisation.

L'invasion italienne en Ethiopie, pesait lourdement sur les négociations, donnant aux deux parties le sentiment de la solidarité que leurs intérêts forcément communs et menacés, avaient créée entre eux -- et c'est à ce titre qu'on a pu dire de Mussolini, *qu'il fut l'un des artisans de l'Indépendance Egyptienne*.

N'eut été cette menace, jamais l'Angleterre n'aurait admis qu'une Egypte forte et amicale valait mieux pour elle qu'une Egypte faible et asservie.

L'amitié de l'Egypte, signifiait la cessation de ces troubles, qui nés sur son territoire, s'étaient rapidement étendus aux pays du Proche-Orient. L'Angleterre pouvait espérer voir la Palestine rentrer dans le calme si l'Egypte y demeurerait elle-même. Dans un Orient traversé en tous sens par des courants partis du Caire, l'amitié de l'Egypte était précieuse à un moment aussi critique de la vie de l'Empire. M. Georges Meyer l'avait bien vu (1) quand il situait dans « les troubles survenus au Caire et rapidement étendus au Delta », le point de départ (nous dirons, peut-être plus justement : l'occasion) des événements de Jérusalem et de Damas, de l'« action identique des nationalistes syriens et palestiniens ».

Bref, il fallait avoir l'Egypte pour soi. Le même intérêt avait surgi, de gagner l'amitié Egyptienne, en 1914. Mais alors

(1) Georges Meyer. « *Après Montreux* ». Affaires Etrangères, Juin 1937, page 356.

L'Égypte était faible, son nationalisme vagissant. L'Angleterre put « s'asseoir dessus ». En 1936, le même « détachement » eut été catastrophique.

Quant à la force de l'Égypte, elle venait en substitution de l'anglaise, déficiente depuis que les « oxfordiens » ne veulent plus mourir pour leur Pays et leur Roi. Le temps n'était plus où l'Angleterre considérait tout soldat Égyptien comme un soldat de trop. Bien au contraire, il devenait pressant de s'atteler à la « réforme » et à la « réorganisation » de la force Égyptienne, à la besogne inverse de celle menée par l'Angleterre pour venir à bout de l'armée d'Ismail.

De son côté, l'Égypte appréciait à sa juste valeur, l'appui que pouvait lui fournir la « Home Fleet » mouillée dans ses eaux.

Les deux parties *ne pouvaient que tomber d'accord* (1), ce qui a fait dire à M. René Pinon :

« L'Angleterre et l'Égypte ont réciproquement besoin « l'une de l'autre. C'est cette *vérité d'expérience* que constate « et que formule le traité... (2).

La présence du Roi Fouad, de sa « sagesse éclairée », fut décisive. Les dernières répugnances nationalistes furent vaincues. On traita.

Nous entreprenons, dans les chapitres qui vont suivre, l'étude de ce traité capital. Nous avons suivi l'ordre des questions, tel que fixé par l'Angleterre, elle-même, dans sa déclaration de 1922 ; d'abord deux questions intimement liées et dont on n'a fait deux « points » que par souci de méthode : les communications impériales et la défense du territoire égyptien. Ensuite l'étude des Capitulations et de la Conférence de Montreux. Enfin, l'examen du problème soudanais et la critique de la solution que le traité de 1936 lui a donnée.

—

(1) Wathelet. « *Le traité d'alliance Anglo-Egyptien du 26 Août 1936 et la Conférence de Montreux du 8 Mai 1937 concernant la suppression des Capitulations en Égypte* ». Revue du droit International et de Législation Comparée.

(2) René Pinon « *Fièvres d'Orient* » Paris 1938.

CHAPITRE II

Résolution des deux premiers points réservés en 1922 Les communications impériales anglaises, la défense du territoire égyptien et le Statut du Canal de Suez

Le statut du Canal de Suez a passé par quatre phases différentes :

a. — La première période est celle où de Lesseps en poursuit l'achèvement et l'ouvre à la navigation. Le canal est alors considéré comme étant essentiellement l'œuvre et la chose d'une entreprise privée et lucrative : la société dite par anti-phrase « Universelle ». Cette première période comprend déjà une tentative d'Ismaïl pour amener l'Europe à en reconnaître la neutralité.

b. — La deuxième période évolue entre 1888, date à laquelle les Puissances lui fixent un statut international, affirmant sa neutralité et la font respecter sans difficulté, et 1914, date à laquelle l'Angleterre se voit obligée de défendre le Canal contre les turco-allemands.

c. — La troisième période s'ouvre au cours de la guerre de 1914-1918. Le Canal est aux « Alliés ». Il n'est pas question de neutralité, encore moins de dégarnir ses rives ou d'y prohiber les « rassemblements » de troupes. L'Angleterre, une fois la paix faite, en assume la « défense » en vertu de la fiction de l'« héritage Ottoman ». En 1922, elle s'en réserve formellement la direction politique, laissant à son Conseil d'Administration la direction commerciale. Mais l'Égypte ne cesse de protester contre cette prétention anglaise et affirme, qu'Égyptien, le Canal lui appartient, qu'elle seule doit veiller à sa sécurité, et, qu'en cas d'attaque, elle est prête à faire appel aux signataires de l'accord de 1888.

d. — La quatrième période, prend naissance dans le traité de 1936. L'Égypte y reconnaît que le Canal est vital pour l'Empire de son alliée britannique et lui accorde le droit d'y

maintenir une garnison suffisante, dont elle prend à sa charge l'établissement, condition de l'évacuation du territoire égyptien par les Anglais établis à Alexandrie et au Caire.

I. — Ce que le Canal a coûté à l'Égypte

Nous avons précédemment écrit que le Canal fut pour l'Égypte une catastrophe financière, économique et politique et qu'il est une œuvre égyptienne par les sacrifices en hommes, en or et en droits que l'Égypte a consenti à son profit. Nous allons tenter de l'établir.

1) Le canal, aspect financier

Nous n'avons pas à ajouter grand chose à ce qui a été déjà dit dans la première partie de cet ouvrage.

Par l'importance de la quote part fabuleuse imposée à l'Égypte, à un moment où cette somme était un fardeau beaucoup trop lourd pour elle, par les appels réitérés aux fonds égyptiens, par l'amende imposée par Napoléon III, choisi comme arbitre, à Ismaïl, le Canal mit vite les finances égyptiennes au pillage. Sa création ouvrit pour l'Égypte l'ère des difficultés financières inextricables dans lesquelles elle se débattit vainement par la suite...

Qu'il nous suffise de dire que d'après le rapport Cave, le Canal avait déjà coûté à l'Égypte la somme de 16.075.000 livres, et que la seule amende de Napoléon III se chiffra à 3.500.000 livres.

Mais comment de Lesseps parvint-il à ses fins ?

Nous ne pouvons nous empêcher d'écrire qu'il le fit par des moyens pour le moins irréguliers. Le récit de quelques-unes de ses nombreuses « manœuvres » vaut la peine d'être fait.

Ami d'enfance de Séïd pacha (1), fils d'un grand ami de Mohamed Ali, de Lesseps accourut de France à la nouvelle de la mort de Abbas I^{er}. Il évita tout d'abord d'entretenir Séïd de ses desseins. Il profita, dit-on, d'une excursion dans le dé-

(1) Ces détails sont empruntés au livre déjà cité de M. Pierre Craibites : « *Ismaïl le calomnié* ».

sert occidental (de Lybie) pour s'ouvrir à son « ami », de ses projets. Ce dernier n'avait rien à lui refuser : les souvenirs d'enfance et de jeunesse (Séïd avait étudié à Paris et fréquentait beaucoup les de Lesseps quand ces derniers s'y établirent), la belle prestance de de Lesseps, son habileté au tir, à l'équitation, son bagoût étourdissant et les merveilles qu'il fit miroiter aux yeux du « bon géant » qu'était Séïd, lui valurent d'emblée l'accord du trop confiant vice-roi. Il promit de l'aider et tint promesse en rendant deux Firmans de concession.

Mais il ne suffisait pas à de Lesseps d'avoir trompé Séïd, il lui fallait encore soutirer de quoi creuser le Canal. Les souscripteurs rechignaient ; jamais l'« univers » n'aurait pu réunir les sommes suffisantes. De Lesseps résolut de mettre Séïd « à contribution ». Écoutons M. M. Sabry (1) nous raconter la scène au cours de laquelle le vice-roi « souscrivit » la fabuleuse somme de 88.000.000 de francs-or :

« Le consul de France raconta plus tard à un diplomate égyptien la scène qui se passa entre Séïd et de Lesseps — « M. de Lesseps avait lancé sa souscription à Londres, à Paris, à Berlin et à Vienne... Malgré l'échec de la souscription, M. de Lesseps déclara qu'elle était parfaite et de sa propre autorité, sans même en avertir le vice-roi, souscrivit, « pour le compte de ce dernier, 88 millions de francs (2).

« Il arriva en Egypte toujours gai, toujours souriant, pour « rendre compte à Séïd de son mandat, car, disait-il, il n'agissait qu'en qualité de mandataire du vice-roi, de ses démarches, dont il remit à Séïd les résultats sur une simple feuille « volante.

« Séïd, ennuyé, remet la feuille à son secrétaire sans « même la lire.

« Quelques jours après, de Lesseps, toujours souriant, « demande au vice-roi de bien vouloir donner des ordres « pour le premier versement de la souscription.

« — Quel versement ? fit Séïd.

(1) M. Sabry *Op. cit.* page 70.

(2) Soit au cours actuel du franc (8 centimes-or) une somme globale de 11 milliards de francs.

« — Mais le versement de votre souscription de 88 millions.

« — De ma souscription ?

« — Mais certainement, Monseigneur sait que j'ai souscrit pour son compte, car si je ne l'avais pas fait, cette œuvre qui doit immortaliser son nom et assurer l'indépendance complète de l'Égypte aurait complètement sombré. Je l'ai d'ailleurs dit, et même écrit à Votre Altesse.

« — Comment dit ? Comment écrit ? Où et quand ?

« — Sur le papier vous rendant compte de la souscription.

« On fait alors apporter la feuille volante dont je viens de parler, on la lit : « Tant de Millions souscrits en France, tant en Angleterre, tant en Allemagne. Et au verso de la page : « 88 millions pour Son Altesse ».

« — Vous voyez bien, Monseigneur, que je l'ai écrit et que vous en avez été informé. Par son silence, Votre Altesse a confirmé sa souscription. J'en ai informé mes collègues et les personnes qui vous portent un si haut intérêt et qui m'ont chargé de présenter leurs compliments à Votre Altesse.

Séïd fit des objections, M. de Lesseps répond que le silence entraîne le consentement. Séïd parle de la pénurie du Trésor, M. de Lesseps se déclare prêt à lui donner toutes les facilités possibles.

« La porte est ainsi ouverte à une transaction, Séïd y voit un moyen de se débarrasser d'un ennui, il accepte. ».

Quand Ismaïl s'attaqua à la corvée, de Lesseps jeta de hauts cris. Sans corvée, point de main-d'œuvre. Le paysan d'Égypte aimait trop sa terre pour lui préférer les infernales rives de la Mer Rouge et des lacs Amers. Pour trancher ce différend, Ismaïl réclama l'arbitrage de Napoléon III, sûr qu'il était que l'Empereur ne pouvait manquer de fustiger les procédés de la Société. Mais le résultat de cet arbitrage fut, on le sait, décevant pour Ismaïl.

Quand enfin, poussé par d'urgents besoins, le Khédivé aliéna les intérêts de ses actions avant de vendre ces actions

elles-mêmes, Monsieur de Lesseps se hâta de lui faire enlever par le Conseil d'Administration, à lui le plus gros des actionnaires, dont le pays avait tant fait pour l'œuvre, le droit de voter aux Assemblées.

Logique, n'est-ce pas ? N'ayant pas de bénéfice à attendre, vous n'avez plus intérêt à bien gérer, etc... etc...

L'air est connu. Mais comment se fait-il donc qu'au lendemain même de l'acquisition par l'Angleterre des actions du vice-roi ce droit de vote lui fut-il reconnu ?

Oui, comment se fait-il que l'Angleterre ait eu droit à un traitement de « faveur » refusé à l'Égypte ?

2) Le canal, aspect économique

Nous avons arbitrairement séparé la question « financière » de l'« économique » réservant la première appellation aux désordres apportés dans les finances de l'État et la deuxième aux perturbations de l'Économie Nationale, de son Commerce, de son Agriculture.

Bien avant la création du Canal de Suez, une importante partie du trafic international empruntait la voie des territoires Égyptiens : les marchandises débarquées sur le rivage de la Méditerranée, étaient acheminées par chemin de fer ou caravanes vers les rivages de la Mer Rouge, d'où réembarquées, elles prenaient la route des Indes, de l'Australie ou de la Chine.

De ce « transit » l'Égypte tirait d'importants bénéfices : l'État percevait une taxe de douane, les Entrepreneurs de transports et les Commissionnaires de justes commissions, les chemins de fer en profitaient largement, ainsi que les Caravaniers.

Le passage par voie terrestre des marchandises à travers les territoires Égyptiens, qui avec le développement des voies ferrées eut été presque aussi facile et rapide que le passage Maritime, était, à proprement parler, celui d'une source d'avantages économiques de toutes sortes.

Le comte Zizinia avait estimé que soixante-quinze millions de francs-or l'indemniserait à peine de la perte de

son « droit » à la concession du transit... cette somme est éloquente, par elle-même, et se passe de commentaires.

Du jour de la création du canal, cette source s'est tarie. Désormais les paquebots les plus luxueux, les cargos les plus lourds et les plus riches, tous les produits manufacturés et tous ceux de l'agriculture, traversent le territoire de l'Égypte, sans que cette dernière n'en tire le moindre avantage digne de mémoire.

La Compagnie « Universelle » (en réalité franco-anglaise) en a monopolisé les rentrées. Elles sont si grandes, qu'elle ne sait qu'en faire, que ses employés sont les mieux payés du monde, (tous étrangers d'ailleurs), ses locaux luxueux, ses dividendes fabuleux, (encore que diminués par les « réserves » et « amortissements » classiques) et son pouvoir souverain.

L'Égypte contemple mélancoliquement cette fébrile agitation. Son transit est mort, une source de richesses s'est tarie pour elle. La Compagnie Universelle s'enrichit...

Peut-être, l'Égypte se souvient-elle du nombre de ses enfants, morts à la tâche, le long des berges de ce Canal que leur sang a fécondé ?

Peut-être, l'Égypte se souvient-elle des trente mille paysans arrachés à leur terre demeurée sans labour par la sinistre corvée, l'ignoble esclavage, la dégradante corvée contre laquelle Ismaïl a tant lutté ?

Perte du transit, coups portés à l'Agriculture, s'ajoutent au désordre des finances, mais ce n'est pas fini : il est des amoindrissements politiques qui valent bien plus chers que ceux que les chiffres peuvent résumer.

3) Le canal, aspect politique

Une simple phrase suffirait amplement à résumer cette troisième proposition :

L'Égypte appartient au Canal du jour de son inauguration.

De Lesseps rêvait déjà de coloniser les berges du Canal et d'y établir des familles françaises dans le but évident de

parvenir à cette « colonisation pacifique » qu'il avait projetée. Mais, il n'était pas dans le destin de l'Égypte de devenir française. L'Angleterre, qui avait mis du temps à comprendre, comme toujours, prit les devants. Le mince filet d'eau qui coulait à travers les immenses déserts orientaux, était « un pistolet braqué au cœur de l'Empire ».

Comme tel, il ne pouvait qu'appartenir à cet Empire, et l'Angleterre s'attela à sa conquête.

Qu'on n'accuse donc pas Ismaïl, d'avoir en vendant, contraint et forcé, ses actions de Suez, par là même donné des « droits » à quiconque.

Aucun pays au monde n'oserait prétendre à s'approprier les régions où une partie — infime en l'occurrence — de ses capitaux, est engagé. Rotschild et Disraëli — quelle paire ! — pouvaient acheter le droit de prendre part à la gérance commerciale du Canal. Il ne leur donnait nullement celui d'établir sur ses berges leur prédominance politique.

Sans le Canal, peut-être l'Égypte aurait-elle pu continuer et mener à bien l'œuvre commencée par Mohamed Ali et Ismaïl pacha ; elle aurait peut-être eu le temps de se renforcer, d'activer sa préparation, de fermer ses frontières, de continuer à tenir sur les rives de la Méditerranée le rôle de premier plan qui avait été sien, au cours des cinquante premières années du XIX^e siècle.

Mais l'attaque britannique, déclenchée en vue de s'approprier le Canal, est venue trop tôt ; elle a trouvé un pays sans défense, sans cohésion, elle l'a asservi, domestiqué, a pesé de tout son poids sur lui pour étouffer en lui toute étincelle de vie, tout souffle de renaissance.

En 50 ans de domination anglaise, l'Égypte a reculé d'un siècle.

Ceux qui ont trouvé l'Égypte, telle que d'autres l'ont faite, constatent des « progrès » certains, depuis telle ou telle autre date... Merci bien. Si c'est progresser que de gravir lentement l'échelle que l'on a descendue à toutes jambes...

Tant que le Canal sera en Égypte (et le moyen d'en finir ?) il n'y aura pas de véritable indépendance à espérer.

Que faire pour en sortir ? boucher le canal ? facile à dire. Non. Lui rendre son statut international, en garantir la neutralité, se renforcer pour pouvoir le cas échéant la faire respecter, se passer de l'Angleterre, en faisant appel à tous les signataires des accords de 1888.

II. — Le Statut du Canal, les accords de 1888,

le Traité de 1936

1) Les accords de 1888 (1)

Ils comportent dix sept articles. L'article premier déclare le canal toujours libre et ouvert aussi bien en temps de paix que de guerre, à tout navire de commerce ou de guerre sans distinction de pavillon. Le blocus du Canal y est donc formellement condamné.

Les articles 2 et 3 reconnaissent que le Canal d'eau douce est indispensable au Canal maritime (art. 2) et renferment la volonté des signataires de respecter le matériel, les établissements, constructions et travaux des deux canaux (art. 3).

L'article 1 prohibe tout acte ayant pour but d'entraver la libre navigation dans le Canal, les ports d'accès et dans un rayon de trois milles marins de ces ports « alors même que l'Empire Ottoman serait l'une des Puissances belligérantes ». En cas de guerre, tout navire, même belligérant, pourra se ravitailler dans cette zone et même séjourner 24 heures durant à Port-Saïd.

La convention interdit — sauf accident — le débarquement des troupes, munitions et matériel sur les berges du Canal et dans ses ports d'accès (art. 5) et soumet les « prises » au même régime que les navires belligérants (art. 6).

L'article 7, prohibe le mouillage des navires de guerre, mais permet aux Puissances, non-belligérantes, de maintenir deux navires chacune dans les eaux de Port-Saïd et de Suez.

« En toute circonstance qui menacerait la sécurité ou « le libre passage »... les agents des Puissances, réunis sur l'invitation de trois d'entre eux, doivent en aviser le Khédive

(1) Nous avons eu ici recours à l'ouvrage déjà cité de MM. Louis Le Fur et G. Chklaver page 156 à 160.

(art. 8 alinéa 1) mais « en tout état de cause » ils tiendront cinq réunions par an pour « constater » la bonne exécution de la convention. Réunis sous la présidence d'un Commissaire Ottoman ou d'un représentant du Khédive, les délégués « réclameront notamment la suppression de tout ouvrage ou la dispersion de tout rassemblement qui sur l'une ou l'autre rive du Canal, pourrait avoir pour but ou pour effet, de porter atteinte à la liberté et à l'entière sécurité de la navigation ».

Mais comment sanctionner cette exécution ? la charge en est dévolue au Gouvernement Egyptien, qui en cas de besoin doit faire appel à la Porte, donner avis aux autres signataires, se concerter avec eux (art. 9) et prendre toutes les mesures nécessaires, même celles prohibées par les articles 4, 5, 7 et 8. D'ailleurs, l'article 10 donne au Gouvernement Impérial Ottoman et au Khédive, dans les limites des firmans concédés, la faculté de prendre les mesures qui seraient nécessaires pour « assurer par leurs propres forces, la défense de l'Égypte et le maintien de l'ordre public », après en avoir donné avis aux signataires. Cette exception aux articles 4, 5, 7 et 8 est étendue aux nécessités de la défense des possessions Ottomanes situées sur la côte Orientale de la Mer Rouge.

L'article 11 se hâte d'ajouter que toutes ces mesures « ne devront pas faire obstacle au libre passage du Canal » et maintient, même pour les cas exceptionnels que nous avons cités, l'interdiction d'élever des fortifications permanentes.

Aucune Puissance ne cherchera des avantages territoriaux, dans les arrangements qui pourraient intervenir, les droits de la Turquie comme « Puissance Territoriale » étant réservés (art. 12) et aucune atteinte n'étant portée aux droits souverains de cette Puissance ou à ceux du Khédive.

Ces obligations prises par les Puissances, ne sont pas limitées par la durée de l'acte de concession (art. 14) et aucune des stipulations y contenues ne devra faire obstacle aux mesures sanitaires (art. 15).

Enfin, le traité sera porté aux Puissances qui ne l'ont pas signé (art. 16) et sera ratifié dans un mois (art. 17).

Cette convention, faite à Constantinople le 29 Octobre 1888, était signée par les délégués de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Espagne, de l'Angleterre, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie et de la Turquie.

2) Le traité de 1936 et l'alliance militaire anglo-égyptienne

Les articles de ce traité qui intéressent le chapitre présent sont les dix premiers articles et leurs annexes ainsi qu'une partie de l'article 16.

Nous avons, à dessein, intimement mêlé l'étude des clauses relatives à l'Alliance Militaire, à celle des clauses se rapportant plus précisément à la présence de troupes anglaises dans la zone du Canal, à leur établissement et au système de voies militaires qui doit leur rendre immédiatement accessibles les points les plus reculés de l'Egypte.

C'est, en effet, à un même souci que ces deux ordres de questions répondent : assurer, par l'Alliance et les facilités mises à la disposition des troupes anglaises, l'indépendance de l'Egypte, et partant, la sécurité des communications impériales.

L'article premier du traité donne à l'Egypte la satisfaction de *razer la première des réserves anglaises, par l'abolition pure et simple de l'occupation Britannique*. Mais nous allons immédiatement nous rendre compte que cette abolition est *de jure* et non *de facto*. En effet, les troupes anglaises, si elles *n'occupent* plus le territoire Egyptien, n'en demeureront pas moins *présentes* sur ce territoire.

Il suffit pourtant aux yeux du juriste qu'un document de l'importance de ce traité de liquidation et d'alliance, ait affirmé, *in limine litis*, que cette présence ne constitue plus une occupation, pour qu'aucune objection ne soit plus possible.

Mais alors, pourquoi demander aux troupes anglaises d'évacuer le Caire et Alexandrie ? Pourquoi chercher à les parquer sur les rives du Canal au lieu-dit « Geneffa » ? Pourquoi avoir lutté pied à pied en 1931, puis en 1936 pour limiter dans la mesure d'un possible restreint, les zones dans lesquelles ces troupes pouvaient manœuvrer ?

Pour effacer cette honte nationale constituée par l'étalement de la force Anglaise dans les rues des deux principales villes du Royaume — nous est-il répondu par les commentateurs officiels du traité.

Il faudrait quand même s'entendre. Si nous sommes dans le domaine du *droit pur*, si l'article 1 suffit à mettre fin à l'occupation et l'article 8 à neutraliser la simple « présence » des troupes anglaises, alors ne craignons pas d'admettre que la présence de ces troupes à Alexandrie et au Caire est aussi « indifférente » que leur future présence à Geneffa.

Geneffa fait aussi bien partie du territoire Egyptien que la citadelle du Caire, elle-même. Le territoire est dans ses coins et recoins juridiquement le même. Que les Anglais soient à Geneffa ou au Caire, c'est juridiquement équivalent.

Donc ce transfert est hypocrite, inutile juridiquement, en fait, générateur d'énormes frais matériels — sans avantages appréciables en regard — et même dangereux en ce qu'il va permettre la formation d'une ville forte anglaise, d'une colonie anglaise, puissante et bien outillée, au cœur de la Patrie Egyptienne.

Qui veut dire de quel poids sera pour l'avenir de l'Egypte la présence de ce nouveau Gibraltar sur les rives du Canal ? Espère-t-on vraiment que l'Angleterre consentira un jour à l'évacuer ? L'Angleterre a-t-elle rendu Malte aux Chevaliers ? Chypre à la Grèce ? Gibraltar à l'Espagne ?

Mais allons plus loin. Pourquoi l'Angleterre maintiendrait-elle des troupes en Egypte ? Leur présence à pied d'œuvre était concevable, quand en sus de la défense des communications impériales, elle devait assurer celle de la vie et des intérêts des étrangers — au vœu de la déclaration de 1922.

Mais aujourd'hui que cet intérêt a disparu (art. 12) pourquoi les Anglais seraient-ils matériellement présents — et en si grand nombre ? (Dix mille soldats, plus autant de fonctionnaires civils, dont la présence à Geneffa constituera l'Intelligence-Service de l'Orient Proche et Extrême).

Les moyens de transports modernes (la redoutable

« fleet », les avions de la Royal Air Force, etc... etc...) la proximité de la Palestine et de la Transjordanie anglaises, tout concourt à tranquilliser les Anglais : en cas de danger 24 heures ne se passeraient pas que les troupes amenées de Chypre, de Palestine, de Malte, de partout, seraient en position de combat.

Alors, que signifie cette « présence » insolite ? Relisons l'article 8 :

« Vu que le canal de Suez, partie intégrante de l'Egypte, « est une voie mondiale de communication en même temps « qu'un moyen essentiel de communication entre les diffé- « rentes parties de l'Empire Britannique... »

L'Angleterre ne peut donc laisser au hasard d'une improvisation, même minutieusement calculée à l'avance, la défense de ce « moyen essentiel de communication » entre les divers fleurons de sa couronne impériale.

Contre cette volonté, l'Egypte ne pouvait que s'incliner. Il y aurait, certes, eu un grand geste à faire : réclamer — ainsi que l'aurait fait Moustapha Kamel — l'évacuation avant les négociations ; conditionner l'alliance par l'évacuation préalable. Mais ce geste, l'Egypte ne pouvait pas le faire. Au moment où elle traitait, l'état de guerre n'était pas loin d'être déclaré. La menace Italienne s'appesantissait. On n'osait même plus demander aux Anglais de partir.

Juridiquement, que les Anglais soient au Caire où à Genève, aucune conséquence ne saurait en découler, les articles 1 et 8 le disent formellement. En fait, on les préfère à Genève pour des raisons d'amour propre un peu puériles, qui reviendront très cher (1) et pourront tourner contre l'Egypte.

En fait aussi, on n'ose pas trop discuter la légitimité ou l'utilité de cette présence, le voisin Italien semblant animé de sentiments peu amènes envers un pays encore dans l'enfance, au point de vue guerrier.

Et voilà pourquoi, l'article 8 se concilie à l'article 1. Voilà pourquoi aussi les deux thèses, l'anglaise et l'égyptienne, ont pu s'accorder. Voilà pourquoi enfin, le Haut-Commissaire

(1) Dans la plus restreinte des estimations, les casernes coûteraient DOUZE MILLIONS de Livres.

n'est plus que l'Ambassadeur (art. 2), pourquoi l'Angleterre appuiera la candidature de l'Égypte à la S. D. N. (1) (art. 3), pourquoi il fut établi entre les deux pays cette « alliance en vue de consolider leur amitié, leur cordiale entente et leurs bonnes relations » (art. 4).

S'engageant à n'adopter jamais, à l'égard des pays étrangers, une attitude incompatible avec l'Alliance (art. 5) les deux alliées se consulteront au cas où un conflit avec un autre Etat amènerait une situation grave (art. 6) et si, notwithstanding cette consultation, la guerre venait à éclater, l'aide de l'alliée à son alliée serait automatique (art. 7).

Quant à l'Égypte, son aide consisterait « en cas de guerre, de menace imminente de guerre ou de *nécessité urgente internationale* » à fournir à l'Angleterre, sur son territoire, « toutes facilités et assistances en son pouvoir ».

C'est sans préjudice de cette disposition, donnant toute latitude et toutes facilités à l'Angleterre pour armer en Égypte, que le maintien d'une force de dix mille hommes et de quatre cents pilotes est prévu au fameux article 8, dont les dispositions techniques ne seront pas commentées par nous (2).

Les casernes, pourvues du dernier confort, les routes Ismaïlia — Alexandrie, Ismaïlia — Caire, Port-Saïd — Ismaïlia — Suez, etc... les lignes de chemins de fer, les aérodromes mis à la disposition des troupes anglaises pour vingt ans, pourront un jour faire retour à l'Égypte, mais les dispositions des articles 4, 5, 6 et 7 devront être obligatoirement prévues dans « toute révision du présent traité » pour qu'aucune fin ne soit mise à la « continuation de l'alliance » (art. 16).

Sous quel angle faut-il voir ces clauses du traité ? Assurée de l'aide de l'Angleterre, que ses intérêts évidents obligent à une politique de défense, l'Égypte n'en a pas moins

(1) L'Égypte a été admise à la S. D. N. au lendemain de la Conférence de Montreux.

(2) Ces dispositions techniques contenues dans l'annexe à l'art. 8 peuvent être consultées dans le Texte Officiel du « traité d'alliance entre S. M. le Roi d'Égypte et S. M. dans le Royaume Uni », Le Caire Imp. Nat. 1936. Disons tout de suite qu'elles ont été, depuis, modifiées, par un accord, négocié par Mohamad Mahmoud pacha, et signé en septembre 1938.

été entraînée par cette alliance et pour longtemps, dans la querelle des grandes nations.

Une guerre « pour les Tchèques », une guerre que des Etats situés à des milliers de kilomètres de l'Egypte se seraient livrée pour s'empêcher minutieusement d'augmenter leurs forces en présence aurait lancé sur l'Egypte les escadrilles Italiennes, sans que l'Egypte, première victime de la guerre, n'ait à en attendre le moindre avantage -- sinon de satisfaire à l'humanitarisme le plus élevé...

Mais l'Angleterre n'aurait pas plus tôt évacué l'Egypte, qu'une autre Puissance s'y serait déjà installée, nous dit-on, non sans pertinence.

Aussi, la solution que nous envisageons est-elle moins simpliste que celle de l'évacuation immédiate et à tout prix.

Le Nationalisme n'est pas nécessairement une Politique de « coûte que coûte » et de suicide héroïque. Courir à un asservissement certain, uniquement pour se débarrasser de la présence des troupes Anglaises, c'est se fourvoyer dans un dangereux enlèvement. Les Anglais, responsables de l'état de faiblesse dans lequel l'Egypte est demeurée, ne peuvent pas s'attendre à ce que les Egyptiens leur permettent de les abandonner quand ils le voudront.

L'Angleterre doit rester en Egypte, tant que l'Egypte ne pourra ni se défendre par ses seules forces. Quand l'Egypte aura l'armée de sa situation géographique, l'esprit et la lettre du traité interdisant à l'Angleterre de maintenir ses troupes plus avant -- et l'Egypte déliera du même coup l'Angleterre de son *obligation* de la protéger.

A ce moment, l'Egypte devrait au plus vite proclamer sa neutralité absolue et effective -- neutralité que son armée lui permettrait de faire respecter le cas échéant. Sa force suffirait à enlever aux agresseurs éventuels l'envie de l'attaquer, et l'intérêt même d'une attaque serait grandement diminué si le canal retrouvait, pour tous, l'entière liberté de la navigation.

L'erreur a été d'assigner à l'occupation anglaise une limite précise dans le temps : puisque l'idée maîtresse était

que la capacité de l'armée Egyptienne doit conditionner l'évacuation définitive et absolue, il fallait laisser à l'Egypte la faculté de hâter cette échéance en poursuivant une politique d'armement intensif.

Nous n'avons pu nous empêcher d'être intransigeants sur la question soudanaise, ainsi qu'on le verra par la suite. Ici, nous devons, tout en dénonçant le danger, nous incliner devant les nécessités urgentes qui ont dicté à la Délégation Egyptienne sa conduite.

C'est par la faute de l'Angleterre que l'Egypte est demeurée faible à ce jour. Aujourd'hui cette faiblesse lui crée l'obligation de s'accrocher désespérément à la présence des troupes anglaises. « Diviser pour régner » peut aussi s'écrire : « affaiblir pour tenir ».

C'est en nous abritant derrière la régularité juridique de la situation créée par le traité et affirmée dans ses articles 1 et 8, que nous tirons la conclusion de ce chapitre :

Cinquante-quatre ans après le débarquement des Anglais à Alexandrie, l'occupation de l'Egypte par les troupes de Sa Majesté a pris fin. Libre désormais de son territoire, l'Egypte a généreusement accepté que son alliée et amie Britannique maintienne, sans arrière pensée, un certain nombre de soldats sur les terres de son obéissance, afin de mieux lutter contre un ennemi éventuel et commun.

CHAPITRE III

RESOLUTION DU TROISIEME POINT RESERVE EN 1922

(Les Capitulations et la Conférence de Montreux)

I. — Historique des Capitulations

Les Capitulations, ce régime privilégié et exceptionnel auquel étaient soumis les Européens résidant sur les territoires de l'Empire Ottoman, est loin d'être, comme on l'a trop souvent écrit au moment de la Conférence de Montreux, un régime d'essence Ottomane, créé pour les besoins des étrangers établis en terre d'Islam, uniquement nécessité par les besoins particuliers à cet établissement.

De tout temps, les commerçants ont précédé les ambassadeurs et les soldats. Le commerce ne s'est jamais laissé décourager par la longueur des voyages, l'éloignement de l'établissement et ses aléas.

Débarquant en étrangers, donc en intrus, sur des territoires encore inconnus, soucieux de protéger leurs personnes et leurs biens, les marchands se hâtaient de gagner les bonnes grâces des autorités locales, de traiter avec elles par l'entremise de délégués élus, d'obtenir certains avantages, au nombre desquels, le plus important, l'avantage essentiel, celui de résider en commun dans un quartier donné, ordinairement ceint de murs, où leurs vies et leurs marchandises étaient à l'abri de la malveillance des habitants du pays.

La plus haute antiquité a connu ce genre d'établissement. Les Phéniciens, innovateurs comme toujours en matière commerciale, avaient leurs quartiers dans les principales villes Egyptiennes, quartiers dans lesquels non seulement ils se livraient à leur commerce florissant, mais où ils élevaient les temples de leurs dieux, distincts des dieux indigènes, et où leurs assemblées jugeaient les délits qui avaient pu s'y commettre.

Les Grecs obtinrent par la suite (en l'an 500 av. J. C.) les mêmes privilèges.

Pour favoriser les échanges avec les étrangers, les souverains du pays consentaient évidemment quelques sacrifices. Ils admettaient ces négociants à vivre sous l'empire de leurs propres lois, les faisant ainsi échapper à celui des lois du pays, que les négociants ignoraient et craignaient.

Au nombre de ces institutions, dues au désir des nations de permettre l'échange commercial à leurs citoyens, il semble que l'on doive classer le *jus gentium* des romains qui, comprenant tout ce qu'avait d'impossible à subir leur rigide *jus civile* pour des non romains, firent à ces derniers la concession d'un droit plus vaste, moins buté, moins formaliste, qui pour ces différentes et mêmes raisons supplanta finalement le droit quiritaire et devint la loi commune des négociants étrangers et des citoyens romains (1).

Les législations nationales étaient alors si différentes, les unes des autres, dans un monde où les dieux, eux-mêmes, étaient des dieux strictement nationaux, que l'on n'aurait pu s'en tenir au principe de la souveraineté nationale régissant nécessairement son territoire, sans enfermer dans une autarcie étroite la vie économique des nations.

Ces concessions étaient donc nécessaires. Elles furent consenties avec bonne grâce par des souverains puissants, à qui elles n'auraient pas pu être imposées.

Byzance, accorda ainsi à certaines villes d'Italie et du midi de la France, des Capitulations en vertu desquelles les Génois par exemple, purent librement commercer et vivre sur ses territoires, comme s'ils n'avaient jamais quitté leur bonne ville de Gênes.

Au IX^e siècle à Canton, les marchands arabes avaient obtenu un traité de Capitulation des autorités chinoises (2).

Dès les plus lointaines heures de l'histoire existait donc un régime de faveur pour les étrangers résidant temporairement ou en permanence sur les territoires d'autres nations que la leur.

(1) G. Pélissié du Rausas. « *Le Régime des Capitulations dans l'Empire Ottoman* » Paris 1902.

(2) Henri Lamba « *De l'évolution de la condition juridique des étrangers en Egypte* » Paris 1896.

Mais, avec les Croisades et l'extension démesurée du commerce méditerranéen, le système alors réservé à quelques villes, à quelques nations, prit une ampleur nouvelle.

L'institution des « consuls », délégués librement élus par ces communautés de marchands, qui avait pris son essor dès le premier essor du commerce au moyen-âge, devait rapidement devenir une des bases les plus solides des rapports de l'Orient avec l'Occident.

Les historiens font remonter à Charlemagne les premières tentatives des gouvernements de veiller, par eux-mêmes, sur les commerçants de leurs nations. Et de fait, le grand Empereur obtint de Haroun-el-Rachid de nombreuses « facilités » en faveur des marchands francs, établis ou de passage sur les territoires du Calife.

Les royaumes francs d'Orient confirmèrent cet état de choses qui leur était antérieur. Amaury I^{er}, roi de Jérusalem, devait, par ses « Assises de Jérusalem », réglementer les rapports des marchands de différentes nationalités entre eux. Dès 1251, Saint-Louis obtenait des califes successeurs des Croisés que des « consuls » français s'établissent à Tripoli de Syrie et à Alexandrie. Son fils, Philippe le Hardi, fit confirmer ces privilèges.

Ainsi, loin de nuire au développement du commerce entre l'Orient et l'Occident, les Croisades le servirent grandement, et il était de coutume pour les « nefes » marseillaises ou génoises, après avoir débarqué leur contingent d'hommes d'armes en Palestine, de venir commercer et traiter avec les « Soudans » d'Egypte.

Le commerce primait les querelles de religion. La haine religieuse ne faisait pas oublier l'impérieux besoin de se fournir en épices et en produits exotiques. Elle n'empêchait pas les « Sarrazins » d'apprécier les toiles et les objets manufacturés que les « Francs » échangeaient contre leurs produits. A traiter ainsi, on oubliait la guerre sanglante qui se livrait à quelques pas.

En 1290, El-Malek El Mansour, « soudan » d'Egypte, accorda au consul de Gênes à Alexandrie, le droit de connaître

les contestations qui pourraient s'élever entre « Sarrazins » et Gênois, ou entre ces derniers et tous les autres chrétiens.

Au siècle suivant, le même privilège fut reconnu aux Chevaliers de Rhodes, puis aux « Français et Catalans ». Ces privilèges furent d'ailleurs confirmés à maintes reprises, par Sélim I^{er}, conquérant de l'Égypte et par son fils Soliman II « le Magnifique » à Jehan Bénoist « consul des Cathelans et François » (sic) en 1528.

Mais ces privilèges reconnus à Gênes, Venise, Rhodes, Amalfi, Ancône, aux Français et aux Catalans, n'étaient pas encore des traités. C'étaient des trêves comportant des concessions purement gracieuses, des « Paix » que les souverains musulmans accordaient à titre essentiellement révoicable.

« Il était réservé à la France d'entrer la première dans la voie officielle et de donner à ce genre de traités le caractère conforme au droit public qu'il n'a pas cessé d'avoir depuis » (1).

Pendant que l'Orient connaissait cette vague de prospérité, due aux échanges de plus en plus nombreux avec l'Europe, les deux plus puissants princes de la Chrétienté, François I^{er} de France et Charles-Quint d'Espagne, se livraient une guerre sans merci.

Vaincu à Pavie, prisonnier de son implacable adversaire, François I^{er} du fond de sa prison dépêcha un nommé Frangipan ou Frangipani, vers Soliman II le Magnifique, pour lui demander aide et assistance.

François I^{er} n'avait jamais pensé que les croyances religieuses fussent un obstacle à des alliances politiques. Mais Soliman le prit de très haut, soit qu'il n'ait pas compris le but de François I^{er}, soit qu'il n'ait pas exactement apprécié la puissance de ce modeste « roi » de France (2).

(1) Ancien Diplomate. Le Régime des Capitulations. Paris 1898, page 55.

(2) Le Sultan de Turquie se donnait ordinairement les titres suivants, que nous transcrivons pour leur originalité : « moy, qui suis par les infinies grâces du Juste, Grand et Omnipotent Créateur, et par l'abondance du plus grand de ses prophètes, Empereur des Empereurs, donateur des couronnes aux plus grands princes de la terre, serviteur des deux très sacrées et très augustes villes belles entre toutes celles du monde, assavoir : la Mecque et Médine, Protecteur de la Sainte Thière ».

A peine libéré de sa captivité espagnole François I^{er}, à qui Charles-Quint avait fait promettre de le « suivre » en sa Croisade contre les Turcs, se hâta au contraire de déléguer auprès de Soliman, un sieur Jean de la Forêt « avec mission de traiter au nom de l'Empereur » de France, pour obtenir du Sultan le prêt d'un million d'or et « l'envoi d'une flotte ottomane dans les eaux napolitaines ». Le traité de commerce avec les privilèges y afférents ne constituait pas le but initial des négociations qui aboutirent à la Capitulation de 1535. Néanmoins François-I^{er} avait tenu à associer le Pape et les rois d'Angleterre et d'Ecosse dans le traitement de faveur qu'il s'était ainsi réservé. *Les négociants de l'Europe entière naviguèrent désormais en eaux turques sous le couvert de la bannière de France.*

En 1569, Charles IX renouvela le pacte, en l'étendant quelque peu, avec Sélim II.

A son tour Henri III signa, en juillet 1581, une nouvelle Capitulation — la troisième — avec Mourad III fils de Sélim II.

La quatrième Capitulation fut négociée par Henri IV, et en Février 1597 Méhémet III y souscrivait. Cette dernière Capitulation exonérait Vénitiens et Anglais de naviguer sous la bannière de France, mais Génois, Ragusois, Ancônitaîns, Florentins et « généralement tous les autres », y étaient encore soumis. Henri IV, mécontent de cette exception, essaya

« rousalem, Seigneur de la plus grande partie de l'Europe, Azie et Affrique, « de la Grèce de l'Anatolie et Caramanie, de l'héritage et succession de « Imadie et Van, des pais d'Arabye, Curdistan de la Georgianie, Damir « Cappi et Tiflitz, d'une partye des pais de Silvan, Qrym et Destyciptsac « nouvellement conquis avec nostre foudroyante espée, fichée aux cœurs « de toutes les parties susdites, de Chypre, des pais de Zoulcadrie, « Arzelon (Erzeroum), Cézéul (Chéhirzor), Chiam (Syrie) et Damas, « Bagdad, Caffa (Kouffa), Basra, (Bassorah), Gazan Sanha, Missir (Egypte) « Caire, Iemen, Abyssinie et Aden, des pays de Thunes (Tunis) la Gou- « lette et Tripoly, Souverain Monarque des mers blanche et noire et de « tant d'autres pais, isles, destroictz, passages, peuples, générations et « familles et de tant de centenaires, de milliers victorieux à l'espée, « possesseur des champs nommés Papa, Pelute et Visprian et Javarin et « des inexpugnables forteresses de Egre prins par l'assistance de ma « personne Impériale et de tant d'autres pais qui reposent sous l'obéis- « sance et justice de moy qui suis Sultan Méhemet, prince de filz de l'Em- « pereur Sélim, filz de l'Empereur Soliman, filz de l'Empereur Selim, filz « de l'Empereur Bayazet, filz de l'Empereur Mehemet, filz de l'Empereur « Amourat, par la grâce de Dieu, durant leurs vyes recours des grandz « Princes du monde et refuge des honorables Empereurs de la Terre ». « Capitulations de 1597 ».

par un cinquième traité de faire revenir la Porte sur la première décision.

Le 20 Mai 1604, cette cinquième Capitulation fut signée entre le Béarnais et Ahmed I^{er}.

De cette Capitulation date le protectorat « catholique » de la France dans les Echelles du Levant. Les articles 4 et 5 de cette Capitulation mettaient sous sa protection les pèlerins se rendant en Terre Sainte et les religieux préposés à la garde des Lieux Saints.

En 1614, 1635 et 1640, Louis XIII signa des traités de Capitulations avec les sultans Ahmad I^{er}, Mourad et Ibrahim.

En 1649, Louis XIV signait à son tour une Capitulation et le 5 Juin 1673, Louis XIV et Méhémet IV renouvelaient le pacte, étendant la protection catholique à tous les évêques et religieux de l'Orient, déchargeant les églises du tribut qui leur avait été imposé.

Cette dixième Capitulation permit à Colbert de donner au commerce méditerranéen, monopolisé par la Chambre de Commerce de Marseille, un essor sans précédent. Il poussa les capitaux vers cette voie, encourageant les armateurs et donnant à ses consuls les ordres les plus précis.

La onzième Capitulation française et la plus importante, fut l'œuvre du grand serviteur de la Monarchie, le Marquis de Villeneuve, ambassadeur de Louis XV. Elle fut conclue en 1740. Elle étendait les privilèges et les confirmait pour « toujours », contrairement à l'habitude des sultans de confirmer « pour le règne ».

Cette Capitulation fondamentale ouvrait le commerce de la Mer Noire et celui du Danube aux négociants français. Elle interdisait aux agents turcs de violer les domiciles des Français qui jouissaient ainsi d'une espèce d'exterritorialité.

Un édit du Roi, vint peu après régler le pouvoir de police des Consuls. Nous aurons l'occasion d'y revenir. En 1781, pour la dernière fois, la Monarchie Française renouvela tous les privilèges qu'elle avait arrachés, tantôt par la persuasion

et tantôt par la force, en faveur d'un commerce de plus en plus florissant.

Brusquement, à la Révolution, tout s'écroula. Tout commerce cessa. Marseille jugée « tiède » fut ruinée, sa Chambre de commerce « Etat dans l'Etat » supprimée, le négoce privé de moyens et de protection. L'œuvre des rois de France, en Méditerranée comme en beaucoup de matières fut détruite. Sur ces ruines et sur la ruine de Marseille et de ses négociants, la Révolution jeta les bases de la lutte « à outrance » (toute théorique et oratoire d'ailleurs) contre le « despotisme » (hélas, réel) du Sultan.

Bonaparte, retour d'Egypte, chercha à reprendre la voie royale. Le 6 messidor An X (25 Juin 1802) il traita avec le représentant de Mahmoud II. Mais prompt à agir et moins persévérant dans l'action, Bonaparte devenu Napoléon laissa le traité de messidor lettre morte.

Le 25 Novembre 1839, Louis-Philippe signait avec la Porte un traité de commerce, inspiré par les anciennes Capitulations, et qui en forme un corollaire très intéressant.

En 1861, Napoléon III, négocia et signa un traité de commerce, confirmant les privilèges antérieurs, maintenant les conquêtes du passé, et stipulant pour l'avenir le **traitement** de la Nation la plus favorisée.

Nous avons ainsi relaté l'histoire des Capitulations françaises, les plus importantes des Capitulations accordées par l'Empire Ottoman, ou subies par lui.

Les autres Puissances occidentales obtinrent des traités de Capitulations dans l'ordre suivant : L'Angleterre en 1579, la Hollande en 1598, la Hongrie en 1615, la Russie en 1700, la Suède en 1737, Naples en 1740, le Danemark en 1756, la Prusse en 1761, l'Espagne en 1782, les Etats-Unis d'Amérique en 1830, la Belgique en 1838, la Confédération Germanique en 1840, le Portugal en 1843, la Grèce en 1854 (1).

Nous savons maintenant comment le réseau des privilèges s'est étendu sur l'Empire Ottoman. Il nous semble

(1) Henri Lamba *Op. cit.*

qu'il est utile d'y revenir, pour en dégager le sens véritable et pour suivre l'évolution par laquelle les antiques « paix » sont devenues l'intolérable régime de privilèges exorbitants, à l'abri duquel les aventuriers du XIX^e siècle allaient pouvoir mettre à sac l'Égypte.

On a donné le nom de Capitulations, aux traités de faveur consentis par la Porte à l'époque de sa toute puissance et dans la plénitude de sa souveraineté, aux sujets des Puissances chrétiennes qui résidaient temporairement ou d'une manière permanente sur les territoires soumis à sa domination (1).

Ces traités ont créé une exception flagrante (2) aux principes du droit public, en garantissant aux Européens, le droit d'être soustraits à l'activité des autorités locales, et de relever de leurs autorités nationales représentées par les Agents diplomatiques ou consulaires.

Le terme de Capitulation a trop souvent laissé croire que l'Empire Ottoman avait « capitulé » en les acceptant. Or, il n'en a jamais — sauf aux dernières époques de cet Empire, quand il devint un cadavre de nations — rien été.

François I^{er}, vaincu à Pavie, pouvait-il imposer quoi que ce soit à Soliman II le Magnifique, souverain maître de la « plus grande partie d'Europe, Asie, Afrique » ? *Venise, Gênes, Amalfi, Ancône, Marseille, pouvaient-elles vraiment dicter leurs volontés à Sélim II ou à n'importe lequel des terribles Ottomans de la première période ?* Nous ne le croyons pas et c'est tellement évident qu'il est superflu de s'étendre sur ce sujet.

Les Capitulations (probablement appelées ainsi du latin « capita » articles, parce que rédigées en articles) avaient une autre cause, répondaient à d'autres besoins. La différence radicale de mœurs, de coutumes, de religion qui existent

(1) Ancien Diplomate *Op. cit.*

(2) Exception d'autant plus flagrante, qu'elle n'entraînait aucune réciprocité en faveur des Ottomans, que le « libéralisme » des occidentaux n'eut pas toléré en terre Franque. Certains auteurs prétendent que les Musulmans ne désiraient nullement voyager pour entrer en rapport avec les chrétiens, leur commerce leur étant interdit par le Coran. Alors, comment expliquer que ce même commerce s'étendait chaque jour davantage, en « Barbarie » ?

entre l'Orient et l'Occident étaient à ces lointaines époques un insurmontable obstacle à tous rapports entre les deux parties du Monde alors connu.

La loi civile étant aussi immuable que le Coran, lui-même, il fallut trouver un compromis qui permit de passer outre à ces différences, de surmonter cet obstacle. Ce compromis, le *jus gentium* du droit Romain, les franchises de Byzance et les assises de Jérusalem l'avaient réalisé. Les Sultans n'ont fait que confirmer un état de choses antérieur.

« La loi musulmane c'est le *jus quiritum*, c'est le droit exclusif, le privilège des Musulmans et c'est le *jus gentium* qui régit l'étranger. En d'autres termes et pour nous résumer, nous dirons : l'étranger... reste soumis à sa loi personnelle parce que le droit de l'Empire Ottoman étant un droit religieux ne peut pas lui être appliqué. Les Capitulations nous apparaissent ainsi comme l'expression positive, dans le domaine des faits internationaux, du système de la personnalité des lois (1) ».

Il ne suffirait, d'ailleurs, pas de rattacher à l'Islamisme, des circonstances qui nécessiterent cette exception aux principes élémentaires du droit public. L'époque était à cette tendance. Sinon, comment expliquer que les Italiens aient eu besoin de Capitulations pour venir s'établir sur les terres d'Amaury, roi très chrétien de Jérusalem la Franque ?

Nous dirons plus justement, que l'on ne concevait pas à l'époque, que l'on pût, même pour commercer et bâtir des fortunes, entrer sous l'empire d'autres lois que la loi nationale. Quant aux Soudans d'Égypte et aux Rois francs, succédèrent les Ottomans, rien ne fut changé à la situation des négociants chrétiens. Les Sultans leur reconnurent les mêmes privilèges qu'antan.

Donc les Capitulations avaient au début un caractère strictement gracieux, s'inspiraient du désir des Sultans d'entrer en rapport avec l'Europe dans les meilleures conditions, mais ne constituaient nullement un droit dont l'Europe pouvait prétendre se prévaloir. Il en fut ainsi, tant que l'Empire Ottoman resta fort et respecté. Quand il cessa de l'être, ce

(1) G. Péliissié Du Rausas *op. cit.* p. 21.

premier caractère disparut. Bien avant qu'il ne disparût, une autre caractéristique des Capitulations s'était perdue.

Les Capitulations n'avaient été dans les débuts que des libéralités essentiellement révocables. A son avènement, chaque Sultan, devait les confirmer, faute de quoi, elles tombaient en désuétude. L'état de guerre était en effet le seul compatible entre les musulmans et les chrétiens d'Occident. Il fallait à chaque règne prolonger la « paix », la trêve.

C'est ainsi que de 1535 à 1740, les Capitulations furent pour la France renouvelées 16 fois (1).

Petit à petit, ce caractère provisoire s'estompa « à mesure » cependant que ces Capitulations se renouvelaient « ainsi, on sent qu'elles changent de plus en plus de caractère ; « et qu'au lieu d'être de simples concessions gracieuses librement consenties, elles deviennent de plus en plus des traités bilatéraux débattus entre les parties contractantes et « mêmes imposés à la Porte par le droit du plus fort » (2).

Pour mieux nous rendre compte de ce phénomène, qui a si étrangement transformé la physionomie des Capitulations, nous allons en examiner les phases dans la Nation Française d'Orient. C'était de loin la plus importante et la plus active, Marseille ayant fait de la Méditerranée un « lac français ». De l'examen de cette nation, nous pourrons nous faire une idée approximative de toutes les autres nations étrangères, « campées » au cœur de l'Islam, vivant de leur vie active et intense de négociants.

Le statut de la nation française en Orient a été fixé, confirmé en partie, élargi pour une autre partie, par la Capitulation de 1740, et par l'édit du Roi qui la suivit.

La Capitulation de 1740 fut avant tout un traité de commerce assurant aux commerçants une liberté absolue dans toute l'étendue de l'Empire Ottoman.

La Nation française qu'elle devait régir était alors uniquement composée de très bons éléments, les meilleurs de la Métropole.

(1) H. Lamba *op. cit.*

(2) Auguste Benoit. « *Etude sur les capitulations entre l'Empire Ottoman et la France et sur la réforme judiciaire en Egypte* ». Paris 1890, page 14.

En effet, pour pouvoir commercer dans le Levant, le négociant devait non seulement être muni de son passeport délivré par le Gouvernement Royal, mais encore obtenir de la Chambre de Commerce de Marseille, qu'elle l'autorise à le faire. Et pour donner son autorisation, la Chambre de Commerce de Marseille exigeait un cautionnement de 40 à 60.000 francs.

Ces précautions, que la France d'avant 1789 prenait pour n'être représentée dans les Echelles que par les meilleurs de ses fils, tombèrent en désuétude à la Révolution. Toute liberté fut accordée à chacun de se rendre là où bon lui plaisait. Mais comme on était en guerre contre une moitié du monde et qu'on avait déclaré la « lutte à outrance » à l'autre moitié, le négociant français était bien empêché de se rendre quelque part.

D'ailleurs, commercer en assignats, n'était pas commercer. A peine débarqués à Marseille, les commerçants obligés de troquer leurs marchandises contre des assignats, y laissaient le plus clair de leurs bénéfices. Bien vite toute activité disparut. En 1835, un décret supprima le cautionnement, pour la forme, personne ne le payant plus.

Ainsi composée d'éléments de choix, la Nation française d'avant 1789 était réglementée par l'Ordonnance du roi, de la façon suivante :

Elle obéissait à trois pouvoirs, le Consul, les Députés, l'Assemblée Générale de la Nation.

Au premier Décembre de chaque année, on élisait les Députés, qui entraient en fonction dès le 1^{er} Janvier suivant. De concert avec le Consul, les Députés veillaient aux intérêts du commerce et de la communauté ; au besoin, ils provoquaient la réunion de l'Assemblée Générale et enfin, ils avertissaient la Chambre de Commerce de Marseille de tout ce qui survenait à la Colonie.

L'Assemblée de la Nation se réunissait sur convocation de l'Ambassadeur à Constantinople, ou du Consul et du vice Consul dans les Echelles. Elle prenait connaissance des ordonnances royales. Elle était consultée sur le bien privé ou

général. Le Consul était chargé d'exécuter toutes les mesures sur lesquelles on s'était mis d'accord.

Le Consul, d'abord librement élu, puis nommé, suivant cette lente évolution que nous avons dite, était chargé dans l'ordonnance du Roi, de la police du quartier où vivait la Nation. Il exécutait les ordonnances et les édits : il assurait la police intérieure de la Colonie. Il jouissait du droit de refouler vers la France les brebis galeuses sans avoir recours à aucune procédure d'extradition, et ce droit a duré jusqu'à la conférence de Montreux. Ce droit était d'ailleurs particulier au Consul de France, les Italiens exigeant d'abord une première « réprimande » et ensuite l'avis favorable du Tribunal consulaire ; les Anglais conditionnant l'expulsion à une décision du Juge supérieur résidant à Constantinople.

La Capitulation de 1740 reconnaissait donc aux Français le droit de vivre en Nation. Elle leur assurait en outre la liberté absolue de religion et du culte. Elle concédait aux religieux catholiques le droit de jouir en paix de leurs églises ou couvents (articles 82 et 83).

Les commerçants ainsi établis en nations, résidant dans un même quartier, n'étaient pas le moins du monde tenus de s'y cloîtrer. Ils avaient, bien au contraire, le droit de circuler à leur guise dans l'immense Empire et d'y arborer — par mesure de précaution — le costume du pays (art. 63).

Enfin, cette Capitulation affirmait le principe de la responsabilité individuelle de chaque Français pour ses actes.

Ce principe avait besoin d'être affirmé. En effet, il était de coutume dans l'Empire de faire payer la communauté pour l'individu. Ainsi en était-il de l'amende « Djérimé » que devaient payer tous les habitants du quartier où un crime avait été commis. Ce système, évidemment rétrograde et injuste, *que les Anglais ont rajeuni en l'adoptant en Palestine*, les Français en furent exonérés. Désormais, chaque Français était responsable de sa seule personne (art. 42) même en cas de faillite (art. 53) ou de dettes impayées (art. 22).

Pour éviter les excès de la soldatesque, le domicile des Français était déclaré inviolable sauf après avis donné au Consul et en présence d'un drogman (interprète) du Consulat.

Ainsi établis, les Français ne relevaient que de leurs tribunaux, pour toutes leurs affaires et tous leurs différents.

La justice Consulaire, avait été, elle aussi, régie par la Capitulation de 1740 (art. 26) : « s'il arrive, disait cet article, « quelques contestations entre les Français, les Ambassadeurs en prendront connaissance et en décideront selon « leurs us et coutumes sans que personne ne puisse s'y opposer ».

L'Edit royal de 1778 avait renchéri, faisant « défense « expresse aux sujets français (dans son art. 2) de traduire « leurs compatriotes devant les juges et d'autres officiers « des Puissances étrangères, à peine de 1.500 livres d'amende.

Le Tribunal consulaire qui devait ainsi régir les rapports des Français se composait du Consul et de deux notables négociants, ayant préalablement prêté serment de juger en toute conscience.

Ratione materiae, la compétence de ce Tribunal s'étendait à toutes les affaires Civiles et Commerciales — auxquelles l'usage ajouta les affaires pénales.

Ratione personae, le Tribunal était habilité à trancher tout différend venant à surgir entre Français ou entre Français et Etrangers quand le Français était lui-même défendeur. En cette matière, la règle *actor sequitur forum rei* régissait les rapports des différents tribunaux consulaires entre eux.

Si le Français était demandeur et le défendeur « Indigène », alors le Français devait aller plaider devant les juridictions indigènes mais assisté de son drogman, garant de la conduite régulière des débats.

Telle était la théorie, jusqu'à une époque très récente. Mais en pratique il en allait différemment.

Les colonies étrangères, que nous avons vu vivre sous les traits de la française, étaient loin d'être les nids de vertu et d'honnêteté, que leur charte leur commandait d'être. Les brebis galeuses, d'abord exceptionnelles, finirent par devenir plus nombreuses que les éléments sains. La coexistence

de 17 tribunaux consulaires créait d'inextricables difficultés, dont seuls profitaient au demeurant, les pires représentants des Nations capitulaires.

Une grande solidarité unissait ces 17 nations quand il fallait faire face à l'ennemi commun : l'Égypte. L'auteur anonyme d'un pamphlet contre De Lesseps résumait très bien cette solidarité quant, reprochant à De Lesseps son attitude jugée « pro-égyptienne », il en disait : « nous pensons aussi « que Monsieur De Lesseps dans sa manière de voir fait « bon marché d'un sentiment pourtant bien connu, qui rapproche les sujets d'un même pays du Consul qui le représente, qui relie les Européens de nationalité quelconque « au point de ne pas arguer de cette nationalité pour se « dire chacun et avant tout : Européen » (1).

L'Empire ne tarda pas à sentir le besoin de secouer le joug, de jour en jour plus insupportable des Capitulations.

« Le règne des Capitulations a constitué pour l'Empire « Ottoman, vis à vis des Puissances Européennes avec lesquelles il est en rapport, une situation exceptionnelle qui « a fini par devenir aussi humiliante pour son amour propre, que gênante pour son administration intérieure » (2).

L'Empire Ottoman pouvait d'autant moins continuer à respecter les Capitulations, qu'à la protection des Chrétiens étrangers, était venu s'ajouter celle des Chrétiens « raïas » ou sujets ottomans. C'est ainsi qu'en 1770 la Russie obtint de protéger tous les sujets orthodoxes de la Porte. La France protégeait déjà les catholiques. La Porte jugea que c'était là beaucoup trop de protecteurs, et qu'il fallait en finir.

Mais comment ? Par la réforme des institutions impériales.

Mahomet II, le conquérant de Constantinople, avait, dès 1454, donné le bon exemple. Il avait, lui même, remis sa Crosse Patriarcale à Gennadius, Patriarche du Phanar, lui reconnaissant droit de juridiction sur ceux de sa croyance : c'est-à-dire les Grecs, les Bulgares, les Serbes, les Syriens-orthodoxes, etc..., etc... Il avait de même remis, à un synode

(1) Anonyme. « *Les capitulations et la réforme judiciaire en Égypte, réponse au journal d'Égypte et à la pétition de Monsieur De Lesseps, en date du 17 Décembre 1869* » Paris 1870.

(2) Ancien Diplomate *op. cit.* page 259.

de trois rabbins, juridiction sur les Juifs de l'Empire. Il avait en somme laissé à chacun ses juges naturels : les membres de son clergé.

Mais l'exemple de Mahomet II fut vite oublié. Ses successeurs avaient trop souvent persécuté non seulement les « raïas » chrétiens ou juifs, mais encore les musulmans non-orthodoxes de l'Empire : druses, chiites, ismaélites, etc... etc..., tous les tenants des sectes que Maurice Barrès a passés en revue dans son « Enquête aux Pays du Levant ».

De là, l'intervention des Français en faveur des catholiques, des Russes en faveur des orthodoxes. Les uns et les autres faisaient ainsi d'une pierre deux coups : ils « *acquerraient du mérite* » et ils trouvaient de nombreuses occasions de s'immiscer dans les affaires de la Turquie. Les chrétiens en profitèrent-ils ? La protection de la France fut certainement utile aux catholiques des rites orientaux d'obédience romaine. Quant aux Russes, les orthodoxes d'Orient n'ont pas fini de chanter les bienfaits qu'ils leur ont valu.

Cet état de choses ne convenait nullement aux Sultans. Ils voulaient bien donner libre cours au fanatisme *propre à la race turque*. Mais ils ne voulaient pas avoir l'Europe à dos, chaque fois que leurs farouches « janissaires » ou leurs non moins farouches « delhis » s'amusaient à massacrer quelques centaines de « raïas ».

Il nous faut ici ouvrir une parenthèse pour aborder la discussion d'un point sur lequel les historiens des Capitulations ont pour la plupart erré. Ce fanatisme dont les Sultans faisaient ainsi preuve et que les historiens attribuent presque toujours à l'essence même de la doctrine coranique, n'est-il pas plutôt d'essence turque, et rien que turque ?

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour prendre parti contre ceux qui en accusaient l'esprit de la religion mahométane, que nous n'y appartenons pas personnellement. C'est donc en toute impartialité que nous affirmons qu'à la base du fanatisme qui causa tant de mal, non seulement aux raïas mais encore à l'Empire lui-même, se trouve le caractère spécial de la race ottomane.

Comment, ces « doux » Turcs, tant vantés par Pierre Loti, peints de si belles couleurs que l'attitude de la Turquie pendant la guerre n'a pu tuer la turcophilie aux cœurs des compatriotes de Pierre Loti, ces pères, frères, maris des « Désenchantées », se peut-il qu'ils aient, été tels que nous affirmons qu'ils furent ?

Rien de plus vrai, rien de plus rigoureusement authentique. Et sans vouloir faire ici le procès des méthodes turques, référons-nous à la longue liste des massacres et des pillages dont furent victimes les « raïas » de l'Empire, grecs ou arméniens, syriens ou coptes.

L'auteur de l'« Etude sur les Capitulations entre l'Empire Ottoman et la France », Auguste Benoit, qui confond tant de fois « Musulmans » et « Turcs », accablant les premiers de reproches que seuls les derniers ont mérités, fait, lui-même, la distinction entre « Arabes » et « Turcs », disant des uns « plus fins » et plus civilisés qu'ils avaient su atténuer la « doctrine de haine » prêchée par le Coran, et des autres qu'ils l'avaient appliquée avec minutie.

Or, si les Arabes s'étaient montrés durant la période où ils assumèrent le Califat, si tolérants et à bien des égards tellement supérieurs aux chrétiens d'Occident, qui en matière de libéralisme en étaient encore à l'extermination de l'« infidèle », *c'est que justement ils avaient compris l'âme du Livre, faite de foi ardente et de tolérance, de ce Livre qui dit de juger les gens selon leurs croyances, et qui fait de chaque livre sacré la source de toute autorité sur le peuple qui y croît.*

C'est en déformant cet esprit, c'est en interprétant à leur manière d'asiates, venus des steppes de la Mongolie, le caractère d'un Coran né chez des peuples beaucoup plus « fins » et plus humains, que les Turcs en sont arrivés à la persécution des disciples de celui que le Coran honore et dit être « El-Nabi Issa » (le prophète Jésus).

Nous fermons cette parenthèse, qui encore une fois n'a d'autres buts que de lutter contre la commune croyance propagée par la plupart des auteurs qui ont abordé l'étude des Capitulations en particulier et celle des rapports de l'Orient avec l'Occident, en général.

Donc, le Sultan ressentait le besoin de mettre plus d'harmonie dans sa loi, de faire régner sur ses terres un peu de cette justice dont il se disait être dans l'étalage de ses titres, le « soleil ».

Le résultat de cette inspiration, fut la promulgation du Hatti-Chérif de Gulhané (3 novembre 1839) par Abdul-Méjid, fils de Mahmoud, le vaincu de Mohamed Ali.

Cet acte impérial, assurait à tous les Ottomans sans distinction de religion :

a) la sécurité totale quant à leur vie, leur honneur, leur fortune.

b) un mode équitable pour la détermination de l'assiette des impôts et pour leur perception.

c) la répartition égale des charges militaires.

En 1856, la Porte revint à la charge. Le 18 Février était promulgué le Hatti-Hamayouni garantissant aux sujets de toutes les confessions et de toutes les races :

a) leurs personnes, leurs biens, leur honneur.

b) le libre exercice de leur religion.

c) leur admission dans l'armée au même titre les uns que les autres.

d) leur égalité devant l'impôt.

e) la réorganisation des Tribunaux Mixtes chargés de juger toutes les affaires commerciales, correctionnelles et criminelles, pendantes entre sujets musulmans et « raïas ».

f) la promulgation des codes.

Mais, pour parvenir à la modification des Capitulations, il fallait plus que cela. La Porte imagina alors de lancer la province la plus tolérante de l'Empire, la seule où les « gouverneurs » sages et généreux assuraient à chacun toutes les libertés individuelles, dans la voie de la Réforme, comptant bien en profiter à son tour en exploitant le succès qui ne manquerait pas de couronner l'action de l'Égypte, comme un précédent.

En attendant, la Porte complétait son œuvre de « codification » des Capitulations, de détermination précise de

leur étendue, par la promulgation le 15 Juillet 1869 d'un décret portant définition des « immunités et formalités douanières touchant les objets et effets arrivant à l'adresse des « consuls généraux, consuls et vice-consuls des Puissances « étrangères » et en même temps elle en promulguait un autre réglementant les « immunités douanières accordées à « tous les couvents et établissements de bienfaisance appartenant aux communautés et ordres religieux indigènes « et étrangers ».

Ces deux décrets codifiaient les coutumes en vertu desquelles consuls généraux, consuls, vice consuls, couvents et communautés religieuses, pouvaient importer de l'Etranger la plupart des produits nécessaires à leur consommation, sans payer de droits de douane. Cette franchise fut trop souvent mise depuis au service d'un esprit de lucre. Les bénéficiaires abusèrent souvent de cette pratique, important sans nécessité, important des produits que l'industrie des pays les plus primaires — et ce n'était pas le cas de l'Egypte, par exemple, ou de la Syrie — pouvaient leur fournir à profusion.

Mais le véritable mouvement réformateur devait naître en Egypte. Les Puissances, se méfiaient du Sultan mais le Khédivé avait mérité leur confiance. La dynastie de Mohamed Ali était en elle-même une garantie.

D'ailleurs, l'Egypte avait été la première à reconnaître les Capitulations et les Sultans n'avaient jamais fait que s'inspirer du système courant en Egypte.

Le régime des Capitulations était alors appliqué en Egypte exactement comme dans toutes les autres provinces de l'Empire, avec pourtant certaine rigueur particulière, due entièrement à l'interprétation abusive faite par la coutume consulaire, des Capitulations.

Tant que les Européens d'Egypte étaient demeurés un petit nombre, les inconvénients du système ne se firent pas sentir. Parqués dans leurs quartiers, à l'abri de leurs murailles, les Européens commerçaient et vivaient sans que les privilèges dont ils jouissaient ne troublent l'organisation de l'Administration réservée aux autres habitants du pays.

Mais, avec Mohamed Ali et ses successeurs, cette « Egypte Européenne » implantée au cœur de l'Égypte musulmane prit une extension numérique telle, que le système du « quartier » fut abandonné et que, de jour en jour plus nombreux, les étrangers se répandirent un peu partout dans les villes et les campagnes, désorganisant ainsi le système consulaire né dans le « fondique », pour les besoins du « fondique ». D'autre part cette extension et cette dispersion, créèrent à la Justice des entraves sans nombre : Alexandrie seul comptait alors dix-sept Tribunaux Consulaires en sus des nombreux tribunaux « musulmans ».

Dès lors, que l'on imagine les abus qui pouvaient en résulter, quand, un Egyptien actionnant un étranger, ce dernier formulait une demande reconventionnelle, ou quand il y avait dans un même procès plusieurs défendeurs, que l'on devait poursuivre chacun devant sa juridiction nationale.

De plus, contrairement à l'esprit et à la lettre des Capitulations, les consuls exigeaient de poursuivre les défendeurs égyptiens devant leurs juridictions alors que la demande aurait dû être portée devant la juridiction égyptienne.

D'autre part, l'appel des décisions consulaires devait être portée devant la cour « métropolitaine » dont relevait le tribunal ayant rendu la sentence.

Enfin, la compétence en matière immobilière était sans cesse retenue par les tribunaux consulaires, au mépris de tout droit.

« Une telle anarchie, résultant de la multiplicité des « tribunaux et de la diversité des lois, portait le plus grand « préjudice aux transactions et paralysait la vie du pays » (1).

[Le système des « réclamations », que nous avons exposé dans notre première partie, était lui-même dû, en partie, à la « répugnance » des étrangers de poursuivre le défendeur « indigène » devant ses juridictions, jugées « asservies » et incertaines.

Et pourtant... C'était là bien mal récompenser l'Égypte de son libéralisme. Nulle part ailleurs en Orient le champ

(1) Ancien Diplomate, *op. cit.* page 372.

ne s'était ouvert avec plus de libéralisme à l'activité des étrangers. Nulle part ailleurs les « colons » n'avaient été accueillis avec autant d'hospitalité ; nulle part ailleurs aussi le commerce florissant n'avait davantage mêlé les différents élément de la population.

Aussi, dès 1867, Nubar pacha tenta-t-il de « réformer » cette *anarchie érigée en système*, qu'était le régime des Capitulations.

Après avoir longuement étudié la situation, l'éminent homme d'état adressa à son Souverain et aux Puissances, un mémoire circonstancié, constatant l'anarchie qui entravait l'action de la justice en Egypte et réclamant la révision de cette « *législation coutumière* ».

Nubar pacha proposait la création de Tribunaux Mixtes, ayant compétence pour trancher toute contestation entre Etrangers de nationalités différentes, et entre Etrangers de n'importe quelle nationalité et Egyptiens.

Ce faisant, Nubar pacha élargissait en matière civile et pénale, la compétence des Tribunaux Mixtes de commerce, qui avaient toujours existé et qui avaient été même régularisés et officiellement organisés en 1839, au lendemain de la promulgation du Hatti-Chérif de Gulhané.

Les Puissances se montrèrent assez réticentes, la France surtout. Elle admit le principe de la création de Tribunaux Mixtes, mais elle fit d'amples réserves, qui en déformaient sensiblement l'esprit.

Ainsi, la France s'opposa à ce que ces Tribunaux, dont on envisageait la création, aient compétence pour connaître les conflits pendants entre étrangers de nationalités différentes. Elle voulait maintenir en cette matière la règle ancienne : *actor sequitur forum rei*. De même la France ne voulut pas admettre la compétence pénale de ces Tribunaux, sauf en matière de contraventions.

En définitive, la France n'admettait les Tribunaux Mixtes que pour régir les rapports des Etrangers et des Egyptiens. Ce qui était parfaitement insuffisant.

Mais, comme les autres Puissances se montraient malgré tout plus conciliantes, Nubar s'entremet et réussit à réunir au Caire en 1869, une Commission Internationale où siègèrent l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, la France, l'Italie et les Etats-Unis d'Amérique.

Au bout de laborieuses négociations, les Puissances purent arriver à un accord, sanctionnant les vues de Nubar pacha.

L'unanimité se fit, pour la création de Tribunaux Mixtes ayant pleine compétence pour trancher tous différends entre Etrangers de nationalités différentes et Etrangers et Egyptiens. Les Puissances insistèrent pour que ces Tribunaux puissent exécuter, par eux-mêmes, leurs décisions, acquérant par là une belle autonomie vis-à-vis du gouvernement égyptien.

En 1870, Nubar se rendit en Europe, pour une de ses historiques « tournées ». A Paris, il constata que malgré la Commission Internationale et ses décisions, la France s'en tenait encore à son premier point de vue. Bien pis, devant l'attitude intransigeante de la France, les Puissances, pour ne pas être les « dindons de la farce », s'étaient ralliées à elle. Tout était à recommencer.

Mais une certaine atténuation rendait l'attitude des Puissances moins catégorique qu'elle n'avait été. Elles admettaient la compétence pénale des Tribunaux Mixtes pour les crimes et délits commis contre les magistrats et officiers de justice « mixtes », dans l'exercice de leurs fonctions.

Une nouvelle Commission « spéciale » se réunit et étudia les cas ainsi laissés à la compétence « mixte ». Le Gouvernement Egyptien agréa ses conclusions, et le 24 Février 1875, Nubar pacha adressa aux Puissances le texte du « Règlement d'Organisation Judiciaire » dressé pour les futures « Juridictions Mixtes » d'Egypte.

En 1875, treize Puissances européennes et les Etats-Unis d'Amérique avaient déjà adhéré au projet de Nubar, mais en conditionnant leur adhésion à ce que ces Tribunaux ne soient créés que pour une période de cinq ans « à titre d'essai ».

Le 15 Février 1876, les Tribunaux Mixtes commencèrent à fonctionner :

« Du 15 Février au 31 Octobre 1876, le Tribunal d'Alexandrie jugea 1.407 affaires, dont 47 en référé et rendit en outre 1.033 décisions sommaires, 700 affaires restaient encore inscrites à son rôle. Dans la même période, le Tribunal du Caire rendait 889 jugements ordinaires et 722 sommaires. Quant à la Cour d'Appel d'Alexandrie, entre le 15 Février et le 1^{er} Juillet, elle avait rendu 85 arrêts en matière ordinaire, et son rôle restait encore très chargé » (1).

Les Tribunaux Mixtes étaient « lancés ». En 1881, ils furent prorogés pour un an. En 1882, pour deux ans. En 1884 pour cinq ans, etc..., etc...

Montreux, qui a donné le coup de grâce aux Capitulations, a prolongé en 1936 la vie de ces Tribunaux de douze ans. C'est la prorogation la plus longue qu'ils aient jamais connue. Mais au bout, il semble bien que cette fois c'en est fait de cette institution, si étroitement liée au développement de l'Égypte.



En abordant l'étude de la Conférence et de la Convention de Montreux, nous n'avons pas la prétention de faire le procès des Capitulations. Nous avons sommairement résumé leur histoire et celle des juridictions mixtes, qui nées du régime des Capitulations ont vite su acquérir une indépendance telle, qu'elles ont pour ainsi dire rompu avec ce dernier.

La position du Nationalisme Égyptien vis-à-vis de ces Tribunaux est caractéristique. L'Angleterre a toujours tendu à les supprimer : elle y voyait une sérieuse concurrence à ses projets de régenter l'Égypte « tout seule ». Par contre, les Nationalistes Égyptiens s'y accrochaient, mettaient dans cette « concurrence », dans l'opposition des Puissances à l'action Britannique, leur espoir de voir cette action perdre de son ampleur.

(1) Auguste Benoit, *op. cit.* page 131.

Les Tribunaux Mixtes ont évité à l'Égypte l'institution de Tribunaux Egypto-Anglais imaginés par l'Angleterre (1).

Abdiquer une partie de sa souveraineté entre les mains de treize Puissances, c'était pour l'Égypte la perdre beaucoup moins qu'en laissant l'Angleterre seule s'en emparer. Les ambitions des Puissances, sans cesse entretenues par leur représentation au sein des juridictions mixtes, ne laissaient pas à l'Angleterre le répit nécessaire à l'accaparement de la souveraineté Égyptienne. Par là aussi les Tribunaux Mixtes ont servi l'Égypte, et s'il faut qu'au bout de soixante quinze ans d'activité, ils cèdent le pas aux Tribunaux strictement Égyptiens, c'est qu'avec l'évolution des mœurs et des coutumes internationales, leur rôle sera devenu inutile *n'ayant jamais ou presque été néfaste*.

Saad Zaghloud pacha, lui-même, a vu dans ces Tribunaux « la clé de voûte » de la réorganisation Judiciaire en Égypte par leur maintien et l'élargissement de leur compétence.

Les Égyptiens se plaisent d'ailleurs à reconnaître que cette vénérable institution était non seulement digne de respect, mais encore nécessaire au pays, du fait de sa configuration géographique, ethnique et économique.

Mais, du jour où par le traité de Londres l'Angleterre renonçait définitivement à toute ingérence dans la partie Nord de la vallée du Nil, la nécessité de ces Tribunaux cessait de se faire sentir avec acuité. Les douze ans de période transitoire qu'il leur reste à vivre doivent, d'autre part, être parfaitement suffisants, pour que les Magistrats des Tribunaux Indigènes acquièrent la formation nécessaire dans les affaires commerciales, jusque là presque entièrement dévolues à la compétence Mixte, et puissent assurer à tous leurs justiciables, la saine justice aujourd'hui dispensée par les Tribunaux de la Réforme.

(1) Ces Tribunaux avaient été préconisés dans le Rapport « Brunyate » (1920).

II. — Le Traité Anglo-Egyptien, la troisième réserve et le régime capitulaire

Le traité Anglo-Egyptien avait prévu dans ses articles 12 et 13 le sort qui allait bientôt être celui des Capitulations et des Tribunaux Mixtes :

« Article 12. — Sa Majesté le Roi et Empereur recon-
« naît que la responsabilité pour la vie et les biens des Etran-
« gers en Egypte incombe exclusivement au Gouvernement
« Egyptien qui assurera l'exécution de ses obligations à cet
« égard.

« Article 13. — Sa Majesté le Roi et Empereur recon-
« naît que le régime capitulaire existant actuellement en
« Egypte est incompatible avec l'esprit du temps et l'état ac-
« tuel de l'Egypte.

« Sa Majesté le Roi d'Egypte désire l'abolition sans dé-
« lai de ce régime.

« Les deux Hautes Parties Contractantes sont d'accord
« sur les arrangements relatifs à cette matière, tels qu'ils
« sont énoncés dans l'annexe de cet article ».

Cet article 13, dont nous avons cité le texte, a reçu diverses interprétations. Son importance théorique ne saurait échapper. Pratiquement et depuis la signature de la convention de Montreux, il ne compte plus que comme « témoin » de l'irrévocable décision des Gouvernements Anglais et Egyptien de mettre fin au régime suranné et caduc des Capitulations.

Certains, avec M. Ezekiel Gordon (1) y avaient vu une véritable loi internationale, en avaient parlé comme d'un acte « législatif » établissant une règle de « droit positif » s'imposant par là à ses signataires d'abord et aux autres collectivités nationales ensuite.

Cette interprétation, si elle avait été admise, eut rendu inutile la réunion d'une conférence ou du moins eut fermé aux Puissances Capitulaires le droit à la discussion. Or, nous

(1) Ezekiel Gordon. « Revue de droit international et de Législation comparée 1937 n° 2 ».

verrons qu'il n'en fut rien et que la délégation française surtout, lutta pied à pied contre l'action de la délégation Égyptienne.

Une autre interprétation, donnée par M. Aziz Fahmi (1) lui nie ce caractère d'acte législatif de droit positif et n'y voit qu'un « simple vœu émis au seul nom du Gouvernement Britannique » ayant tout au plus lié la Grande-Bretagne d'une obligation de résultat.

Si la thèse de M. E. Gordon nous semble excessive, celle de M. Fahmi nous paraît insuffisante. Il y avait en effet dans cet article beaucoup plus qu'un vœu ou qu'une obligation de résultat entre signataires. Ces deux idées y sont, mais ce qui vient singulièrement renforcer l'importance de cet article, c'est le fait que l'Angleterre avait pris à sa charge en 1922 de faire respecter le statut des étrangers, leurs biens et leurs personnes, par le Gouvernement Égyptien.

Dans le Traité de Londres, l'Angleterre a agi en deux temps, elle a premièrement renoncé à ce rôle que sa déclaration de 1922 lui avait dévolu (art. 12) et elle a, d'accord avec son alliée, non seulement affirmé son intention de mettre fin au régime capitulaire, dont elle était la *garante*, mais encore minutieusement dressé le plan de l'action à entreprendre (dans l'annexe à l'article 13), avec un tel luxe de détails que la suite des événements n'a pu qu'en embrasser étroitement la forme.

Or, garante des Capitulations, l'Angleterre affirmait sa volonté de mettre fin à ce régime. Le poids moral de cette affirmation procède donc, non seulement du fait que l'acquiescement de l'Angleterre, grande Puissance intéressée au premier chef, était en lui-même d'une importance indéniable mais de plus que cet acquiescement émanait *in limine litis* de la garante des Capitulations elle-même.

En somme, il aurait suffi à M. Aziz Fahmi de mentionner la déclaration de 1922 dans l'exposé de sa théorie quant à cet article, pour que nous n'ayons plus qu'à nous y rallier.

Quoiqu'il en ait été, l'invitation à la Conférence de Mon-

(1) Aziz Fahmi, *op. cit.*

treux fut lancée par lettre circulaire du 16 Janvier 1937. Une lettre programme suivit le 3 Février 1937, et le 12 Avril de la même année, s'ouvrait enfin à Montreux (Suisse) la Conférence Internationale.

S. E. Moustafa El-Nahas pacha, Président du Conseil des Ministres, du Wafd et de la Délégation Egyptienne, élu Président de la Conférence, résuma clairement et magistralement dans son discours inaugural les revendications Egyptiennes par cette phrase lapidaire :

« Il nous suffit, pour démontrer la justice de notre cause, « de rappeler que tous les Etats tendent à établir l'égalité « de traitement pour leurs ressortissants par rapport aux « étrangers (Nationaux des pays dans lesquels ces ressortissants vivent) *alors que l'Egypte ne veut que rétablir l'égalité de ses nationaux par rapport aux étrangers rési-* « *dant sur son territoire* ».

Le lendemain les Puissances répondaient à cette affirmation par des déclarations d'amitié et de confiance. Malgré quelques difficultés passagères, on parvint vite à réaliser l'accord général.

III. — La Convention de Montreux

Nous avons pensé que l'étude de cette Convention avait seule sa place ici : nous ne pourrions qu'aborder incidemment celle du nouveau règlement d'organisation judiciaire des Tribunaux Mixtes, derniers instruments des derniers privilèges européens en Egypte.

Pour plus de facilité cette étude sera divisée par nous en trois sections : première section, l'abolition des capitulations ; deuxième section, la législation égyptienne et les étrangers ; troisième section, la période transitoire.

1) Abolition des Capitulations

Art. 1^{er}. — Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, chacune en ce qui la concerne, l'abolition complète des Capitulations en Egypte à tous les points de vue.

Cet article qui, au dire de M. Maurice Pernot, aurait pu

suffire (1) et se passer de tous commentaires, entraînait la suppression pure et simple du régime des privilèges écrits ou coutumiers dont l'Égypte visait à Montreux la destruction.

Mais les délégations Européennes ne l'admirent pas de suite. Elles hésitèrent, plusieurs objections furent soulevées, plusieurs variantes proposées.

Pour M. Messina (Italie) le seul fait que la délégation Égyptienne proposait une « série d'articles » pour amener la fin des Capitulations, équivalait non à supprimer le régime capitulaire, mais à lui en « substituer un autre » (2). Autant valait le dire expressément, en ajoutant à la suite du premier article un membre de phrase par lequel il serait affirmé, que la condition des Étrangers serait désormais régie par les règles du Droit International et « conformément aux dispositions suivantes » soit, aux dispositions dont le texte était proposé par la Délégation Égyptienne.

M. de Tessan (France) voulait énumérer les textes dont on poursuivait l'abrogation, pour convaincre chaque délégation de ses responsabilités.

M. Wathelet (Belgique) voulait aborder le problème sous ses trois faces, législative, judiciaire et du statut légal des étrangers.

A ces diverses objections et suggestions, la délégation Égyptienne fit remarquer avec pertinence, à M. Messina, que le premier article avait seul un caractère de permanence, créait seul une *situation permanente*, les autres étaient commandés par la *notion de transition* ; à M. de Tessan, que non seulement on n'avait adjoint aucune liste de textes à la Convention de Lausanne, mais que toute liste risquerait d'être incomplète, les Capitulations étant, en grande partie, coutumières ; à M. Wathelet, que le statut légal des étrangers à moins de traité d'établissement, était gouverné par les principes généraux du Droit International.

Finalement, les délégations se rallièrent à l'opinion de

(1) Maurice Pernot. « La Conférence de Montreux » Revue des Affaires Étrangères, Mai 1937, page 271.

(2) Procès-Verbal de la Conférence de Montreux, page 58.

l'Egypte et le texte de l'Avant-Projet Egyptien devint le texte définitif de la Convention.

Désormais acquis aux débats, cet article devint : « le « principe fondamental sur lequel reposa entièrement la « convention et dont s'inspirèrent son esprit et son texte ».(1)

2) La Législation Egyptienne et les Etrangers

A quelle législation allaient désormais être soumis les Etrangers ainsi privés de leurs privilèges ? A la législation Egyptienne bien entendu, aussi le texte de l'avant-projet Egyptien était-il ainsi conçu :

Art. 2. — Sous réserve des principes du droit international, les Etrangers seront soumis à la législation égyptienne en matière pénale, civile, commerciale, administrative, fiscale ou autre.

Le 23 Avril 1937, la Commission Générale de la Conférence adoptait ce texte en première lecture. Mais bientôt la Délégation du Royaume-Uni proposait un « amendement » tendant à l'insertion d'une clause de non-discrimination entre Egyptiens et Etrangers.

A cet amendement, l'Egypte répondit par une contre-proposition qui fut adoptée. Mais, sans considérer nécessaire de mentionner expressément les « Sociétés Etrangères » la Conférence allongea cette contre-proposition d'une dernière phrase, étendant le principe indiscuté de la non-discrimination aux « Sociétés constituées conformément à la législation Egyptienne et dans lesquelles les Etrangers ont des intérêts sérieux ».

Mais ce principe ne pouvait être admis sans réserve. Le retenir purement et simplement eut été constituer une nouvelle Capitulation. La Délégation Egyptienne imposa donc un troisième paragraphe limitant, sous réserve des principes du Droit International, l'application de ce principe à la période transitoire.

Le texte définitif ajouta donc au premier déjà cité les deux paragraphes suivants :

(1) Aziz Fahmi, *op. cit.*

« Il est entendu que la législation à laquelle les Etrangers seront soumis ne sera pas incompatible avec les principes généralement adoptés dans les législations modernes, et ne comportera pas, spécialement en matière fiscale, de discrimination au détriment des Etrangers ou au détriment des sociétés constituées conformément à la loi égyptienne dans lesquelles les Etrangers ont des intérêts sérieux.

« La disposition qui précède en tant qu'elle ne constitue pas une règle reconnue de droit international ne sera applicable que durant la période transitoire ».

Pour ne pas laisser croire qu'au lendemain de la période transitoire le gouvernement égyptien se préparait à « une politique opposée de discrimination au détriment des Etrangers », la Délégation égyptienne inséra, dans le protocole annexé à la Convention, une déclaration assurant la Conférence que ce troisième paragraphe n'impliquait nullement une telle intention et que le Gouvernement Egyptien était disposé à conclure des traités d'établissement et d'admission avec les « diverses Puissances ».

Dans tous les cas, cet article a mis fin au pouvoir « législatif » de la Cour d'Appel Mixte, à qui revenait, au terme du décret khédivial du 31 janvier 1899, le droit de permettre, par son agrément, l'application aux Etrangers des mesures législatives projetées par le Gouvernement Egyptien.

Forte de ce droit, la Cour d'Appel Mixte s'était toujours opposée, surtout en matière d'impôts, à toute mesure législative ou réglementaire qui lui avait semblé « douteuse ». Elle ne donnait son assentiment qu'aux lois et règlements communs à tous les habitants du pays et ne contenant aucune disposition contraire aux lois, aux conventions et aux principes généraux du droit moderne.

Inutile de dire que la Cour interprétait très largement ce droit et exerçait grâce à lui, un contrôle très étroit sur l'activité législative du gouvernement égyptien. Inutile de dire aussi, que le gouvernement supportait très mal cette prérogative de la Cour, accordée à une époque où le désordre de l'Etat pouvait la justifier, mais caduque et pernicieuse du jour où l'Etat avait recouvré l'ordre et l'autorité — du

jour surtout où les Chambres parlementaires purent librement discuter les lois de finance. La Cour a peut-être évité à l'Égypte de connaître les impôts, ou du moins d'en subir beaucoup. Avec la Convention de Montreux, toute liberté est désormais rendue à l'Etat en cette matière...

3) La période transitoire. — La nouvelle Réforme

Art. 3. — La Cour d'Appel Mixte et les Tribunaux Mixtes « existants sont maintenus jusqu'au 14 octobre 1949.

« A partir du 15 octobre 1937, ils seront régis par une « loi égyptienne portant Règlement d'Organisation Judiciaire « dont le texte est annexé à la présente convention.

« A la date visée à l'alinéa premier, toutes les affaires « pendantes devant les Tribunaux Mixtes seront transférées « en l'état et sans frais aux Tribunaux Nationaux pour y être « poursuivies jusqu'à leur solution définitive.

« La période allant du 15 octobre 1937 jusqu'au 14 octobre 1949 sera dénommée « période transitoire ».

Autour de cet article, la Conférence se divisa en deux camps : la Délégation française, appuyée par les Délégations belge et italienne, voulait que cette période transitoire soit de dix-huit ans. La Délégation égyptienne, que les Délégations du Royaume-Uni, des Etats-Unis, du Portugal et du Danemark soutenaient, arguant du sentiment national égyptien et du Parlement qui croyait fort suffisante une période de cinq ans, déclarait ne pas pouvoir aller au delà de douze ans.

Finalement, la proposition égyptienne fut acceptée et 1949 définitivement fixée comme date d'expiration de cette période transitoire.

A la suite de l'article 3, l'article 4 assurait aux « Magistrats, fonctionnaires et employés des Tribunaux Mixtes et du Parquet Mixte en service au 14 Octobre 1937 » leur maintien en fonction.

Quant à l'article 5, il mettait fin à une situation anormale qui apparaissait quand une action accessoire venait à surgir devant les Tribunaux Nationaux.

Cette situation anormale était créée par la jurisprudence abusive des Tribunaux Mixtes, lesquels, compétemment saisis d'une action principale, tranchaient l'action accessoire se déroulant entre deux indigènes au lieu de la renvoyer aux seuls Tribunaux compétents dans ce cas, les Tribunaux Nationaux.

Cette jurisprudence exorbitante n'était pas adoptée par les Tribunaux Nationaux, qui renvoyaient fidèlement les actions accessoires mixtes, aux Tribunaux Mixtes.

L'article 5 met donc fin à cette inégalité des deux juridictions (1) en les soumettant désormais au principe émis par l'article 37 du nouveau Règlement d'Organisation Judiciaire annexé à la Convention. Cet article 37 prohibe la jurisprudence antérieure des Tribunaux Mixtes et ne permet à chacune des juridictions de connaître des actions accessoires que dans certains cas précisés.

Les articles 6 et 7 règlent la compétence des Tribunaux Nationaux dans certains cas de délits (visés à l'art. 45 du R.O.J.) et établissent la compétence du Tribunal saisi en cas de disparition d'une des parties en cours d'instance.

Les articles 8, 9 et 10 règlent le sort des Tribunaux Consulaires qui ne devront plus recevoir d'affaires civiles, pénales, commerciales et de statut personnel à partir du 15 octobre 1937 (art. 8) sauf si les Puissances veulent les maintenir durant la période transitoire pour exercer leur juridiction en matière de statut personnel (art. 9), et dont la compétence sera déterminée par la loi applicable au justiciable (art. 10).

Ces articles marquent le déclin de la justice consulaire qui fut peut-être utile un jour mais qui depuis trop longtemps se survivait et faisait parfois preuve de favoritisme et même de *partialité* (2).

L'article 11 se rapporte aux consuls étrangers qui « se-

(1) De la Pradelle. Communication sur la suppression des capitulations en Egypte. Société de législation comparée, séance du 30 Mars 1938, paru dans *La Nouvelle Revue de Droit International Privé* n° 2, 1938.

(2) Consulter à ce propos la communication déjà citée de Monsieur le Professeur de la Pradelle, où l'éminent juriste émet un très grave jugement sur les méthodes « consulaires » ayant été à même de les juger à propos de la célèbre affaire Salem dans laquelle il soutenait la Thèse du Gouvernement Egyptien.

« ront soumis à la juridiction des Tribunaux Mixtes sous les « réserves admises par le droit des gens », exerceront les attributions communément reconnues aux consuls, sous condition de réciprocité, et jouiront encore pendant trois ans — « jusqu'à la conclusion de convention consulaire » — des immunités, en matière d'impôt, de douane, de contributions publiques et de locaux, dont ils jouissaient auparavant.

Par l'article 12 de la Convention, les Puissances s'engagent à conserver en Egypte, durant la période transitoire, « tous les documents judiciaires de leurs Tribunaux Consulaires afin que les juridictions du pays puissent en prendre connaissance » sous forme de copies certifiées conformes.

L'arbitrage de la Cour Internationale de La Haye — en l'absence d'un traité d'arbitrage prévoyant un autre tribunal — est prévu par l'article 13.

La convention établie en un seul exemplaire en langues française et anglaise (art. 14) sera à peine ratifiée (1), enregistrée à la S. D. N. par l'Egypte, qui, à chaque ratification, en avisera les signataires et à partir du 15 octobre 1937 elle entrera en vigueur.

A cette convention, furent annexés un Règlement d'Organisation judiciaire en 58 articles, un Protocole et une Déclaration du Gouvernement Egyptien.

Une série de lettres furent échangées entre la Délégation égyptienne d'une part et les différentes délégations de l'autre, se rapportant aux Etablissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance.

Ces lettres nécessitées par le fait que les assurances données par le Gouvernement Egyptien, de maintenir ces Etablissements, n'intéressaient pas toutes les Puissances représentées, ont réglé cette question entre le Gouvernement Egyptien et les Puissances intéressées.

(1) Au sujet de la ratification l'obscurité du texte qui la prévoit a soulevé certaines difficultés que M. Fernand Braun a exposé dans la Nouvelle Revue de Droit International Privé. N° 2. 1938. Dans son article M. Braun examine diverses autres questions. Il remarque avec raison que toutes ces lacunes résultent « des discussions un peu hâtives qui se sont poursuivies à Montreux ».

La conférence de Montreux a donc mis fin au régime capitulaire et a organisé la période transitoire à l'expiration de laquelle sera enfin réalisée en Egypte l'unité de juridiction et l'égalité de tous devant la loi. On a reproché à la Convention de Montreux d'avoir lié l'Egypte par une clause restrictive de législation. Nous n'en croyons rien. L'Egypte n'a fait qu'affirmer solennellement son intention évidente et toute naturelle de ne jamais cesser de respecter les principes de la législation moderne. Elle pouvait bien se permettre une pareille concession de forme (puisque le fond n'est point discuté) vis-à-vis des nombreuses et actives colonies étrangères qui l'habitent. On a encore dit que la Convention — ou plus exactement la lettre-programme du 3 février 1937 — créait des privilèges au profit de Puissances non capitulaires. Ces nations, Puissances autrefois capitulaires ayant perdu leurs droits en 1914 (Allemagne, Autriche, Hongrie) ou Etats ayant fait partie, pour tout ou pour portion de leur territoire, de Puissances anciennement capitulaires (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) ont vu leurs ressortissants compris dans la définition du terme « Etrangers » au sens du nouveau Règlement d'Organisation Judiciaire. Ce qui a fait dire qu'on étendait les Capitulations avant de les supprimer. Mais cette interprétation du terme « Etrangers » n'est là en réalité que pour confirmer la jurisprudence constante des Tribunaux Mixtes, qui s'étaient toujours attribué compétence dans les affaires des ressortissants de ces Puissances.

Nous ne pensons pas que l'étude des Capitulations soit de celles où la polémique ait sa place. Il serait trop facile, maintenant que les circonstances générales sont tellement différentes de ce qu'elles étaient, de vitupérer un régime qui n'a pas été imposé à l'Orient mais accepté par lui, qui n'a eu que des avantages tant qu'il s'est maintenu dans sa ligne originelle et tant que les aventuriers du XIX^e siècle n'ont pas fait leur apparition, en faisant ressortir la monstruosité qu'il y avait à le maintenir dans une Egypte indépendante, renaissante et hospitalière.

Mais affirmer une vérité désagréable n'est point polémiquer : les Capitulations n'existaient pas en Egypte où s'était créé un régime hybride et coutumier ; elles ne remontaient en aucune façon à des « centenaires », elles ne constituaient nullement un régime « séculaire », ayant leur source dans la pratique des consuls, pratique inaugurée sous Mohamed Ali, continuée sous Abbas I^{er}, renforcée sous Séïd, Ismaïl, Tewfick et Abbas II, affaiblie par le règne de Fouad I^{er} et délaissée à jamais sous celui de S. M. Farouk I^{er}.

*
* *

Nous avons vu sur quelles bases, empiriquement jetées, les deux premières réserves de 1922 avaient trouvé leur solution. Nous avons vu comment l'Angleterre a renoncé à la première réserve et comment les Puissances réunies à Montreux ont à leur tour abdiqué leurs privilèges. Il nous reste à déterminer le sort de la quatrième réserve, celle relative au Soudan. Cette recherche fera l'effet de notre quatrième chapitre (1).

(1) Ne quittons pas ce chapitre consacré aux Capitulations sans citer, à titre de mémoire, une étrange conséquence des accords franco-turcs du 4 Juillet 1938 : en vertu de ces accords, le 16 Août 1938, le Haut-Commissariat français des Etats du Levant a avisé tous les Tribunaux Mixtes de Syrie et du Liban que les sujets turcs seraient dorénavant considérés comme bénéficiant des privilèges et immunités *des sujets de puissances capitulaires*. Curieuse évolution ; les Capitulations qui ont été un régime pour beaucoup créé par méfiance de la Turquie, aboutissent aujourd'hui à « protéger » les Turcs contre d'anciens Ottomans... en vertu des mêmes traités auxquels la Turquie avait elle seule souscrit et qu'elle-même leur avait imposés.

CHAPITRE IV

LA RESOLUTION DU QUATRIEME POINT RESERVE EN 1922. LE SOUDAN

Au XIX^e siècle, l'Egypte a constitué et a perdu deux Empires : celui de Mohamed Ali et celui d'Ismaïl pacha.

Le premier a réuni un moment sous la souveraineté égyptienne, en dehors du territoire de l'Egypte elle-même, arraché à la Turquie, disputé aux Mamelucks et à l'Angleterre, la Syrie, l'Arabie, la Crète et une partie de l'Asie Mineure. De ce premier empire date encore le retour de l'Egypte dans les premières provinces soudanaises, prélude de la main-mise de l'Egypte sur une notable partie de l'Afrique.

Ce premier empire est tombé sous les coups de l'Europe, à la Conférence de Londres, en 1841.

Le deuxième empire Egyptien, œuvre d'Ismaïl, a englobé en dehors du Soudan, dont l'annexion fut continuée et achevée, toute la côte africaine de la Mer Rouge, la côte des Somalis, jusqu'à Ras-Hafoun au Sud du Cap Gardafui, le pays de Harrar en Ethiopie, l'Ouganda, l'Ounyouro et l'Equateur, plaçant ainsi sous la domination de l'Egypte toute la Vallée du Nil.

Ce deuxième empire fut détruit par l'Angleterre entre 1882 et 1888.

De ces deux empires, l'Egypte ne conserve plus qu'une participation dans l'administration du Soudan, dont nous verrons d'ailleurs toute l'inanité.

I. — Constitution et perte de l'Empire

1) Le Retour de l'Egypte au Soudan

C'est en 1820, que Mohamed Ali entreprit la reconquête des territoires soudanais, anciennes possessions des Pharaons,

qui, s'étendant au sud de l'Égypte, le long du même fleuve nourricier, constituaient à ses yeux des territoires vitaux, dont la conquête était un indispensable objectif.

Le désir de s'assurer les sources du Nil, joint à ceux de se débarrasser de sa turbulente milice albanaise et d'acquérir de grandes richesses, tout en recrutant de nouvelles troupes noires, poussèrent Mohamed Ali à décider d'envahir le pays « au sud de Dongolah ».

En juillet 1920, le troisième des fils de Mohamed Ali Ismaïl pacha, prit la tête de l'expédition du Senaar dont bientôt le roitelet indigène faisait sa soumission.

En Septembre 1821, Ibrahim pacha rejoignit son frère avec les renforts que les épidémies, qui venaient de ravager les troupes égyptiennes avaient rendus nécessaires ; mais malade lui-même, il fut obligé de regagner l'Égypte, laissant Ismaïl pacha seul, attendre les ordres de leur père.

En 1822, Ismaïl convié à un séjour chez le « Roi » de Senaar, dans le Chendi, s'y rendit avec ses officiers. Fastueusement reçus, les Égyptiens furent logés dans une grande maison, autour de laquelle les esclaves du roitelet entassèrent du fourrage « pour les chevaux ». Dans la nuit, on mit le feu au fourrage. Ismaïl et ses compagnons périrent tous dans l'incendie.

Le « defterdar » de Mohamed Ali, beau-frère d'Ismaïl, qui était dans le Kordofan, autre province soudanaise revint en hâte, reconquit le Senaar et vengea Ismaïl d'éclatante façon.

En 1824, Mohamed Ali envoyait un gouverneur dans les nouvelles provinces égyptiennes de Nubie, du Senaar et du Kordofan.

Mohamed Ali solidement installé dans ces provinces, son prestige devait faire le reste. C'est ainsi que les populations soudanaises le regardèrent, dès cette époque, comme leur souverain maître, et que dès 1841, le Sultan conférait à son puissant vassal le gouvernement du Darfour, province qui n'était pas encore conquise à ce moment.

Mais les expéditions envoyées par Mohamed Ali entre

1839 et 1841 pour découvrir les sources du Nil, sources alors voilées de mystère et au sujet desquelles couraient d'innombrables légendes en Afrique, avaient échoué, et la conquête restait incomplète de ces territoires, qui, depuis l'antiquité la plus reculée, avaient été unis à l'Égypte.

Ismail devait achever l'œuvre de son grand-père en occupant toutes les régions de la mer Rouge, en pacifiant le centre de l'Afrique pour en extirper l'esclavage, grâce à l'armée qu'il avait su se créer.

Cet instrument indispensable fut toujours l'objet de la sollicitude et de l'activité du grand Khédive. Il avait d'abord fait appel à une mission militaire française, laquelle ayant été rappelée en 1870, fut remplacée par une mission américaine, qu'Ismail jugeait aguerrie par la Guerre de Sécession et qui offrait cet avantage de provenir d'un pays où tout intérêt égoïste en Égypte était absent.

La marine de guerre, amputée des quatre frégates cuirassées que l'Europe l'avait obligé à livrer au Sultan n'en demeurerait pas moins puissante avec ses dix-huit unités. La commerciale était plus que florissante, desservant la Syrie, la Grèce, l'Asie-Mineure et la Mer Rouge, étendant dans les régions les plus reculées la renommée des « Postes » égyptiennes.

Dès 1865, l'Égypte fut représentée dans la Mer Rouge par la frégate « Ibrahimieh » qui partout souleva l'enthousiasme des populations musulmanes.

Son réseau de communications, lignes télégraphiques, chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, créé par Ismail s'étendit partout. L'Égypte exploita des « bureaux de poste » non seulement au Soudan (dont la ligne télégraphique mesurait 3.943 kilomètres), mais encore en Turquie, en Arabie, en Grèce et en Syrie.

En 1865, la Porte cédait à l'Égypte les ports de Souakin et de Massaouah (Erythrée) et Ismail entreprenait de faire construire un chemin de fer de Khartoum au Caire, pour lequel on prévut un budget de 400 millions de francs-or.

Le titre « viager » accordé en 1865, fut mué en droit hé-

rédictaire par le firman de 1866, qui établit la souveraineté khédiviale sur toutes les « dépendances égyptiennes ».

En 1873, la Somalie (aujourd'hui britannique) entra dans l'obédience d'Ismaïl par l'occupation de Berbera, l'antique cité fondée par les Ptolémées. Le firman de 1875 lui confiait l'administration de Zeilah débouché naturel de la province abyssine de Choa, dont l'acquisition au prix d'un tribut annuel de 15.000 livres consolidait la domination égyptienne sur la côte et les centres limitrophes de l'Abyssinie, alors « vaste foyer d'anarchie » dont Ismaïl occupait la province du Harrar.

Toute la côte occidentale de la Mer Rouge passait ainsi à l'Egypte et le télégraphe qu'Ismaïl faisait hâtivement installer à partir de Souakin, mettait en communication d'abord toutes les villes des pays conquis (où de petites forces égyptiennes tenaient garnison) entre elles, et ensuite ces pays eux-mêmes avec la civilisation.

Le 4 août 1877, Ismaïl signait avec l'Angleterre la fameuse convention relative à l'esclavage, donnant à cette dernière le droit exorbitant de visiter et même de détenir « pour les remettre ensuite à l'autorité égyptienne » les bâtiments égyptiens trouvés se livrant à la traite ou simplement « *justement soupçonnés d'être destinés à ce trafic* ».

L'Angleterre s'assurait ainsi le moyen de surveiller étroitement et de gêner au besoin, le développement de la puissance égyptienne.

Comme toujours l'Impérialisme britannique s'était voilé derrière de soi-disants « buts humanitaires » et Ismaïl dut mener une très violente campagne contre le trafic, campagne dont la conséquence devait être la révolte du Soudan.

Le 7 septembre 1877, Ismaïl signait une nouvelle convention, par laquelle le Gouvernement Britannique obtenait, en échange de la reconnaissance de la « juridiction » égyptienne sur la côte des Somalis jusqu'à Ras-Hafoun (à 200 milles au Sud du Cap Gardafui) que les ports de Bulhar et de Berbera soient « tenus pour ports francs ».

Cette clause désastreuse faisait perdre à l'Egypte le droit de lever des impôts sur le bétail expédié par Berbera en

Arabie, alors que ce port venait de lui coûter plus de 150.000 livres.

Le Khédivé s'engageait en outre à ne jamais céder à aucune Puissance étrangère, une « partie quelconque du territoire qui doit être formellement incorporé à l'Égypte » (art. 2.)

L'Angleterre reconnaissait ainsi l'Empire Égyptien et s'engageait à *maintenir son intégrité*... ou plus exactement continuait sous des couverts honnêtes à poursuivre son œuvre d'accaparement et de destruction de l'Empire d'Égypte.

En s'emparant de Berbera, Ismaïl avait entrepris de bâtir une ville, là où ne s'élevaient que quelques huttes misérables. Bientôt un phare, des quais, des maisons coquettes et confortables, un hôpital, un bureau de poste, des canalisations amenant l'eau des montagnes proches, prouvaient que le Khédivé était décidé à mener son œuvre à bon terme.

Les tribus nomades de la région se prirent alors à venir camper autour de la nouvelle cité, et lentement s'y fixèrent, bâtissant une ville « indigène », distincte de la ville égyptienne, qui, de jour en jour, voyait sa population de fonctionnaires et de commerçants augmenter.

Rien n'avait été négligé, pas même un plan d'alignement, qui faisait de Berbera un petit chef-d'œuvre d'urbanisme sur la côte d'une Afrique encore inconnue.

Ismaïl fit de même ériger un phare à Bulhar et quelques édifices publics. Mais Bulhar ne pouvait être habité toute l'année : quand la mauvaise saison faisait son apparition, les Égyptiens émigraient tous à Berbera.

Restait Zeilah, qui du fait de l'occupation turque jouissait déjà d'une certaine aisance ; il ne manquait à l'essor de ce port que de ramener la sécurité dans son arrière pays : le Harrar.

Ismaïl s'y décida. Le 17 septembre 1875, Réouf pacha quitta Zeilah en route pour Harrar, à la tête d'une armée de réguliers et d'irréguliers, armés d'une modeste batterie de montagne.

Le 11 octobre, les Égyptiens, qui avaient défait les tribus

Gallas à Ego, entraient dans Harrar et faisaient flotter leur drapeau sur les verdoyants vergers qui l'encerclaient de toutes parts.

Ils mirent fin à la domination du barbare Mohamad Abdel-Chakour, émir de Harrar, et aux monopoles qu'il avait établis et qui entravaient le développement de l'agriculture et du commerce (ivoire, plumes d'autruche, musc, café, etc...)

Immédiatement à l'œuvre, Réouf pacha construisit une route carrossable vers Zeilah, la jalonna de postes militaires, augmenta le nombre des points d'eau, et son collaborateur Moukhtar bey fit d'un poste militaire établi lors de la marche sur Harrar, l'importante ville de Geldessa, centre caravanier vite florissant : le nombre des caravanes venant de la côte passa en effet de 70 à 400 par an.

L'introduction de la monnaie égyptienne ; l'initiation des nomades à l'art de la culture, la distribution des terres et l'introduction de légumes et arbres nouveaux ; l'encouragement des industries de tissage du pays ; la fondation des écoles, l'établissement de tribunaux, la construction d'édifices gouvernementaux et de maisons, rien n'échappa à l'activité de Réouf pacha, que les indigènes se prirent à désigner comme leur « père ».

Mais comme les soldats égyptiens avaient été employés à tous les travaux de terrassement, Gordon, gouverneur général du Soudan, en prit prétexte en 1878 pour destituer Réouf pacha et pour le remplacer par Radouan pacha.

Ce dernier avait fait faire d'énormes progrès à Berbera : il continua l'œuvre de Réouf par la construction d'un monumental aqueduc.

Ses successeurs firent de leur mieux. Nady pacha pacifia certaines régions, réprima certains actes de brigandage et permit à une mission catholique d'exercer son culte à Harrar et d'y sonner les cloches. Ali Réda pacha s'attaqua aux « hommes-médecines » et « sorciers-miraculeux » dont il détruisit les grimoires et les drogues.

Partout avec l'ordre et la sécurité, germaient les plantations, se fondaient les villes, partout les cultes barbares en-

core en vigueur dans certaines régions du pays somali, reculaient devant la religion musulmane.

Ainsi, non seulement l'Égypte dotait ces contrées sauvages de tous les avantages matériels des civilisations occidentales, mais encore par la propagation d'une morale supérieure, aidait-elle à faire de ces tribus autrefois farouchement divisées, une nation relativement homogène.

Mais l'Angleterre veillait. En 1884, les 14.000 Égyptiens établis au Harrar durent l'évacuer, laissant sur place une immense fortune (1).

Seule, sans l'aide de l'Europe ou même simplement de techniciens européens, l'Égypte avait réalisé cette œuvre civilisatrice et humanitaire, donnant au monde l'exemple d'une administration qui, loin de tenter l'imposition à des peuplades rétrogrades des apparences d'une civilisation par trop supérieure et totalement étrangère, a au contraire, cherché à tirer des éléments locaux, une civilisation supérieure, a fait gravir à la civilisation indigène décadente, plusieurs échelons dans le progrès.

Le sort de Zeilah, de Massaouah, de Berbera et de Harrar, fut, dès 1882, entre les mains de l'Angleterre : elle les arracha à l'Égypte, se les appropriant en partie, les distribuant en partie. C'est ainsi que Massaouah et l'Erythrée furent cédées à l'Italie. C'est ainsi que l'Italie fut amenée à donner, quelques décades plus tard, une sévère leçon à la Grande-Bretagne, en lui infligeant la plus cruelle humiliation de sa carrière — déjà longue — d'impérialisme. Juste retour des choses...

Mais l'Angleterre visait mieux, plus riche, plus vaste : elle rêvait du Soudan lui-même.

2) Ismaïl, ramasseur des terres égyptiennes

Nous avons vu Mohamed Ali faire entrer dans l'Unité Égyptienne la Nubie, le Senaar, le Kordafan. Voyons Ismaïl entreprendre de « ramasser » le Darfour, le Bahr-el-Ghazal, l'Equatoria...

(1) On a comparé cet exode des Égyptiens à celui des Arabes quittant leurs richesses d'Andalousie.

Dès 1869, les habitants du Bahr-el-Ghazal, sous les ordres de Zobeir, roi du trafic des esclaves et descendant direct des califes abbassides, entrèrent en conflit avec le gouvernement du Soudan. En 1873, Zobeir entreprit d'envahir le Darfour. L'Égypte laissa faire, puis, retenant prisonnier au Caire le traitant venu y plaider sa cause, le Khédive s'annexa cette province, qui ajoutée aux autres et au Bahr-el-Ghazal donna au Soudan sa configuration actuelle.

En 1868, Ismaïl, pour satisfaire les Anglais « farouches » adversaires de la Traite, chargea un Anglais, Sir Samuel Baker, de soumettre à l'Égypte les pays au Sud de Gondokoro, d'y supprimer la traite, d'ouvrir les grands lacs de l'Equatoria à la navigation et d'établir une série de postes militaires et d'entrepôts commerciaux à travers l'Afrique Centrale.

Cette « traite » que Baker devait extirper du Soudan et qu'Ismaïl s'était à l'instigation de l'Angleterre engagé à combattre, était au dire du docteur M. Sabry « une *institution* ancrée dans les mœurs par des traditions millénaires. Pour la combattre efficacement, il aurait fallu d'abord réformer les mœurs par propagation graduelle du mouvement civilisateur, par l'établissement et la consolidation d'un gouvernement régulier... La traite était tellement naturelle, qu'au moins la moitié de la population du Soudan était formée d'esclaves ».

C'est contre cette « *institution* » ancrée dans les coutumes du pays, exploitée par de puissants traitants retranchés dans leurs « zéribas » ou forteresses, c'est contre les farouches « chasseurs d'hommes » de ces traitants que l'Angleterre voulait lancer l'Égypte, sans travail préparatoire, sans ménagements : de front, radicalement, tête basse dans la Révolte, les yeux fermés dans le piège.

Ouvrir à la navigation les lacs de l'Afrique centrale, étendre l'influence du gouvernement établi à Khartoum, cela n'allait pas au « farouche » Monsieur Baker. Il voulait la lutte à outrance, la suppression d'une institution horrible certes, mais qui ne pouvait disparaître du jour au lendemain. Il partit pour Khartoum en 1870, décidé d'abord à discréditer le Gouvernement Égyptien, ensuite à s'acquitter de ce qu'il interprétait comme étant sa mission.

Comment le fit-il ? En semant, semble-t-il, la « terreur et le désordre » et en coûtant à l'Égypte la bagatelle d'un million de livres.

Il n'avait tenu aucun compte des sages conseils d'Ismaïl...
« *n'avancez pas, enseignez, colonisez ; rendez-vous les habitants amis et, une fois ceci fait, avancez* ».

Mais l'Angleterre avait été bien servie, son progrès était sûr et rapide au cœur de l'Afrique. Baker lui-même a reconnu que l'« immense croissance de l'influence anglaise » date de 1869 et que par lui, par son successeur Gordon (1873), par Malcolm pacha et Mac Killop pacha, l'Angleterre étendit « ses » frontières « même contrairement à ses désirs ».

Ingérence dans la mer Rouge, Ingérence en Afrique Centrale. L'Angleterre devait continuer en Éthiopie.

La guerre égypto-éthiopienne éclata au sujet de la Province de Bogos, incorporée au Soudan par Mohamed Ali, et dont la France, les Missions et l'Angleterre (par le truchement de l'Anglais Kirkham, général en chef des armées éthiopiennes) encouragèrent la reconquête par les Éthiopiens du roi Jean.

Pendant les derniers mois de 1875, le Négus, par d'incessantes guerillas, semblait chercher à combattre l'Égypte, en dépit des offres d'alliance et de paix que faisait le Khédive. Ce dernier se décida à la guerre. Il confia 3.000 hommes au colonel Arendrup et à Arakel bey et chargea Munzinger bey, un Suisse ancien consul de France entré à son service, de se joindre au Ras dissident Ménélik, qui se battait contre Jean.

Mais Munzinger tomba dans une embuscade et y périt le 16 novembre 1875 et Arendrup, imprudent, fut à son tour défait devant Adoua, deux jours plus tard.

Décidé à venger ces deux défaites, le Khédive donna 20.000 hommes à un Américain de la Mission militaire, le général Loring et à Ratib pacha. Mais, surpris dans Goura et assiégés par 300.000 Éthiopiens, les Égyptiens, après d'infructueux pourparlers de paix, durent quitter l'Éthiopie, y laissant 12.000 morts, 39 canons, 15.000 fusils et 40.000 bêtes de trait (1).

(1) M. Sabry, *Op. cit.*

A cette défaite deux causes : la mésentente entre Loring et Ratib pacha, et l'activité douteuse de certains agents anglais et français.

Mais le Gouvernement Anglais lui-même avait tout fait pour empêcher le succès de cette expédition, et avait — pour le cas où elle aurait réussi — pris toutes ses précautions pour que le Khédivé abandonnât toute idée de conquête ou d'annexion.

Le sentiment de révolte né de la politique de Baker, développé pendant la guerre d'Abyssinie, rendu virulent à la suite de la répression de la traite par Gordon de 1877 à 1879, attendra l'appel d'un chef pour se concrétiser et éclater dans la révolte de 1881.

Le 21 février 1874, Gordon, nouveau gouverneur des provinces équatoriales, quittait le Caire pour le Soudan, accompagné de son Etat-Major : le lieutenant-colonel Chaillé-Long, l'ingénieur Ibrahim Fawzi, le lieutenant Hassan Wassef, les ingénieurs Jessy et Linant et d'autres ingénieurs et lieutenants égyptiens.

A peine à Khartoum, Gordon déclarait la guerre aux trafiquants, avant de se rendre même en Equatoria, en établissant le monopole de l'ivoire et en interdisant l'importation des armes à feu, sous peine des « rigueurs de la loi militaire ».

Gordon, qui avait pourtant compris que la traite ne pouvait être supprimée en un jour, ni par quelques coups de fusil, n'en continua pas moins la politique de Baker, confisquant ivoire et esclaves, principaux articles d'échange, avant de doter le pays d'une organisation susceptible de pallier à leur perte.

Or, au risque de nous répéter, la traite était non seulement la principale ressource du Soudan, mais elle se rattachait par les « fakihs », homme de religion et les principaux auxiliaires des traitants, non à la vie religieuse mais à la pratique religieuse décadente et au fanatisme des populations primitives.

Mais Gordon fit tout de même mieux que Baker. Il se concilia des tribus que Baker s'était aliénées. il construisit des

fortins, transféra la capitale de Gondokoro à Lado jugée plus saine, etc... etc...

D'autre part, Chaillé-Long atteignait le 26 Juin 1875 la capitale de l'Ouganda et après accord avec son roi y hissait les couleurs égyptiennes.

Stanley, envoyé par l'Angleterre pour accaparer l'Ouganda, qui n'y parvient qu'en Avril 1875, eut la surprise de voir que la place était déjà prise. Il s'en vengera plus tard sur Emine Pacha, quand l'heure du partage de l'Empire Egyptien aura sonné.

De l'Ouganda, Stanley écrivit à Gordon, lui signalant l'urgence, pour l'Angleterre, d'y établir des missionnaires : ainsi se poursuivait la politique anglaise, sous le couvert de la religion. Gordon laissa faire, et s'il est juste de reconnaître qu'en quittant Khartoum en 1876 il pouvait se prévaloir de la création de nombreux postes militaires, d'avoir ébauché l'organisation de la conquête égyptienne, de l'exploration de certaines régions des lacs, il ne faut pas non plus oublier qu'il abandonna à l'influence britannique l'Ouganda et l'Ounyor, en contrecarrant la politique d'Emine bey, gouverneur de l'Equatoria.

De cet abandon des droits de l'Egypte, Gordon s'est vanté : « vous savez que j'ai évacué plus de la moitié du pays appartenant à l'Egypte... » écrivait-il, mais il cherchait à apaiser sa conscience en justifiant cet abandon par le fait que « le Gouvernement des Egyptiens dans ces régions si éloignées, n'est que brigandage de la pire espèce ».

Quand Gordon revint au Soudan comme gouverneur général, il poursuivit la lutte contre la traite, cette lutte qui coûta des torrents de sang et au cours de laquelle son lieutenant Jessy inaugura la politique d'extermination des Arabes, sous le couvert d'une « inspiration généreuse, essentiellement humanitaire » (1).

3) La révolte Mahdiste. — La perte du Soudan

En 1861, le voyageur pouvait circuler dans les vastes ré-

(1) Sabry, *op. cit.* p. 547.

gions soudanaises « avec autant de sécurité qu'un promeneur attardé dans Hyde-Park, au coucher du soleil » (Sir Samuel Baker).

Vingt ans plus tard, le Soudan était à feu et à sang. Des hordes barbares le parcouraient, à peine contenues par d'héroïques garnisons égyptiennes.

Le 11 Mai 1885, le Ministère Gladstone pouvait annoncer aux députés anglais l'abandon du Soudan par l'Égypte.

Que s'était-il donc passé ?

En premier lieu, nous ne craignons pas de le reconnaître, l'administration égyptienne, dans ses représentants inférieurs, avait en maintes occasions laissé à désirer.

En second lieu, l'Angleterre avait tout à fait pour déclencher la révolte, l'attiser, la faire triompher...

En 1881, le Soudan était au désespoir. Pressuré, mis en coupe réglée, razzîé, pillé, ses moissons dévastées, il offrait un spectacle lamentable, dû en partie à la rapacité de certains agents du fisc, mais surtout à la lutte à outrance, aveugle, maladroite, sanglante, tyrannique, menée par Baker et Gordon contre les tout-puissants seigneurs de la traite.

Le monopole de l'ivoire (pratiquement, avec les esclaves, la seule monnaie d'échange) avait ruiné le pays. Les expéditions des Baker et des Jessy, avaient soulevé un sourd mécontentement, encore amplifié par la guerre éthiopienne. Le Soudan plus désespéré que fanatique (Gordon l'a lui-même reconnu) attendait un homme.

Cet homme le Ciel sembla le lui envoyer sous les traits d'un derviche miraculeux : Mohamad Ahamad dit : « El Mahdi ».

Fils d'un pauvre charpentier établi dans l'île de Naft (Dongolah) Mohamad Ahmad se fit vite remarquer par la ferveur de sa foi, au point qu'Indigènes et Égyptiens lui portaient une véritable vénération (1).

Le Madhi vivait dans l'île d'Abba. Il y groupait ses fidèles et les catéchisait. Sentant monter le désespoir du peu-

(1) Jules Cocheris, *op. cit.*

ple, le mécontentement des marchands, la fureur des « traitants », il les appela tous à lutter sous sa bannière. Peu de gens répondirent tout d'abord à son appel. On attendait la réaction des autorités égyptiennes...

Un certain Aboul-Séoud, fut chargé de réprimer cette petite sédition qui n'agitait encore qu'Abba. Débarquant ses hommes de nuit, il les fit massacrer par les mahdistes et rentra prudemment à Khartoum.

Réouf pacha, gouverneur du Soudan, voulut venger cette sanglante défaite et fit poursuivre le Mahdi au Djebel Gédir où il s'était réfugié.

Le 9 décembre 1881, le Mahdi défit Rashid pacha. Le 7 Juin 1882, il anéantit les 7.000 hommes de Youssef pacha.

Le Mahdi marcha alors sur El Obeid, capitale du Kordofan, vainquant en route une armée de secours envoyée par Abdel Kader pacha Helmy nouveau gouverneur général.

Ce dernier se hâta de demander des secours. Puis il marcha sur les rebelles et parvint avec « les moyens du bord » à les refouler de la Guezireh (Senaar) la plus riche province soudanaise, dans le Kordofan, la plus pauvre de toutes.

Son plan était d'y enfermer le Mahdi et de l'y maintenir tant qu'il ne viendrait pas engager la bataille — Abdel Kader aurait ainsi l'avantage de ses positions fortifiées — ou que son armée n'aurait pas déserté, décimée par la famine et les épidémies (1).

Le 27 janvier 1883, Abdel Kader pacha, toujours privé de renforts, décima les mahdistes à Maatuk, le 11 février à Meschia-el-Daïd. La révolte avait de moins en moins de chances de réussir. Sur ces entrefaites l'Angleterre exigea le rappel d'Abdel Kader pacha Helmy ...Pourquoi ? Pour le remplacer par l'incapable Hicks, à qui on adjoignit pour la forme Alaa-el-Dine pacha comme gouverneur civil et et Niazi pacha comme gouverneur militaire du Soudan.

(1) Consulter à ce sujet : Prince Omar Toussoup. « *La question soudanaise* » mémoire présenté en 1936 aux membres du Parlement britannique et à la Presse. En arabe.

En réalité, Hicks était seul maître après Dieu. Il allait bien le montrer.

On avait refusé des secours à l'admirable Abdel Kader pacha. On en donna à Hicks. Ce dernier prit même ombrage de la présence de Niazi à ses côtés et sous la menace de démissionner, il obtint, au lendemain de la victoire de Marabieh le 29 avril 1883, que Niazi fut « limogé ».

Il voulait être seul à commander. Or, tant lui que ses officiers anglais, ne savaient rien de la nature du pays dans lequel ils étaient appelés à combattre. Loin de suivre le sage plan d'Abdel Kader pacha, Hicks décida en véritable « fou » (1) *d'envahir le désertique Kordofan à la tête de sa nombreuse armée.*

Conduire 15.000 hommes à travers les solitudes infernales du Kordofan, les affamer, les assoiffer, les anémier, avant de les engouffrer dans la forêt de Shekay, telle fut l'œuvre de Hicks. C'est dans cette forêt que le Mahdi les attendait, et qu'il en fit un horrible massacre, s'emparant de leurs armes, de 29 pièces de montagne, de 7 canons Krupp, d'un million de cartouches, de 4.000 chameaux, etc..., etc...

A la nouvelle de cette défaite sans précédent, de cette défaite stupéfiante venant après les victoires de Abdel Kader pacha Helmy et de Niazi Pacha, l'Autrichien Slatin pacha, l'équivoque gouverneur du Darfour, se rendit sans conditions au Mahdi.

A son tour, l'esclavagiste Osman Digna (2) allié du Mahdi, écrasa sous les murs de Tokar qu'ils étaient venus sauver les 4.000 Egyptiens de l'armée de secours.

C'est dans cette circonstance que le Gouvernement Egyptien, entièrement soumis à l'Angleterre, refusa d'envoyer des renforts plus avant... Bien mieux, le Gouvernement Anglais qui visait à faire du Soudan une *res nullius*, fit savoir au Khédive que le Soudan devait être abandonné sans délai, et que s'il se trouvait dans son entourage quelque ministre ré-

(1) Ce qualificatif est de Wingate. (Rapport à Lord Cromer) 1906.

(2) Cet étrange aventurier était né en France de parents écossais. Il avait été très jeune adopté par un riche traitant soudanais, dont il avait pris la religion et le nom.

calcitrant, il se devait de le renvoyer (1). Ce qui amena la démission du ministère Cherif pacha.

Pour hâter l'évacuation du Soudan, l'Angleterre fit alors appel à Gordon, qui avait l'expérience du pays, et qui comme *représentant accrédité du Gouvernement Anglais* seul reçut mission de mener à bien cette tâche.

Gordon avait reçu les ordres nécessaires de son gouvernement, pour ne rien avoir « à démêler avec celui du Khédive ». Mais comprenant vite que son gouvernement voulait l'évacuation « au plus vite » et aussi « à tout prix », il refusa d'être le docile instrument de ce monstrueux complot.

Partout les garnisons égyptiennes tenaient encore. Il voulait les sauver : on le lui interdit. Il demandait des troupes anglaises : refus ; turques : refus. L'Angleterre s'obstinait... Gordon devait évacuer sur l'heure et sans réplique. Il se cabra.

A Khartoum, il fit ouvrir les prisons, brûler les instruments de supplice, les rôles de contribution, créa un conseil consultatif, abolit les taxes, distribua de l'argent « rassura les faibles, fit trembler les méchants » et en fin de compte... *rétablit l'esclavage*, pour essayer d'enrayer la révolte des traitants.

Dans cet ordre d'idées, il réclama du Caire, qu'on nommât Zobeir, le descendant des Abbassides prisonnier dans la capitale, gouverneur général du Soudan, pour pouvoir l'opposer au Mahdi. Gordon voulait se servir de ce grand féodal contre le prophète des derviches. Mais Foreign Office et « Anti-Slaving Society » veillaient : toute la vertueuse Angleterre poussa de hauts cris.

Zobeir au Soudan ? « Jamais le gouvernement de S. M. « n'a accepté l'idée de la nomination de Zobeir pacha. Nous « désirons ardemment que le général Gordon puisse sortir « de Khartoum, *mais mieux vaudrait cent fois qu'il y res-* « *tât* au delà du terme que nous avons prévu (sic) que de le « faire plus vite (re-sic) avec l'aide d'un agent inacceptable »,

(1) Lettre adressée le 4 janvier 1884 par Granville, ministre des affaires étrangères, à Baring (Lord Cromer). Citée par S. A. le prince Omar Tousoun dans son *Mémoire op. cit.*

déclarait lord Hardington aux Communes. Jamais... répétait Baring en Egypte... jamais.

« En somme, disait Gordon, dans son journal, je n'en-
« voie pas A parce qu'il a fait ceci et cela, mais j'abandonne
« le pays à B qui fera exactement la même chose » (1).

Mais rien ne fit contre la décision bien arrêtée de l'Angleterre de faire lâcher prise à l'Egypte, qui devait capituler devant une misérable révolte qu'un Abdel Kader pacha aurait matée si on lui en avait donné les moyens.

L'homme qui causa le plus de mal à la cause égyptienne, en même temps qu'à Gordon lui-même, fut alors Baring, le futur Lord Cromer, que Gordon accuse ouvertement de vouloir sa perte. dans les pages 15, 31, 54, 61, 140, 198, 200, 219, 269, 320 et 321 de son journal (2).

Sinkal (Soudan Oriental) tomba aux mains des Mahdistes le 8 janvier 1884. Tokar, le 20 du même mois. Mais Graham dépêché par Gordon triomphe à El Teb le 29 et réoccupe Tokar.

A Berber, Hussein pacha résistait encore courageusement. Un *ancien agent consulaire anglais*, le nommé Cuzzi livra la ville aux derviches ; les 1.100 hommes de la garnison furent massacrés et deux steamers armés tombèrent aux mains du Mahdi.

Mais Gordon est indomptable. Il prend l'offensive en personne. Les 2 et 3 mai 1884 il écrase les Mahdistes à Kalakala. Le général Méhémet Aly, à son tour, décime les bandes du Mahdi les 29, 30 et 31 août à Gereif et Halfaya. La situation va se rétablir, sans l'aide de l'Egypte anglaise... Mais la fatalité en a décidé autrement. Le 5 septembre, l'armée du va-leureux Méhémet Aly est battue à El Foum et lui-même périt dans la mêlée.

Pour la seule fois de sa vie, devant tant d'archarnement, tant de malchance, à la nouvelle de la mort de son brillant et malheureux lieutenant, Gordon pleure...

A Londres, Sir Samuel Baker essaie de venir en aide à son successeur :

(1) Journal de Gordon (1^{re} page 37) cité par Jules Cocheris, *op. cit.*

(2) Journal de Gordon cité par Jules Cocheris, *op. cit.*

« Existe-t-il un exemple plus terrible de la déloyauté
« d'un Gouvernement ? s'écrie-t-il... Il faut envoyer 20.000
« hommes (au Soudan)... Là seulement est le salut ».

La fin est proche. Gordon la sent venir. Mais en Chef et en chrétien convaincu, il ne la craint pas. Bien au contraire. Il sera la victime expiatoire. Il payera pour les erreurs de Baker, pour les siennes, pour l'incapacité de Hicks, la félonie de Baring, la « déloyauté » de son Gouvernement.

Dans la nuit du 9 au 10 septembre, le steamer « Abbas » quitte Khartoum emportant à son bord le colonel Stewart, les consuls anglais et français et quelques grecs.

Le colonel Stewart a mission de plaider la cause de Khartoum et des garnisons qui, contre toute attente, résistent encore, perdues dans des coins obscurs de la brousse. Mais le 18 septembre, le « Abbas » s'échoue sur des rochers. Stewart, les consuls Power et Herbin, attirés à terre, tombent dans un guet-apens et sont massacrés.

C'est fini. Gordon n'a plus de secours à attendre de personne.

Le 12 novembre 1884, le Mahdi investit Khartoum par la banlieue : Omdourman, qui coupée de la ville, isolée, résiste jusqu'à ce que Gordon lui ordonne de se rendre.

La famine se déclara vite dans la capitale surpeuplée. Le 26 janvier 1885, à 2 heures du matin, un officier félon, Faray pacha, ouvre les portes de Khartoum aux Mahdistes. A l'aube, Gordon tombait sous les coups d'un fanatique.

Le 28 janvier 1885, les avants-gardes de lord Wolseley apparaissent devant Khartoum, voient flotter le drapeau du Mahdi et rebroussement chemin.

Ce retard inqualifiable « n'était pas une faute, c'était un crime » (1), un crime impardonnable dont les mobiles avaient été clairement dévoilés par lord Wolseley dans ses instructions à ses troupes :

« Tous vos efforts doivent être concentrés vers le salut des
« troupes égyptiennes ainsi que des fonctionnaires civils et

(1) Jules Cocheris, *op. cit.*

« de leurs familles qui souhaiteraient (sic) de rentrer en « Egypte... *La politique du Gouvernement (anglais) tend à « faire cesser au Soudan le règne de l'autorité égyptienne* ».

Pour « faire cesser » ce règne une lenteur stupéfiante avait été apportée dans l'organisation des secours. C'est en Août 1884 que le Parlement avait voté les crédits. C'est le 5 Octobre que Wolseley arriva à Ouadi-Halfa. Le 3 Novembre il est à Dongolah, le 16 Décembre à Korti. Le 30, le général Henri Stewart s'empare de Gakdul. Le 17 Janvier il défait les Mahdistes à Abou Kléa, mais il y est mortellement blessé. Son successeur Sir Charles Wilson s'empare le 19 de Gumbat. Le 21 janvier la colonne de secours entre en rapport avec les steamers que Gordon faisait croiser dans les parages depuis 112 jours. Wilson s'embarque sur ces steamers, remonte le fleuve vers Khartoum où il arrive le 28 pour voir flotter l'étendard du Mahdi.

« Le lundi 11 mai 1885... une déclaration officielle fut « faite au nom du cabinet libéral (Gladstone) par le marquis « de Hartington, à la Chambre des Communes. Elle se ré-
« sumait d'un mot : l'abandon complet et immédiat du Sou-
« dan.

« La frontière de l'Egypte était reportée à Ouadi-Halfa « et à Assouan.

« Ce fut la dernière page de ce douloureux chapitre dont « l'Angleterre n'a pas à s'enorgueillir » (1).

4) L'Odyssée d'Emine pacha en Equatoria

De toutes les possessions africaines de l'Egypte, il ne lui restait qu'une province : le Khatt-el-Istawa, l'Equatoria. C'en était une de trop pour l'Angleterre qui résolut d'autant plus de la perdre, qu'un homme trop fidèle la tenait : Emine pacha, dit : « El-Hakim el-Amine » (le sage, le fidèle).

Prussien converti à l'Islam, au service du Khédive, le docteur Emine était doux, indulgent, sympathique à la population qui l'aimait et lui faisait confiance. Il avait rétabli l'ordre, jugulé la traite, fermé l'Equatoria aux mahdistes. Naturaliste et botaniste réputé, il ignorait la rancune, la

(1) Jules Cocheris, *op. cit.* page 328.

haine et la jalousie. Cet étonnant « fidèle » avait pour les biens de ce monde un profond mépris : huit ans durant il se passa de sa solde. Ce « sage » était d'une bravoure sans pareille : nul n'aurait osé s'attaquer à lui... sinon l'Angleterre.

Contre Emine, elle suscita l'aventurier Stanley dont le maréchal de Molke a dit un jour qu'il était « un lansquenet » prêt à tout faire pour de l'argent. Mais à une attaque d'Emine, il fallait un motif apparent, plausible. La conscience de l'Angleterre n'a jamais souffert que ses gestes ne soient pas dictés par l'« humanité » et la « générosité ».

La presse anglaise entreprit de représenter à l'Europe tous les « dangers » qu'Emine courait en Equatoria et la nécessité de le « sauver ». Deux années (1887, 1888) passèrent ainsi sans que les soldats d'Emine aient voulu entendre parler de retraite. Le Mahdi régnait en maître depuis trois ans à Khartoum, mais nul n'avait inquiété Emine qui n'eût été repoussé.

« Emine ne désirait pas être délivré. Nous ne pouvons « pas être fiers de cette expédition qui fut inspirée non par « un motif d'humanité mais par la soif de la gloire et des « richesses » écrira plus tard un des principaux lieutenants de Stanley ; et Chaillé-Long : «... l'expédition de Stanley « agent du Gouvernement britannique ne peut avoir d'autre « but que d'enlever à l'Égypte les provinces de l'Equatoria « et le bassin du Haut-Nil. Je proteste donc contre ce *raid* « imparfaitement accompli mais bien *prémédité* ».

Mais le Khédivé Tewfick n'avait pas l'énergie nécessaire pour résister aux pressions anglaises.

Il avait permis aux Italiens de s'installer en Erythrée (à Massaoua, ville égyptienne). Il envoya à Emine des instructions, le laissant « libre » de se décider pour la résistance ou la retraite...

A peine en Afrique, Stanley marcha sur l'Equatoria. Bientôt il fut en difficulté. Force lui fut de s'adresser à celui qu'il était venu « sauver », pour avoir des... secours. En réponse à sa requête, Emine lui fit tenir des vivres et des équipements neufs, mais il l'avertit de « rester là où il était ».

Ce ne fut que le 29 avril 1888 que Stanley put rejoindre Emine, à qui il proposa, soit d'évacuer l'Equatoria purement et simplement et de rentrer au Caire, soit de la gouverner au nom de Léopold de Belgique aux appointements de 35.000 francs-or, avec un crédit de 300.000 francs et le grade de général, soit enfin de s'installer au nord-est du lac Victoria-Nyanza au nom et pour compte de l'Association Britannique de l'Afrique Orientale. Mais Emine refusa ces trois propositions. « Moi ici, les provinces appartiennent à l'Egypte et restent miennes jusqu'à ce que je m'en aille ».

Le 5 avril 1889, Stanley revient à la charge. Il fait encercler le camp d'Emine par ses « zanzibaris », assemble les Egyptiens, les menace un fusil à la main :

« Moi seul commande ici, hurle-t-il, et si quelqu'un de vous me résiste, je le tue avec ce fusil et je le foule aux pieds ».

Emine est prisonnier. Ses hommes se rendent à l'exception de son domestique : l'héroïque serviteur est passé par les armes et le 10 avril toute la population égyptienne de l'Equatoria quittait cette province qu'elle avait si longtemps défendue et tenue pour son pays : 51 *officiers et soldats*, 126 domestiques...

De retour au Caire de son « expédition de corsaire » (1), Stanley est fêté, adulé, décoré par le Khédive. Il avait « sauvé » Emine, perdu l'Equatoria : il avait droit à tous les honneurs.

Quant à Emine, réfugié à Zanzibar, blessé, fiévreux, malade, il revint mourir en Afrique le 23 octobre 1892.

Quelques mois plus tard le drapeau britannique flottait sur « l'Ouganda ». Le dernier fleuron de la couronne africaine était tombé. L'Empire d'Ismail n'était plus qu'un souvenir. L'Egypte du rang de colonisatrice, de civilisatrice, était tombée à celui de nation asservie.

Il ne s'était pas encore écoulé soixante ans depuis Nézib et l'hégémonie égyptienne en Orient. Le Soudan redevenu (pour l'Angleterre du moins) *res nullius* était à prendre. L'Angleterre s'y attela.

(1) Prince Omar Toussoun. *Mémoire op. cit.*

II. — L'accord de 1899

1) Les textes

En 1896 la « conquête » du Soudan était décidée. Une importante force anglo-égyptienne fut mise à la disposition du « sirdar » Kitchener pour l'entreprendre.

Battus à Omdourman, les derviches abandonnèrent Khar-toum, se firent massacrer un peu partout dans le Soudan et finirent par disparaître sans laisser de trace.

Seul de leurs chefs, devait demeurer insaisissable, l'Ecos-sais Osman Dagna. Arrêté en 1900, condamné à la réclusion, il est mort dernièrement peu de temps après avoir été libéré.

Le Soudan était « reconquis ». Mais l'Angleterre avait pris part à cette reconquête. Elle avait été à la « peine » : elle voulait être à l'honneur.

Le 19 janvier 1899, Lord Cromer pour la Grande-Bretagne et Boutros pacha Ghali pour l'Egypte, signaient une convention, aux termes de laquelle était établi un « condominium » sur les provinces soudanaises « reconquises grâce « aux efforts militaires et financiers joints du Gouvernement « de S. M. Britannique et du Gouvernement du Khédive ».

A ces provinces qui « étaient en rébellion » il était devenu nécessaire de choisir un système d'administration tenant compte des « conditions rétrogrades et troublées » de certaines régions et des titres acquis « par droit de conquête » par l'Angleterre. Aussi, à l'exception de Ouadi-Halfa et de Souakin un même régime devait désormais gouverner toutes les provinces soudanaises.

Au sens de la convention le mot Soudan désignait « tous « les territoires situés au Sud du 22° parallèle de latitude « qui n'ont jamais été évacués par les troupes égyptiennes « depuis 1882 et ceux qui, ayant été administrés par le Gouvernement du Khédive avant la rébellion du Soudan ont « été ou seront ultérieurement reconquis par le Gouvernement Anglais et le Gouvernement Egyptien agissant de « concert ».

Les drapeaux des deux pays devront donc flotter conjointement, sur toute l'étendue du Soudan — sauf sur Souakin

où seul sera hissé le drapeau égyptien. Un officier supérieur sera investi du commandement suprême du Soudan, par nomination khédiviale et sanction anglaise. Il aura pouvoir de promulguer, modifier et abroger par « proclamation » les lois, décrets et règlements à condition de notifier cette proclamation à l'agent britannique au Caire et au gouvernement égyptien. Il ne reconnaîtra pas de privilèges aux ressortissants des Puissances (capitulaires) et sera libre de régler les conditions de leur résidence et de leur commerce.

La convention ne va pas jusqu'à imposer des droits de douanes sur les marchandises entrant d'Égypte, mais l'article 7 précise que les marchandises entrant par Souakin et les ports du littoral de la mer Rouge, payeront « pour le moment » des droits équivalents à ceux perçus sur les marchandises entrant en Égypte.

L'article 8 spécifie que « la juridiction des Tribunaux Mixtes ne sera étendue en aucun cas à aucune portion du Soudan *excepté à la ville de Souakin* ». L'article 9 déclare que la loi martiale « est et restera jusqu'à nouvel ordre, en vigueur dans tout le Soudan » moins Souakin comme de juste. L'article 10 soumet à la reconnaissance préalable du Gouvernement Anglais la nomination des consuls, vice-consuls et agents consulaires au Soudan. L'article 11 prohibe le commerce des esclaves et l'article 12 — qui se réfère à l'acte de Bruxelles du 2 juillet 1890 — l'importation, la vente et la fabrication d'armes à feu, de munitions et de boissons distillées ou spiritueuses (1).

2) Critique

L'Angleterre avait hésité à faire du Soudan sa colonie sur les conseils de Lord Cromer, qui y voyait la cause du mauvais état des finances égyptiennes.

En d'autres termes, ce n'était pas là une « affaire » et l'annexion était jugée beaucoup trop onéreuse en regard des faibles avantages commerciaux que l'Angleterre pouvait en retirer. Mieux valait laisser l'Égypte y mettre un peu d'ordre, par une *combinaison politique adéquate qui ne serait ni un*

(1) Voir texte dans le Recueil déjà cité de MM. Le Fur et G. Chklaver.

condominium (ainsi qu'à tort on l'appelle) *ni un protectorat collectif* mais une « bonne affaire » pour l'Angleterre et un marché de dupe pour l'Égypte.

Franz Despagne va encore plus loin quand il affirme que le fait pour l'Égypte d'avoir conservé en 1899 un rôle « nominal et passif » n'empêche pas que ses provinces soudanaises aient *véritablement été annexées à l'Empire britannique*.

Que comporte en effet un *condominium* ? un équilibre nécessaire dans les pouvoirs exercés par les contractants. Or, dans la convention de 1899 cet équilibre a été rompu au profit de l'Angleterre qui s'est attribué tous les privilèges, laissant à l'Égypte un rôle « passif », « nominal », absolument insuffisant pour justifier l'appellation de « *condominium* » appliquée à tort au résultat de ce traité.

Trois propositions résument bien cette affaire soudanaise :

1^{re} *proposition*. — L'Égypte n'a jamais abandonné le Soudan « en droit » si « en fait » et par suite des manœuvres anglaises elle a été obligée de se retirer momentanément. Il ne saurait donc s'agir ni de conquête, ni de reconquête, mais d'un Retour du Soudan dans l'unité égyptienne, et les droits accordés à l'Angleterre par la convention de 1899, ont été extorqués par elle en échange de l'aide matérielle donnée par ses officiers aux troupes égyptiennes.

2^e *proposition*. — Les sacrifices consentis par l'Égypte pour le relèvement de ses provinces du Sud et leur accession au degré de civilisation atteint par ses provinces du Nord, les sacrifices subis par elle lors de la révolte mahdiste et lors du Retour, sont disproportionnés avec les droits qu'elle a fini par conserver sur le Soudan — alors que les infimes sacrifices de l'Angleterre n'expliquent pas la part de lion qu'elle s'est taillée.

3^e *proposition*. — Enfin l'Égypte, en accordant à l'Angleterre des « droits » sur ses provinces du Sud, en est arrivé à ce résultat, que ces provinces égyptiennes furent placées sous le *protectorat anglais*, réalisant cette anomalie

de doter chaque partie du pays égyptien d'un statut international différent.

Reprenons ces propositions :

Première proposition. — Pas de conquête : un Retour

L'Angleterre (même secondée dans ce dessein par une Egypte asservie) n'a pas pu, dans la meilleure des hypothèses, « conquérir » le Soudan.

C'est en effet une règle de droit international qu'on ne saurait « conquérir » que ce qui n'a point de maître, qu'une *res nullius*, et pour admettre la thèse anglaise, il nous faudrait pouvoir justifier que le Soudan ait été à un moment donné une *res nullius*, ce qui est pratiquement impossible. Aussi soumis aux directives anglaises qu'il ait été, le Khédive Tewfik a toujours pris soin de représenter les ordres d'évacuation comme devant avoir un effet momentané, et comme uniquement dictés par les circonstances présentes et précises.

L'Egypte, qui a fait entrer le Soudan dans le droit international (1) en 1820 n'a jamais renoncé à ses droits sur ses provinces ; mais forcée de céder matériellement devant une révolte mal contenue, elle a dû reculer ses positions jusqu'où elle pouvait opposer une résistance efficace, Ouadi Halfa en Nubie.

Un fait presque semblable s'est produit durant la Grande Guerre au Maroc, et l'on eût bien étonné le Maréchal Lyautey, en lui apprenant que le fait de dégarnir certains postes de l'intérieur et de laisser à plus tard le soin de les reprendre sur les « rebelles », pouvait permettre à n'importe quelle Puissance européenne (à l'Espagne par exemple) de venir discuter les droits de la France ou de tenter la « conquête » du Maroc intérieur sous prétexte qu'il était devenu une *res nullius* par l'abandon momentané des troupes françaises.

Mais aux intentions formelles du Gouvernement Egyptien de ne renoncer que provisoirement à la *détention matérielle* du Soudan, d'autres faits (des actes internationaux) sont venus s'ajouter qui ont été l'œuvre de l'Angleterre soit

(1) Grégoire Sarkissian. « *Le Soudan Egyptien* » Paris 1913, page 44.

que cette dernière ait opposé la souveraineté égyptienne sur le Soudan à la France (lors de l'affaire de Fachoda), soit qu'elle ait pris la précaution de faire reconnaître par l'Allemagne (1890), par l'Italie (1891), par le Congo (1894) etc... etc.. cette souveraineté égyptienne.

Ainsi non seulement le Gouvernement Egyptien a toujours maintenu ses droits envers et contre tous (y compris l'Angleterre), mais l'Angleterre elle-même a appuyé ces légitimes prétentions contre les voisins africains.

Il ne semble donc pas que l'Angleterre puisse discuter sur ce point. Mais elle s'est rabattu sur une deuxième thèse, suivant laquelle la part prise par elle à la « reconquête » (et non plus à la « conquête ») lui aurait donné un droit à la souveraineté.

Ici encore cette thèse est en contradiction flagrante avec le fait et le droit.

Ne peut « reconquérir » que le premier « conquérant ». Le premier conquérant, c'était l'Egypte.

L'aide délibérément mise à sa disposition par l'Angleterre, n'a pu donner aucun droit à cette dernière. En effet :

a. — C'est elle qui par ses manœuvres et ses injonctions, s'est de sa propre initiative, immiscé dans les affaires du Soudan, lors de la révolte par le rappel de Abdel Kader pacha Helmy et son remplacement par l'incapable Hicks, par l'obligation dans laquelle elle a mis le ministère égyptien présidé par Chérif pacha de démissionner quand il s'avéra que ce ministère refusait de sanctionner l'évacuation, par l'expédition de Stanley, etc... etc ...

b. — C'est encore l'Angleterre qui, en 1896, s'est invité à la « reconquête », sans que l'Egypte lui ait rien demandé.

De plus, en admettant même que le Khédive ait fait appel à elle, comment justifier le prix que l'Angleterre a mis à son assistance ?

En lui-même, ce prix est abusif puisqu'il est supérieur à la part qui est demeurée celle de l'Egypte — et nous développerons cette idée dans notre deuxième proposition.

Juridiquement, l'Egypte ne pouvait consentir à traiter sur cette base, l'aurait-elle voulue.

Elle avait, il est vrai, conquis le Soudan sans aucune aide de la Turquie. Mais, ce sont les Firmans de 1941, de 1865, de 1873, etc... etc... qui lui ont donné, à elle vassale, le droit d'administrer ces conquêtes faites au nom et pour compte du suzerain.

Or, l'Egypte n'avait nullement le droit de disposer de ses conquêtes, attachées héréditairement à sa dynastie. Si elle l'a fait, c'est à l'encontre de sa Charte, c'est illégalement, c'est par un traité entaché de nullité — et ainsi que nous le verrons dans notre troisième proposition — pour d'autres raisons encore que pour la suzeraineté ottomane.

Que la Turquie ait en 1923, vingt-quatre ans après cette convention, ratifié cette cession, la belle affaire ! Il y avait neuf ans que tout lien entre elle et l'Egypte avait disparu. Sa ratification en fait et en droit est inopérante.

Au moment où cette convention fut signée, elle était radicalement nulle : parce que le Khédive, administrateur des provinces du Nord et du Sud, avait des pouvoirs limités par les firmans — parce que la Grande-Bretagne était elle-même garante de l'intégrité des territoires ottomans (1839) et égyptiens (1871), qu'elle avait excipé de cette exception à la France (Fachoda) et qu'elle savait mieux que personne l'incapacité de l'Egypte d'y porter atteinte — parce qu'enfin l'Angleterre et l'Egypte en signant cette convention frustraient les puissances tierces de leurs droits acquis, en supprimant la juridiction mixte à Souakin, en dénonçant les conventions douanières, en faisant fi des privilèges des consuls qui n'auraient pas reçu l'exequatur du gouvernement britannique, *en un mot en abrogeant du même coup la Réforme, les capitulations et les ententes internationales.*

Ainsi, ni conquête ni reconquête ; nullité de la convention de 1899.

Deuxième proposition. — Les sacrifices de l'Egypte et ceux de l'Angleterre : la lésion.

Mais raisonnons comme si la convention de 1899 pouvait

être passée, comme si la thèse de la reconquête en commun *pouvait* être admise. La convention de 1899 n'en demeurerait pas moins nulle comme entachée de lésion, et de lésion grave.

La conquête et l'administration du Soudan par la création des communications, des tribunaux, des écoles, des casernes, etc... etc... de 1820 à 1882 a entièrement été l'œuvre de l'Égypte, tant du point de vue matériel (argent, armes, etc... etc...) que du point de vue humain (chefs militaires, administrateurs, ingénieurs missionnaires, etc..., etc...).

A la révolte mahdiste, l'Angleterre ne possédait aucun soldat, aucun commerçant au Soudan. Toutes les pertes en hommes, en armes, en marchandises, en édifices publics, en revenus de l'impôt et autres, furent des pertes strictement subies par l'Égypte.

En 1896, la quote-part de l'Angleterre fut réelle, mais guère supérieure à celle de l'Égypte : même pas égale.

Depuis 1896 l'Égypte a assuré le déficit du budget soudanais, en sus de ce que lui coûtait l'entretien de ses propres forces au Soudan.

Résumons-nous. Dans la première période (1820-1882), l'Égypte assume *tous les frais, fournit tous les hommes*. Dans la deuxième période l'Égypte *essuie toutes les pertes*. Dans la troisième période *Égypte et Angleterre collaborent*, mais leur part est évidemment *très inégale*.

Nous recueillerons quelques chiffres dans une des publications (1) dues au patriotisme et au mécénat de S. A. le prince Omar Toussoun, défenseur acharné de la souveraineté égyptienne au Soudan :

La révolte mahdiste a coûté à l'Égypte 79.701 *officiers et soldats* et près de 200.000 *hommes, femmes et enfants*, de ses nationaux résidant au Soudan.

L'Angleterre y a perdu 1.400 *hommes* en tout et pour tout, soit 1% *des soldats*, 3% *des officiers*, 0% *des civils*.

Les biens des Égyptiens perdus pendant la révolte, peu-

(1) « *Les sacrifices de l'Égypte au Soudan* ». Ouvrage arabe publié sous la direction de S. A. le prince Omar Toussoun.

vent être estimés à L. E. 10.000.000 — les armes, munitions, le contenu des caisses de l'Etat, des Postes, les revenus des Domaines à L. E. 20.000.000 — le déficit commercial conséquent à la perte du Soudan seize ans durant à L. E. 32.000.000 — les frais de conquête s'élevèrent à L. E. 11.000.000.

Si, à ces chiffres fabuleux nous voulons ajouter ces autres chiffres :

Emprunts accordés pour l'exploitation de 1899 à 1914	5.323.696 livres
Subventions pour parer au déficit annuel, de 1899 à 1912	5.353.215 —
Frais de l'armée d'occupation de 1899 à 1922	3.418.805 —
De 1923 à 1924	1.500.000 —
Subventions accordées au Soudan à raison de 750.000 livres par an, de 1925 à 1930	4.500.000 —

nous atteindrons vite une somme globale de près de 150 millions de livres ou de 27 *milliards de francs* — *représentant, ainsi qu'on peut s'en rendre compte une partie des frais déboursés par l'Egypte de 1882 à 1930.*

Qu'a coûté le Soudan à l'Angleterre ? Dans la plus généreuse estimation une dizaine de millions.

En vérité, ce fut là un marché de dupes, tant pour ses conséquences financières au moment où il fut conclu, que pour celles qui en découlèrent par la suite.

Mais cette lésion elle-même n'existerait pas que le principe de l'intérêt, source du droit (base de l'action) condamnerait la convention de 1899.

En s'arrogant au Soudan les droits exorbitants reconnus en 1899, l'Angleterre satisfît à son impérialisme déchaîné, et à rien d'autre.

Pour l'Egypte, ainsi que nous l'avons déjà dit, le Soudan est un territoire VITAL. Dès la plus haute antiquité, les Pharaons l'avaient fait entrer dans leurs domaines, et sa position le long du Nil le rend mortel pour l'Egypte — s'il n'était pas à l'Egypte.

Superflu pour l'Angleterre, le Soudan est nécessaire à l'Egypte. Cette simple constatation condamne la convention de 1899, *un pays ne pouvant être indéfiniment lié à son détriment, par l'acte même solennel, passé par un ministre*

domestiqué — comme la plupart des ministres égyptiens d'alors, asservis à la Résidence, au Haut-Commissaire Britannique.

Troisième proposition. — Le protectorat anglais sur les provinces du Sud.

Si on reprenait les définitions du protectorat données dans la première partie de cet ouvrage, on en concluerait que ce régime se caractérise chez les auteurs les plus rigoristes, par :

a. — La demande formulée, ou l'acceptation donnée par l'Etat protégé à l'Etat dont il sollicite ou admet la protection.

b. — l'abdication par le protégé en faveur du protecteur de son indépendance extérieure et de certaines de ses attributions intérieures.

c. — la coexistence de deux pouvoirs inégaux mais effectifs : celui des autorités locales, plus spécialement habilitées à l'exercice des besognes purement intérieures et inférieures de l'administration et celui des autorités du protectorat dont dépendent la Haute-Administration, les plans d'ensemble, la politique générale, etc... etc...

Venons-en au cas du Soudan par rapport à l'Egypte et aux visées britanniques.

La notion de « colonie » n'existait dans l'Empire ottoman, ni dans la conception que ses dirigeants se faisaient des territoires qu'ils soumettaient, ni dans les méthodes d'administrer — qui dans l'Empire comme dans la Turquie proprement dite, étaient absolument les mêmes, sauf à considérer les cas particuliers de provinces chrétiennes (Bulgarie, Serbie, Valachie, etc...) de provinces devenues trop fortes (l'Egypte de Mohamed Ali) ou trop lointaines (Tunisie, Maroc, etc... etc...) dans lesquelles existait *en fait* une certaine différence, qui encore une fois n'est jamais passée dans la *politique* de l'Empire.

Le Sultan, était le « souverain maître », aussi bien « des trois grandes villes de Constantinople, Andrinople et Brousse » que de « Damas, odeur de Paradis », de l' « Egypte, rare en

son temps », des places fortes de Tunis, la Goulette et Alger ou des « honorables tribus de Tartares et des hordes qui en dépendent », et ceci tenait à ce que les Osmanlis n'étaient originaires d'aucun des pays qu'ils régentaient de leur « foudroyante épée ».

Venus des steppes de Mongolie, les Osmanlis héritiers des Eljoucides, avaient tout conquis, aussi bien la Turquie proprement dite, que la Syrie ou l'Égypte. Toutes ces contrées étaient à leurs yeux les mêmes : *fruits de leur conquête, une et indivisible*.

Ce ne fut que plus tard, quand les Turcs se frottèrent de quelque culture allemande, qu'en 1907 les jeunes-turcs entreprirent de modifier la structure interne de l'Empire, dans son essence même.

La notion de « colonie » leur était venue d'Europe : terre à exploiter, à laquelle il faut faire rendre le maximum en lui donnant le strict nécessaire, peuple « inférieur » qu'on ne saurait traiter d'égal à égal.

L'antique notion du « tout indivisible », scellée par la communauté de religion et de Calife, rendant tous les « otomans » égaux devant le pouvoir spirituel et temporel, cette notion n'avait cessé de régenter l'Empire jusqu'à l'apparition de la Société « Union et Progrès » dont Kémal Ataturk reste, à notre connaissance, après les « épurations » nécessaires, le dernier — ou peu s'en faut — des représentants.

Quand les jeunes turcs émirent ces nouvelles prétentions, la fraction non-turque la plus importante et la plus fidèle de l'Empire, la fraction arabe, se dressa, complota, fut durement traitée, se révolta ; et les bédouins de Fayçal poursuivirent les Turcs, l'épée dans les reins jusqu'en Anatolie.

En 1841, le Sultan ne savait pas avoir des « colonies ». Il savait posséder des « provinces » plus ou moins autonomes, mais toutes semblables aux provinces de Constantinople, d'Andrinople ou d'Angora.

L'Égypte, province parmi tant d'autres, fut donnée en apanage héréditaire à la famille de Mohamed Ali. Aux douze

gouvernements d'Égypte, la Porte joignit les gouvernements de Nubie, du Senaar, du Kordofan, que son vassal Mohamed Ali, lui avait conquis, et qu'il tenait désormais au même titre que les douze premières avec lesquelles elles firent — les besoins géographiques, historiques et économiques, les affinités raciales, linguistiques et religieuses aidant — un tout complet.

Le pouvoir des Alaouites (1) portait donc sur quinze provinces, s'étendant de la Méditerranée au centre de l'Afrique, toutes gérées par des « moudirs » ou gouverneurs, toutes soumises aux mêmes lois civiles, administratives et politiques.

De sa propre initiative, la Porte y ajouta l'Erythrée, la Somalie, etc..., etc.... auxquelles Ismaïl joignit le Darfour, l'Equatoria, le Bahr-el-Gazal et le Harrar.

Le Darfour, le Bahr-el-Gazal et l'Equatoria étaient les compléments naturels du Kordofan, du Senaar, de la Nubie, de la Haute et de la Basse-Egypte. Ils entraient par conquête et confirmation ottomane, dans l'unité égyptienne. Le Harrar, l'Erythrée et la Somalie, loin de la Vallée du Nil, non reliés à l'Égypte par les mêmes besoins communs et les mêmes affinités, constituaient autant de provinces ottomanes données à administrer aux Alaouites, mais susceptibles de division mentale et matérielle d'avec leur domaine propre, *le domaine de la nation égypto-soudanaise*.

En disposant de l'Erythrée, de la Somalie et du Harrar, *l'Angleterre a privé l'Égypte de gouvernements à elle confiés et a porté atteinte à l'intégrité des territoires ottomans, qu'elle avait maintes fois déclarée sacrée*.

En s'emparant de l'Equatoria, *elle amputait résolument le territoire national égyptien*, en détachant une parcelle qu'elle s'appropriait malgré l'Égypte, et pour toujours.

En se faisant « accorder » des « droits » sur le Soudan proprement dit, elle se faisait *consentir un protectorat conventionnel, synallagmatique*, sur des territoires égyptiens au même titre que la Haute ou la Basse-Egypte, l'Égypte ne

(1) Nom donné à la famille de Mohamed Ali.

s'arrêtant nullement aux cataractes mais comprenant indivisément la Vallée du Nil toute entière.

Le Soudan n'est donc pas une « colonie » égyptienne sur laquelle l'Égypte ait pu donner des « droits » à l'Angleterre. Ce n'est pas une « colonie » à l'administration de laquelle l'Égypte pouvait convier la Grande-Bretagne ; c'est une partie des provinces égyptiennes, dont une autre partie plus peuplée et plus évoluée, a injustement disposé sans droit, pour la soumettre à un protectorat étranger.

Indépendant dans ses provinces de Dakahlia, Gharbia, Menoufia, Behera, etc..., etc... et ses gouvernorats du Caire, d'Alexandrie, de Port-Saïd, etc..., etc... le peuple égyptien est « protégé » dans ses provinces du Senaar, de Kordofan, du Darfour...

C'est par le contrat de 1899, qu'une partie de l'Égypte a délibérément (en apparence) sollicité de l'Angleterre, qu'elle confisque l'indépendance extérieure du Soudan et qu'elle s'immisce dans son administration intérieure, de la façon exorbitante que l'on sait.

C'est par la convention de protectorat de 1899 que l'Égypte a été « *divisée en deux tronçons* » (1).

Mais condamnée par ses conséquences, par sa nullité juridique, par la lésion qui l'entache, la Convention de 1899 est encore nulle à d'autres égards : n'a-t-elle pas été dictée à l'Égypte par l'Angleterre présente au Caire, n'est-elle pas ce qu'on pourrait justement appeler « un contrat entre un tuteur et son pupille », *nul en droit privé, nul en droit public* ?

De plus, à peine signée, elle a été violée de façon caractéristique par l'Angleterre.

La Convention de 1899 stipule que Souakin n'a jamais cessé de faire partie de l'Égypte, et que le drapeau Khédivial y sera seul hissé -- or dès le 19 juillet 1899 les Tribunaux Mixtes étaient supprimés à Souakin contrairement à ce qui se passait en Égypte où on les renouvelait.

Alors pourquoi Souakin était-elle abritée par le drapeau

(1) Gaignerot, *op. cit.* p. 281.

égyptien « seul » ? Pour éviter à l'Angleterre de maintenir des forces dans ce port vulnérable, pour qu'en cas de guerre, ce débouché naturel du Soudan anglo-égyptien soit couvert par la neutralité — que l'on pouvait alors envisager comme possible — de l'Égypte (1).

III. — Le Soudan depuis 1899

Après la signature de cette convention, dont le texte extrêmement obscur donne la possibilité de l'« interpréter » de différentes manières, surtout si l'une des parties est « forte au point de pouvoir, par sa force, placer l'autre sous « sa protection » (2) l'Angleterre eut la haute main sur les affaires soudanaises.

Non seulement elle s'était gardée de faire mention à côté des terres « anciennement égyptiennes » conquises par les anglo-égyptiens, de celles aussi « anciennement égyptiennes » conquises par les Anglais seuls (Stanley) mais encore, elle se hâta de la modifier sans avoir l'air d'y toucher.

C'est ainsi que les Tribunaux Mixtes furent supprimés à Souakin, et que le 21 janvier 1899 on divisa le Soudan en sept provinces, dont quatre restaient soumises au régime « militaire » : Omdurman, Fachoda, Kassala, Sanar et dont les trois dernières conservaient leur administration ancienne : Assouan, Oudi-Halfa et Souakin.

C'est ainsi aussi, que bien que le souverain de l'Égypte ait conservé le droit de « nommer » par décret le gouverneur général *anglais* du Soudan sur « présentation » de la Grande-Bretagne, un refus de l'Égypte de « nommer » le candidat anglais, aurait, au dire d'un auteur anglais « *mis fin au condominium* » (3).

Mais l'éventualité ne se présenta pas. L'Égypte savait trop bien ce qu'elle risquait.

Les lois auxquelles fut désormais soumis le Soudan, furent bientôt établies. L'ordonnance n° 2 de 1899 promulgua

(1) Du moins c'est ce qu'en pensait J. Cocheris, *Op. cit.*

(2) Prince Omar Toussoun. Mémoire *op. cit.* page 75.

(3) O'Rourke. « The juristic status of Egypt and the Sudan ».

un « code pénal » inspiré du code en vigueur dans l'Indoustan ; l'ordonnance n° 12, de la même année, un « code de procédure criminelle », et l'ordonnance n° 2, de 1900, un « code de justice civile ». Enfin, le 24 janvier 1910, une ordonnance du Gouverneur-Général créait un « Conseil », analogue à « l'Exécutive Council » du vice-roi des Indes. Ce conseil, destiné à « assister le Gouverneur-Général », était composé de l'inspecteur-général, du secrétaire financier et du secrétaire légal, membres « ex officio », et de deux membres, au moins, ou quatre, au plus, désignés, tous les trois ans, par le Gouverneur-Général (1).

Nous sommes ainsi amenés à 1914, date à laquelle la Grande-Bretagne déclara son protectorat sur l'Égypte proprement dite, annihilant du même coup en pratique, toute influence égyptienne au Soudan.

Juridiquement, l'étendue des droits dont pouvait alors disposer le « Sultan » d'Égypte sur le Soudan, put désormais être librement déterminée par la Grande-Bretagne et l'Égypte (c'est-à-dire par le Haut-Commissaire anglais en tant que représentant l'Angleterre d'une part, et le même Haut-Commissaire anglais en tant que représentant l'Égypte, par personnes interposées dites « ministres égyptiens », de l'autre) sans qu'il fut possible de leur opposer les droits de la Porte.

M. Hugues Colin raisonne très paradoxalement, quand dans « La Condition Internationale du Soudan Anglo-Egyptien et du Haut-Nil » (2), il soutient, que jusqu'en 1914 le Khédive n'intervenait dans le gouvernement du Soudan (par la nomination du gouverneur) que contrairement aux droits suzerains de la Porte, et qu'à partir du 19 décembre 1914, le Sultan d'Égypte intervenant non seulement en fait mais encore en vertu d'un droit tiré de la Convention de 1899 et opposable à toutes les Puissances, la position de l'Égypte au regard du Soudan, se trouvait juridiquement consolidée.

(1) Pierre Arminjon. « La Situation Economique de l'Égypte. Le Soudan Egyptien ». Paris 1911.

(2) Hugues Colin. « Condition Internationale du Soudan anglo-égyptien et du Haut Nil ». Thèse Paris 1937. O'Rourke y est cité page 142.

D'autant plus que M. Colin reconnaît immédiatement, qu'à partir de cette date, les Anglais ne tolérèrent plus une « ingérence » égyptienne « aussi large » que par le passé, dans les affaires du Soudan.

En réalité, avec le Protectorat, l'Égypte perdit toute souveraineté effective sur le Soudan, puisqu'elle même, deuxième partie à la Convention de 1899, avait résilié sa souveraineté contre le protectorat « imposé ».

L'Angleterre jouissait depuis 1899 de la moitié de la souveraineté sur le Soudan, l'autre étant nominalement exercée par un autre Etat, théoriquement indépendant : l'Égypte.

En 1914, l'Angleterre, en sus de cette co-souveraineté, englobait la souveraineté théorique et pratique de l'Égypte.

Comment l'Égypte pouvait-elle voir sa position « consolidée » au Soudan ?

Nous pensons qu'il est superflu de nous perdre dans des discussions sans fin, sur les conséquences de l'abrogation de la suzeraineté ottomane etc... etc...

Les faits sont trop évidents, étayés par le droit, pour que nous ne refusions pas de suivre M. Colin dans ses vues : en 1914 l'Égypte perdit tout contrôle au Soudan, et du fait du protectorat, devint incapable d'exercer sa souveraineté, même nominale.

Il y avait si bien « quelque chose » de changé, qu'en 1922, l'Angleterre « réserva » la question soudanaise au même titre que celle des Capitulations, qui ne dépendait pas que d'elle, ou que celle de l'occupation, qu'elle seule pouvait trancher.

En 1922, l'équivoque persistait. Le régime de 1899 était encore en vigueur, sans que l'Égypte ne puisse prétendre à une « ingérence » trop précise au Soudan. Mais déjà les nationalistes, à la première séance du Parlement acclamaient le roi Fouad comme « roi d'Égypte et du Soudan ».

L'Angleterre sentait monter le mécontentement de l'Égypte amputée de ses provinces du Sud. La seule présence des troupes égyptiennes à Khartoum devenait suspecte et dangereuse.

Sur ces entrefaites, la Providence pourvut à l'embarras de l'Angleterre, en armant le bras de jeunes fanatiques, qui assassinèrent Sir Lee Stack « sirdar » des forces du « Condominium ».

Aussitôt échange de notes, menaces anglaises, capitulation égyptienne... Le Soudan doit être évacué.

Il est inutile de revenir ici sur l'iniquité des conditions imposées à l'Égypte par les Notes Allenby consécutives à l'assassinat du Sirdar, mais dégageons-en le sens juridique, l'influence qu'elles eurent sur le statut du Soudan.

Il semble à première vue qu'aucune atteinte effective n'ait été portée aux droits théoriques de souveraineté de l'Égypte : l'Angleterre n'est pas allée jusqu'à obliger l'Égypte à cette ultime capitulation. Pourquoi s'est-elle gênée ? Ce n'est pas dans les conceptions de la Grande-Bretagne, ni dans sa pratique impérialiste, de reculer devant les « solutions extrêmes ». Un dernier sursaut de pudeur a-t-il retenu l'Angleterre sur la voie de l'annexion pure et simple du Soudan, de son détachement définitif de l'Égypte ? Pour la deuxième fois l'Angleterre laissait passer l'occasion... pour les mêmes raisons qu'en 1899 : le Soudan est un « gouffre », il engloutit des millions par an en regard d'avantages économiques médiocres. Maintenir une allégeance nominale de l'Égypte, c'est lui extorquer une somme de 750.000 livres tous les ans pour combler le déficit « soudanais ». C'est ici encore, réussir une « bonne affaire » et ces négociants-nés que sont tous les Anglais, surent le comprendre à temps.

Evacuer les troupes et les fonctionnaires égyptiens, interdire l'immigration des gens du Nord dans leurs provinces du Sud, c'est « couper l'Égypte en deux tronçons » beaucoup plus sûrement qu'en en décrétant formellement la résolution. La propagande anglaise a eu beau jeu depuis 1924 pour nimber les autorités égyptiennes absentes d'une désavantageuse auréole. Les Anglais ont tout fait au Soudan pour discréditer le pouvoir du Caire. Ils ont lutté tant qu'ils ont pu contre le souvenir tenace au cœur des soudanais, de leurs frères d'Égypte. Les missions scolaires envoyées en Angleterre, la création d'une « université » à Khartoum, les honneurs dont

on para les descendants du Mahdi et des autres chefs de la révolte, avaient pour but de donner à cette indiscutable portion du peuple égyptien la notion d'une Patrie propre, distincte de la Patrie égyptienne, d'une histoire « à elle » brillante de hauts faits accomplis *contre* la Patrie égyptienne.

Mais cela ne s'est pas fait tout seul : on a persuadé le grand nombre de la « malfaisance » des subalternes égyptiens (sans évidemment leur dire, que ces subalternes exécutaient les ordres de supérieurs anglais) (1) mais on n'a pu arracher des cœurs soudanais l'affection qu'ils portent toujours, à leurs compatriotes d'Égypte.

La couleur n'y fait rien. La différence de race non plus. Outre le fait que les habitants de l'extrême Haute-Égypte, dénués de tous préjugés raciaux, se marient communément à leurs voisins « soudanais », outre celui que l'Islam unit et lie par delà les frontières géographiques, politiques ou raciales, l'exemple probant de bien des pays, de la plupart des pays, est là pour établir, qu'« Égyptiens » et « Soudanais » peuvent fort bien, malgré la couleur, ne constituer qu'une seule et même nation.

La Convention de 1899, les Notes de 1924 ont vainement essayé de créer deux peuples, là où il n'y en a jamais eu qu'un seul.

Le traité de 1936 est un autre jalon de cette même politique anglaise et son étude, sur ce point, est en elle-même édifiante.

Comment se fit cette évacuation ?

Aussi peu simplement que possible (2). Les autorités anglaises avaient tout caché aux troupes égyptiennes, artillerie et infanterie, pour les surprendre par un ordre d'évacuation brusquée. Mais, mis en alerte par la publication de détails « indiscrets » dans une feuille de Khartoum, les of-

(1) Pierre Armijon, *op. cit.*

(2) Nous empruntons ces détails, que nous croyons être inédits en français, à un Mémoire (en arabe) de feu Mohamad bey Rifaa' Mir'a'i (commandant) d'artillerie au Soudan qui fut chargé de procéder à l'évacuation des troupes. C'est à S. A. le prince Omar Toussoun que l'on doit la publication de ce mémoire, qui sans lui aurait sombré dans l'oubli au lendemain de la mort de son auteur.

ficiers et soldats prirent toutes leurs précautions pour ne point être surpris — à l'exception du 4^e d'infanterie, qui nui-tamment encerclé par les troupes anglaises, dut, sans résis-tance, se laisser désarmer, convoier vers Port-Soudan et em-barquer pour l'Egypte.

Les autres unités de l'armée égypto-soudanaise, résis-tèrent les armes à la main, mais presque dépourvues de mu-nitions, près d'une semaine. Certains engagements — au cours desquels les Anglais utilisèrent leur artillerie — se traduisirent par de nombreuses victimes. Finalement les Egyptiens récla-mèrent un messenger spécial du Roi Fouad, les honneurs de la guerre, l'acheminement par Ouadi-Halfa, à *travers des territoires égyptiens*, et non par Port-Soudan et de là sur des *navires anglais* jusqu'à Suez.

Leurs conditions furent acceptées. Un officier, délégué par le Roi Fouad, vint leur notifier l'ordre direct du ministre de la guerre. Là mort dans l'âme ils obéirent.

Les casernes et les édifices publics que les troupes et le génie avaient élevés, restèrent aux mains des Anglais et de la nouvelle « Force Armée Soudanaise » composée des éléments « noirs » de l'armée égypto-soudanaise.

De 1924 à 1936 plusieurs tentatives furent faites pour mettre fin à cette situation honteuse.

Partis de la thèse que nous avons exposée plus haut (quand nous avons abordé l'étude des quatre points réservés) les Délégués Egyptiens aboutirent à ne plus réclamer que l'exé-cution de la Convention de 1899. Quant aux Anglais, d'abord défenseurs acharnés du statut de 1899 contre ce que nous ap-pellerons la « première thèse » égyptienne, ils opposèrent à la « deuxième thèse », qui pourtant entraînait entièrement dans leurs vues, une nouvelle atteinte conservatrice du « statu quo » de 1924.

Refusant désormais de souscrire à ce qu'ils avaient si hautement prôné, ils amenèrent l'Egypte à les presser de consentir... à leurs propres conditions.

Douze ans durant cette tragi-comédie s'éternisa, douze ans pendant lesquels les Anglais faisaient la petite bouche,

jusqu'au jour où les Egyptiens, persuadés désormais que leurs aspirations nationales se limitaient à la honteuse Convention de 1899, par un phénomène rare d'aberration, ne se tinrent plus de joie quand la Grande-Bretagne « consentit » à y revenir.

En vérité, ce fut là une farce énorme — son seul inconvénient (mais il est de taille) est que le Traité de Londres en a sanctionné le dénouement. Mais quelle réussite pour l'Angleterre d'être parvenue à faire de l'Égypte, autrefois dressée contre la convention de 1899, sa sollicituse, son admiratrice, sa partisane acharnée et « nationaliste » — d'avoir persuadé le nationalisme égyptien et d'avoir lentement mais sûrement, conduit ses hommes à l'apologie d'un accord, dont le signataire (1) avait payé de sa vie, sa soumission aux volontés anglaises.

IV. — Les précédentes tentatives de régler le statut soudanais

Ce fut Saroit pacha qui, pour la première fois après 1924 et les Notes Allenby, entreprit d'amener l'Angleterre à composition, au cours de ses négociations avec le ministère Chamberlain en 1927.

L'Angleterre s'en tint au *statu quo* de 1925 et Chamberlain considérait que l'intérêt des deux pays « et notamment les intérêts de l'Égypte dans le cours supérieur du « Nil, seraient le mieux assurés par la continuation de leur « souveraineté commune au Soudan » sur la base de cet accord.

Evidemment Saroit ne put faire accepter un pareil point de vue, et les négociations n'aboutirent pas.

En 1929, un autre ministère « minoritaire » c'est-à-dire formé des représentants de tous les partis à l'exclusion du seul Wafd, le ministère de Mohamad Mahmoud pacha, essaya de régler la question soudanaise, en esquissant un retour

(1) Boutros pacha Ghali, a péri assassiné par un nommé Wardani, appartenant au Parti National de Moustapha Kamel au lendemain de la signature de l'Accord.

à la situation antérieure à 1924 ; mais le Wafd, qui prônait alors la « première » thèse égyptienne, refusa net d'en entendre parler, et Mohamad Mahmoud dut à son tour quitter le pouvoir (1).

Enfin, en 1920, le Wafd revenu au pouvoir reprit les « conversations » avec le ministère Henderson.

Ces négociations Nahas-Henderson sont importantes en ce sens qu'on y voit l'Égypte arriver à Londres avec l'intention bien arrêtée de réclamer et obtenir l'indépendance de la « Vallée du Nil » toute entière, consentir à ramener ses exigences aux accords de 1899 et finalement mettre fin aux négociations, sur le refus de l'Angleterre de les remettre en vigueur.

Moustapha el-Nahas pacha, président de la délégation et Wacyf Ghali pacha, Osman Mohharam pacha, Makram Ebeid effendi, membres, avaient reçu mission, le 6 février 1930, par une décision du Conseil des Ministres, d'arriver à « un accord honorable et durable de nature à resserrer les liens d'amitié » entre l'Angleterre et l'Égypte (2).

La thèse qu'ils plaidèrent, entraînait la reconnaissance du Soudan comme « territoire égyptien » et admettait la collaboration anglaise à un « condominium effectif » assumé par des fonctionnaires anglais et égyptiens et un conseil d'administration mixte. Ils réclamaient en outre, pour l'Égypte, la liberté de régler à sa guise l'« émigration » de ses nationaux vers le Soudan.

Nahas pacha voulait donc une « association » effective et Henderson ne lui offrit que le retour à la Convention de 1899, à la dictature exercée par un gouverneur anglais « nommé » par l'Égypte.

L'accord ne put se faire que tardivement et de façon

(1) De l'accord Mahmoud pacha, que l'Égypte refusa alors de reconnaître, deux points sont demeurés dans le traité de 1926 : la réserve concernant l'avenir et y permettant de « nouvelles conventions modifiant la convention de 1899 », et le retour « symbolique » d'un bataillon égyptien au Soudan. L'évocation de ce deuxième point n'est pas faite dans le traité de 1936, mais en fait un seul bataillon égyptien est retourné au Soudan.

(2) Note sur les négociations Henderson-Nahas. Imprimerie nationale, Le Caire, 1936.

tout à fait précaire, puisque Henderson ayant consulté les partis (entre autres, les conservateurs, défenseurs désintéressés des sociétés anglaises) déclara ne plus pouvoir consentir... à ce qu'il avait déjà promis.

Les négociations en restèrent là — et la lutte reprit, pour aboutir, en 1936, au Traité de Londres.

V. — Le traité de Londres et la question soudanaise

Les textes de ce traité, relatifs au Soudan, sont les suivants :

Article II.

1. — Tout en se réservant la liberté de conclure à l'avenir de nouveaux accords modifiant les conventions du 19 janvier et du 10 juillet 1899, les Hautes Parties Contractantes conviennent que l'administration du Soudan continuera à être celle résultant desdites Conventions. Le Gouverneur Général continuera à exercer, au nom des deux Hautes Parties Contractantes conjointement, les pouvoirs qui lui sont conférés par les conventions susdites.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que le bien-être des Soudanais doit être le principal but de leur administration au Soudan.

Rien dans cet article ne porte atteinte à la question de la souveraineté sur le Soudan.

2. — Les nominations et les promotions des fonctionnaires au Soudan continueront, en conséquence, à être du ressort du Gouverneur Général qui, en procédant aux nominations à des postes pour lesquels il ne se trouverait pas de Soudanais qualifiés, choisira des candidats convenables, de nationalité britannique ou égyptienne.

3. — En outre des troupes soudanaises, des troupes britanniques et égyptiennes seront mises à la disposition du Gouverneur Général, pour la défense du Soudan.

4. — L'immigration égyptienne au Soudan ne sera assu-

jettie à aucune restriction, sauf pour des raisons d'ordre public ou d'ordre sanitaire.

5. — Il n'y aura aucune discrimination au Soudan entre sujets britanniques et nationaux égyptiens en matière de commerce, d'immigration ou d'acquisition de propriétés.

6. — Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord sur les dispositions contenues dans l'annexe du présent article relativement à la méthode d'après laquelle les conventions internationales devront être rendues applicables au Soudan.

Annexe à l'Article II.

1. — A moins et jusqu'à ce que les Hautes Parties Contractantes en conviennent autrement dans l'application du paragraphe 1 de cet article, le principe général, pour l'avenir, sera que les conventions internationales ne deviendront applicables au Soudan que par l'action commune des Gouvernements du Royaume-Uni et d'Égypte, et qu'une telle action commune sera également requise de la même façon s'il est désirable de faire cesser la participation du Soudan à une convention internationale déjà appliquée dans ce territoire.

2. — Les conventions auxquelles il sera désirable que le Soudan soit partie seront généralement des conventions d'un caractère technique ou humanitaire. De telles conventions contiennent presque invariablement une disposition pour l'adhésion subséquente, et, en pareil cas, cette méthode de rendre la convention applicable au Soudan sera adoptée. L'adhésion sera effectuée par un instrument commun signé, au nom de l'Égypte et du Royaume-Uni respectivement, par deux délégués dûment autorisés à cet effet. La méthode à suivre pour le dépôt de l'instrument d'adhésion fera, dans chaque cas, l'objet d'un accord entre les deux Gouvernements. Au cas où il serait désirable d'appliquer au Soudan une convention qui ne contiendrait pas une clause d'adhésion, la méthode à suivre à cet effet fera l'objet de consultation et d'accord entre les deux Gouvernements.

3. — Si le Soudan est déjà partie à une convention et

et qu'il soit désirable de faire cesser sa participation à cette convention, la notification nécessaire pour la cessation de la participation sera faite conjointement par le Royaume-Uni et l'Égypte.

4. — Il est entendu que la participation du Soudan à une convention et la cessation d'une telle participation ne peuvent être effectuées que par une action commune visant spécifiquement le Soudan, et ne résultant pas simplement du fait que le Royaume-Uni et l'Égypte sont tous deux parties à une convention ou ont tous deux dénoncé une convention.

5. — Dans les conférences internationales où seront négociées des conventions de cette nature, les délégués de l'Égypte et du Royaume-Uni demeureront naturellement en contact, en vue de toute action qu'ils jugeront utile dans l'intérêt du Soudan.

NOTE ACCEPTEE

Paragraphes XIV, XV, XVI.

XIV

Relativement au Paragraphe 1 de l'article 11, il est convenu que le Gouverneur Général présentera au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et au Gouvernement Égyptien un rapport annuel sur l'Administration du Soudan. La législation soudanaise sera notifiée directement au Président du Conseil des Ministres Égyptien.

XV

Relativement au Paragraphe 2 de l'article 11, il est entendu que, quoique la nomination des nationaux égyptiens dans les postes officiels du Soudan doive être nécessairement régie par le nombre des vacances convenables, par le temps où elles se produisent et par les qualifications des candidats qui se présentent, les dispositions de ce paragraphe seront appliquées immédiatement dès la mise en vigueur du Traité. Les promotions et les avancements des membres du service du Soudan, abstraction faite de la nationalité et jusqu'à n'importe quel rang, auront lieu par voie de sélection selon les mérites individuels.

Il est également entendu que ces dispositions n'empê-

cheront pas le Gouverneur Général de nommer occasionnellement dans des postes spéciaux des personnes d'une autre nationalité lorsque aucun candidat qualifié ne sera disponible parmi les sujets britanniques, les nationaux égyptiens ou les Soudanais.

XVI

Relativement au Paragraphe 3 de l'article 11, il est entendu que, comme le Gouvernement égyptien désire envoyer des troupes au Soudan, le Gouverneur Général prendra immédiatement en considération la question du nombre des troupes égyptiennes requises pour servir au Soudan, des places précises où elles seront cantonnées et des aménagements qui leur seront nécessaires, et que le Gouvernement égyptien, aussitôt que le Traité aura été mis en vigueur, enverra immédiatement un officier militaire égyptien d'un rang supérieur, que le Gouvernement Général pourra consulter au sujet de ces questions .

XVII

Relativement à l'article 11, comme il a été convenu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni que la question de la Dette du Soudan vis-à-vis de l'Égypte, ainsi que les autres questions financières ayant trait au Soudan seront discutées entre le Ministre égyptien des Finances et la Trésorerie du Royaume-Uni, et comme de telles discussions ont déjà commencé, il a été estimé inutile d'insérer dans le Traité une disposition quelconque à cet égard.

XVIII

Relativement au paragraphe 6 de l'annexe de l'article 13 il est entendu que toutes les questions afférentes à cette déclaration ne seront pas sujettes à l'appréciation d'un tribunal quelconque en Égypte (1).

Ces textes impliquent un retour aux accords de 1899 et maintiennent l'autonomie du Gouverneur Général anglais.

(1) Traité d'Alliance entre S. M. le Roi d'Égypte et S. M. dans le Royaume-Uni. Texte officiel. Imprimerie nationale, Le Caire 1936.

Mais ce n'est pas un retour pur et simple. Il comporte certaines différences sensibles, au premier rang desquelles, l'affirmation de l'existence d'un peuple *soudanais*, d'une nation *soudanaise* absolument distincte de la nation égyptienne.

L'Égypte, par l'article 11 du Traité, s'est placée dans une position d'étrangère vis-à-vis du Soudan, exactement sur le même plan que la Grande-Bretagne.

Assurer le « bien-être des Soudanais » est un devoir naturel du Gouvernement égyptien, qui n'est gouvernement, qui n'est égyptien, que parce qu'il poursuit le bien-être des éléments composants de la Nation dont il émane : habitants de la Basse, de la Haute-Egypte et des provinces du Sud.

S'engager vis-à-vis de la Grande-Bretagne par cet accord synallagmatique, à « assurer » avec sa collaboration, le « bien-être » des Soudanais, c'est prendre vis-à-vis du Soudan une attitude incompréhensible et qui est tout-à-l'avantage de la Grande-Bretagne, puisque la Grande-Bretagne, elle, *EST ETRANGERE* au Soudan.

Un Gouvernement national n'a pas à recevoir de leçons. Il n'a pas à s'engager vis-à-vis de quiconque à bien administrer ses nationaux. Il a droit aux erreurs. Les exactions mêmes, sont des signes de souveraineté. C'est aux Egypto-Soudanais à juger leurs gouvernants, à les combattre, à les changer... Le contrôle doit être exercé par le peuple sur son émanation : le gouvernement. Première abdication, première entorse portée aux accords de 1899 où nulle part le Gouvernement Egyptien n'avait pris d'engagements de cette nature, vis-à-vis de « certaines provinces en rébellion ».

L'assimilation des Egyptiens aux Anglais (étrangers tous deux par rapport aux « nationaux » soudanais) est encore rééditée dans le paragraphe 2 : c'est la pénurie de « soudanais » aptes aux fonctions publiques qui seule permettra l'engagement de « sujets britanniques ou de nationaux égyptiens ».

On aurait compris que le traité, assimilant les « Egyptiens » aux « Soudanais », décide, qu'au besoin, des « Britanniques » seraient engagés aux postes vacants. Le traité

ne l'ayant pas fait, l'Égypte, pour la deuxième fois abdique ses droits et permet son assimilation à l'Angleterre, étrangère et colonisatrice.

En outre, les troupes égyptiennes « blanches » ne sont plus confondues avec les troupes égyptiennes « noires ». Ces dernières, au Mexique et à Tell-el-Kébir, honneur de l'armée égyptienne, continuent — au vœu des Notes Allenby — à constituer une « force armée soudanaise » et les troupes égyptiennes, assimilées aux troupes anglaises, « seront mises à la disposition du Gouverneur Général pour la défense du Soudan ». Troisième abdication.

Outre l'impropriété flagrante du terme « immigration » appliqué au déplacement de nationaux à l'intérieur de leurs frontières, les raisons d'ordre public ou sanitaires, qui pourraient à la rigueur permettre à un Gouvernement de régler les déplacements de province à province, ne sont pas de celles qu'un Gouvernement national consent à discuter avec l'Étranger, ni de celles dont il lie l'exercice dans un traité. Quatrième abdication.

L'assurance même qu'il n'y aura aucune « discrimination » entre « sujets britanniques et nationaux égyptiens » (paragraphe 5) est une abdication. La discrimination est nécessaire entre Égyptiens et Anglais. Les premiers sont chez eux, les derniers sont des étrangers. On comprend qu'un traité d'établissement puisse assurer aux ressortissants d'un pays donné, les mêmes avantages qu'aux nationaux. Mais le présent traité n'est pas d'établissement. Il a la prétention de définir le statut du Soudan. La Nation égyptienne ne peut pas s'y obliger à n'user jamais de mesures discriminatoires vis-à-vis des Anglais.

L'annexe de l'article 11, relative à la « méthode d'après laquelle les conventions internationales devront être rendues applicables au Soudan », est la suite logique de l'article 11, de l'esprit de cet article. Ne nous en étonnons donc pas. Ne nous indignons pas d'y voir que l'Égypte ne peut pas, par sa propre ratification d'un traité, l'« imposer » au Soudan. C'est là une conséquence logique de l'élévation de quelques provinces égyptiennes au rang de « nation » indépendante de l'Égypte elle-même.

Quant à la Note Acceptée du 26 août 1936 elle détaille l'activité du Gouverneur Général, qui présentera un rapport annuel sur l'Administration du Soudan (XIV), pourra nommer des fonctionnaires appartenant à n'importe quelle nationalité (XV) et prendra en considération la question du retour des troupes égyptiennes au Soudan (XVI).

Il semble que nous n'ayons guère à commenter. Toutes les critiques formulées par les dirigeants égyptiens eux-mêmes, par les chefs du mouvement national, les Moustapha Kamel, les Saad Zaghloul, les Nahas pacha, toutes celles que nous avons cru pouvoir encore adresser aux accords de 1899, sont également méritées par le Traité de 1936.

Nous ne faisons nullement ici œuvre de partisan. Les accords de 1899 ont été vilipendés par tous les patriotes et tous les gouvernants (ce ne furent pas toujours les mêmes hommes, hélas !) d'Égypte, depuis leur signature. Wardani, l'assassin de Boutros pacha Ghali, signataire des accords de 1899 fut et demeure toujours considéré comme un des héros de la cause égyptienne.

La ratification par le Wafd nationaliste et par les chefs des partis « minoritaires » (1) n'y peut rien.

Ce n'est pas en acceptant aujourd'hui ce que nous considérions hier comme étant l'abomination de la désolation, que nous pourrions changer *la nature des choses*.

Les accords de 1899 étaient préjudiciables. L'Égypte pouvait arguer de la veulerie de ses ministres d'alors, de l'écartement de ses chefs nationalistes, de leur non-ratification par le « pays réel ».

Le Traité de 1936, reproduit en les aggravant les accords de 1899 — sans circonstances atténuantes, sans excuses.

Il est à cette étrange circonstance, une conclusion qui s'impose et que nous avons tirée.

(1) Un seul parti a refusé son adhésion : le Parti « National » héritier de la doctrine de Moustapha Kamel. Mais sa récente, incompréhensible et éphémère participation au premier ministère Mohamad Mahmoud, lui a-t-il — semble-t-il — fait perdre son droit à une attitude intransigente.

CONCLUSION

Dans la première partie de cet ouvrage, nous avons essayé de préciser certaines dates essentielles pour la compréhension de la question d'Égypte, et les situations les plus marquantes de son Histoire.

C'est dans le statut « ottoman » de l'Égypte, statut fixé à Londres par l'Europe, que nous avons cherché la première ingérence directe des Puissances. C'est dans la politique des « réclamations », dans l'« ère consulaire » si brillante sous les règnes de Abbas 1^{er}, Séïd et Ismaïl, que nous en avons retrouvé l'action. Nous avons vu leurs ambitions concurrentes freinées par l'action « isolée » de la Grande-Bretagne... Peut-on exactement saisir les caractères intimes de l'occupation anglaise, si on n'a pas présent à l'esprit tous les appétits que l'Angleterre a dû satisfaire, toutes les convoitises qu'elle a dû faire reculer, pour demeurer « seule » en Égypte ?

Ce coup d'œil général nous a amenés, dans notre deuxième partie à l'étude des deux conventions qui ont si profondément transformé la question d'Égypte. Nous n'avons pas voulu faire une étude séparée des clauses du traité anglo-égyptien de 1936 ; nous avons préféré étudier, au fur et à mesure que nous abordions l'étude des différentes questions, les clauses qui s'y rapportaient. Comme les articles 12 et 13 de ce traité donnaient déjà la solution de la question capitulaire nous avons intimement lié l'étude des deux conventions.

De l'étude du Traité anglo-égyptien de 1936, il nous est resté une impression précise : c'est un arrangement boiteux mais qui *devait* aboutir, tant il est vrai qu'une transaction médiocre vaut un brillant procès.

Nous avons, il nous semble, exposé la thèse la plus nationaliste, dans tout ce qu'elle comporte de situations forcément difficiles et parfois, d'arguments par trop théoriques. Mais il fallait « dire le droit ». L'Égypte *a droit* à une indépendance sans restriction, elle *a droit* à l'exercice d'une souveraineté absolue sur son territoire, elle *a droit* à l'évacuation pure et simple, au Canal de Suez, à l'entière liberté de législation en ce qui concerne les étrangers établis sur son sol. Nous l'avons dit sans ménager personne, mais nous ne pensons pas qu'il soit encore temps de réclamer l'exécution intégrale de ce programme, qui demeure un programme idéal.

La situation mondiale, troublée au possible, commande à l'Égypte les concessions qu'elle a faites à son alliée britannique, de même que l'importance numérique des colonies étrangères assises à son foyer et la puissance des Etats dont elles relèvent, l'obligent aux concessions consenties à Montreux. *Pour ces diverses concessions, l'application du programme nationaliste n'est qu'une question de temps.*

Qu'on nous comprenne bien. L'Égypte ne désire nullement pouvoir un jour soumettre les étrangers, autrefois si puissants sur son territoire, à un régime discriminatoire ou injuste. Elle veut, *libre et sans frein*, pouvoir prouver à l'Univers que la sagesse orientale et l'hospitalité arabe, ne sont pas un vain mot. Le temps la conduira à cette situation et l'Histoire jugera.

Mais, là où le temps risque d'être impuissant à corriger les erreurs ou les défauts acceptés du traité de 1936 c'est en ce qui concerne la question soudanaise. *Plus il s'écoulera de temps entre le traité de 1936 et la date problématique de la conclusion des accords qu'il prévoit, et plus le fossé creusé entre le Nord et le Sud de l'Égypte s'élargira.* Il y a urgence à combler ce fossé. Il est temps qu'on s'en aperçoive, il est indispensable qu'on y pense. Dix ans de ce régime, et le Soudan cessera de se souvenir qu'il a été de l'Égypte, pour ne plus voir, dans les Anglais et les Égyptiens, que les mêmes « colonisateurs » et « oppresseurs » qu'il haïra.

Non, sur la question soudanaise il n'y a pas de conces-

sion possible. Il fallait immédiatement aboutir. L'Égypte pourra payer très cher la temporisation.

Mais si le traité avait été irrémédiablement compromis par l'intransigeance sur la question du Soudan ? Mais si par suite de la non-solution de cette question, l'Angleterre avait refusé de négocier plus avant ?

Les négociateurs égyptiens ont certes eu la main forcée. Il faut les comprendre, il faut leur pardonner, mais rien ne nous interdit de continuer à « dire le droit » — et c'est pourquoi nous l'avons fait.

Il n'en reste pas moins que le traité de 1936 constitue une étape essentielle dans la marche vers l'indépendance, et que la convention de Montreux soit une réussite honorable. C'est pourquoi, avant de clore cette étude, nous nous faisons un devoir de rendre hommage au patriotisme réel des négociateurs qui ont bien travaillé pour l'Égypte, même s'ils n'ont pu, sous la pression des événements et des nécessités urgentes, arriver à ce que ce patriotisme même leur commandait d'atteindre.

ANNEXE

Le Chemin de fer « de Palestine »

L'Égypte est toujours la « terre du paradoxe » (Lord Cromer). Il ne suffisait pas à sa gloire que son territoire soit traversé par le Canal de Suez... Car le Canal n'est malheureusement pas la seule voie de communication gérée par l'Étranger que l'Égypte tolère. Il y en a une seconde : le chemin de fer, dit « de Palestine ».

Cette voie ferrée qui relie Kantara (sur la rive asiatique du Canal) à Haïffa (Palestine), traverse les territoires égyptiens sur un parcours de près de 200 kilomètres, de Kantara aux frontières égyptiennes (Raffah), et n'en demeure pas moins à ce jour une propriété du gouvernement *Palestinien*, après avoir été la chose des autorités militaires anglaises.

C'est en 1916 que furent inaugurés les travaux d'établissement de cette ligne. Ils furent terminés en 1918... avec la guerre d'Orient. Les travaux suivaient le sort de la lutte que

se livraient les Anglo-Arabbes et les Trucs. Les rails à peine posés servaient à véhiculer les troupes anglaises qui pied à pied entreprenaient d'arracher la Syrie du Sud aux Ottomans.

Pour construire cette voie en territoire égyptien (et même en territoires palestiniens) on fit appel aux bras égyptiens (par le système de la conscription ouvrière que nous avons déjà exposé dans notre première partie) et aux matériaux égyptiens (en se servant de rails arrachés aux lignes de Zagazig et de Mariout, lignes égyptiennes d'intérêt moyen). Pour l'équiper on puisa dans les chemins de fer d'Egypte les locomotives et wagons nécessaires. Comme on ne paya finalement rien à l'Egypte, il faut bien reconnaître que c'est l'Egypte qui, par ses capitaux, ses ouvriers, ses matériaux, ses locomotives et ses wagons, a, de toute pièces, monté la voie de Palestine... sur son propre territoire.

Tant que l'autorité militaire anglaise conserva le contrôle effectif et absolu des affaires d'Egypte, il ne fut pas question de discuter la propriété de la voie ferrée. Quand les autorités égyptiennes se reprirent à gouverner, il ne fut pas non plus question de s'y intéresser. Les Anglais la cédèrent au nouvel Etat « Palestinien » que la Convention Sykes-Picot avait fait germer là où il n'y avait autrefois qu'une subdivision administrative de la Syrie. L'Egypte ne s'en émut pas outre mesure : d'autres besognes plus urgentes retenaient son attention.

Mais bientôt des hommes plus clairvoyants s'aperçurent de cette anomalie et du danger qu'elle représentait. La voie ferrée Kantara-Raffah est une voie stratégique au premier chef. C'est la seule voie de communication pratique à travers la désertique presque île du Sinaï. Or si le Sinaï ne représente plus pour l'Egypte la voie naturelle vers son ex-possession, le port d'Akaba, il n'en demeure pas moins la barrière naturelle la plus sérieuse que l'Egypte puisse opposer à une invasion venant de l'Est.

Dans les circonstances présentes, la Palestine anglaise et la Syrie française qui la double au Nord, n'offrent pas de dangers réels. Mais nul ne peut prédire ce que l'avenir réserve de surprise, et la récente affaire d'Alexandrette laisse

entrevoir de désagréables perspectives quant à un retour offensif de la puissance Ottomane.

Quoiqu'il en soit, aussi bien pour des raisons de défense nationale que pour des raisons de prestige et de souveraineté nationale, il semble que le temps soit venu de reprendre la portion Kantara-Raffah de cette voie, et subsidiairement de faire payer à la Palestine anglaise le loyer des terrains que cette ligne, exploitée par la Palestine depuis vingt ans, a indûment occupés.

Qu'on ne voit nullement, dans cette réclamation subsidiaire l'expression d'une mercantile aspiration. La Palestine anglaise doit payer le loyer de ces terrains, pour que soit définitivement caractérisé le mode d'occupation par elle d'une portion du territoire égyptien. Ce loyer pourrait n'être que symbolique, l'essentiel est qu'il soit payé.

Mais la rétrocession de cette ligne à l'Égypte amènerait peut-être un autre résultat, celui de dispenser les Égyptiens désireux de se rendre aux oasis de Arish et de Raffah, de présenter leurs passeports aux autorités « palestiniennes » à deux cents kilomètres en deçà de leurs frontières.

Que de paradoxes. C'est seulement en 1938 qu'on commence à s'en occuper sérieusement...

En 1920, le Gouvernement Égyptien tenta une timide démarche pour s'en rendre maître ; il y mettait une condition proprement désarmante : que la Grande-Bretagne lui en garantisse le déficit. Bien entendu la Grande-Bretagne refusa net. En 1926, en 1928, des interpellations parlementaires essayèrent vainement de tirer les hautes sphères de leur apathie, pourtant l'Administration des Chemins de Fer Égyptiens avait établi à 1.700.00 livres les sommes dues à l'Égypte, du fait de la construction de la voie. L'Angleterre versa 180.000 livres (même pas le dixième de la somme totale) et mit le reste au compte de l'Égypte, à titre de « contribution aux frais de guerre ».

En conclusion, il serait urgent de résoudre ce déroutant problème « palestinien ». Comme l'a écrit un grand journaliste égyptien : « Il eut été nécessaire d'aborder cette question au cours des négociations anglo-égyptiennes comme il y fut

« question des Capitulations et des juridictions mixtes... Le
« Gouvernement (Egyptien) se doit d'acquérir cette voie et
« de supprimer la douane de Kantara pour la transporter
« aux véritables frontières de l'Egypte, afin de débarasser
« le Sinaï de cette colonisation... de fer. Si l'intérêt général
« rend nécessaire une collaboration égypto-palestinienne
« faut-il encore que cette collaboration soit établie par un
« traité, par un accord équitable et officiel » (1).

(1) Abbas Mousfy. « *La question du chemin de fer du Sinaï, et la politique du laisser-aller* ». Journal « Al Ahram » du 22 juillet 1938. En arabe.

BIBLIOGRAPHIE

- Pierre ARMINJON. — « La situation économique et financière
« de l'Egypte. Le Soudan Egyptien », Paris, 1911.
- Joseph ASHKAR. — « Le Khédivat d'Egypte », Thèse, Paris, 1912.
- Auguste BENOIT. — « Etude sur les Capitulations entre l'Em-
« pire Ottoman et la France sur la Réforme judiciaire en
« Egypte », Paris, 1890.
- Fernand BRAUN. — « La Convention de Montreux et ses diffi-
« cultés d'application », Paris, 1938.
- CALVO. — « Le Droit International, Théorique et Pratique ».
- J.-E. CATTAUL. — « Histoire des rapports de l'Egypte avec la
« Sublime Porte », Thèse, Paris, 1919.
- Hassan CHAFIK. — « Le statut Juridique International de
« l'Egypte », Thèse, Paris, 1928.
- Jean CLAUDY. — « Histoire financière de l'Egypte depuis Séïd
« Pacha », Paris, 1878.
- Jules COCHERIS. — « Situation internationale de l'Egypte et
« du Soudan », Paris, 1903.
- Hugues COLIN. — « Condition Internationale du Soudan anglo-
« égyptien et du Haut-Nil », Thèse, Paris, 1937.
- Franz DESPAGNET. — « Essai sur les protectorats », Paris, 1896.
- Ed. ENGELHARDT. — « Les protectorats anciens et modernes »,
Paris, 1896.
- Aziz FAHMI. — « La Conférence de Montreux 1937 », Thèse,
Paris, 1938.
- Roland GAIGNEROT. — « La Question d'Egypte », Thèse, Albi,
1901.
- Ibrahim Saleh HUSSEIN. — « Etude juridique du Problème
« Egypte », Thèse, Paris, 1931.
- Sayed KAMEL. — « La Conférence de Constantinople et la ques-
« tion égyptienne », Thèse, Paris, 1913.

- Henri LAMBA. — De l'évolution de la condition des étrangers
« en Egypte », Paris, 1896.
- Mohamad Aly NAGUIB. — « Nature juridique du conflit anglo-
« égyptien relatif à l'indépendance de l'Egypte déclarée le
« 28 février 1922 », Thèse, Paris, 1933.
- G. Pélissié DU RAUSAS. — « Le Régime des Capitulations dans
« l'Empire Ottoman », Paris, 1902.
- M. SABRY. — « L'Empire d'Ismail et l'ingérence anglo-française »,
Paris, 1933.
- Grégoire Sarkissian. — « Le Soudan Egyptien », Thèse, Paris,
1913.
- S. A. le prince OMAR TOUSSOUN. — « La fin des Mameluck »,
Le Caire, 1933.
- VATTEL. — « Le droit des Gens ».
« Précis de l'Histoire d'Egypte ».
Tome I. — Gaston WIET, Le Caire, 1933.
Tome II. — Edouard DRIAULT, Le Caire, 1933.
Tome III. — Angelo SAMMARCO, Rome, 1934.

Ouvrages en arabe ou en anglais

- B.-M. ALLEN. — « Gordon and the Sudan », Londres, 1931.
- Pierre CRABITÈS. — « Ismail le calomnié ». Traduit de l'anglais
par SARROUF, Le Caire, 1937, arabe.
- Makrain Pacha EBEID. — « Etude analytique comparée du Traité
« anglo-égyptien », Le Caire, 1936. Arabe.
- Mohamad bey RIFAAT. — « Mémoire sur l'évacuation du Sou-
« dan », Alexandrie, 1936. Arabe.
- S. A. le prince OMAR TOUSSOUN. — « L'armée égyptienne en
« Crimée et au Mexique », Alexandrie. Ar.
« La Question Soudanaise », Mémoire présenté aux mem-
bres du Parlement britannique et à la Presse, Alexan-
drie, 1936. Ar.
- « Les sacrifices de l'Egypte au Soudan », ouvrage publié sous
la direction de S. A. le prince OMAR TOUSSOUN. Ar.

Recueils de Textes

- Louis LE FUR et Georges CHKLAVER. — « Recueil de textes du
Droit International Public ».
- NOURADOUNGHIAN effendi. — Recueil des Actes internationaux
de l'Empire Ottoman ».

Textes

Traité d'alliance entre S. M. le Roi d'Egypte et S. M. dans le Royaume-Uni, Le Caire, 1936.

Note sur les négociations Henderson-Nahas, Le Caire, 1936.

Les Actes de Montreux (avec une introduction de M. Pupikofer et un commentaire de M. Alexandre Assabghy bey), Alexandrie, 1937.

Note sur les négociations Adly-Curzon (1921).

Articles de revues et de journaux

Ezekiel GORDON. — « Le traité Anglo-Egyptien du 26 août 1936 « et le statut international nouveau de l'Egypte », Revue du D. I. et de législation comparée, 1937, N° 2.

Georges MEYER. — « Après Montreux », Revue des Affaires Etrangères, juin 1937, p. 356.

Abbas MOUSFY. — « La question du chemin de fer du Sinaï « et la politique du laisser-aller », journal « AL AHRAM » du 22 juillet 1938. Arabe.

Maurice PERNOT. — « La Conférence de Montreux », Revue des Affaires Etrangères, mai 1937, p. 271.

J. WATHELET. — « Le traité d'alliance anglo-égyptien du 26 « août 1936 et la Conférence de Montreux du 8 mai 1937 « concernant la suppression des Capitulations en Egypte », Revue du D. I. et de Législation comparée.

Divers

T.-E. LAWRENCE. — « Les sept piliers de la Sagesse », Paris, 1936.

Amine SAÏD. — « La Grande Révolution arabe », Le Caire. Arabe.

René PINON. — « Fièvres d'Orient », Lyon, 1938.

Collection du quotidien « AL AHRAM » (Le Caire)

VU : *Le Président de la thèse,*
L. LE FUR

VU : *Le Doyen,*
G. RIPERT

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE

L'Egypte vassale de la Turquie — L'ingérence financière et politique des Puissances — L'occupation britannique, le Protectorat et l'indépendance sous conditions.

CHAPITRE PREMIER

L'Egypte Vassale de la Turquie

I. — Conquête turque et constitution de Sélim 1 ^{er} . Les beys et la Porte	9
II. — Mohamed Ali. — Ses guerres	13
III. — Mohamed Ali. — L'ingérence étrangère et les accords de Londres (1841)	19
IV. — Mohamed Ali. — Les firmans de 1841 et la situation internationale de l'Egypte	23

CHAPITRE II

L'ingérence financière et politique des puissances

I. — Le règne de Abbas 1 ^{er} et le système des réclamations	29
II. — La politique financière de Séïd et le Canal de Suez	31
III. — Les erreurs financières d'Ismail	35
IV. — L'œuvre politique d'Ismail et les nouveaux firmans	46

CHAPITRE III

L'occupation Britannique — Le Protectorat et l'indépendance sous conditions

I. — L'occupation britannique	53
1) La liquidation de 1880	53
2) La révolte d'Arabi pacha	55
3) La Conférence de Constantinople	56
4) L'action isolée de la Grande-Bretagne	57
5) L'Angleterre en Egypte et au Soudan	59
6) L'accord avec la France (1904)	64

II. — Le Protectorat	67
1) Abbas II	67
2) La Grande Guerre	70
3) La proclamation du Protectorat	70
4) Etude de la légalité du Protectorat	72
III. — L'Indépendance de 1922	76
1) Le réveil du Nationalisme. — La répression anglaise	76
2) La mission Milner	80
3) La déclaration de 1922	82
4) Discussion des points réservés et du droit de l'Angleterre à conditionner l'indépendance reconnue	84
5) L'assassinat du Sirdar et les Notes Allenby	91

DEUXIEME PARTIE

Le Traité de 1936 — Résolution des deux premiers points réservés en 1922 — Résolution du troisième point réservé — Résolution du Quatrième point réservé — Conclusions.

CHAPITRE PREMIER

L'Egypte indépendante : le Traité de 1936

I. — Circonstances des ministères Sedky, Yéhia et Nessim Pacha. La Constitution du Front National	101
1) Le Wafd et le Palais	101
2) Les ministères « minoritaires »	104
II. — Négociations et signature du traité	108

CHAPITRE II

Résolution des deux premiers points réservés en 1922. Les Communications Impériales Anglaises, la défense du Territoire Egyptien et le statut du canal de Suez.

I. — Ce que le Canal a coûté à l'Egypte	114
1) Le Canal, aspect financier	114
2) Le Canal, aspect économique	117
3) Le Canal, aspect politique	118
II. — Le Statut du Canal. Les accords de 1888. Le traité de 1936	120
1) Les accords de 1888	120

2) Le traité de 1936 et l'alliance militaire anglo-égyptienne	122
CHAPITRE IV	
Résolution du troisième point réservé en 1922	
I. — Historique des Capitulations	129
II. — Le traité anglo-égyptien, la troisième capitulation et le régime capitulaire	152
III. — La Convention de Montreux	154
1) Abolition des capitulations	154
2) La législation égyptienne et les étrangers ..	156
3) La période transitoire, la nouvelle Réforme	158

CHAPITRE IV**Résolution du quatrième point réservé en 1922****Le Soudan**

INTRODUCTION	163
I. — Constitution et perte de l'Empire	163
1) Le retour de l'Égypte au Soudan	163
2) Ismaïl ramasseur des terres égyptiennes	169
3) La Révolte mahdiste. La Perte du Soudan.	173
4) L'Odyssée d'Emine pacha en Equatoria ..	180
II. — L'accord de 1899	183
1) Les textes	183
2) Critique	184
III. — Le Soudan depuis 1899	195
IV. — Les précédentes tentatives de régler le statut sou- danais	201
V. — Le traité de Londres et la question Soudanaise ..	203
CONCLUSION	211
ANNEXE	213
BIBLIOGRAPHIE	217

